

# VILLE DE TOURNAI

## Procès-verbal du Conseil communal du 30 juin 2014

---

**PRESENTS** : M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée;  
Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE,  
T. BOUZIANE, Echevins;  
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE,  
Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX,  
J.-L. VIEREN, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE,  
E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX,  
D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID,  
MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, Conseillers communaux;  
M. T. LESPLINGART, Directeur général adjoint

**Excusés**: Messieurs les Conseillers communaux A. PESIN, C. MICHEZ, D. SMETTE, G. HUEZ, Monsieur le  
Directeur général D.COUPEZ

Monsieur le Conseiller B.MAT entre en séance avant le point 2.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale P-O.DELANNOIS et Madame la Première Echevine  
MC.MARGHEM entrent en séance avant le point 4.

### **SEANCE PUBLIQUE**

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le vendredi 13 juin 2014.

Monsieur le Directeur général D. COUPEZ, absent, est remplacé par Monsieur le Directeur général adjoint  
T. LESPLINGART, conformément à l'article L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la  
décentralisation.

Monsieur le **Président** de séance ouvre la séance publique à 19 heures 35 et dépose sur le bureau du  
Conseil communal le procès-verbal de la séance du 2 juin 2014, en précisant que si aucune observation  
n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté.

Madame la Conseillère communale **M. WILLOCQ** revient sur le projet d'échange de parcelles au bois  
d'Allain après avoir rencontré sur place Madame l'Echevine M. C. MARGHEM. Elle précise que cette  
dernière devait lui transmettre des informations au sujet de l'estimation de ces biens par le comité  
d'acquisition.

## 1. Communications.

- 1) Monsieur le **Président** rend hommage à M. François DUFOUR, ancien Conseiller communal récemment décédé, en prononçant l'éloge suivant :

" François DUFOUR a marqué la Ville de Tournai et notre administration. Toute sa vie, il l'a passée à défendre ses convictions et le service public.

Né à Vezon en mars 1938, François a commencé sa carrière professionnelle comme engagé volontaire au sein de l'Armée. Il y restera trois ans. En 1958, il s'engage à la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) jusqu'au 31 juillet 1961. En août 1961, il devient secrétaire communal de Vaulx. Une fonction qu'il assume jusqu'à la fusion des communes en 1977. Il rejoint alors l'Administration communale de Tournai, au poste de chef de division. En 1984, il est nommé directeur des travaux, fonction qu'il quitte en 1987 pour devenir député.

Parallèlement à cette carrière professionnelle bien remplie, François DUFOUR a mené de front une activité syndicale intense comme délégué à la centrale générale des services publics, puis, début 1980, secrétaire des administrations locales et régionales, section des agents communaux de la Centrale générale des services publics (CGSP) de Tournai.

Il embrasse alors, progressivement, une autre carrière : il choisit de s'investir en politique, devenant chef de cabinet du maire tournaïen, Raoul VAN SPITAEEL, ensuite commissaire et administrateur de l'intercommunale générale de distribution de signaux analogiques et numériques en Hainaut occidental (IGEHO) - Energie des bassins de l'Escaut (EBES) d'Electrabel, que le Bourgmestre préside.

En octobre 1985, il participe aux élections nationales en qualité de suppléant, mais n'est pas élu.

En 1986, le PS adopte de nouveaux statuts qui interdisent le cumul entre un mandat d'échevin de grande ville et celui de parlementaire. Roger DELCROIX opte pour son échevinat à Tournai et abandonne son mandat de sénateur.

François DUFOUR hérite ainsi du mandat de sénateur provincial qu'il exerce jusqu'à la chute du gouvernement MARTENS-GOL en décembre 1987, à la suite des difficultés fouronnaises. Au scrutin suivant, il décroche son premier mandat de député et s'installe au Conseil régional wallon et au Conseil de la Communauté française. Il y siège jusqu'en 1995.

Durant cette période, il assumera brièvement les fonctions de premier vice-président du bureau du Conseil régional wallon, participera, entre 1992 et 1995, à la Commission de révision de la Constitution et adopte, après examen des textes, la réforme institutionnelle de 1988-1989 et celle de 1993, amenant l'élection directe du Parlement wallon.

Malgré cette carrière au cœur des enjeux régionaux, François DUFOUR choisit en 1995 de rejoindre la Chambre fédérale. Il y représente la circonscription électorale de Tournai-Ath-Mouscron jusqu'en avril 2003.

En 1988, François DUFOUR s'installe comme conseiller communal à Tournai. Il siégera jusqu'en 2006, assumant en parallèle la vice-présidence de l'Intercommunale de propreté publique (IPALLE) puis la présidence du secteur «épuration». Très attaché au hameau d'Allain et au bassin carrier, il a longtemps défendu les intérêts de ses habitants.

Après une longue carrière au service de la collectivité et de ses idées, François DUFOUR avait continué à s'impliquer dans la vie tournaisienne, se battant pour les valeurs qu'il a toujours défendues."

A l'issue de cet hommage, l'Assemblée est invitée à observer un instant de recueillement.

- 2) le Conseil communal est ensuite informé du schéma directeur informatique 2014-2018 fondé sur le programme stratégique transversal (PST) ainsi que sur les recommandations de l'audit informatique externe réalisé en mars 2012. Ont été ajoutées à cela les actions identifiées par le nouveau responsable du service informatique en poste depuis le 8 avril 2014.

Voici le contenu du schéma directeur informatique Ville-Centre public d'action sociale (CPAS) 2014-2018 :

Objet du document	Définir les objectifs du Service informatique et les projets de mise en œuvre pour répondre aux orientations et besoins de la Ville et du CPAS
Domaine d'application	Toutes les activités du Service informatique
Références	Programme stratégique transversal Rapport d'Audit CLiC Informatique (mars 2012)

#### Historique

Date	Version	Auteur	Modification
12/05/2014	1.0	S.Castiaux	Création
14/05/2014	1.1	S.Castiaux	Remarques N. Desablin : demande de définition de certains termes (notes en bas de page) Ajout paragraphe Green-IT
21/05/2014	1.2	S.Castiaux	Modifications suite présentation comité directeur : - Renommage «Plan stratégique transversal» en «Programme stratégique transversal» - Ajout référence PST dans le paragraphe Green-IT - Ajout d'une action pour la mise en place d'un Extranet (AA-14)

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ajout d'une action pour la mise en place d'une application pour la gestion du PST (AA-15)</li> <li>- Ajout d'une action pour mettre en place un datawarehouse (AA-16)</li> </ul>
--	--	--	---

### Abréviations

Abréviation	Signification
SI	Service Informatique
PST	Programme Stratégique Transversal
CSI	Conseiller en Sécurité de l'Information
SDI	Schéma Directeur Informatique
RSI	Responsable Service Informatique
FAQ	Foire Aux Questions
GP	Gestion du personnel
SSD	Service Stratégie et Développement
SD	Service desk
CPVP	Commission de la Protection de la Vie Privée

## **1. INTRODUCTION**

L'informatique de la Ville de Tournai et du CPAS sont à un moment crucial de leur évolution aussi bien au niveau interne (renouvellement de l'infrastructure technique, mise en place de nouvelles applications, modernisation des échanges au sein de l'administration et vers les partenaires externes,...) qu'au niveau des interactions avec les citoyens (nouveau site Web, souhait de faciliter les interactions avec l'administration, Wi-Fi urbain,...). L'évolution doit également tenir compte de l'abandon progressif du papier au profit d'échanges par voie électronique, ceci en tout temps, en tout lieu et en toute sécurité.

Il est donc attendu du Service informatique (SI) qu'il mette à disposition toutes les applications et fonctionnalités nécessaires et que celles-ci soient déployées sur une infrastructure fiable, de haute qualité technique, valablement sécurisée tout en maîtrisant les coûts. Le SI doit rendre possible une utilisation moderne et innovante des technologies de l'information résolument tournées vers l'utilisateur, en tant que soutien aux activités des services.

L'évolution informatique est l'occasion de revoir et d'optimiser les processus de travail des services de l'administration. Ceci suppose une implication forte de tous les services concernés et un besoin de prise en compte de toutes les composantes dans une gestion du changement cohérente (reprise des données, tests, communication, organisation des formations...). Cela induit également la mise en relation de nouveaux acteurs et amène l'obligation pour le SI de renforcer la conception et les dispositifs touchant la sécurité des données. Thierry Sciera a été nommé comme conseiller en sécurité de l'information (CSI) au sein de la Ville et Philippe Wacquier tient ce rôle pour le CPAS. Le CSI se doit d'être l'instigateur et le moteur de la politique de sécurité de l'information.

Au niveau des applications métiers, de gros changements se profilent, notamment avec le remplacement des applications écrites en langage Cobol<sup>1</sup> et déployées sur des machines de type mainframe. Ce type d'architecture informatique constitue le niveau le plus simple et ancien d'architecture client-serveur, où le poste "client" se cantonne généralement à un simple terminal informatique.

Malgré leurs nombreux atouts, les mainframes restent limités pour étendre le périmètre des applications ou intégrer de nouveaux modes de fonctionnement.

Nous allons évoluer vers une architecture plus moderne orientée vers la transversalité des processus et l'interopérabilité entre applications.

Cette phase sera d'autant plus délicate de par le départ annoncé des concepteurs des applications du CPAS. Tout projet de migration de ce type d'application s'appuie sur la connaissance profonde de ces applications pour la reprise des données et la récupération des flux.

Une collaboration transparente et sans faille sera donc absolument nécessaire afin de mener à bien la modernisation des applications en l'absence de ces ressources clés.

Ce schéma directeur informatique (SDI) est basé sur le programme stratégique transversal (PST) ainsi que sur les recommandations de l'audit informatique mené par la société CLiC Informatique en mars 2012. Ont été ajoutées à cela les actions identifiées par le nouveau responsable du service informatique en poste depuis le 8 avril 2014.

Il traduit un ensemble de besoins identifiés en plan d'actions concret, décrit les axes qui seront abordés au cours des prochaines années et les livrables<sup>2</sup> qui seront fournis par le SI. Bien qu'il ne soit pas décrit dans ce document, un livrable au quotidien doit être mentionné ici, car il constitue l'une des raisons d'être du SI : la mise à disposition et le maintien des applications métiers de la Ville de Tournai et du CPAS. En effet, aujourd'hui, les utilisateurs attendent une forte disponibilité de l'accessibilité aux systèmes d'information, l'informatique étant devenue un service dont l'utilisateur exige qu'il soit délivré sans interruption.

## **2. SERVICE INFORMATIQUE**

### **2.1. Vue d'ensemble**

La mission principale du SI est de former une équipe de professionnels des systèmes d'information au service des métiers.

Le SI a la volonté de se positionner comme un centre de compétences au service de ses «clients» que sont les différents services de l'administration et du CPAS. A ce titre, le SI souhaite développer une vraie relation de partenariat avec les services. En effet, l'informatisation/automatisation implique une analyse et, éventuellement, une refonte des processus administratifs ; une intensification de la collaboration entre le SI et les services métiers apparaît donc comme une évolution naturelle et obligatoire.

Pour cela, il sera désigné, au sein du SI, une personne de contact pour chaque service. Il sera chargé du suivi proactif des demandes d'évolution de ce service.

---

<sup>1</sup> **Common business oriented language** : ancien langage informatique créé à l'origine en 1959

<sup>2</sup> En jargon informatique, un livrable désigne tout composant matérialisant le résultat d'une prestation de réalisation

Le métier d'informaticien au sein d'une administration comme la nôtre se doit d'évoluer, car le développement complet d'applications personnalisées tel qu'on a pu le connaître par le passé va disparaître au profit d'intégration de solutions clé sur porte.

Le rôle du SI va donc se recentrer sur :

- la mise à disposition et le maintien des applications métiers et de l'infrastructure technique
- l'aide aux services dans l'évolution de leur métier et la définition de leur processus
- l'aide aux services dans le choix de solutions adaptées à leurs besoins
- l'analyse de l'interopérabilité entre les différentes applications
- la bonne intégration de l'ensemble dans l'infrastructure définie
- de manière générale, les activités pour lesquelles il a une véritable valeur ajoutée.

## **2.2. Le Schéma Directeur Informatique (SDI)**

Le SDI décline en objectifs et en projets les orientations de la Ville de Tournai et du CPAS. Il a donc pour but d'identifier, de qualifier et de préparer la mise en œuvre des initiatives stratégiques, de nature informatique et organisationnelle, qui devront être menées dans les années à venir pour développer le système d'information de manière cohérente et efficiente. Ce SDI sera mis à jour périodiquement (au minimum une fois par année) pour prendre en compte l'évolution des orientations stratégiques, des besoins métiers et des technologies. Durant cette analyse, le SI et les services bénéficiaires évalueront conjointement la capacité à réaliser les projets en termes de ressources humaines et financières.

Le SDI se doit donc de répondre à l'ensemble des attentes des services utilisateurs, tout en stabilisant et en simplifiant leur travail au quotidien et en prenant en compte leurs objectifs futurs.

L'approche se doit d'évoluer de manière importante. En effet, il est nécessaire de passer d'une approche «informatique» à une approche «système d'information». Cela signifie que la vision doit prendre en compte tous les composants du système d'information, non seulement les outils informatiques et réseaux, mais également les outils voix, données-images, etc. Sans oublier d'intégrer les notions de «processus métier».

## **2.3. Ressources humaines**

SI Ville = 4,5 ETP

SI CPAS = 5,75 ETP dont 1 ETP administratif

Au niveau du CPAS, 2 départs sont annoncés pour 2014 (juin et octobre) et d'autres pourraient suivre en 2015.

Cela entraînera une inadéquation entre la charge de travail et les ressources disponibles au sein d'un service où l'audit de 2012 avait déjà pointé une nécessité d'adapter à la hausse le nombre de ressources proportionnellement à la taille du parc informatique (plus de 500 machines).

De plus, le remplacement des applications Mainframe est prévu, mais le planning prévisionnel nécessitera une période de transition durant laquelle les applications du CPAS devront continuer à être fonctionnelles et ce, en l'absence des concepteurs, ce qui constitue un très gros risque

pour la continuité du service. L'appel à de la consultance externe en Cobol devra sans doute être envisagé en fonction de la charge de travail évaluée.

L'une des actions identifiées sera d'évaluer rapidement les besoins humains nécessaires à la continuité de service à court terme dans un premier temps et à la réalisation générale de ce schéma directeur ensuite.

L'objectif sera d'organiser le développement informatique de manière conjointe des SI de la Ville et du CPAS et d'aboutir à terme à une fusion des deux services.

## 2.4. ServiceDesk

Lorsqu'un agent rencontre une difficulté ou veut introduire une demande, il est important qu'il soit correctement orienté et que la solution soit trouvée rapidement, qu'elle soit permanente ou de contournement.

Actuellement, les contacts avec le SI se font de manière très aléatoire sur les numéros directs des membres du SI. Les nouvelles sollicitations de la part des utilisateurs dans un environnement sans cesse en évolution (apparition de smartphones, de tablettes, de nouveaux soucis divers) impose de revoir ce mode de fonctionnement. Les utilisateurs ont besoin de réponses rapides. Or, les moyens en ressources humaines n'ont pas connu de croissance. Heureusement, les technologies actuelles permettent de pouvoir résoudre un ensemble d'incidents par exemple par la prise en main à distance du poste de travail, ce qui permet d'épargner beaucoup de temps. Toutefois, il est important d'ajuster l'organisation, les horaires de sollicitation (rôle de garde) ainsi que les attentes des utilisateurs.

Un Service desk (SD) doit être mis en place de manière structurée. Celui-ci doit devenir le point de contact unique au SI pour tous les utilisateurs de l'administration et toutes les demandes (assistance, service ou matériel) devront passer par ce canal centralisé qui mettra à disposition

- Un numéro de téléphone unique qui doit être réactif (prise de l'appel ou rappel en cas de double appel) à 100 % durant les heures de bureau (à définir en fonction des plages fixes-flottantes)
- Une interface Web permettant d'encoder les demandes et de suivre leur évolution. Toute demande introduite via le canal téléphonique sera encodée dans l'outil de suivi.

La demande de disponibilité croissante de l'accès à l'information impose un ensemble de travaux et de réflexions au sein du SI. Certaines pannes de nature matérielle ou applicative peuvent entraîner de gros impacts dans le travail au quotidien des utilisateurs. Il est donc utile d'entreprendre des réflexions sur certains processus, sur l'impact technique et organisationnel. Il faut aussi faire en sorte que les dépannages simples et répétitifs puissent être pris en charge par les agents directement. Des outils seront mis en place pour cela.

Au niveau moyen, avec la multiplication des smartphones et autre tablettes, le SI doit faire face à des utilisateurs de plus en plus mobiles (accès à l'information métier en tout temps et en tout lieu), impliquant un changement radical de l'environnement de travail. La prise en compte de ces nouveaux appareils doit aussi être suffisante car, dans les années à venir, ils risquent de se multiplier dans le parc de la Ville et du CPAS. Le SI devra donc être préparé à répondre aux problèmes rencontrés avec ces nouveaux appareils (mise à disposition d'appareils de test au SI)

## 2.5. Budget

Le budget «extraordinaire» prévu pour 2014 par le SI a été établi sur base des actions préconisées par l'audit de 2012 et est essentiellement orienté «infrastructure» et logiciels bureautiques. Aucun poste n'a été prévu pour les applications métiers. Une modification budgétaire sera nécessaire pour la réalisation des actions «applications métiers» à court terme.

### 2.5.1. Ordinaire

Le budget ordinaire prévu pour 2014 est le suivant :

Description	Montant
Achat	
Achat petit matériel	15.450,00 €
Consommables	41.200,00 €
Services / prestations	
Service (consultance / maintenance)	46.736,25 €
Assurance matériel	2.492,60 €
Maintenance logicielle	37.389,00 €
Maintenance matérielle	24.926,00 €
Frais de fonctionnement site internet	12.800,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>180.993,85 €</b>

Les chiffres prévisionnels sont les mêmes pour les années suivantes

### 2.5.2. Extraordinaire

Le budget extraordinaire prévu pour 2014 est le suivant :

Description	Montant
Matériel informatique	109.303,33 €
Lames pour blade	7.260,00 €
Lames pour blade (virtualisation postes)	3.630,00 €
Postes fixes (3 et 5 ans + spares)	34.283,33 €
Portables	10.285,00 €
Clients légers pour virtualisation des postes	27.225,00 €
Ecrans	3.630,00 €
Equipement réseau	18.150,00 €
Stockage / Disk / SAN	4.840,00 €
Logiciels et licences	237.160,00 €
MS Office 2012 Standard	29.040,00 €
Licences VMWare	36.300,00 €
Licences Anti-virus	14.520,00 €
Virtualisation des postes	145.200,00 €



Solution de backup (adaptations)	12.100,00 €
<b>Total</b>	<b>346.463,33 €</b>

Les montants prévisionnels pour les années suivantes sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Ces chiffres sont donnés à titre informatif. Etablis sur base de l'audit 2012, ils seront certainement revus lors de la constitution des budgets en fonction des actions de ce SDI.

## 2.6. Green-IT

Com  
me  
pré  
cis  
é  
dans  
le  
PST  
(obj  
ectif  
:  
«mo  
dern  
iser

Description	Montant		
	2015	2016	2017
Matériel informatique	109.303,33 €	98.413,33 €	98.413,33 €
Lames pour blade	7.260,00 €		
Lames pour blade (virtualisation postes)	3.630,00 €		
Postes fixes (3 et 5 ans + spares)	34.283,33 €	34.283,33 €	34.283,33 €
Portables	10.285,00 €	10.285,00 €	10.285,00 €
Clients légers pour virtualisation des postes	27.225,00 €	27.225,00 €	27.225,00 €
Ecrans	3.630,00 €	3.630,00 €	3.630,00 €
Equipement réseau	18.150,00 €	18.150,00 €	18.150,00 €
Stockage / Disk / SAN	4.840,00 €	4.840,00 €	4.840,00 €
Logiciels et licences	58.080,00 €	58.080,00 €	58.080,00 €
MS Office 2012 Standard	29.040,00 €	29.040,00 €	29.040,00 €
Licences Anti-virus	14.520,00 €	14.520,00 €	14.520,00 €
Virtualisation des postes	14.520,00 €	14.520,00 €	14.520,00 €
<b>Total</b>	<b>167.383,33 €</b>	<b>156.493,33 €</b>	<b>156.493,33 €</b>

le fonctionnement de l'administration», sous-objectif : «s'inscrire dans le développement durable»), un projet «Green IT» doit être mis en œuvre au sein de l'administration. Ce type de projet vise à mettre en œuvre et à gérer une informatique durable en réduisant son coût et les nuisances environnementales associées.

Cela doit amener un ensemble de bonnes pratiques dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

Les choix posés au niveau de l'infrastructure vont déjà dans ce sens :

- Le recours aux serveurs de type « lame<sup>3</sup> » permet de réduire la consommation électrique et les dépenses liées au refroidissement du système
- La virtualisation de serveurs permet un meilleur taux d'utilisation des plateformes matérielles

Des efforts doivent être faits dans d'autres domaines, notamment :

- comme indiqué dans l'introduction, l'abandon progressif du papier au profit d'échanges par voie électronique (PST-O.O.11.5, Action 1)
- adapter la stratégie, le positionnement et les types des appareils MFP<sup>4</sup>, des imprimantes réseau et personnelles

Cet axe devra faire partie de toutes les réflexions menées dans le cadre des actions décrites ci-dessous.

### 3. IDENTIFICATION DES ACTIONS

Les différentes actions à mener ont été identifiées suivant 4 axes :

1. Organisation
2. Infrastructure
3. Applications métier
4. SmartCities

La source de chaque action est identifiée de la façon suivante :

- PST-O.O. x.y – Az : action définie dans le PST, chapitre x, section y, numéro d'action z
- AUDIT-Rxx : action recommandée par l'audit, numéro xx
- REMP APP COBOL : remplacement des applications Cobol
- AUDIT-RSI : audit/réunions/interview du responsable du service informatique
- DEM SERV : action liée à une demande d'un service
- PROG\_SMART : programme SmartCities/DigitalCities

#### 3.1. Organisation

Les actions ci-dessous sont identifiées par la référence AO-xx pour «Action Organisation» et un numéro d'index.

##### **AO-01. Identification des rôles et responsabilités au CPAS - Anticipation des départs**

Source : AUDIT-RSI

Les départs des concepteurs des applications Cobol du CPAS n'ont pas vraiment été anticipés. Il faut maintenant œuvrer rapidement en analysant les rôles et responsabilités de chacun, définir les tâches qui peuvent être reprises par des membres de l'équipe et celles qui doivent être externalisées.

---

<sup>3</sup> Cette technologie est plus compacte car plusieurs composants (alimentation électrique, refroidissement, accès au réseau, connectique) sont mutualisés dans un châssis capable d'accueillir plusieurs serveurs lames.

<sup>4</sup> MultiFunction Printer : appareil regroupant les fonctionnalités de copieur, fax et scanner

#### **AO-02. Définir la structure du SI (rôles et responsabilités)**

Source : AUDIT-RSI

La structure du SI ainsi que les rôles et responsabilités doivent être redéfinis et consignés dans un document qui devra être approuvé (Ville et CPAS). Les fiches de description des rôles devront être revues en collaboration avec la gestion du personnel (GP). La question du timing de la fusion des services informatiques de la Ville et du CPAS devra être évaluée.

#### **AO-03. Identification des besoins en termes de ressources humaines**

Source : AUDIT-RSI

Il faudra rapidement évaluer les besoins humains nécessaires à la réalisation de ce schéma directeur dans le cadre d'un service informatique unique Ville-CPAS.

#### **AO-04. Mise en place d'une gestion de carrière**

Source : PST-O.O. 7.4 – A7, PST-O.O. 7.4 – A8, PST-O.O. 10.1 – A1, PST-O.O. 10.3 – A2

La gestion de carrière évoquée dans le PST prend tout son sens au niveau du SI étant donné l'évolution du métier d'informaticien évoquée plus haut. Elle va, en effet, demander une réorientation des connaissances pour s'adapter au métier. Une gestion de carrière efficace permet d'anticiper les besoins en ressources humaines en fonction de la stratégie générale, des évolutions technologiques importantes dans le milieu de l'informatique, en impliquant les collaborateurs dans le cadre de leurs projets d'évolution professionnelle.

Les avantages d'une telle approche pour l'administration sont les suivants :

- compétences des collaborateurs adaptées aux besoins métiers
- optimisation de la gestion et de l'organisation (transfert de compétences, pyramide des âges)
- mobilité interne favorisée
- identification des besoins précis en termes de recrutement
- anticipation des changements.

En corollaire, les avantages pour les collaborateurs sont également importants :

- renforcement des compétences en lien avec le métier et le marché des technologies
- reconnaissance des compétences acquises
- préparation de l'évolution de carrière
- prise de conscience des possibilités d'évolution

Cette action devra être menée en étroite collaboration avec la GP afin que celle-ci s'intègre dans la gestion de carrière générale qui sera définie.

#### **AO-05. Mise en place d'une Foire Aux Questions (FAQ) pour les agents**

Source : AUDIT-RSI

Une FAQ est une [liste](#) faisant la synthèse des [questions](#)/problèmes posés de manière récurrente sur un sujet donné, accompagnés des réponses/solutions correspondantes. Cette liste est classifiée afin de permettre une recherche rapide par les agents. Cela permet d'alléger le travail du SI en donnant les outils aux agents pour résoudre eux-mêmes les problèmes les plus courants et les plus simples. Les solutions décriront un ensemble d'opérations/vérifications simples à mener AVANT de faire appel au SI qui restera bien évidemment à disposition en dernier recours.

Cette action est venue du constat que les membres du SI étaient très souvent appelés pour des problèmes répétitifs qui ne nécessitent pas obligatoirement l'intervention d'un spécialiste informatique.

#### **AO-06. Tour de rôle Service desk**

Source : AUDIT-RSI

Afin d'optimiser les activités du SI, le support sera assuré par un ETP avec institution d'un tour de rôle. Le fait d'avoir une seule personne dédiée au support permettra aux autres membres du SI d'assurer les autres tâches (gestion de projets, suivi des intégrations, support aux services dans l'analyse des processus métier...). L'action AO-05 devrait permettre cette réduction du support.

#### **AO-07. Numéro de téléphone unique Service desk**

Source : AUDIT-RSI

Afin de faciliter le recours au Service desk pour les agents, un numéro unique d'appel sera mis en place. Le SI devra s'assurer qu'une personne réponde toujours à ce numéro durant les heures de bureau. Il se chargera des redirections éventuelles de ce numéro vers le poste de l'agent en charge du Servicedesk.

#### **AO-08. Réunions de service**

Source : AUDIT-R01

Comme préconisé par l'audit, des réunions de service seront régulièrement organisées afin que chacun puisse donner un rapide statut de ses projets en cours et tenir ainsi l'ensemble de l'équipe au courant des évolutions.

#### **AO-09. Définition d'une vision stratégique**

Source : AUDIT-R04

Voir ce SDI

#### **AO-10. Gérer la sécurité de l'information**

Source : recommandation «Commission de la protection de la vie privée» (CPVP)

Cette action nécessite la mise en place d'un projet de «gestion du traitement des données».

Le «traitement» désigne des opérations telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation et la conservation de données financières, décisionnelles, réglementaires ou administratives; leur extraction aux fins de consultation, leur transmission ou leur diffusion à d'autres personnes, ainsi que leur verrouillage, leur effacement ou leur destruction.

Cette gestion devient de plus en plus critique, du fait de l'augmentation du volume des données et de l'évolution des réglementations (accès aux banques carrefour, aux données du registre national,...). Cette problématique est à la fois fonctionnelle et technique, puisque ce sont les services bénéficiaires ou les organismes officiels (comité sectoriel du registre national, comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé...) qui demandent au SI de répondre aux contraintes métiers et réglementaires de la rétention des données (exemple : 30 ans pour les données comptables).

La première étape pour la mise en œuvre d'un tel projet est d'identifier les données stockées. Il s'agit de les indexer en spécifiant notamment leur type, leur date de création, ainsi que l'utilisateur (ou le service) qui est à l'origine de ce stockage. La seconde étape est de définir les règles de stockage en fonction de leur sensibilité. Ces règles doivent déterminer la fréquence des sauvegardes et la vitesse de restauration.

Cette action est étroitement liée à l'action AI-11.

Au-delà de ces aspects de sauvegarde des données s'ajoutent les aspects sécuritaires pour éviter les intrusions et l'exploitation de ces données par des personnes non autorisées. Cela implique de mettre en place des règles de sécurité matériel (antivirus, infrastructure firewall...) ainsi que des règles de bonne pratique (charte) pour les agents.

#### **AO-11. Développement de synergies ou de mutualisation entre les SI de la Ville et du CPAS**

Source : AUDIT-R08, PST-O.O. 7.4 – A9

#### **AO-12. Désignation d'un rôle d'administrateur système/réseau au sein du SI**

Source : AUDIT-R06

Comme préconisé par l'audit, un rôle d'administrateur système/réseau doit être défini au sein du SI. Ce rôle est l'un des rôles les plus importants au sein du SI, car il est le garant de la fiabilité et de la disponibilité de l'ensemble de l'infrastructure informatique (y compris la téléphonie). Dans ces conditions, une personne devra également être identifiée comme backup de l'administrateur système/réseau. Celle-ci devra être à même d'effectuer toutes les interventions nécessaires avec le même niveau de qualité et devra donc être formée à la tâche de la même manière.

#### **AO-13. Mise en place d'une organisation orientée "Projets"**

Source : AUDIT-RSI

La mesure de l'accomplissement des objectifs fixés est facilitée par une organisation orientée «projet». Par définition, un projet est une organisation temporaire, créée en vue de livrer un ou plusieurs produits (l'installation d'une nouvelle application métier, le remplacement de composants de l'infrastructure...) conformément à un cahier des charges (scope) en vue d'introduire le changement. De plus en plus, les projets dépassent les divisions fonctionnelles habituelles de l'organisation et nécessitent une bonne méthodologie de gestion. Cette approche devrait être étendue à l'ensemble des services en collaboration avec le SSD.

#### **AO-14. Mise en place d'une méthodologie de gestion de projet**

Source : AUDIT-R05

Le SI se doit d'avoir des outils performants et adaptés pour la gestion de ses projets. En effet, les projets sont multiples et de tailles différentes. Il est donc nécessaire, tout au long du cycle de vie, de s'assurer de la «validation» de ce que nous faisons (sommes-nous en train d'implémenter le bon produit ?), mais aussi la «vérification» (faisons-nous correctement les choses ?). Il est également primordial de pouvoir mesurer à tout

moment l'état d'avancement des projets et de pouvoir valider en permanence la disponibilité de moyens : financiers ou humains et, le cas échéant, de pouvoir prioriser au niveau stratégique les différents projets sur des bases factuelles. Cette action devra être menée en collaboration avec le SSD pour étendre la méthodologie à l'ensemble de l'administration.

### 3.2. Infrastructure

Les actions ci-dessous sont identifiées par la référence AI-XX pour «action infrastructure» et un numéro d'index.

Par le mot «infrastructure», nous définissons aussi bien l'infrastructure matérielle (serveurs, PC, réseau, téléphonie...) que les applications permettant au SI de remplir sa mission (logiciel de gestion du parc, base de connaissance interne, logiciel de service desk, logiciel de prise de contrôle à distance...). Afin de garder une bonne maîtrise des coûts, les solutions gratuites, pour autant qu'elles répondent aux besoins, seront privilégiées.

Les applications dites «métier» (logiciel eCollege/eConseil, logiciel de comptabilité, logiciel de gestion des travaux...) sont traitées dans la section 3.3. Applications métier.

Les choix technologiques d'infrastructure posés récemment suite à l'audit sont conformes aux standards d'infrastructure moderne (investissement dans des châssis à lames, virtualisation des serveurs, répartition de charge<sup>5</sup>...) et doivent être poursuivis et finalisés.

Pour la fin de l'année 2014, l'infrastructure serveurs et réseau devrait être complètement renouvelée.

La virtualisation déjà bien avancée au niveau des serveurs doit être analysée au niveau des postes clients. L'objectif, à moyen et à long terme, est de virtualiser le système d'information (serveurs, stockage, poste de travail). Ceci permettra de réaliser des économies grâce à la consolidation des ressources informatiques et à leur utilisation calibrée et de réaliser une refonte en profondeur du système d'information (équipements obsolètes, applications hétérogènes). Il faudra cependant analyser les options en tenant compte de tous les paramètres :

- maturité des solutions de virtualisation
- espace de stockage pour le matériel
- charge de travail pour la maintenance
- ...

La modernisation du système d'information en général (infrastructure et applicatif) devra se faire selon le concept d'urbanisation du système d'information.

L'urbanisation du système d'information est une démarche permettant au SI de gérer, sur la durée, l'adéquation entre les besoins métiers et la capacité du système d'information à y répondre.

---

<sup>5</sup> (anglais *load balancing*) : ensemble de techniques permettant de distribuer une charge de travail entre différents ordinateurs d'un groupe.

Elle permet de définir explicitement l'architecture d'un système d'information selon une méthode ayant pour finalité de :

- renforcer la capacité du système d'information à répondre aux services attendus par les services métiers
- organiser le système d'information de façon suffisamment modulaire pour pouvoir intervenir sur une fonction/application sans impacter les autres composants
- simplifier le système d'information en identifiant les éléments redondants et en supprimant progressivement ces derniers
- valider la contribution potentielle des nouvelles technologies (au niveau technique et fonctionnel) aux objectifs de la Ville et du CPAS
- permettre de définir des trajectoires d'évolution du système d'information.

Cette volonté est très souvent issue d'un ensemble de constats. En effet, un système d'information non urbanisé peut souvent être source :

- d'un important surcoût d'exploitation
- d'un accroissement de la «non-qualité» des applications, facteur de maintenance inutile
- d'une croissance des incohérences sémantiques au sein du système d'information
- de ressaisies d'information nécessitant des doubles vérifications
- d'une maintenance coûteuse, lente et peu efficace
- d'un coût d'introduction de nouvelles technologies.

Les actions de l'axe «Applications» devront également être menées dans ce sens.

#### **AI-01. Mise en place d'un outil d'inventaire automatique de l'infrastructure à la Ville**

Source : AUDIT-R12/R13

Actuellement, aucun inventaire «officiel» du parc informatique n'est disponible à la Ville. Le CPAS utilise l'outil d'inventaire automatique OCS Inventory NG<sup>6</sup>. Cette solution sera installée sur l'infrastructure de la Ville.

#### **AI-02. Mise en place d'un outil de suivi des incidents/demandes lié à l'inventaire informatique**

Source : AUDIT-R11

Afin de rendre le support plus efficace aux utilisateurs, il est nécessaire de mettre en place un outil de suivi des incidents/demandes. Cela permettra d'enregistrer de manière structurée les incidents/demandes au SI et d'assurer un suivi cohérent. Il permettra également de mesurer la qualité du service rendu par le SI aux autres services administratifs (temps de réponse, temps de résolution, nombre de tickets traités,...) et de tirer des statistiques liées à l'inventaire afin d'optimiser la gestion du parc. L'outil gratuit GLPI<sup>7</sup> (solution open-source de gestion de parc informatique et de servicedesk) semble répondre à ces besoins et devra être validé avant installation en production.

#### **AI-03. Mise en place d'un outil de gestion de l'inventaire matériel et logiciel lié à la gestion des incidents et synchronisé avec l'outil d'inventaire automatique**

Source : AUDIT-R12/R13

---

<sup>6</sup> Open Computers and Software **Inventory** Next Generation (<http://www.ocsinventory-ng.org/fr>)

<sup>7</sup> Gestion Libre de Parc Informatique (<http://www.glpi-project.org>)

Comme préconisé par l'audit, un outil de gestion de parc informatique doit être mis en place. Celui-ci devra s'interfacer avec l'outil d'inventaire automatique pour charger les données. GLPI (voir 0) offre ce type de fonctionnalité.

#### **AI-04. Mise en place d'une base de connaissance interne au SI**

Source : AUDIT-R01

Afin d'assurer le partage et la pérennité des connaissances au sein du SI, une base de connaissances sera mise en place. Il s'agira de pages web classifiées par catégories afin de centraliser les informations par thèmes (procédures d'arrêt/redémarrage serveurs, codes d'accès aux différentes applications, procédures d'installation de logiciels...). GLPI offre ce type de fonctionnalité.

#### **AI-05. Mise en place d'un outil permettant le télédéploiement**

Source : AUDIT-RSI

Le télédéploiement permet, depuis l'interface d'administration du serveur, de «télédépôser» les paquets (applications, fichiers,...) qui seront téléchargés sur les PC des agents. Cela permet de faciliter le déploiement à grande échelle de nouvelles applications ou de raccourcis et ainsi de faciliter la mise à niveau et la maintenance d'un parc homogène. Ce déploiement peut être programmé pour éviter les surcharges réseau (déploiement de nuit).

OCS Inventory NG offre ce type de fonctionnalité.

#### **AI-06. Mise en place d'un composant EAI (Enterprise Application Integration)**

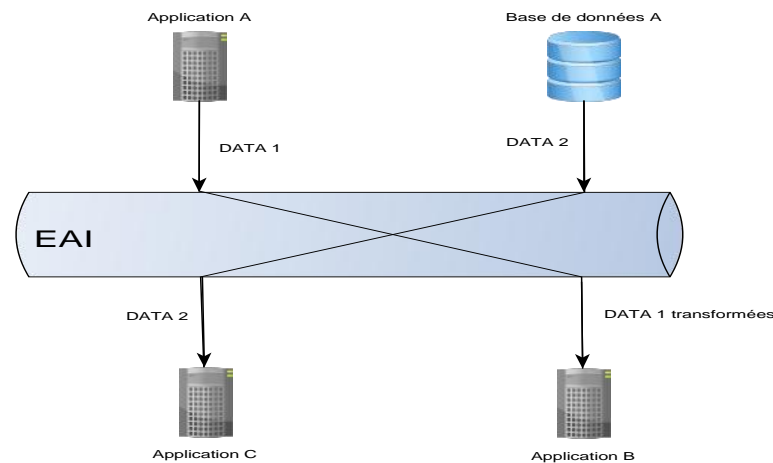
Source : AUDIT-RSI

Un EAI est un composant logiciel permettant d'assurer l'interopérabilité entre les différentes applications. L'EAI reçoit des données d'une application A, effectue ou non des opérations sur ces données, avant de les envoyer vers l'application B qui peut les traiter.

Le concept d'urbanisme du système d'application préconise l'utilisation d'un EAI afin de découpler les applications.

L'utilisation d'un EAI géré par le SI permet de garder une certaine indépendance vis-à-vis des fournisseurs de solutions logicielles.





#### **AI-07. Remplacement de la solution firewall**

Source : AUDIT-RSI

La solution actuelle de firewall/Proxy est obsolète et n'est plus ni distribuée ni maintenue par Microsoft. Il s'agit d'une passerelle qui protège notre informatique contre les menaces en provenance d'internet et qui gère tout le trafic réseau interne et externe.

La seule solution pour permettre aux gens de continuer à travailler si le problème persiste sera d'ouvrir complètement le trafic réseau avec tous les risques que cela comporte en termes de sécurité et pour la pérennité de l'entière du système informatique de la Ville.

Il est donc impératif de solutionner ce problème dans les plus brefs délais vu la grande dépendance de toute l'administration en cas de problème majeur sur la plate-forme.

#### **AI-08. Renforcement de l'infrastructure de backup**

Source : AUDIT-RSI

L'infrastructure actuelle de backup permet un backup à un jour. Il est souhaitable d'adapter cette infrastructure afin d'avoir un backup à 5 jours.

#### **AI-09. Sécurisation de la salle serveur / création d'une réplication dégradée (localisation différente)**

Source : AUDIT-RSI

La logistique serveurs est actuellement très risquée étant donné la localisation des différents composants. En effet, tous les serveurs se trouvent dans une salle assez rudimentaire à côté du bureau du SI. Aucune sécurisation particulière (contrôle d'accès, accès restreint...) n'est mise en place. Le serveur de backup se trouve à l'étage inférieur, juste en dessous de la salle serveurs. En cas de souci majeur dans cette partie du bâtiment, l'ensemble de l'infrastructure informatique ainsi que les données seraient perdues. Sans sombrer dans une vision sécuritaire extrême qui s'avérerait très coûteuse sans être nécessairement justifiée, certaines petites adaptations (localisation de l'extension de backup dans un autre bâtiment du Clos Saint-Martin...) pourraient être mises en place. La solution cible serait d'avoir 2 locaux serveurs avec backup croisés. Cette solution nécessite un réseau performant. Cette action sera étroitement dépendante de l'évolution de la situation quant à la nouvelle localisation éventuelle des services communaux.

#### **AI-10. Analyse et adaptation des connexions intersites**

Source : AUDIT R50

Certains sites sont reliés au réseau par des connexions insuffisantes pour permettre un travail efficace des agents. Un audit de ces connexions devra être établi pour évaluer l'opportunité de renforcer certaines liaisons.

#### **AI-11. Description et mise en place des procédures de backup/restore**

Source : AUDIT R65/R71/R72

Les procédures de backup/restore doivent être décrites ainsi que les évolutions prévues et le plan d'actions associé.

Les procédures doivent être rassemblées dans la base de connaissances accessible à l'ensemble des intervenants potentiels. Cela doit inclure les contacts et les modalités d'interventions envers les fournisseurs, en complément des procédures opérationnelles.

#### **AI-12. Virtualisation des serveurs + châssis à lames**

Source : AUDIT-R35/R37/R38

La procédure est quasiment finalisée. Il reste 3 serveurs qui doivent être virtualisés.

#### **AI-13. Mise à jour de la topologie et des connexions réseau / Analyse réseau interne**

Source : AUDIT-R49/R52

Un état des lieux du réseau interne doit être établi afin d'identifier les quelques points de lenteur signalés et d'effectuer un test de sécurité réseau (virus, intrusion, points

faibles...). Cet état des lieux est absolument nécessaire avant de lancer le projet de renouvellement de l'infrastructure téléphonique (VoIP - 0)  
Le plan de la topologie réseau global (interne et entre les sites) doit être complètement revu et maintenu au fur et à mesure des évolutions.

#### **AI-14. Mise à niveau de l'infra réseau : remplacement des anciens switches<sup>8</sup>**

Source : AUDIT- R51

Tous les anciens switches doivent être remplacés par des switches Gigabit. L'action est déjà bien avancée et il ne reste que le switch de la salle serveur à remplacer. Cela fait l'objet d'un marché en Q2 2014.

#### **AI-15. Remplacement du parc des PC (analyse virtualisation)**

Source : AUDIT-R15/R16/R18

Le parc des PC a été racheté en 2012 en fin de leasing. Il est donc très vieillissant et doit être remplacé rapidement car 80 % des PC sont encore sous Windows XP et ne présentent pas les spécifications techniques pour un upgrade.

La solution de virtualisation des postes de travail doit être analysée. L'audit préconisait un mix desktop virtuel / clients lourds. Des tests seront menés pour valider cette approche.

#### **AI-16. Mise en place d'une application supportant la gestion de projet**

Source : AUDIT-RSI

#### **AI-17. Mise en place d'une nouvelle infrastructure téléphonique basée sur la VoIP**

Source : fin contrat Belgacom

Un projet visant à renouveler le contrat telecom (téléphonie fixe, mobile + data) devra être mené pour avoir une infrastructure opérationnelle début 2015 (fin du contrat avec Belgacom). La nouvelle solution devra être basée sur la VoIP. Elle devra proposer des solutions pour être complètement compatible avec un système de communication unifié (lien voix, données, média...)

#### **AI-18. Adapter l'infrastructure pour permettre le travail à distance**

Source : AUDIT-RSI

Aujourd'hui, le SI est confronté aux besoins de gérer une multitude de tablettes, smartphones et miniportables, ainsi que des applications exécutées sur des systèmes d'exploitation différents, comme Android, Windows, iOS... Ajouté à ceci le désir des utilisateurs d'utiliser leurs appareils personnels pour se connecter à distance, et la gestion devient une tâche très complexe.

---

<sup>8</sup> Un **switch** (commutateur réseau), est un équipement qui relie plusieurs segments (câbles ou fibres) dans un réseau informatique et de télécommunication.

Cependant, le risque de sécurité lié à ceci est important au niveau du transfert des données et de l'utilisation des données sur des appareils ayant des OS peu sécurisés. C'est pourquoi le SI doit pouvoir définir les outils qui permettront aux utilisateurs de travailler dans de bonnes conditions et en toute sécurité.

Une fois les solutions mises en place et les utilisateurs travaillant depuis divers endroits, il sera nécessaire de vérifier en permanence le flux des accès rentrants et sortants.

**AI-19. Proposer une solution pour le partage de fichiers de taille supérieure à la limite imposée pour les boîtes mail (style DropBox)**

Source : AUDIT- R53

**AI-20. Mise en place d'une solution d'authentification unique (Single Sign On – SSO)**

Source : AUDIT-RSI

L'authentification unique est une méthode permettant à un utilisateur de ne procéder qu'à une seule authentification pour accéder à plusieurs applications informatiques (ou sites web sécurisés). Cela permet de ne pas devoir, pour chaque application, entrer son nom d'utilisateur et son mot de passe.

Les technologies fournissant l'authentification unique utilisent des serveurs centralisés d'authentification que toutes les autres applications et systèmes utilisent pour authentifier les utilisateurs.

**AI-21. Mise en œuvre d'un projet de GED**

Source : AUDIT-RSI

La GED ou gestion électronique de documents nécessite de mettre en place une architecture technique et d'introduire de nouvelles procédures pour la création et le transit de documentations au sein de la Ville et du CPAS. L'objectif est de parvenir à constituer un référentiel de l'ensemble des documents pertinents, pour répondre à un objectif plus global : optimiser les processus métiers en traitant une seule fois l'information, quelle qu'en soit la source, et en la mettant à disposition au bon moment des bonnes personnes.

**AI-22. Mise en œuvre de la signature électronique**

Source : AUDIT-RSI

Afin de favoriser l'abandon du papier, la signature électronique devra être analysée et implémentée au sein de l'administration.

### **3.3. Applications métier**

Les actions ci-dessous sont identifiées par la référence AA-XX pour «action application» et un numéro d'index.

Cet axe reprend les actions relatives aux évolutions des applications métiers et transversales. Les éléments influant sur l'évolution ou la création d'une application métier pour un service

bénéficiaire sont multiples et variés. Ils doivent en tout premier lieu répondre au besoin du métier et de ses «évolutions imposées» par des modifications de lois et/ou de stratégies. En second lieu, ils doivent pouvoir adresser des optimisations dans les processus de travail identifiés lors de l'analyse préalable. Enfin, ils peuvent être liés à des besoins d'évolutions techniques, lorsque des systèmes ne sont plus supportés par le fournisseur de logiciel ou matériel.

Pour chaque projet dont le résultat touchera une application métier (modification d'une application, remplacement d'une application...), une personne sera désignée comme chef de projet au sein du SI. Une personne devra également être identifiée dans le service bénéficiaire pour tenir un rôle équivalent. Le sponsor principal du projet sera l'agent du service bénéficiaire qui sera responsable de la définition de la partie fonctionnelle du projet. Le chef de projet «informatique» sera disponible pour l'aider dans l'analyse (identification des processus métier impactés, redéfinition éventuelle des processus...) et pour définir la partie technique du projet. Il sera important de constituer ce tandem responsable de la réussite du projet pour chaque application métier à remplacer/mettre en place.

Nicolas DESABLIN a également été détaché par le directeur général adjoint pour faciliter l'implantation des nouvelles applications. Grâce à son expérience des services administratifs et à son intérêt pour l'outil informatique, son aide sera précieuse dans les différents projets qui vont nous occuper dans les mois à venir.

L'un des gros chantiers au niveau des applications sera de remplacer progressivement les applications écrites en Cobol. Dans ce cadre, une attention toute particulière devra être apportée à la reprise des données existantes et aux flux de données existant entre les applications. Avant de débiter un remplacement d'application, il faudra répertorier tous les flux entrant et sortant de cette application afin de prévoir les interfaces nécessaires avec les nouvelles applications et être certain de reprendre tous les processus. Du support pourra être demandé aux sociétés éditrices des nouvelles solutions. Ce chantier, de par l'importance des applications concernées (gestion de la paie, comptabilité, taxation), constitue un risque majeur pour la Ville de Tournai et le CPAS dans les mois à venir.

Pour éviter ce genre de situation à l'avenir, le SI se doit, en collaboration avec les services bénéficiaires, de mettre en place un vrai cycle d'évolution des applications. Dans les limites budgétaires fixées, le choix de l'application répondant aux besoins ou les modifications à entreprendre revient aux services bénéficiaires, le SI étant responsable de s'assurer que la solution est compatible avec l'infrastructure définie et implémentée.

Dans la mesure du possible, le hosting sera mis en application pour un maximum d'application. Le hosting consiste à faire héberger l'application et les données par un partenaire. Cela permet d'affranchir le SI de la gestion de l'infrastructure matérielle nécessaire pour une application (serveur dans un rack, mécanisme de backup, UPS, contrat de maintenance...)

Pour certaines applications, nous pourrions avoir recours à l'intercommunale IMIO (Intercommunale de Mutualisation Informatique et Organisationnelle).

L'intercommunale IMIO a pour objectifs de promouvoir et de coordonner la mutualisation de solutions métiers et de fournir aux pouvoirs locaux des produits et services en développant trois activités principales :

- produire des logiciels open source répondant aux besoins des pouvoirs locaux (démarche souscrivant à la [déclaration de politique générale du Gouvernement wallon en matière d'utilisation des logiciels libres](#)).

Le modèle open source permet d'avoir la maîtrise des outils et le choix du prestataire pour la réalisation de développements. Une partie des développements peut aussi être assurée en interne; ce qui garantit une plus grande autonomie d'action (Lire davantage à propos de la solution "logiciels libres et mutualisation").

- acheter des solutions propriétaires en centrale d'achat pour permettre aux communes de bénéficier de solutions du marché à moindre coût et offrir un service d'accompagnement à leur utilisation et à leur évolution.
- formaliser les processus de travail des pouvoirs locaux pour les aspects organisationnels et de simplification administrative afin d'accroître leur efficacité.

IMIO étant une intercommunale soumise à la loi sur les marchés publics, il n'est plus nécessaire, pour les communes adhérant à IMIO, de passer un marché pour les produits proposés par IMIO. 2 applications proposées par IMIO (Plonemeeting pour e-College/e-Conseil, ATAL pour la gestion des travaux) ont été identifiées comme les meilleures solutions par les services concernés. Nous pourrions également envisager de faire appel à IMIO dans le cadre de la refonte des processus de travail lors des projets de remplacement des applications métier.

Il sera donc proposé à nos autorités d'adhérer le plus rapidement possible à IMIO.

Les autres applications métiers envisagées devront faire l'objet d'un marché public.

Les solutions proposées devront avoir fait leurs preuves dans des administrations de taille similaire à la nôtre. Certains rapprochements ont déjà eu lieu notamment avec la Ville et le CPAS de La Louvière afin de collecter des informations sur la mise en œuvre des projets. Cette pratique devrait être généralisée à tous les projets dans le but :

- avant la mise en œuvre, d'obtenir des retours d'expérience sur l'implémentation des solutions
- après la mise en œuvre, de constituer des «groupes d'utilisateurs» visant à mutualiser les adaptations demandées aux sociétés éditrices des solutions.

Une action très importante tout au long du processus sera d'assurer la continuité de service et la transition vers les nouvelles applications avec une gestion du changement cohérente.

#### **AA-01. Constitution d'une cartographie de toutes les applications Ville et CPAS + modélisation des flux de données entre applications**

Source : AUDIT-RSI

Cette action est absolument nécessaire avant de débiter les actions de remplacement des applications écrites en Cobol.

#### **AA-02. Remplacement de l'application de gestion de la paie**

Source : REMP\_APP\_COBOL

Un cahier des charges sera nécessaire pour cette application.  
Risque très élevé par rapport à cette action

**AA-03. Remplacement de l'application de comptabilité**

Source : REMP\_APP\_COBOL

Un cahier des charges sera nécessaire pour cette application.  
Risque très élevé par rapport à cette action

**AA-04. Remplacement de l'application de gestion des taxes / redevances**

Source : REMP\_APP\_COBOL

Un cahier des charges sera nécessaire pour cette application.  
Risque très élevé par rapport à cette action

**AA-05. Développer et intensifier l'utilisation eCompte**

Source : PST-O.O. 11.4 - A2

**AA-06. Mise en place d'une application eConseil/eCollège**

Source : PST-O.O. 7.3 - A4

La solution d'IMIO a été retenue pour cette application.

**AA-07. Optimisation de l'application eCourrier**

Source : AUDIT-RSI

L'application eCourrier actuelle (Inforius) n'est utilisée qu'à 10-15 % de ses possibilités. Il conviendra d'étudier les moyens d'améliorer ce pourcentage. Si le paramétrage de l'application s'avère trop fastidieux, il y aura lieu d'étudier un remplacement éventuel de cette application. Cette action devra être menée en tenant compte des actions

- 0 afin d'assurer la bonne intégration entre ces composants.
- 0 pour se baser sur une base documentaire unique

**AA-08. Développer et intensifier l'utilisation eCollège, eTutelle**

Source : PST-O.O. 11.4 - A1

**AA-09. Mise en place d'une application de gestion des travaux (planning, matériel, intervention,...)**

Source : DEM\_SERV

La solution d'IMIO a été retenue pour cette application.

**AA-10. Réaliser un cadastre de toutes les bases de données et autres applications à intégrer dans l'Intranet**

Source : PST-O.O.11.2-A2

#### **AA-11. Mettre en place un intranet permettant le partage de l'information (blog, outils,...)**

Source : PST-O.O.11.2-A1

Un intranet est un réseau informatique utilisé à l'intérieur d'une entreprise ou de toute autre entité organisationnelle qui utilise les mêmes protocoles que l'internet.

Un embryon d'intranet (partage statique d'information non personnalisée) est prévu dans le projet de renouvellement du site web de la Ville. A partir de ce contenu, il y aura lieu d'enrichir le concept.

Un intranet bien pensé et bien conçu constitue un outil très puissant de travail collaboratif. Conçu selon le principe de portail, il doit pouvoir répondre à trois axes ou fonctions :

1. la fonction communication (échanges de messages, chat, réseau social d'entreprise etc.)
2. la fonction coordination (qui permet de voir l'avancée des projets, d'être alerté sur les nouveaux événements)
3. la fonction "collaboration" : partage d'objets, gestion des documents, de leurs versions successives.

Le SI doit, dans un premier temps, consulter les différents services pour :

1. s'assurer que la notion d'intranet soit bien comprise
2. recueillir les besoins en matière d'intranet

Il devra ensuite définir les bons outils pour la mise en place de l'intranet et l'implémenter.

#### **AA-12. Intégration dans l'intranet d'une application supportant les processus RH**

Source : DEM\_SERV

Cette application devra permettre d'automatiser certains processus pour alléger la charge de travail de la gestion du personnel :

- mise à jour des données administratives directement par les agents (toujours soumis à la validation de la gestion du personnel)
- demande de congés + suivi
- introduction de demande de frais de déplacement
- demande de formation
- réception des fiches de paie au format électronique
- ...

#### **AA-13. Alternatives à MS Office**

Source : AUDIT-R62

La suite MS Office est une solution très coûteuse et pourrait être valablement remplacée par des solutions meilleur marché (OpenOffice, LibreOffice...) Dans la



mesure du possible, les outils Open Source, s'ils répondent aux besoins, seront favorisés.

Une fois les bons outils bureautiques définis, il sera important de faire du «ménage» sur les postes de travail. Ceci va permettre d'harmoniser au maximum un ensemble d'axes, dont le support aux utilisateurs (augmentation de la qualité), la gestion administrative des licences et leurs financements (diminution des coûts).

Il ne faudra cependant pas sous-estimer la charge en termes de formation pour le nouvel outil.

#### **AA-14. Mettre en place un extranet pour les citoyens/partenaires**

Source : DEM\_SERV

L'extranet utilisera les mêmes technologies que l'internet pour faciliter les échanges entre l'administration et les citoyens/partenaires identifiés. L'accès à l'extranet se fait via internet, par une connexion sécurisée (mot de passe ou carte d'identité). Il permet donc de personnaliser l'accès à l'information en fonction de l'utilisateur qui est connecté.

Cela permettrait les fonctionnalités suivantes :

- personnalisation du portail citoyen en fonction du profil (senior, famille avec enfants,...)
- commande et réception de documents administratifs sous format électronique (avec intégration de la signature électronique). Les citoyens accèderaient à un coffre-fort électronique de documents dans lequel les documents personnels pourraient être déposés.
- demande en ligne et suivi des demandes pour le Service travaux
- suivi personnalisé des dossiers urbanisme
- inscriptions aux stages pour les enfants
- demande de cartes riverains

- ...

#### **AA-15. Mettre en place une application permettant de gérer le PST**

Source : DEM\_SERV

Cette application transversale doit pouvoir communiquer avec d'autres outils (gestion des délibérations,...).

La gestion du PST inclut 2 axes :

1. les objectifs à atteindre
2. les tâches permettant de décliner les objectifs en actions concrètes

Les fonctionnalités attendues de cette application sont :

- l'encodage des données du PST conformément au guide pratique réalisé par l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) et à la méthodologie actuellement utilisée (objectifs stratégiques, objectifs opérationnels, encodage des actions,...) ;
- l'export des données dans des fichiers de bureautique (MS Word, Libre office, pdf,...) : PST complet, fiches par niveau (objectif opérationnel, actions) et du tableau de bord ;

- l’affichage hiérarchique de la structure de projets (objectifs stratégiques, opérationnels, actions)
- le mécanisme de travail collaboratif sur le PST
- la possibilité d'intégration avec la solution eConseil/eCollège (0)
- le lien avec l’annuaire (Active Directory) de la Ville pour identifier les rôles des intervenants

#### **AA-16. Mise en place d’un datawarehouse**

Source : AUDIT-RSI

Un datawarehouse désigne une base de données centralisée utilisée pour collecter, ordonner, mettre en relation et stocker des informations provenant de bases de données opérationnelles. Cette base de données permet de consolider les informations et de tirer des rapports transversaux incluant les informations de plusieurs sources de données.

Cela évite également de surcharger les bases opérationnelles avec des requêtes de reporting.

### **3.4. SmartCities**

Le SI doit donner du support technique dans le cadre des différents projets du programme SmartCities (SmarTournai).

Les actions ci-dessous sont identifiées par la référence AS-XX pour «Action SmartCities» et un numéro d’index.

#### **AS-01. Support technique pour installation du WIFI urbain**

Source : programme SmartCities/DigitalCities

Le projet de Wi-Fi urbain inclura la couverture des bâtiments du Clos Saint-Martin. Le réseau Wi-Fi procure un confort d’utilisation non négligeable au personnel mobile et lors de la participation à des réunions. Ceci permet un gain de temps évident dans son travail au quotidien et permet d’avoir les données à jour et en temps réel.

Il doit être envisagé de mettre en place plusieurs types de Wi-Fi. Certains doivent être raccordés au réseau interne de l’administration, à l’usage exclusif des agents, ce qui implique de fortes contraintes de sécurité. D’autres systèmes sont semi-publics et permettent à des externes ou à des agents dotés de matériel personnel de pouvoir avoir accès à internet; dans ce cas, les contraintes de sécurité sont moindres.

Bien que la mise en place du Wi-Fi semble répondre à un besoin indéniable de confort et de mobilité, le SI devra rester attentif aux problèmes de sécurité, de trafic réseau et de volumétrie.

#### 4. PLANIFICATION DES ACTIONS

Réf.	Source	Description	Intervenants	Prérequis	Coût estimé	Planning	Date de réalisation
<b>Organisation</b>							
AO-01	AUDIT-RSI	AO-01. Identification des rôles et responsabilités au CPAS - <u>Anticipation des départs</u>	SI CPAS Directeurs CPAS		Faible	Mai 2014	
AO-02	AUDIT-RSI	AO-02. Définir la structure du <u>SI (rôles et responsabilités)</u>	GP		Faible	Juin 2014	
AO-03	AUDIT-RSI	AO-03. Identification des besoins en <u>termes de ressources humaines</u>	GP		Faible	Juin 2014	
AO-04	PST-O.O. 7.4 – A7, PST-O.O. 7.4 – A8, PST-O.O. 10.1 – A1, PST-O.O. 10.3 – A2	AO-04. Mise en place <u>d'une gestion de carrière</u>	GP		Moyen	2015	
AO-05	AUDIT-RSI	AO-05. Mise en place d'une Foire Aux Questions ( <u>FAQ</u> ) <u>pour les agents</u>		AI-02	Faible	Q3 2014	
AO-06	AUDIT-RSI	AO-06. <u>Tour de rôle Service desk</u>			Faible	Q3 2014	
AO-07	AUDIT-RSI	AO-07. Numéro <u>de téléphone unique Service desk</u>	Centrale		Faible	Q4 2014	
AO-08	AUDIT-R01	AO-08. <u>Réunions de service</u>			Faible	Mai 2014	

AO-09	AUDIT-R04	AO-09. <u>Définition d'une vision stratégique</u>			Faible	Mai 2014	
AO-10	DEM_SERV	AO-10. Gérer <u>la sécurité de l'information</u>	CSI Ville CSI CPAS		Moyen	2014-2015	
AO-11	AUDIT-R08 PST-O.O. 7.4 – A9	AO-11. Développement de synergies ou de mutualisation entre les SI de la <u>Ville et du CPAS</u>	SI CPAS Directeurs CPAS		Moyen	2014-2015	
AO-12	AUDIT-R06	AO-12. Désignation d'un rôle d'administrateur système/réseau <u>au sein du SI</u>			Faible	Mai 2014	
AO-13	AUDIT-RSI	AO-13. Mise en place <u>d'une organisation orientée "Projets"</u>	SSD		Moyen	2014-2015	
AO-14	AUDIT-R05	AO-14. Mise en place d'une méthodologie <u>de gestion de projet</u>	SSD		Faible	2014-2015	

Infrastructure							
AI-01	AUDIT-R12/R13	AI-01. Mise en place d'un outil d'inventaire automatique de <a href="#">l'infrastructure à la Ville</a>			Faible	S1 2014	
AI-02	AUDIT-R11	AI-02. Mise en place d'un outil de suivi des incidents/demandes <a href="#">lié à l'inventaire informatique</a>			Faible	Q3 2014	
AI-03	AUDIT-R12/R13	AI-03. Mise en place d'un outil de gestion de l'inventaire matériel et logiciel lié à la gestion des incidents et synchronisé <a href="#">avec l'outil d'inventaire automatique</a>		AI-02	Faible	S1 2014	
AI-04	AUDIT-R01	AI-04. Mise en place d'une base de <a href="#">connaissance interne au SI</a>			Faible	Mai 2014	
AI-05	AUDIT-RSI	AI-05. Mise en place d'un <a href="#">outil permettant le télédéploiement</a>		AI-01	Moyen	S2 2014	
AI-06	AUDIT-RSI	AI-06. Mise en place d'un composant <a href="#">EAI (Enterprise Application Integration)</a>			Moyen	2015-2016	
AI-07	AUDIT-RSI	AI-07. Remplacement <a href="#">de la solution firewall</a>	Partenaire infra		20.000,00 €	Q3 2014	
AI-08	AUDIT-RSI	AI-08. Renforcement <a href="#">de l'infrastructure de backup</a>	Partenaire infra		12.000,00 €	Q3 2014	

AI-09	AUDIT-RSI	AI-09. Sécurisation de la salle serveur / création d'une <a href="#">réplication dégradée (localisation différente)</a>	Partenaire infra		Elevé	2016	
AI-10	AUDIT-R50	AI-10. Analyse et <a href="#">adaptation des connexions intersites</a>			Elevé	2015	
AI-11	AUDIT-R65/R71/R72	AI-11. Description et mise en place <a href="#">des procédures de backup/restore</a>			Faible	Q3 2014	
AI-12	AUDIT-R35/R37/R38	AI-12. Virtualisation des serveurs + <a href="#">châssis à lames</a>	Partenaire infra		7.500,00 €	Q3 2014	
AI-13	AUDIT-R49/R52	AI-13. Mise à jour de la topologie et des connexions réseau / <a href="#">Analyse réseau interne</a>	Partenaire infra		Faible	S2 2014	
AI-14	AUDIT-R51	AI-14. Mise à niveau de l'infra réseau : <a href="#">remplacement des anciens switches</a>	Partenaire infra		3.500,00 €	S2 2014	
AI-15	AUDIT-R15/R16/R18	AI-15. Remplacement du parc <a href="#">des PC (analyse virtualisation)</a>	Partenaire infra		250.000,00 €	2014-2015-2016	
AI-16	AUDIT-RSI	AI-16. Mise en place d'une application supportant <a href="#">la gestion de projet</a>		AO-13 AO-14	Faible	2014	
AI-17	Fin contrat Belgacom	AI-17. Mise en place d'une nouvelle infrastructure téléphonique <a href="#">basée sur la VoIP</a>	Partenaire infra	AI-14 AI-10 AI-13	Elevé	2015	

AI-18	AUDIT-RSI	AI-18. Adapter l'infrastructure pour permettre <u>le travail à distance</u>	Partenaire infra		Moyen	2015	
AI-19	AUDIT-R53	AI-19. Proposer une solution pour le partage de fichiers de taille supérieure à la limite imposée pour les boîtes mail (style <u>DropBox</u> )	Partenaire infra		Moyen	2015	
AI-20	AUDIT-RSI	AI-20. Mise en place d'une solution d'authentification unique (Single <u>Sign On – SSO</u> )	Partenaire infra		Moyen	2016-2017	
AI-21	AUDIT-RSI	AI-21. Mise en œuvre <u>d'un projet de GED</u>	Partenaire infra/appli		Moyen	2015-2016	
AI-22	AUDIT-RSI	<u>AI-22. Mise en œuvre de la signature électronique</u>	Partenaire appli		Moyen	2016	
Applications							
AA-01	AUDIT-RSI	AA-01. Constitution d'une cartographie de toutes les applications Ville et CPAS + modélisation des <u>flux de données entre applications</u>	SI CPAS Directeurs CPAS		Faible	S1 2014	
AA-02	REMP_APP_COBOL	AA-02. Remplacement de l'application de <u>gestion de la paie</u>	Partenaire appli	AA-01	36.000,00 € (24.000,00 €)	2016	
AA-03	REMP_APP_COBOL	AA-03. Remplacement <u>de l'application de comptabilité</u>	Partenaire appli	AA-01	75.000,00 € (11.500,00 €)	2015	

AA-04	REMP_APP _COBOL	AA-04. Remplacement de l'application de gestion <u>des</u> <u>taxes / redevances</u>	Partenair e appli	AA-01	50.000,0 0 € (9.000,0 0 €)	2015	
AA-05	PST-O.O. 11.4 - A2	AA-05. Développer <u>et intensifier l'utilisation</u> <u>eCompte</u>			Faible	2015	
AA-06	PST-O.O. 7.3 - A4	AA-06. Mise en <u>place d'une application</u> <u>eConseil/eCollège</u>	Partenair e appli		8.000,00 € (8.000,00 €)	Q1 2015	
AA-07	DEM_SERV	AA-07. <u>Optimisation de</u> <u>l'application eCourrier</u>	Partenair e appli		Moyen	Q3 2015	
AA-08	PST-O.O. 11.4 - A1	AA-08. Développer et <u>intensifier l'utilisation</u> <u>eCollège, eTutelle</u>		AA-10	Faible	2015	
AA-09	DEM_SERV	AA-09. Mise en place d'une application de gestion des <u>travaux</u> <u>(planning, matériel,</u> <u>intervention,...)</u>			40.000,00 € (16.000,00 €)	Q1 2015	
AA-10	PST- O.O.11.2- A2	AA-10. Réaliser un cadastre de toutes les bases de <u>données et autres</u> <u>applications</u>			Moyen	S2 2014	
AA-11	PST- O.O.11.2- A1	AA-11. Mettre en place un intranet permettant le partage de <u>l'information (blog,</u> <u>outils,...)</u>		AA-10	30.000€ (3.000€)	2015	
AA-12	DEM_SERV	AA-12. Intégration dans l'intranet d'une application <u>supportant les</u> <u>processus RH</u>			Elevé	2016	



AA-13	AUDIT-R62	AA-13. <a href="#">Alternatives à MS Office</a>			Elevé	2015	
AA-14		AA-14. Mettre en place un <a href="#">extranet pour les citoyens/partenaires</a>			Moyen	2016	
AA-15	DEM_SERV	AA-15. Mettre en place une application permettant <a href="#">de gérer le PST</a>			4000€	2014	
AA-16	AUDIT-RSI	AA-16. Mise <a href="#">en place d'un datawarehouse</a>		AA-10	Moyen	2015	
<b>SmartCities</b>							
AS-01	PROG_SMA RT	AS-01. Support technique pour <a href="#">installation du WIFI urbain</a>				2015	

L'estimation de la modification budgétaire est donc de 240.000,00 € d'investissement et 71.500,00 € de maintenance (à négocier pour la première année).

## 5. [RESUME DES GRANDES ORIENTATIONS](#)

### 5.1. [Organisation](#)

- Modification du métier d'informaticien au sein de l'administration. Celui-ci évolue du rôle de développeur de solutions à celui d'intégrateur de solutions clé sur porte → Plan de formation nécessaire
- Définition claire des rôles et responsabilités au sein du Service informatique (fusion des équipes Ville et CPAS)
- Recentrage des activités du SI sur les activités à valeur ajoutée
- Réorganisation du Service desk : système de demandes au SI via interface web, numéro d'appel unique, rôle de garde...
- Gérer la sécurité des données
- Orientation «projets» → formation nécessaire mais dépasse le cadre du SI
- Axe green IT

## 5.2. Infrastructure

- Poursuite de la virtualisation de l'infrastructure
- Solutions gratuites privilégiées
- Modernisation du réseau (nécessaire pour la téléphonie VoIP) et adaptations si nécessaire des connexions intersites
- Mise en place d'une solution d'inventaire automatique du parc et de gestion de l'infrastructure (savoir à tout moment quels logiciels sont installés sur quelles machines)
- Mise en place d'un logiciel de suivi des demandes
- Mise en place d'un composant faisant le lien entre les applications (EAI)
- Réflexion et plan d'actions par rapport à la protection des données (réplication de l'infrastructure serveurs, consolidation des mécanismes de sécurité...)
- Solution de téléphonie basée sur la voix sur IP
- A plus long terme, évolution de l'infrastructure pour supporter l'authentification unique, le travail à distance, le partage de fichier volumineux, la signature électronique...

## 5.3. Applications

- Gros chantier pour les mois à venir
- Remplacement systématique des applications écrites en Cobol et déployées sur machines de type mainframe (gros risque sur ce point)
- Attention particulière sur la reprise des données
- Mise en place d'applications nécessaires pour optimiser le travail dans les services : eCollège/eConseil, gestion des travaux (charroi, planning, stocks...)
- Interopérabilité exigée (critère d'exclusion) pour les nouvelles solutions logicielles
- Partage d'expérience avec les autres administrations + participation à des groupes d'utilisateurs
- Recours au hosting pour les nouvelles applications
- Mise en place d'un intranet
- Utilisation de la «business intelligence» (datawarehouse et reporting)
- Etude des alternatives à MS Office."

3) le **Président** de séance propose ensuite à l'Assemblée d'ajouter le point suivant à l'ordre du jour de la séance : *Tournai. Hôtel des Anciens Prêtres. Acquisition de matériel électrique et de chauffage. Mode et conditions de passation des marchés. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.*

Conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Conseil communal accepte à l'unanimité d'ajouter ce point par urgence à l'ordre du jour.

L'urgence est motivée comme suit : certaines classes de l'académie des Beaux-Arts (promotion sociale) ont dû être fermées pour des raisons de sécurité. Il est impératif d'aménager rapidement d'autres locaux pour les accueillir à la prochaine rentrée scolaire le 1<sup>er</sup> septembre.

L'urgence est déclarée par les membres suivants :

Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE et M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Le **Président** de séance signale, pour conclure ce premier point, que deux questions ont été posées :

- question de Monsieur le Conseiller communal J.-M. VANDENBERGHE relative à la gestion de l'ASBL Orga Expo en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal. Il y sera répondu en fin de séance par Monsieur l'Echevin P.-O. DELANNOIS
- question citoyenne de M. Jean-Yves LAGASSE DE LOCHT relative au plan communal cyclable, en application de l'article 83 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal. Il y sera également répondu en fin de séance par Monsieur l'Echevin A. BOITE.

Monsieur le Conseiller communal **B. MAT** entre en séance.

## 2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal.

Après lecture des rapports introductifs du Collège communal par Monsieur l'Echevin **A. BOITE** :

- 1) Tournai, rue de la Marnière : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
- 2) Tournai, chaussée de Lille : création d'emplacements de stationnement pour personnes handicapées.
- 3) Tournai, rue Perdue : création d'emplacements de stationnement pour personnes handicapées.
- 4) Tournai, rue Saint-Elleuthère : création de zones d'évitement striées.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du Conseil communal du 24 mai 2004 réservant un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face au n° 63 de la rue de la Marnière à Tournai;

Considérant que, suite au décès de la demanderesse, cet emplacement n'a plus lieu d'être;

Considérant le rapport du Service de Police compétent;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue de la Marnière à Tournai, face au n° 63**, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est abrogé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

\*\*\*\*\*

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain domicilié chaussée de Lille, 112/01 à 7500 Tournai, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour bénéficier de la création d'un tel emplacement;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : dans la **chaussée de Lille à Tournai, face au n° 112**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «6 m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain domicilié rue Perdue, 6/02 à 7500 Tournai, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour bénéficier de la création d'un tel emplacement face au n° 13 de la rue Perdue s'agissant de l'emplacement le plus proche de son domicile où l'on peut stationner;

Considérant le rapport et l'avis favorable es services de police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue Perdue à Tournai, face au n° 13**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et avec la mention de distance (6 m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le courrier d'une riveraine relatif à un problème de sécurité routière à la rue Saint-Elleuthère à Tournai;

Considérant que les véhicules en stationnement de l'intéressée et de ses voisins ont déjà subi de nombreux dégâts (6 pertes totales, 3 réparations et plusieurs rétroviseurs cassés) dus à des accidents de la circulation;

Attendu que, suite à ces doléances concernant la vitesse excessive dans cette rue, le Service de Police rappelle qu'en agglomération, la vitesse est limitée à 50 km/heure, mais qu'il s'agit d'une longue rue rectiligne;

Attendu qu'il y a plusieurs années déjà des bandes de stationnement ont été créées de part et d'autre de la chaussée, de façon à rétrécir la largeur de passage et à ralentir la vitesse, mais que le marquage au sol est quasiment effacé sur toute la longueur et qu'il serait utile de le repeindre;

Attendu qu'entre l'entrée de la rue Saint-Elleuthère venant de Froyennes et le chemin de la Ramée, la circulation est vraisemblablement un peu plus rapide étant donné qu'aucun obstacle naturel (carrefour à priorité de droite) ne ralentit la circulation;

Attendu qu'il n'est pas possible de poser des ralentisseurs de trafic dans cette artère, étant donné le passage d'une ligne régulière de bus;

Attendu qu'il n'est pas non plus possible de placer des coussins berlinois au regard de la densité des habitats bordant cette voirie;

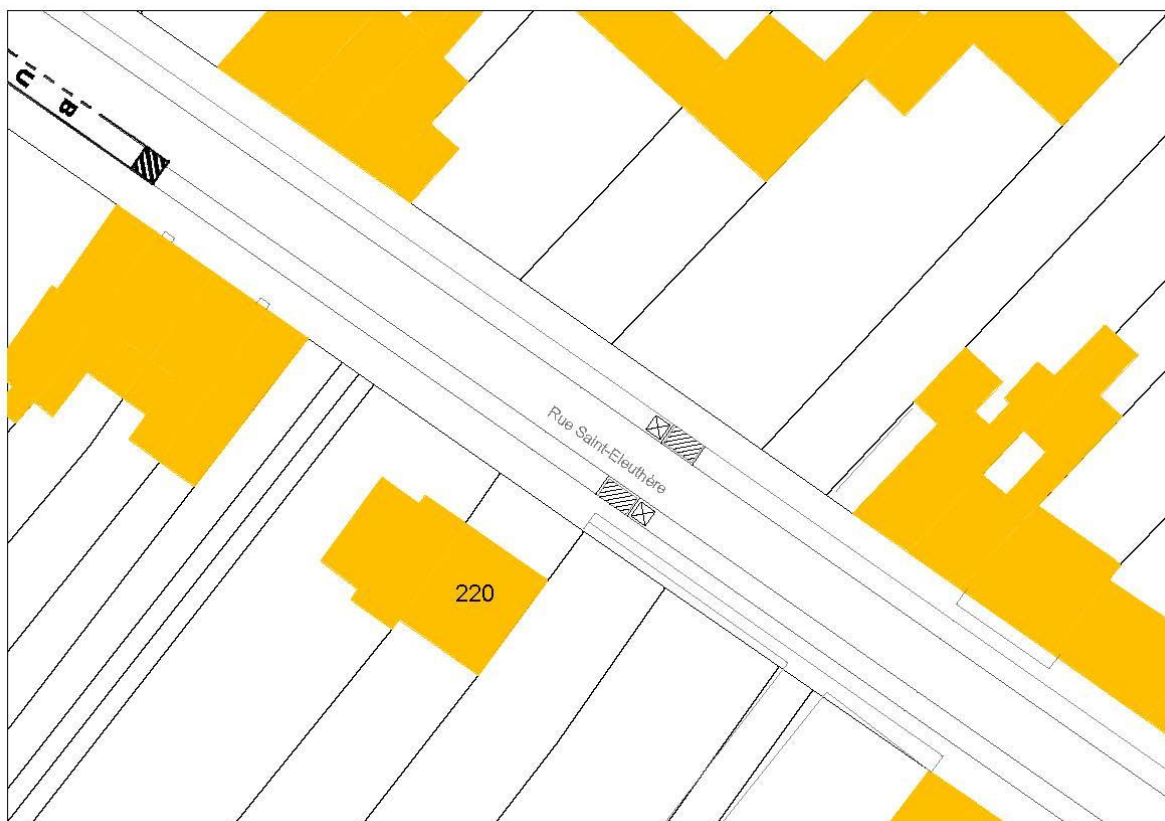
Considérant que, par conséquent, le Service de Police propose d'installer des obstacles (bacs de plantation) environ tous les 100 m sur les bandes de stationnement, de part et d'autre de la chaussée entre l'avenue des Peupliers et la rue de Lannoy, et que ces obstacles seraient signalés par des zones d'évitement striées;

Considérant le rapport du Service de Police;

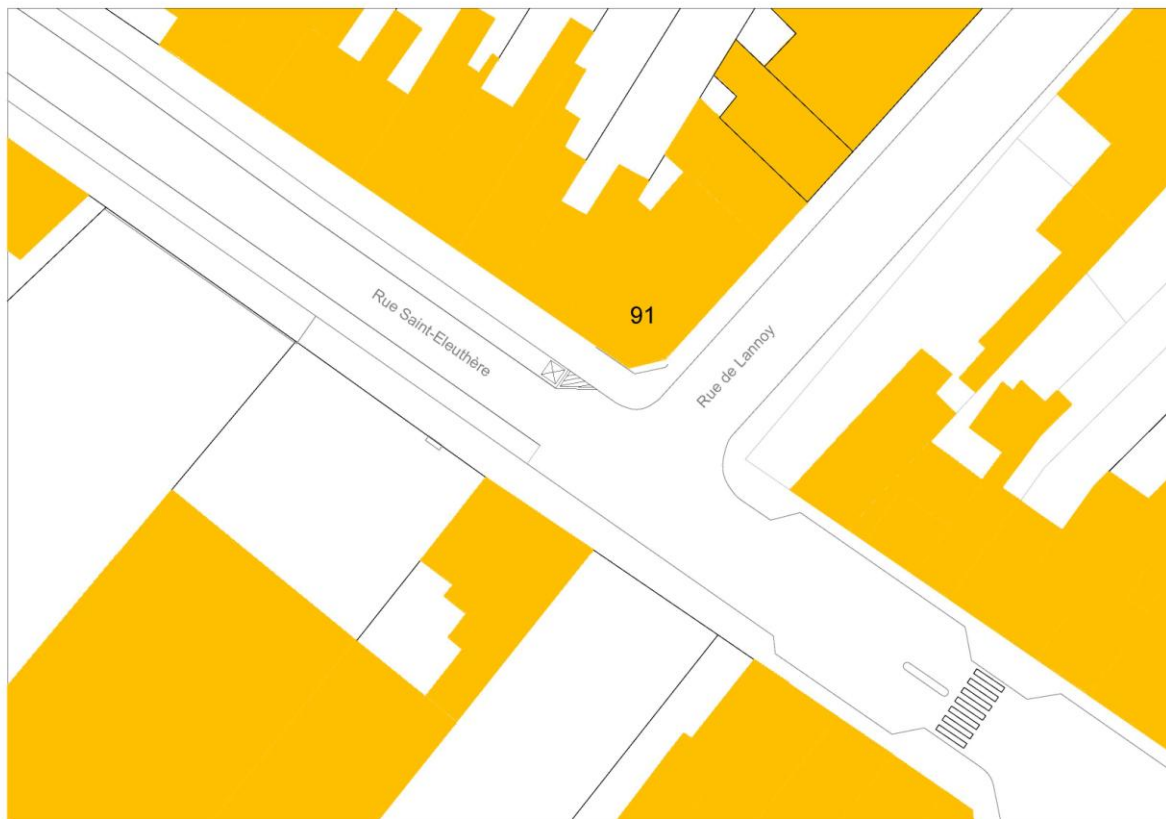
Considérant les plans ci-dessous :











Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue Saint-Eluthère à Tournai**, dans les zones de stationnement délimitées au sol, existant de part et d'autre de la chaussée, des zones d'évitement striées d'une longueur de 3 mètres et d'une largeur de 1 mètre 80 sont établies :

- du côté impair, le long du n° 91, de forme triangulaire
- du côté pair, le long du n° 288, de forme triangulaire;
- de part et d'autre de la chaussée à hauteur des numéros 160, 182, 220, 279 et 327, de forme rectangulaire.

Ces mesures seront matérialisées par les marques au sol appropriées.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5) Kain, quartier de la Chapelle : modification de la circulation et du stationnement.

Le **Président** de séance rappelle que ce point avait été retiré lors du précédent Conseil communal. L'engagement avait été pris de consulter à nouveau la police. Celle-ci a été sollicitée : elle maintient sa position initiale.

La Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, regrette cet avis :

" C'est malheureux car il y aura certainement des problèmes de circulation à cet endroit."

Elle ajoute que les habitants du début de la rue du Saulchoir regrettent de ne pas avoir été interpellés à ce sujet, en particulier un fermier qui devra faire 2,5 km pour arriver à l'un de ses champs, alors que ce champ est à côté de chez lui.

Le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, poursuit :

" Nous regrettons que la sécurité des cyclistes n'ait pas été prise en compte. La rue Albert reste dangereuse pour ces derniers. Il serait bon de prévoir des aménagements supplémentaires pour leur sécurité. Autre question : les conséquences sur le trafic dans cette rue ? Il y aura une augmentation du trafic à la rue des Ecoles, une rue où le croisement des véhicules est parfois difficile. Nous craignons qu'il y ait de l'énervement et des comportements dangereux des conducteurs. A proximité d'une école, il serait intéressant de vérifier s'il n'y a pas de problème à ce niveau-là."

Monsieur l'Echevin MR **A. BOITE** répond comme suit à ces interventions :

" Suite à l'intervention de Madame la Conseillère communale M. WILLOCQ, un contact a été pris avec le commissaire en charge de ce dossier. La proposition émise par le Service de police vise à sécuriser les abords des écoles à la rue du Saulchoir et à la rue des Ecoles. Comme le demande Monsieur le Conseiller communal G. DENONNE, il y aura une évaluation de l'impact sur le trafic. A partir de ce moment-là, les services de police seront à même de juger les problèmes éventuels. Il y aura deux flux de circulation : un pour tourner à gauche vers la rue Joseph Gorin et l'autre vers le Mont Saint-Aubert. Le service de mobilité a validé cette option.

Au niveau des aménagements cyclables, c'est un axe important qui va vers le collège de Kain. Nous serons attentifs à cette demande. Mais à l'heure actuelle, nous ne pouvons les mettre en œuvre, faute de budget."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, intervient à son tour :

" Nous regrettons que l'aspect sécurité des cyclistes n'ait pas été plus poussé. En effet, la rue Albert reste dangereuse pour ces derniers et une piste cyclable serait la bienvenue.

Nous nous interrogeons également sur les conséquences pour la rue des Ecoles. En effet, le trafic risque d'y être augmenté le matin et le croisement y étant difficile, le risque est de provoquer des énervements et des comportements dangereux à proximité d'une école."

Par 26 voix pour et 7 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant les difficultés de circulation constatées dans le secteur dit "quartier de la Chapelle" à Kain;

Attendu que ce quartier fortement urbanisé, situé entre Kain-la-Tombe et Kain-centre, présente la particularité d'avoir quatre implantations scolaires: le collège Notre-Dame de la Tombe, la Sainte-Union, le "Saulchoir" et l'école communale primaire "Les Apicoliers 1";

Attendu qu'en heures de pointe scolaire, soit les tranches 7 heures 30 – 8 heures 30 et 15 heures 30 – 16 heures 30 (11 heures 30 – 12 heures 30 le mercredi), les principales voies d'accès à ces établissements scolaires, et par voie de conséquence à l'ensemble du quartier, connaissent d'importants problèmes de circulation;

Considérant que sont notamment concernées par cette problématique la place de la Chapelle, la rue du Saulchoir (dans sa partie étroite entre la place de la Chapelle et la rue des Ecoles), la rue des Ecoles et la rue Albert (entre la rue des Ecoles et la rue Joseph Gorin);

Considérant que, suite à ces problèmes de circulation, les bus de la société de transport en commun du Hainaut (TEC Hainaut) et ceux du ramassage scolaire éprouvent des difficultés de passage, ce qui bloque les autres véhicules dans les deux sens de circulation et engendre finalement une entrave totale à la circulation;

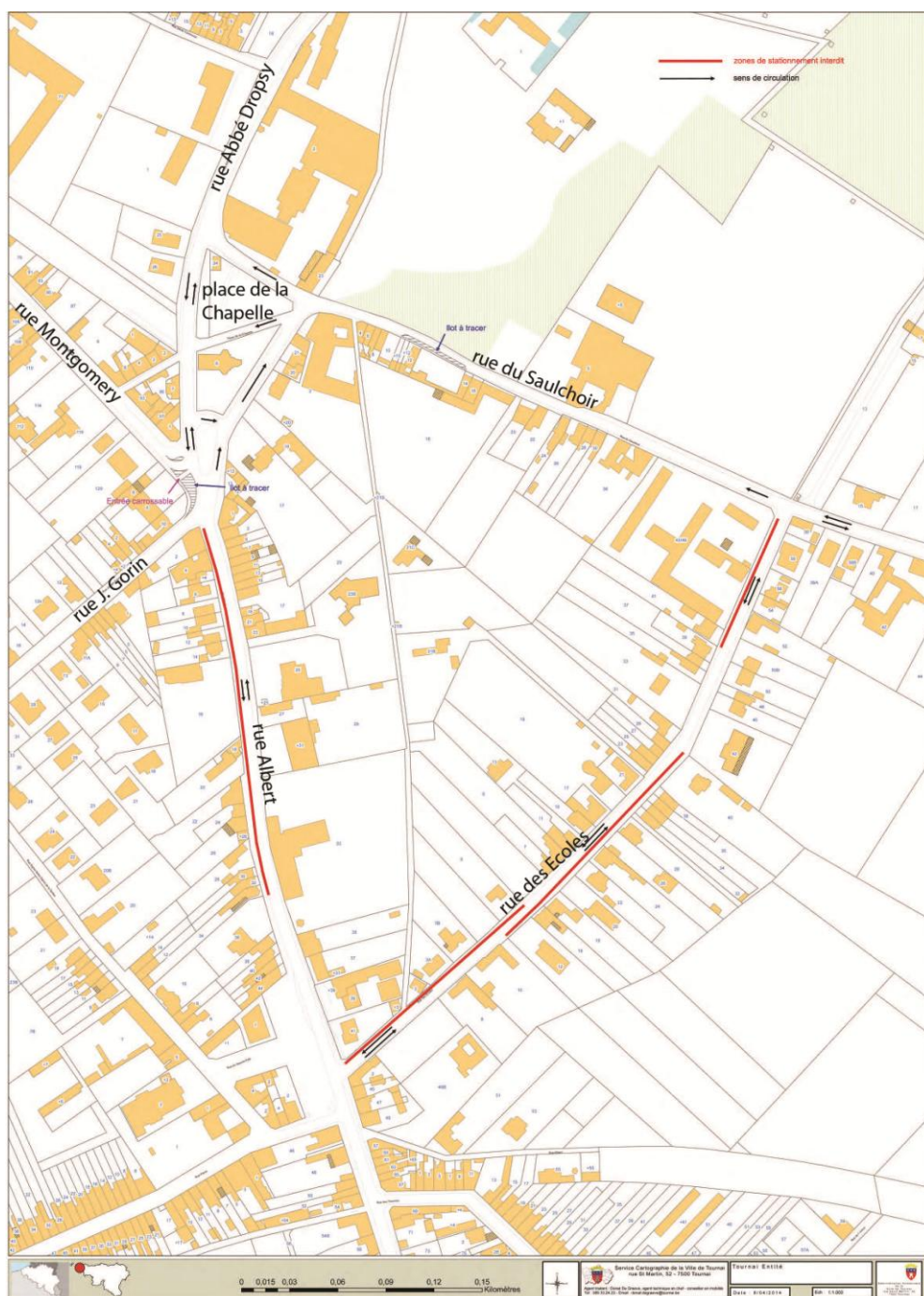
Considérant que, suite à ce constat, une rencontre a été organisée sur le terrain avec le service mobilité de la Ville, le commissaire de police Serge DERIDEAU, l'inspecteur de quartier M. COLANT et Y. DUHOT de la direction de la réglementation et du droit des usagers;

Attendu que, de façon à éviter ces désagréments, l'idée directrice est de fluidifier la circulation tout en garantissant la sécurité des usagers "faibles" (piétons, cyclistes) et de gagner quelques places de stationnement (problème récurrent aux abords des écoles);

Considérant le rapport de Police proposant des mesures concrètes;



Considérant le plan ci-dessous résumant ces mesures :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

Par 26 voix pour et 7 abstentions;

## DECIDE :

### Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue du Saulchoir à Kain** :

- la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis la place de la Chapelle à et vers la rue des Ecoles;
- le stationnement est délimité au sol, du côté pair, entre les numéros 2 et 10 ainsi qu'entre le numéro 14 et la rue des Ecoles;
- une zone d'évitement striée d'une largeur de 1 mètre 50 est établie, du côté pair, entre les numéros 10 et 14.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux C1 avec panneau additionnel M2, F19 avec panneau additionnel M4 et les marques au sol appropriées.

### Article 2 : dans la **rue Albert à Kain** :

- le stationnement alterné semi-mensuel existant entre les numéros 2 et 44 est abrogé;
- le stationnement est interdit du côté pair, entre les numéros 2 et 36.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux E1 avec flèches montante et descendante.

Article 3 : au **carrefour des rues Albert, Montgomery et Joseph Gorin à Kain**, la circulation est canalisée par une zone d'évitement striée latérale et un îlot central de type "goutte d'eau", en conformité avec le plan joint.

Ces mesures seront matérialisées par les marques au sol appropriées.

### Article 4 : dans la **rue des Ecoles à Kain** :

- le stationnement alterné semi-mensuel existant est abrogé;
- le stationnement est interdit:
  - \* du côté pair, entre les numéros 10 et 52;
  - \* du côté impair, entre la rue du Saulchoir et le numéro 39 ainsi qu'entre l'opposé du numéro 12 et la rue Albert.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux E1 avec flèches montantes et descendantes

### Article 5 : **place de la Chapelle à Kain** :

- l'interdiction de stationnement entre le numéro 23 et le carrefour formé avec la rue Abbé Dropsy est abrogée
- la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes:
  - \* depuis le n° 2 à et vers le n° 2 de la rue du Saulchoir à Kain;
  - \* depuis le n° 25 à et vers le n° 2 de la rue du Saulchoir à Kain;
  - \* depuis le n° 17 à et vers le n° 7;
  - \* depuis la rue du Saulchoir à et vers la rue Albert à Kain.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux C1 avec panneau additionnel M2 et F19 avec panneau additionnel M4

Article 6 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, G. LECLERCQ, R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE et M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE

- 6) Templeuve, Trieu Ewil : limitation du tonnage et division de la chaussée en deux bandes de circulation.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant les doléances de riverains résidant rue Trieu Ewil, 9/B à Templeuve, qui se plaignent du passage de nombreux poids lourds dans leur rue ainsi que de la vitesse excessive de certains véhicules;

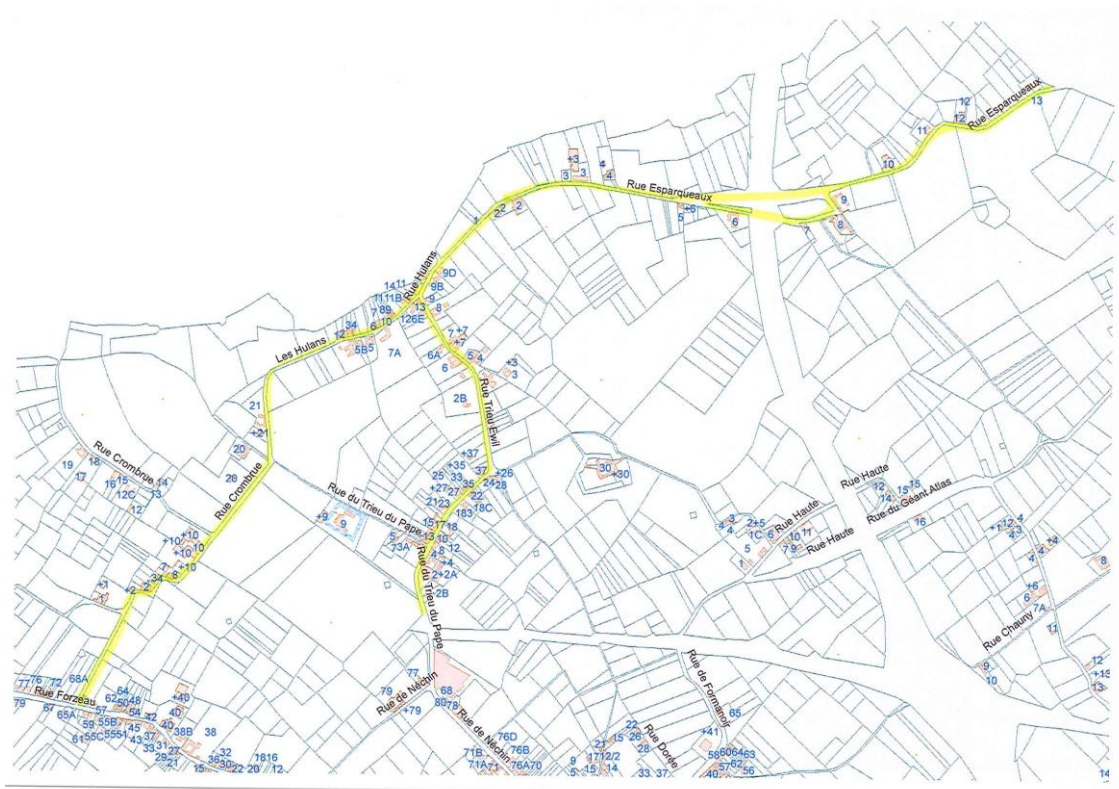
Considérant le rapport du service de police du district de Templeuve;

Attendu qu'en ce qui concerne les poids lourds, une interdiction de circuler pour les véhicules de plus de 3,5 tonnes est d'application à la rue du Trieu du Pape et au niveau de la rue du Haut Pont à Néchin;

Attendu que, bien qu'étant située sur le même axe routier, la rue Trieu Ewil n'est pas interdite aux poids lourds de plus de 3,5 tonnes;



Considérant les plans ci-dessous :





Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : dans la **rue Trieu du Pape à Templeuve**, l'interdiction de circuler aux véhicules de plus de 3,5 tonnes est abrogée.

Article 2 : à Templeuve, sur l'axe formé par les rues Trieu du Pape, Trieu Ewil et Esparqueaux, entre la RN 517 et la rue du Géant Atlas, la circulation est interdite à tout conducteur de véhicule dont la masse en charge excède 3,5 tonnes, sauf pour la desserte locale.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C21 (3,5 t) avec un panneau additionnel reprenant la mention "SAUF DESSERTE LOCALE".

Article 3 : à Templeuve, sur l'axe formé par les rues des Hulans et Crombrue, entre les rues Trieu Ewil et Forzeau, la circulation est interdite à tout conducteur de véhicule dont la masse en charge excède 3,5 tonnes, sauf pour la desserte locale.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C21 (3,5 t) avec un panneau additionnel reprenant la mention "SAUF DESSERTE LOCALE".

Article 4 : au Trieu Ewil à Templeuve, dans le virage avec la rue des Hulans jusqu'au-delà du virage avec la rue Esparqueaux, la chaussée est divisée en 2 bandes de circulation par une ligne blanche discontinue, de l'immeuble n° 9 au poteau d'éclairage public n° 301/01107.

Article 5 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

- 7) Mont-Saint-Aubert, chemin des Pilotes, rue de la Folie et rue du Reposoir : interdiction de circulation dans les deux sens aux véhicules dont la longueur excède 8 mètres.

Pour la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, il faut prendre en considération la largeur des camions et pas seulement leur longueur. Elle souhaite également savoir si des dispositions sont envisagées en cas de demande de déménagement. Elle demande enfin quelle partie du chemin des Pilotes est visée par ces dispositions.

Le **Président** de séance la rassure au sujet des déménagements : une tolérance peut être accordée même si ces voiries sont réservées à la circulation locale.

Monsieur l'Echevin MR, **A. BOITE**, précise à Madame la Conseillère communale M. WILLOCQ la partie concernée par cette réglementation.

Par 32 voix pour et 1 abstention, le Conseil communal prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

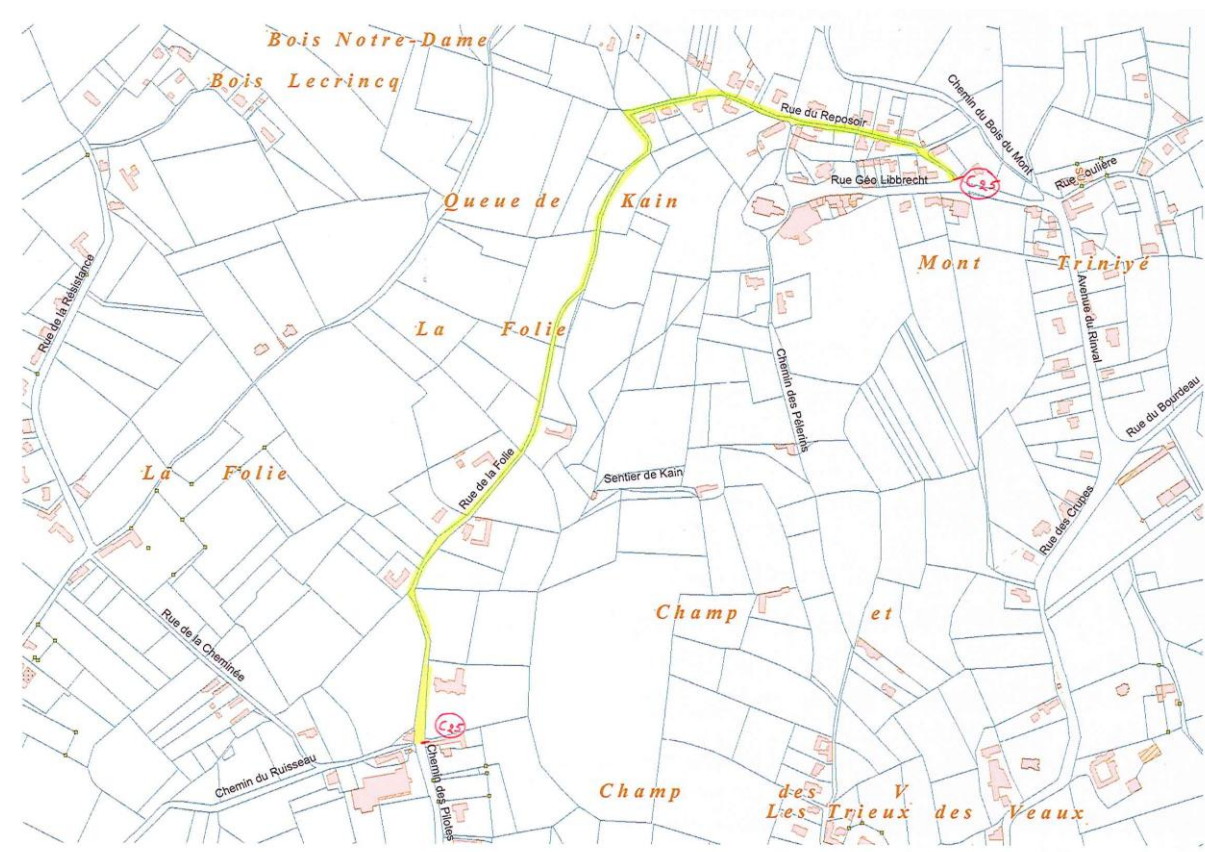
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'à plusieurs reprises des camions de gros tonnage se sont engagés dans la rue du Reposoir à Mont Saint-Aubert, pour accéder aux habitations situées au sommet du Mont alors qu'ils devraient emprunter plus logiquement la rue des Crupes;

Attendu qu'une fois engagés dans cette voirie très étroite, il n'est plus possible de faire demi-tour et que c'est avec d'énormes difficultés que ces camions rejoignent la rue Géo Libbrecht en infligeant des dégradations aux clôtures des propriétés;

Considérant qu'afin d'éviter ces désagréments, il serait opportun, dans l'axe formé par le chemin des Pilotes (entre les rues du Ruisseau et de la Folie), la rue de la Folie et la rue du Reposoir, d'interdire la circulation dans les deux sens aux véhicules dont la longueur excède 8 mètres;

Considérant les plans ci-dessous:



Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du Collège communal;

Par 32 voix pour et 1 abstention;

#### DECIDE :

**Article 1<sup>er</sup> :** dans l'axe formé par le chemin des Pilotes (entre les rues du Ruisseau et de la Folie), la rue de la Folie et la rue du Reposoir à Mont Saint-Aubert, l'accès est interdit, dans les deux sens, à tout véhicule dont la longueur excède 8 mètres.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C25 (8 m).

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M-C. LEFEBVRE, MM. G. LECLERCQ, R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE et M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

S'est abstenue : Mme M. WILLOCQ.



3. Sanctions administratives. Infractions articles 174 - 175 du règlement général de police. Infractions à l'article 1, 2° règlement relatif à la délinquance environnementale. Amendes administratives. Décisions.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le programme de politique générale 2012-2018 présenté et approuvé en séance du 3 décembre 2012, et plus particulièrement l'un de ses axes visant à «agir pour atteindre l'excellence environnementale», met en exergue l'importance de la propreté au sein de notre ville.

Dans ce domaine, la Ville de Tournai s'engage, notamment, à «poursuivre les infractions. La lutte contre les incivilités constituera une priorité de la politique communale, en concertation avec les autorités judiciaires (sanctions administratives, services d'intérêts généraux...)», ainsi qu'à «responsabiliser les citoyens afin de les sensibiliser au fait qu'ils peuvent être acteurs de la politique de propreté de la Ville en remplissant leurs obligations, notamment, en matière d'entretien de leur trottoir. Une commune propre améliore notre cadre de vie et le sécurise».

Les obligations en matière de gestion des déchets sont référencées par deux bases légales distinctes. Tout d'abord, par le règlement général de police de la Ville, en ses articles 174 (récipients de collecte et conditionnement) et 175 (lieux et horaires de collecte). Ensuite, par le règlement relatif à la délinquance environnementale, en son article 1, 2° (abandon de déchets). Des amendes administratives peuvent être infligées en cas d'infraction, telles que prévues légalement par les règlements communaux précités, d'un montant maximum de 350,00 € en ce qui concerne les infractions au règlement général de police et de 50,00 € à 100.000,00 € pour les infractions au règlement relatif à la délinquance environnementale.

Actuellement, une recrudescence des infractions en matière de gestion de déchets est à déplorer (sacs non conformes, non-respect des jours de collecte des déchets ménagers, sacs Plastique, Métalliques, Cartons (PMC) et papiers/cartons, dépôts clandestins). A titre d'exemple, le nombre d'infractions à charge des particuliers a plus que doublé en trois ans : 116 infractions en 2009-2010 pour 260 infractions en 2012-2013.

Nonobstant une politique préventive efficace, une sanction significativement dissuasive doit être envisagée en vue de lutter efficacement contre ce type d'incivilités, dans le respect des priorités arrêtées par la déclaration de politique communale.

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et le décret du 5 juin 2008 relatif à la délinquance environnementale offrent la possibilité de la réalisation d'une prestation citoyenne ou d'une médiation réparatrice. Ces mesures alternatives à la sanction financière permettent notamment qu'une réponse coercitive soit apportée lorsque les contrevenants ne peuvent matériellement pas honorer l'amende. Ce type de mesure répond au programme de politique générale, citant des «services d'intérêt général», tout en visant la responsabilisation du citoyen. La prestation est adaptée au montant de l'amende initialement envisagée par le fonctionnaire sanctionnateur traitant le dossier.

Tant l'amende administrative que la prestation citoyenne visent à lutter contre ces incivilités et à en éviter la récurrence, en vue d'améliorer le cadre de vie général des habitants de l'entité.

En ce qui concerne le montant de l'amende administrative, la loi du 24 juin 2013 et le décret du 5 juin 2008 prévoient des paliers au-dessus desquels une audience orale doit obligatoirement être proposée au contrevenant, respectivement fixés à 70,00 € et 62,50 €.

Il est à noter que la majorité des infractions concernent des dépôts anticipatifs ou tardifs et/ou l'utilisation de sacs non conformes.

Actuellement, les amendes infligées en la matière s'élèvent à 25,00 € ou 50,00 € selon les cas et au vu de l'accroissement constant des infractions en matière de gestion des déchets, nous vous proposons d'augmenter l'amende administrative aux paliers de 70,00 € pour les infractions aux articles 174 et 175 du règlement général de police et 62,50 € pour les infractions à l'article 1, 2° du règlement relatif à la délinquance environnementale."

D'emblée, Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, intervient comme suit :

" Le texte nous précise que "malgré une campagne préventive efficace, le nombre d'infractions est en augmentation (il a doublé en 3 ans).".

Pouvez-vous expliquer en quoi consistait votre campagne préventive ? Et comment évaluez-vous son efficacité ?

Nous ne sommes pas opposés à imposer des amendes administratives pour des incivilités, mais elles doivent être le dernier élément dans une politique bien construite de prévention et de sanction. Prenons l'exemple du dépôt des sacs-poubelle dans la rue en dehors des jours de ramassage. Nous réitérons notre proposition d'installer des poubelles publiques dans les zones où les habitants n'ont pas la place pour stocker leurs poubelles. Est-il prévu de concrétiser l'idée proposée par M. P.-O. DELANNOIS ici même en septembre 2013, proposer des sacs-poubelle à plus petit contenant ?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, est ensuite invité à s'exprimer :

" Nous allons soutenir ce point. Dans une ville comme Tournai, il est important que nous possédions les outils pour pouvoir, quand la raison ne peut pas s'imposer, contraindre certaines personnes à adapter des comportements acceptables. Certes, je peux comprendre, à l'instar de M. P.-O. DELANNOIS, dont je regrette l'absence, que dans une ville festive, on doive accepter certaines nuisances. Mais le découragement ne doit pas pour autant s'installer. Parallèlement aux outils dont il est question ce soir, il faudrait renforcer la présence sur le terrain. Il faudrait aussi accentuer le nettoyage et la prévention. La majorité du nettoyage se fait le lundi. Or les touristes viennent le samedi et le dimanche. Donc, il faudrait prendre des dispositions pour que la Ville soit accueillante à ce moment-là. Au niveau de la propreté, on peut déplorer encore quelques lacunes. Mais pour ce qui concerne le fleurissement en ville, il y a un effort conséquent et admirable de mise en valeur."

Madame la Conseillère communale cdH, **H. CLEMENT-COUPLET**, poursuit :

" Je rejoins l'avis de Guillaume dans son idée de proposition de moyens. Le lundi matin, pour rejoindre mon travail, je dois parfois traverser la rue pour ne pas marcher dans des déchets alimentaires venant d'un restaurant. On pourrait proposer aux restaurateurs des conteneurs adaptés, les sacs-poubelle ne résistant pas aux animaux. Sur les nouveaux quais, on trouve des déchets alimentaires le lundi matin. Les nouveaux pavés sont souillés. C'est dommage !"

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, intervient à son tour :

" Je suis allée dans deux villes, en Flandre et à Luxembourg ville. Il y a une politique préventive positive, qui incite les habitants de manière humoristique à rendre leur ville plus propre. Des concours sont même organisés pour que les rues soient plus propres. Ça crée une dynamique !"

Pour le Conseiller communal MR, **R. DELVIGNE**, il faut rester prudent avec l'idée de mettre des conteneurs à disposition des restaurateurs. "Si ces conteneurs restent sur le domaine public, les habitants ne vont pas comprendre que la population doit sortir ses poubelles selon un horaire précis alors que des conteneurs resteront stationnés sur le domaine public en permanence. C'est une solution à condition qu'ils restent à l'intérieur d'un établissement et qu'on les sorte uniquement le jour du ramassage."

Monsieur le **Président** de séance répond aux différentes interventions :

" Toute la politique préventive est rappelée dans le dossier. Ici, on porte un regard sur le dispositif répressif. Je retiendrai néanmoins que ce qui est fait aujourd'hui en matière de prévention témoigne qu'il y a une belle marge de progression et des initiatives citoyennes que je tiens à saluer. C'est le cas, par exemple, avec l'association du quartier du Luchet d'Antoing qui effectue un travail remarquable, avec des jeunes, pour l'éducation à la propreté.

Un constat peut être fait : à l'origine des salissures dans la ville, ce sont d'abord les citoyens eux-mêmes. Ce sont les Tournaisiens qui ne respectent pas leur ville. C'est le constat le plus épouvantable que l'on puisse faire. On voudrait que notre ville soit un écrin, qu'elle soit belle, et en même temps, on ne pose pas toujours les gestes de respect à son endroit. Ce que je remarque à Tournai, c'est cet irrespect de certains Tournaisiens. Lors d'un récent voyage en Asie, j'ai visité une ville où les poubelles publiques ont été retirées. Ce que l'on a voulu faire, c'est monter le curseur en termes de répression. Je ferai, par ailleurs, une corrélation entre l'attitude des gens et les conditions socio-économiques. Quand une société entre en crise économique, quand les gens ont moins d'argent, ils ont parfois des comportements d'évitement des coûts. Donc des corrélations de ce type peuvent parfois être établies. J'y vois un élément de causalité qui peut parfois justifier que des personnes ont recours à ce type d'expédient, mais qui reste injustifiable sur le fond.

Un mot sur les commerçants : il n'est pas de leur intérêt de voir à côté de chez eux, des déchets exposés en plein air. Mais, a priori, je ne trouve pas positif non plus d'avoir des conteneurs sur les trottoirs. Ce sont aussi des sources de problème et de pollution olfactive, visuelle et autre. Il y a d'autres solutions mises en place dans d'autres villes. Nous devrions les étudier."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, intervient à nouveau pour rappeler la difficulté qu'ont les habitants de petits logements à stocker leurs déchets ménagers, à défaut de poubelle collective.



Le **Président** de séance rappelle qu'une collecte des déchets ménagers est organisée deux fois par semaine en centre-ville.

Par 30 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant le règlement général de police en ses articles 174 (récipients de collecte et conditionnement) et 175 (lieux et horaires de collecte);

Considérant le règlement relatif à la délinquance environnementale en son article 1, 2° (abandon de déchets);

Considérant la mission communale en matière d'hygiène publique;

Considérant la déclaration de politique communale, selon laquelle la Ville de Tournai s'engage, notamment, en matière de propreté publique, à «poursuivre les infractions. La lutte contre les incivilités constituera une priorité de la politique communale, en concertation avec les autorités judiciaires (sanctions administratives, services d'intérêts généraux...)»;

Considérant l'action administrative en vue de lutter efficacement contre les incivilités en matière de gestion des déchets et de l'amélioration du cadre de vie;

Considérant la loi du 24 juin 2013 et le décret du 5 juin 2008 prévoyant des paliers au-dessus desquels une audience orale doit obligatoirement être proposée au contrevenant, respectivement fixés pour ces matières à 70,00 € (infractions aux articles 174 et 175 du règlement général de police) et 62,50 € (infractions à l'article 1, 2° du règlement relatif à la délinquance environnementale);

Considérant qu'actuellement, dans la majorité des cas, les amendes administratives en la matière sont respectivement de 25,00 € et de 50,00 €;

Considérant l'existence de mesures alternatives à l'amende administrative (médiation réparatrice ou prestation citoyenne);

Considérant la recrudescence des infractions en matière de propreté publique, portant atteinte à l'hygiène publique;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 30 voix pour et 3 abstentions;

**DECIDE :**

- de porter le montant de l'amende administrative à **un minimum** de 70,00 € pour les infractions aux articles 174 (récipients de collecte et conditionnement) et 175 (lieux et horaires de collecte) du règlement général de police;
- de porter le montant de l'amende administrative à **un minimum** de 62,50 € pour les infractions à l'article 1, 2° (abandon de déchets) du règlement relatif à la délinquance environnementale.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE et M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** et Madame l'Echevine **M. C. MARGHEM** entrent en séance.

#### 4. Conventions relatives au droit de diffusion de la coupe du monde de football 2014. Ratification.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) Nous avons décidé le 7 mars 2014 d'octroyer au service des sports l'exclusivité en matière de retransmission publique du match Belgique-Russie diffusé le 22 juin 2014 à 18 heures sur le site du hall des sports de la Caisse d'épargne de la Ville de Tournai (C.E.T.).

Dans ce cadre, il y a lieu de ratifier la convention relative aux droits de diffusion pour la coupe du monde de football 2014 établie entre la Radio télévision belge francophone (RTBF) et la Ville.

- 2) La coupe du monde de football 2014 a commencé et, à ce stade, il est prévu que la Belgique jouera 3 matches, soit les 17, 22 et 26 juin 2014.

Les cafetiers de la Grand Place de Tournai ont rencontré l'échevin délégué à la fonction maïorale le 5 juin 2014. Ils ont sollicité la Ville afin d'organiser la diffusion des matches des 22 et 26 juin 2014 sur la Grand Place de Tournai.

Ces cafetiers prendraient en charge les frais inhérents à l'écran, à l'organisation et à la redevance de droit couvrant l'autorisation ainsi que les droits d'auteur et de radiodiffuseur de la RTBF.

Les services de police, le service régional d'incendie de Tournai et le service interne de prévention et de protection (SIPP) se sont rencontrés et se sont positionnés favorablement pour cette organisation, moyennant le respect des procédures inhérentes à leur champ de compétences.

Une réunion s'est tenue le 11 juin 2014 entre les cafetiers et les représentants communaux.

D'un contact avec la RTBF, il ressort qu'il y aurait lieu que la Ville soit cosignataire de la convention des droits de diffusion avec la RTBF et le collectif Horeca de la Grand Place à Tournai.

Dans le cadre d'un événement de cette ampleur, il est nécessaire d'avoir recours à un service médical d'urgence et il a été convenu que les frais inhérents à ce dispositif seraient pris en charge par la Ville de Tournai (estimation du coût : 600,00 €). Le poste médical avancé sera hébergé à la Halle-aux-Draps et l'ambulance stationnée rue de l'Yser.

Sur recommandation du service de police, il y aura lieu également de prévoir un encadrement par les gardiens de la paix.

Une convention a été établie entre la RTBF, le collectif Horeca de la Grand Place de Tournai et la Ville. Nous vous invitons à en ratifier les termes."

Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, salue l'initiative tout en regrettant qu'elle n'ait pas fait l'objet, selon elle, d'une meilleure communication.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant la décision du Collège communal du 7 mars 2014 d'octroyer au service des sports l'exclusivité en matière de diffusion publique pour le match Belgique-Russie qui a eu lieu le 22 juin 2014 à 18 heures sur le site du hall des sports de la Caisse d'épargne de la Ville de Tournai (CET);

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

de ratifier la **convention relative aux droits de diffusion pour la Coupe du monde de football 2014**, dont les termes suivent :

**"ENTRE :**

La radio-télévision belge de la Communauté française, entreprise publique autonome à caractère culturel, créée par décret du 14 juillet 1997 portant son statut, dont le siège est situé boulevard Auguste Reyers, 1044 Bruxelles, Belgique, inscrite auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0261.958.396, et valablement représentée aux fins de la présente par M. Vincent CRABBE, responsable du marketing opérationnel et de la diversification, ci-après dénommée «La RTBF».

**ET**

La Ville de Tournai, dont le siège est situé 52, rue Saint-Martin, 7500 Tournai, Belgique, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, ci-après dénommée «le cessionnaire».

#### **ATTENDU QUE :**

La RTBF détient les droits exclusifs de diffusion en télévision en Belgique francophone pour la Coupe du monde 2014 qu'elle diffusera sur ses chaînes de télévision «La Une», «La Deux», ainsi que sur sa chaîne de radio «Vivacité» et sur le Web et est titulaire des droits de communication publique sur «grand écran» ou «écran géant»;

La RTBF réalise avec ses propres équipes le commentaire original des matches pour sa retransmission sur ses chaînes de télévision et de radio à destination du public de la Communauté française de Belgique;

Le cessionnaire désire assurer une diffusion du signal télévisé de la RTBF du match du **22 juin 2014** sur «grand écran» ou «écran géant» dans le cadre d'un événement organisé par lui;

#### **LES PARTIES CONVIENNENT DONC CE QUI SUIVIT :**

##### **Article 1<sup>er</sup> – Autorisation**

Moyennant le respect plein et entier de l'ensemble des conditions de la présente convention, la RTBF autorise le cessionnaire à diffuser sur «grand écran» ou «écran géant» le match, le **22 juin 2014**, dans le lieu précisé ci-après, hall des sports de la Caisse d'épargne de la Ville de Tournai, 2, avenue De Gaulle – 7500 Tournai, en présence de **300** personnes attendues pour l'événement, moyennant un droit d'entrée fixé à **0 euro** (zéro euro), et une prévision de recettes estimées à 0 euro (zéro euro).

La présente autorisation ne couvre pas la diffusion d'autres événements que celui visé à l'alinéa précédent et n'emporte aucun droit à une autorisation sur de futures diffusions de même nature.

La présente autorisation ne dispense pas le cessionnaire de solliciter les autorisations requises notamment auprès des autorités publiques, des services de sécurité et de pompiers, des sociétés de gestion collective (telle la Sabam), des propriétaires de salles.

##### **Article 2 – Organisation technique**

Le cessionnaire fait son affaire de la récupération du signal télévisé de la RTBF pour sa diffusion sur «grand écran» ou «écran géant», soit par câble, soit par voie hertzienne en TNT. Pour cela il organise et

met en place, à sa charge, toute structure technique nécessaire permettant de garantir une diffusion de qualité broadcast standard répondant aux besoins de la diffusion sur grand écran. Il ne pourra tenir responsable la RTBF de la mauvaise qualité du signal, ni de son éventuelle suspension ou interruption pour quelque motif que ce soit.

### **Article 3 – Respect du signal**

La diffusion doit se faire dans le respect strict du signal de la RTBF : l'organisateur de l'événement s'engage à assurer une diffusion intégrale et inchangée (image et son), sans modification des commentaires, sans coupure ni superposition de musique de fond ou d'ambiance, de l'intégralité du match avec signal de «La Une» ou «La Deux» (signal de la RTBF au minimum 5 minutes avant la montée des équipes sur le terrain jusqu'à au minimum 5 minutes après le coup de sifflet final), en ce compris l'intégralité des écrans publicitaires et annonces de parrainage avant, après et pendant le match, sans ajout de publicité audio ou télévisuelle locale, régionale ou nationale sur le lieu de l'événement.

### **Article 4 – partenariats**

L'organisateur veillera à ne pas associer à son événement des partenaires qui seraient des concurrents directs des annonceurs de la Fédération internationale de football association (FIFA) et de l'Union belge.

### **Article 5 – Validation**

Le dossier doit être validé par la FIFA.

### **Article 6 – Exclusivité média**

La RTBF doit être associée, à travers ses marques média «Vivacité» et «La Une» ou «La Deux» (en fonction des matches diffusés), comme co-organisateur de l'événement, à côté de l'organisateur (par exemple «La Une, Vivacité et... vous invitent...»), avant tout autre partenaire ou sponsor, à toute communication relative à la diffusion du/des match(es) en amont (site internet, annonce presse, folder,...) et sur place durant l'événement; un accord préalable sur le matériel de communication et sur la visibilité sur place devra être obtenu auprès de la RTBF au moins un mois avant l'événement.

La RTBF jouit d'une exclusivité média (vis-à-vis des autres chaînes de radio et de télévision et des éditeurs de contenus web), en qualité de sponsor de l'événement, de diffuseur sur le lieu de l'événement, et sur le plan éditorial (couverture audio, télé et web de l'événement : exclusivité RTBF, sauf accord préalable en ce sens en faveur des télévisions locales partenaires), et devra donner son accord préalable sur le partenaire presse avec lequel l'organisateur souhaiterait s'associer, se réservant la faculté de refuser un partenariat avec un partenaire presse qui développerait des activités dans le domaine audiovisuel, en concurrence directe des médias de la RTBF.

### **Article 7 – Redevance de droits**

Le cessionnaire s'acquittera d'une redevance de droits couvrant l'autorisation et les droits d'auteur et de radiodiffuseur de la RTBF sur son signal, d'un montant de **300 euros (trois cents euros) hors TVA** pour la diffusion sur «grand écran» ou «écran géant» du match du **22 juin 2014** dans le cadre de son événement.

Cette redevance fera l'objet d'une facturation (**majorée de 21 % de TVA**) qui sera adressée par la RTBF au cessionnaire et payable au grand comptant dans les 3 jours ouvrables de l'envoi de la facture. Cette redevance est due même si le nombre de personnes attendues à l'événement a été moindre qu'escompté, pour quelque raison que ce soit.

La RTBF se réserve le droit de contrôler sur place la réalité des déclarations du cessionnaire et en cas de fraude avérée sur le nombre de personnes participant à l'événement, elle se réserve, à titre de pénalité, le droit de doubler le montant des droits visés à l'alinéa précédent.

#### **Article 8 – Loi applicable et juridictions compétentes**

Le droit belge s'applique à la présente convention. Le droit commun des contrats s'applique à la présente convention en cas de disparition de son objet, de force majeure, de résiliation ou de résolution. La présente convention est incessible et est conclue intuitu personae dans le chef de chacune des Parties.

En cas de litige concernant la validité, l'interprétation, l'exécution ou la cessation de la présente convention, les parties chercheront d'abord entre elles un accord à l'amiable par des discussions de bonne foi. A défaut, les litiges seront tranchés par les juridictions francophones de Bruxelles, seules compétentes.

Fait à Bruxelles, le 21 mai 2014, de bonne foi, en langue française, en deux exemplaires datés et signés par chacune des parties, celles-ci reconnaissant avoir reçu chacune le sien."

\*\*\*\*\*

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que la coupe du monde de football se tient dans le courant du mois de juin 2014;

Considérant qu'à ce stade, il est prévu que la Belgique jouera 3 matches, soit les 17, 22 et 26 juin 2014;

Considérant qu'à la demande des cafetiers de la Grand Place, l'échevin délégué à la fonction maïorale les a reçus ce 5 juin 2014;

Considérant que, lors de cette rencontre, les cafetiers ont sollicité la Ville de Tournai afin d'organiser la diffusion des matches des 22 et 26 juin 2014 sur la Grand Place de Tournai;

Considérant que ces cafetiers prendraient en charge les frais inhérents à l'écran, à l'organisation et à la redevance de droit couvrant l'autorisation ainsi que les droits d'auteur et de radiodiffuseur de la RTBF;

Considérant que les services de police, le service régional d'incendie de Tournai et le service interne de prévention et de protection (SIPP) se sont rencontrés et qu'ils se sont positionnés favorablement pour cette organisation, et ce moyennant le respect des procédures inhérentes à leur champ de compétences;

Considérant qu'à cet effet, une réunion s'est tenue le 11 juin 2014 entre les cafetiers et les représentants communaux;

Considérant que, d'un contact avec la RTBF, il ressort qu'il y aurait lieu que la ville soit cosignataire de la convention des droits de diffusion avec la RTBF et le collectif Horeca de la Grand-Place à Tournai;

Considérant que, dans le cadre d'un événement de cette ampleur, il y a lieu d'avoir recours à un service médical d'urgence et que, lors de la réunion, il a été convenu que les frais inhérents à ce dispositif seraient pris en charge par la Ville de Tournai (estimation du coût : 600,00 €);

Considérant qu'il y aura lieu, en outre, de prévoir un local d'accueil afin d'héberger le poste médical avancé (soit l'ancien office du tourisme, soit les locaux de l'Ilot des Primetiers);

Considérant qu'il y aura lieu également de prévoir un encadrement par les gardiens de la paix;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

de ratifier la **convention établie entre la RTBF, le collectif Horeca de la Grand Place de Tournai et la Ville :**

" **CONVENTION - droits de diffusion Coupe du Monde 2014**

#### **ENTRE**

La radio-télévision belge de la Communauté française, entreprise publique autonome à caractère culturel, créée par décret du 14 juillet 1997 portant son statut, dont le siège est situé boulevard Auguste Reyers, 1044 Bruxelles, Belgique, inscrite auprès de la banque-carrefour des Entreprises sous le numéro 0261.958.396, et valablement représentée aux fins de la présente par M. Vincent CRABBE, responsable du marketing opérationnel et de la diversification, ci-après dénommée «La RTBF»

#### **ET**

La Ville de Tournai, dont le siège est situé 52, rue Saint-Martin, 7500 Tournai, Belgique, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, ci-après dénommée «le cessionnaire»

#### **ET**

Le collectif Horeca Grand Place Tournai, dont le siège est situé 21, Grand'Place, 7500 Tournai, Belgique, représenté par M. Vincent DEGELS

#### **ATTENDU QUE :**

La RTBF détient les droits exclusifs de diffusion en télévision en Belgique francophone pour la coupe du monde 2014 qu'elle diffusera sur ses chaînes de télévision La Une, la Deux, ainsi que sur sa chaîne de radio Vivacité et sur le Web et est titulaire des droits de communication publique sur «grand écran» ou «écran géant»;

La RTBF réalise avec ses propres équipes le commentaire original des matches pour sa retransmission sur ses chaînes de télévision et de radio à destination du public de la Communauté française de Belgique;

Le cessionnaire désire assurer une diffusion du signal télévisé de la RTBF des matchs des **22 et 26 juin 2014** sur «grand écran» ou «écran géant» dans le cadre d'un événement organisé par lui.

#### **LES PARTIES CONVIENNENT DONC CE QUI SUIVIT :**

##### **Article 1<sup>er</sup> – Autorisation**

Moyennant le respect plein et entier de l'ensemble des conditions de la présente convention, la RTBF autorise le cessionnaire à diffuser sur «grand écran» ou «écran géant» les matchs des **22 et 26 juin 2014**, dans le lieu précisé ci-après, Grand Place – 7500 Tournai, en présence de **2.000** personnes attendues pour l'événement, moyennant un droit d'entrée fixé à 0 euro (zéro euro), et une prévision de recettes estimées à 0 euro (zéro euro).

La présente autorisation ne couvre pas la diffusion d'autres événements que celui visé à l'alinéa précédent et n'emporte aucun droit à une autorisation sur de futures diffusions de même nature. La présente autorisation ne dispense pas le cessionnaire de solliciter les autorisations requises notamment auprès des autorités publiques, des services de sécurité et de pompiers, des sociétés de gestion collective (telle la Sabam), des propriétaires de salles.

##### **Article 2 – Organisation technique**

Le cessionnaire fait son affaire de la récupération du signal télévisé de la RTBF pour sa diffusion sur «grand écran» ou «écran géant», soit par câble, soit par voie hertzienne en TNT. Pour cela, il organise et met en place, à sa charge, toute structure technique nécessaire permettant de garantir une diffusion de qualité broadcast standard répondant aux besoins de la diffusion sur grand écran. Il ne pourra tenir responsable la RTBF de la mauvaise qualité du signal, ni de son éventuelle suspension ou interruption pour quelque motif que ce soit.

##### **Article 3 – Respect du signal**

La diffusion doit se faire dans le respect strict du signal de la RTBF : l'organisateur de l'événement s'engage à assurer une diffusion intégrale et inchangée (image et son), sans modification des commentaires, sans coupure ni superposition de musique de fond ou d'ambiance, de l'intégralité du



match avec signal de La Une ou La Deux (signal de la RTBF au minimum 5 minutes avant la montée des équipes sur le terrain jusqu'à au minimum 5 minutes après le coup de sifflet final), en ce compris l'intégralité des écrans publicitaires et annonces de parrainage avant, après et pendant le match, sans ajout de publicité audio ou télévisuelle locale, régionale ou nationale sur le lieu de l'événement

#### **Article 4 – partenariats**

L'organisateur veillera à ne pas associer à son événement des partenaires qui seraient des concurrents directs des annonceurs de la Fédération internationale de football association (FIFA) et de l'Union belge.

#### **Article 5 – Validation**

Le dossier doit être validé par la FIFA.

#### **Article 6 – Exclusivité média**

La RTBF doit être associée, à travers ses marques média Vivacité et La Une ou La Deux (en fonction des matches diffusés), comme coorganisateur de l'événement, à côté de l'organisateur (par exemple «La Une, Vivacité et... vous invitent...»), avant tout autre partenaire ou sponsor, à toute communication relative à la diffusion du/des match(es) en amont (site internet, annonce presse, folder,...) et sur place durant l'événement; un accord préalable sur le matériel de communication et sur la visibilité sur place devra être obtenu auprès de la RTBF au moins un mois avant l'événement.

La RTBF jouit d'une exclusivité média (vis-à-vis des autres chaînes de radio et de télévision et des éditeurs de contenus web), en qualité de sponsor de l'événement, de diffuseur sur le lieu de l'événement, et sur le plan éditorial (couverture audio, télé et web de l'événement : exclusivité RTBF, sauf accord préalable en ce sens en faveur des télévisions locales partenaires), et devra donner son accord préalable sur le partenaire presse avec lequel l'organisateur souhaiterait s'associer, se réservant la faculté de refuser un partenariat avec un partenaire presse qui développerait des activités dans le domaine audiovisuel, en concurrence directe des médias de la RTBF.

#### **Article 7 – Redevance de droits**

Le collectif Horeca de la Grand-Place à Tournai s'acquittera d'une redevance de droits couvrant l'autorisation et les droits d'auteur et de radiodiffuseur de la RTBF sur son signal, d'un montant de **..... euros (..... euros hors TVA)** pour la diffusion sur «grand écran» ou «écran géant» des matchs des **22 et 26 juin 2014** dans le cadre de son événement.

Cette redevance fera l'objet d'une facturation (**majorée de 21 % de la TVA**) qui sera adressée par la RTBF au collectif Horeca de la Grand-Place à Tournai, situé Grand'Place, 21 à 7500 Tournai, et payable au grand comptant dans les 3 jours ouvrables de l'envoi de la facture. Cette redevance est due même si le nombre de personnes attendues à l'événement a été moindre qu'escompté, pour quelque raison que ce soit.

La RTBF se réserve le droit de contrôler sur place la réalité des déclarations et en cas de fraude avérée sur le nombre de personnes participant à l'événement, elle se réserve, à titre de pénalité, le droit de doubler le montant des droits visés à l'alinéa précédent.

## **Article 8 – Loi applicable et juridictions compétentes**

Le droit belge s'applique à la présente convention. Le droit commun des contrats s'applique à la présente convention, en cas de disparition de son objet, de force majeure, de résiliation ou de résolution. La présente convention est incessible et est conclue intuitu personae dans le chef de chacune des Parties.

En cas de litige concernant la validité, l'interprétation, l'exécution ou la cessation de la présente convention, les parties chercheront d'abord entre elles un accord à l'amiable par des discussions de bonne foi. A défaut, les litiges seront tranchés par les juridictions francophones de Bruxelles, seules compétentes.

Fait à Bruxelles, le 21 mai 2014, de bonne foi, en langue française, en deux exemplaires datés et signés par chacune des parties, celles-ci reconnaissant chacune avoir reçu le sien."

### **5. "La Boîte de jazz". Convention. Approbation.**

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'ASBL BOITE NOIRE nous a proposé d'installer «la Boîte de Jazz» (spectacle musical) sur la Grand Place de Tournai du 17 au 28 septembre 2014.

En séance du 18 octobre 2013, nous avons marqué notre accord de principe sur l'accueil de cet évènement à Tournai ainsi que sur un soutien financier de la Ville d'un montant de 7.500,00 €.

En séance du 13 juin 2014, nous avons marqué notre accord de principe, sous réserve de votre approbation, sur la convention établie par l'ASBL LA BOITE NOIRE moyennant intégration des remarques du service juridique.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les termes de cette convention."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, intervient d'emblée en demandant les précisions suivantes :

" La Ville va payer 7.500,00 € pour que le spectacle puisse s'installer dans le centre-ville. 5 représentations sur la quinzaine lui seront réservées, 4 en scolaire et 1 en VIP.

Pourriez-vous me dire :

- quelles écoles vont être concernées pour participer à ce spectacle ?
- qui sera concerné par le spectacle VIP ? Il nous semble qu'il serait opportun de démocratiser la culture et de la rendre accessible aux plus démunis plutôt que de donner des privilèges aux plus nantis.

De plus, la Maison de la culture a montré son intérêt pour organiser ce spectacle en partenariat avec la ville et l'inclure dans sa programmation. Ce partenariat aurait été d'autant plus pertinent que la Maison de la culture organise chaque année un festival de jazz de grande qualité. Pourquoi cela n'a-t-il pas été souhaité par le Collège ?"

Le **Président** de séance lui répond :

" Toutes les écoles secondaires sont concernées, libres et officielles. Pour les autres, ce sont des promotions qui seront faites pour l'image de la ville. Il y aura une proposition pour que les membres du conseil communal puissent répondre à ces invitations."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, intervient à nouveau :

" La question n'était pas d'avoir une place pour moi. Cela pourrait permettre à des personnes qui n'ont pas l'occasion d'assister à des spectacles d'avoir accès à la culture. Je songe à un partenariat avec l'article 27 pour démocratiser la culture et participer à ce spectacle-là.

La Maison de la culture avait montré son intérêt d'être partenaire dans la programmation de ce spectacle. Apparemment, cela n'a pas été accepté, alors qu'elle organise déjà un festival de jazz. Pourquoi n'a-t-elle pas été partenaire de ce spectacle ?"

Le **Président** de séance précise qu'il s'agit ici d'un projet spécifique à caractère pédagogique. Il est basé sur l'histoire du jazz, dont il montre les différentes étapes.

Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, demande des précisions concernant la localisation du spectacle et du bar intérieur.

Le **Président** de séance lui répond que le spectacle aura lieu sur la Grand Place. Il ajoute qu'un service boissons sera organisé, uniquement pendant le spectacle.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que l'ASBL la Boîte noire a proposé d'installer «la Boîte de Jazz» (spectacle musical) sur la Grand Place de Tournai du 17 au 28 septembre 2014;

Considérant qu'en séance du 18 octobre 2013, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur l'accueil de cet événement à Tournai ainsi que sur un soutien financier de la Ville d'un montant de 7.500,00 €;

Considérant qu'en séance du 13 juin 2014, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur la convention établie par l'ASBL La Boîte noire moyennant intégration des remarques du service juridique;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

d'approuver la convention entre la Ville de Tournai et l'ASBL La Boîte noire relative à l'accueil du spectacle «La Boîte de Jazz» et dont les termes suivent :

" Entre :

LE PRODUCTEUR-ORGANISATEUR,

La Boîte noire asbl, avenue du Monde 49 boîte 1 à 1400 Nivelles, représentée par M. Cédric MONNOYE, Directeur,

Et

LA VILLE de TOURNAI, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, d'autre part,

Compte tenu de la fiche technique ci-jointe qui fait partie intégrante du contrat, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> : REPRESENTATIONS ET PRIX PARTICIPATIF**

Le producteur-organisateur donnera entre 10 et 15 représentations de son spectacle "La Boîte de Jazz » installée au lieu-dit : Grand Place durant la période s'étalant entre le mercredi 17 septembre au dimanche 28 septembre 2014.

En contrepartie de la participation financière de la commune de sept mille cinq cents euros (TVA 6 % comprise), le producteur accorde 1 représentation VIP et 4 représentations scolaires à la Ville selon le calendrier ci-dessous :

Date	Heure	Commune/Producteur
mercredi 17/09/2014	20 h	Commune
Jeudi 18/09/2014	14 h	Commune
Jeudi 18/09/2014	20 h	Producteur
Vendredi 19/09/2014	14 h	Commune
Vendredi 19/09/2014	20 h	Producteur
Samedi 20/09/2014	20 h	Producteur
Dimanche 21/09/2014	15 h	Producteur
mercredi 24/09/2014	20 h	Producteur
Jeudi 25/09/2014	14 h	Commune

Jeudi 25/09/2014	20 h	Producteur
Vendredi 26/09/2014	14 h	Commune
Vendredi 26/09/2014	20 h	Producteur
Samedi 27/09/2014	20 h	Producteur
Dimanche 28/09/2014	15 h	Producteur

Les heures de représentation sont à titre indicatif et peuvent être modifiées en concertation entre les deux parties.

Le montant global est à verser sur notre compte BNP Paribas Fortis BE40 0016 7837 7963 au plus tard 40 jours avant notre arrivée. Les droits d'auteur sont pris en charge par le producteur.

## **Article 2 : ARRIVEE-MONTAGE-DEMONTAGE-DEPART**

Arrivée et installation de la Boîte	Mardi 16/09/2014	à 8 h
Montage complet et dispositif scénique terminé le :	Mercredi 17/09/2014	à 16 h
Début démontage :	Dimanche 28/09/2014	à 18 h
Départ définitif :	Lundi 29/09/2014	à 17 h

Les heures d'arrivée et de départ seront convenues définitivement le mois précédant notre venue avec notre directeur technique : Alexandre MAHAUX– 00 32 495508754.

Un représentant technique de l'organisateur doit être présent sur place à notre arrivée.

## **Article 3 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE**

La Ville assure au producteur-organisateur la disposition du lieu où sera implantée la Boîte de Jazz et assure au producteur l'exemption de toutes taxes communales. Le lieu d'implantation sera défini d'un commun accord entre les parties.

A cette fin, la Ville fera toutes les demandes d'autorisations y relatives, s'assurera de l'état du sous-sol (passage des câbles électriques, de téléphone, conduites d'eau etc. et fera le nécessaire pour que la place soit entièrement dégagée à l'arrivée du producteur-organisateur.

La Ville a l'obligation de prévoir les branchements à l'électricité (2 x 63A ou 1 x 125 A) ainsi que l'arrivée et la sortie d'eau pour le jour d'arrivée du producteur-organisateur. Elle assure également le ramassage quotidien des déchets.

La Ville se charge de l'information et de la promotion du spectacle auprès des écoles et assure le remplissage des 4 représentations prévues, en précisant qu'il s'agit d'un spectacle destiné à un public adulte et accessible aux adolescents à partir de 14 ans.

La Ville soutient le producteur-organisateur dans la promotion du spectacle via ses canaux de communication (newsletter, bulletin communal, site internet, réseau d'affichage ou autres) et autorise l'affichage extérieur momentané dans la Ville pour annoncer le spectacle et ce sur base des lieux

déterminés par la Ville. S'agissant des voiries dont la gestion n'incombe pas à la Ville, le producteur-organisateur obtiendra les autorisations nécessaires auprès des instances compétentes.

La Ville assure la mise à disposition d'une salle de l'Hôtel de Ville pour y organiser une conférence de presse avant l'arrivée de la Boîte de Jazz. Une date sera convenue de commun accord 3 mois avant notre arrivée.

#### **Article 4 : OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR-ORGANISATEUR**

Le producteur-organisateur assume seul la qualité d'organisateur du spectacle et la responsabilité qui s'y attache. La Ville décline toute responsabilité en cas de dégradation, perte ou vol de matériel sur le site exception faite de l'hypothèse où une faute commise par le personnel communal dans l'exercice de ses missions serait à l'origine des dégradations litigieuses.

Le producteur-organisateur fournit tous les éléments nécessaires à la représentation du spectacle (décors, éclairages, sonorisation, costumes etc.). En qualité d'employeur, il assure les rémunérations et les charges sociales de son personnel attaché au spectacle.

Le producteur-organisateur a souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations de ses spectacles dans ses propres installations.

Le producteur-organisateur mentionnera dans toutes les communications relatives aux éditions du spectacle que celui-ci est produit avec le soutien de la Ville de Tournai.

#### **Article 5 : JAUGE DE LA BOITE DE JAZZ**

En représentation "TOUT PUBLIC" (formule tables et chaises), le producteur-organisateur dispose de 100 places maximum.

En représentation "SCOLAIRE" (formule tables et chaises), cette capacité peut monter jusqu'à 120 personnes maximum, professeurs compris. Les participants seront comptés à l'entrée et le producteur-organisateur se réserve le droit de refuser l'entrée à tout spectateur en surnombre.

#### **Article 6 : ACCUEIL AU PUBLIC**

Dans l'esprit d'accueil du public et de convivialité propre au principe de «La Boîte de Jazz», le producteur-organisateur se réserve le droit d'organiser un bar intérieur, à son profit, avant et après la représentation ainsi qu'à l'entracte.

L'accueil du public sera également pris en charge par des membres de l'équipe du producteur-organisateur.

Une boutique liée à la promotion du Jazz et à la vente de produits dérivés du spectacle, tels que CD, affiches etc. est tenue par le producteur-organisateur, à son profit, à l'issue des spectacles.

#### **Article 7 : DISPOSITIONS PARTICULIERES**

L'éventuelle mise à votre disposition du chapiteau fera l'objet d'un avenant au présent contrat sous réserve d'acceptation de la fiche technique des activités/spectacles qui y seraient présentés et d'un accord financier.

#### **Article 8 : ANNULATION D'UNE OU PLUSIEURS REPRESENTATIONS**

Le producteur-organisateur a l'obligation, conformément aux dispositions du registre de sécurité de la structure de la Boîte de Jazz, d'annuler les représentations dans les cas d'intempéries suivants :

- force du vent supérieure à 88 Km/Heure (indice Beaufort 9)
- accumulation de neige sur la toile du chapiteau d'une épaisseur de 5 cm.

S'agissant d'un cas de force majeure, les représentations sont reportées à des dates ultérieures.

#### **Article 9 : DEDIT**

Si la Ville annule la venue de la Boîte à Jazz, elle perd définitivement le montant payé au producteur-organisateur sauf si l'annulation est justifiée par un cas de force majeure.

De même, si le producteur-organisateur annule la venue de la Boîte de Jazz, il restitue immédiatement le montant payé par la Ville à cette dernière sauf si l'annulation est justifiée par un cas de force majeure.

#### **Article 10 : SIGNATURE DU CONTRAT**

En cas de non-retour signé du présent contrat pour le ..... au plus tard, le producteur-organisateur ne peut plus garantir la réservation des dates convenues.

#### **Article 11 : LITIGES**

Le présent contrat est régi exclusivement par le droit belge. En cas de litige, les tribunaux de Nivelles sont seuls compétents.

Fait en double exemplaire, chaque partie ayant reçu le sien, à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juillet 2014."

#### **6. Tournai. Site de l'Orient. Club house. Convention de concession de gestion. Ratification.**

Madame l'Echevine **L. DEDONDER** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le club house de l'Orient est une cafétéria-terrasse située sur le site de l'Orient en bordure du plan d'eau de la carrière. Ce site dénommé "Aqua Tournai" regroupe la piscine communale de l'Orient, le camping communal, une aire de jeux, un étang concours de pêche, un site nature géré par le cercle des naturalistes de Belgique et une activité d'accrobranches exploitée par l'entreprise "Ecopark ".

Ce complexe a pour vocation d'être un service public de loisirs accessible à tous dans un cadre environnemental exceptionnel.

Le club house est un outil majeur qui vient compléter l'offre faite sur le site aux citoyens.

Au vu de la prolongation de l'arrêt de travail de l'agent communal qui était chargé de l'exploitation et afin de garantir le service rendu au public au club house de l'Orient durant la période estivale, nous avons examiné en urgence une reprise de l'exploitation de l'infrastructure à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013 par deux candidats qui avaient marqué un intérêt pour une reprise de gestion.

Vous avez ratifié, en séance du 16 septembre 2013, une convention de concession de gestion ayant pour objet l'exploitation du club house de l'Orient.

Notre choix s'était porté sur l'ASBL Royal Cercle de Natation Tournai représentée par Mme CAUDRELIER et M. DROULEZ.

Cette convention a pris fin le 30 septembre 2013. Il convenait donc de fixer les termes d'une nouvelle convention et de relancer la mise en concurrence après appel à candidatures pour la gestion du club house de l'Orient.

Sur base de l'article 1712 du Code civil et dans le respect des principes d'égalité de traitement et de transparence repris dans le traité instituant l'Union européenne, deux appels à candidature ont été lancés par le biais du site internet de la Ville sans qu'aucune réponse n'ait été reçue à cause de la spécificité de cette cafétéria-terrasse et de la rentabilité financière de l'infrastructure fortement dépendante du facteur météo.

Lancé le 28 avril 2014, un nouvel appel à candidature a récolté dans les délais trois propositions écrites, à savoir :

- SPRL LE QUAI 34 située rue de la station, 8 à 7504 Froidmont (Tournai) et représentée par MM Alexandre DELNESTE et Adrien DEGRES
- Mme FRANCE Marlène domiciliée rue de la Place, 24 à 7620 Guignies (Brunehaut)
- Mme LECROART Caroline domiciliée avenue d'Audenarde, 252 à 7540 Kain (Tournai).

Après examen des candidatures, notre choix s'est porté sur la SPRL LE QUAI 34 située rue de la station, 8 à 7504 Froidmont (Tournai) pour son expérience satisfaisante dans la gestion Horeca d'un bâtiment communal (Maison de la culture) et sa mise à disposition rapide et en suffisance de personnel destiné à gérer le club house durant la saison estivale.

Nous vous invitons à ratifier les termes de la convention de concession de gestion établie entre la SPRL QUAI 34 représentée par MM. Alexandre DELNESTE et Adrien DEGRES et la Ville."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, intervient comme suit :



" De nouveau, le Conseil est mis devant un fait accompli puisque la convention a pris cours en avril 2014. C'est un peu se moquer du monde.

L'année passée, ECOLO avait souligné son enthousiasme pour la convention passée avec le club de natation et avait demandé une évaluation de cette expérience. Y a-t-il eu une évaluation ?

Pourriez-vous me dire comment s'est passé le 3<sup>ème</sup> appel d'offre sachant que les 2 premiers se sont faits sur le site internet de la Ville et qu'il n'y a pas eu de candidat ?"

Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, constate que la convention prend cours le premier week-end des vacances scolaires de Pâques et se termine le dernier dimanche de septembre.

Elle suggère que la buvette soit ouverte également en dehors de cette période si un évènement est organisé.

Pour le reste, dit-elle, "l'idée est géniale d'ouvrir le premier week-end de Pâques !"

Madame l'Echevine PS, **L. DEDONDER**, répond comme suit à ces deux interventions :

" Il y a eu 3 appels, le dernier via internet. L'idée était de poursuivre la collaboration avec le CNT. Mais celui-ci n'a plus souhaité poursuivre cette mission. J'ai rencontré les responsables à ce sujet. C'était difficile pour eux, vu le manque de bénévoles. C'est finalement la SPRL QUAI 34 qui a été choisie.

Celle-ci a pris contact avec le CNT pour que tout se passe bien et pour que ce club puisse bénéficier ponctuellement du club house quand il a des activités particulières. L'avantage avec QUAI 34, c'est qu'ils ont l'habitude de travailler dans un bâtiment communal, la Maison de la culture, où ils gèrent également le bar. Ils étaient disponibles tout de suite. Ils avaient beaucoup de bénévoles puisqu'ils se sont associés avec l'Estudiantes. Le choix s'est donc porté sur eux. Nos deux premiers appels sont restés sans réponse. Au troisième appel, plusieurs candidats se sont manifestés.

Pour le reste, l'objectif est de poursuivre avec les mêmes. Avec une convention pluriannuelle, il est possible d'ouvrir le club house en dehors des périodes traditionnelles."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que le club house de l'Orient est une cafétéria-terrasse située sur le site de l'Orient en bordure du plan d'eau de la carrière; que ce site dénommé "Aqua Tournai" regroupe la piscine communale de l'Orient, le camping communal, une aire de jeux, un étang concours de pêche, un site nature géré par le cercle des naturalistes de Belgique et une activité d'accrobranches exploitée par l'entreprise "Ecopark";

Considérant que ce complexe a pour vocation d'être un service public de loisirs accessible à tous dans un cadre environnemental exceptionnel;

Considérant que le club house est un outil majeur qui vient compléter l'offre faite sur le site aux citoyens;

Considérant qu'au vu de la prolongation de l'arrêt de travail de l'agent communal qui était chargé de l'exploitation et afin de garantir le service rendu au public au club house de l'Orient durant la période estivale, le Collège communal avait examiné en urgence une reprise de l'exploitation de l'infrastructure à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013 par deux candidats qui avaient marqué un intérêt pour une reprise de gestion;

Considérant que le Conseil communal a ratifié, en séance du 16 septembre 2013, une convention de concession de gestion ayant pour objet l'exploitation du club house de l'Orient;

Considérant que le choix du Collège communal s'était porté sur l'ASBL Royal Cercle de Natation Tournai représentée par Mme CAUDRELIER et M. DROULEZ;

Considérant que cette convention a pris fin le 30 septembre 2013, qu'il convient de fixer les termes d'une nouvelle convention et de relancer la mise en concurrence après appel à candidatures pour la gestion du club house de l'Orient;

Considérant que, sur base de l'article 1712 du Code civil et dans le respect des principes d'égalité de traitement et de transparence repris dans le traité instituant l'Union européenne, deux appels à candidature ont été lancés par le biais du site internet de la Ville sans qu'aucune réponse n'ait été reçue à cause de la spécificité de cette cafétéria-terrasse et de la rentabilité financière de l'infrastructure fortement dépendante du facteur météo;

Considérant que, lancé le 28 avril 2014, un nouvel appel à candidature a récolté dans les délais trois propositions écrites, à savoir :

- SPRL LE QUAI 34 située rue de la station, 8 à 7504 Froidmont (Tournai) et représentée par MM Alexandre DELNESTE et Adrien DEGRES
- Mme FRANCE Marlène domiciliée rue de la Place, 24 à 7620 Guignies (Brunehaut)
- Mme LECROART Caroline domiciliée avenue d'Audenarde, 252 à 7540 Kain (Tournai)

Considérant qu'après examen des candidatures, le choix du Collège communal s'est porté sur la SPRL LE QUAI 34 représentée par MM. Alexandre DELNESTE et Adrien DEGRES et située rue de la station, 8 à 7504 Froidmont (Tournai), pour son expérience satisfaisante dans la gestion Horeca d'un bâtiment communal (maison de la culture) et sa mise à disposition rapide et en suffisance de personnel destiné à gérer le club house durant la saison estivale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

de ratifier les termes de la convention conclue entre la SPRL LE QUAI 34 et la Ville de Tournai relative à l'exploitation du club house de l'Orient :

" Entre les soussignés :

La VILLE DE TOURNAI, sise à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, représentée par son Collège communal au nom duquel agissent M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, en exécution de la délibération du Conseil communal du 30 juin 2014,  
ci-après dénommée «la Ville»,

Et :

La SPRL LE QUAI 34 dont le siège social est établi à la rue de la Station, 8 à 7504 Froidmont (Tournai) et pour laquelle interviennent MM. Alexandre DELNESTE et Adrien DEGRES,  
ci-après dénommée «le concessionnaire»,

#### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

##### Préambule :

Le club house de l'Orient est une cafétéria-terrasse située sur le site de l'Orient en bordure du plan d'eau de la carrière. Ce site dénommé «Aqua Tournai» est propriété de la Ville de Tournai et regroupe la piscine communale de l'Orient, le camping communal, une aire de jeux, un étang concours de pêche, un site nature géré par le cercle des naturalistes de Belgique et une activité d'accrobranche exploitée par l'entreprise Ecopark. Ce site a pour vocation d'être un service public de loisirs accessible à tous dans un cadre environnemental exceptionnel.

Ce club house est un outil majeur pour le site de l'Orient. Cet outil vient compléter l'offre faite sur le site aux citoyens et ce, en harmonie avec ce lieu à fort intérêt environnemental, touristique et ludique.

Le concessionnaire accepte d'assurer cette gestion selon les modalités convenues ci-après :

L'article 1712 du code civil stipule que «les baux des biens nationaux, des biens des communes et des établissements publics sont soumis à des règlements particuliers».

Au sens de la présente convention il y a lieu d'entendre par chef de service, le gestionnaire des piscines communales, M. Jawad LAWRIZY; en cas d'absence de ce dernier, il sera remplacé par le chef de service administratif, M. Yves DEBRABANDERE, ou toute autre personne dûment désignée à cet effet par une décision du Collège.

## Article 1<sup>er</sup> : objet de la convention

### A. Description du bien mis en gestion

La Ville concède au concessionnaire la gestion de l'exploitation du club house de l'Orient, cafétéria-terrasse située sur le site de l'Orient sis à Tournai, rue de l'Orient et ce pour la période fixée par l'article 4 de la présente convention.

Ces lieux ainsi que l'état du matériel sont parfaitement connus du concessionnaire.

### B. Etat des lieux

Un état des lieux est établi contradictoirement en présence de la Ville et du concessionnaire avant la première occupation par ce dernier des lieux visés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

### C. Acte faisant partie intégrante de la convention

Le concessionnaire s'oblige à respecter le règlement de police en vigueur sur le site.

## Article 2 : destination du bien mis en gestion

La gestion du bien immobilier est concédée aux fins exclusives suivantes :

- cafétéria-terrasse proposant boissons, snacks, glaces et petite restauration
- la vente au nom et pour le compte de la Ville des tickets donnant accès aux pédalos présents sur le plan d'eau de la carrière de l'Orient.

Toute autre destination est interdite sauf accord préalable et écrit de la Ville.

## Article 3 : modalités d'exploitation

Le concessionnaire s'engage à gérer le bien visé à l'article 1<sup>er</sup> dans le strict respect des lois en vigueur et de manière à offrir des prestations de qualité aux clients du club house et aux usagers du site de l'Orient tout en assurant une viabilité économique et touristique de l'infrastructure.

Le concessionnaire veillera particulièrement à ce que ses modalités d'exploitation s'intègrent harmonieusement avec celles du site de l'Orient. Il s'interdit et interdira, en conséquence, toute activité, tout comportement ou toute ambiance musicale de nature à perturber la bonne gestion du site comme pôle touristique, ludique et environnemental.

Tant la Ville que le concessionnaire s'engagent à collaborer positivement en vue d'atteindre l'objectif précité et à œuvrer en ce sens sur les bases suivantes :

- le concessionnaire a l'exclusivité des fournitures et de la vente de boissons, snacks, glaces ainsi que de la petite restauration. Il pourra toutefois être dérogé ponctuellement au droit d'exclusivité sur décision du Collège communal à l'occasion d'une activité organisée par la Ville ou avec son autorisation sur le site;
- le concessionnaire s'engage à transmettre à la Ville, en fin de saison, un bilan complet d'activités et ce, afin d'évaluer la qualité de l'exploitation;
- la Ville veille à assurer l'exploitation et la surveillance des pédalos par un agent, titulaire du brevet supérieur de sauvetage aquatique et recyclé annuellement. L'intervention du concessionnaire dans le cadre de l'exploitation des pédalos se limite à percevoir, sans prise de bénéfice, le prix des tickets d'accès aux pédalos au montant fixé par la Ville.

Un justificatif, récapitulatif des ventes de tickets, sera fourni mensuellement (du 1<sup>er</sup> au 30/31 du mois) au chef de service.

L'intégralité des recettes provenant de la vente des tickets d'accès aux pédalos sera reversée à la réception de l'état de recouvrement édité par le service communal compétent, sur le compte bancaire de l'Administration communale.

Le concessionnaire s'engage à mettre en place du personnel qualifié en suffisance afin de garantir les objectifs d'exploitation explicités dans la présente convention dans le respect de la législation sur le travail.

#### Article 4 : durée de la convention

La présente concession est conclue pour une durée déterminée. Elle prend cours le premier week-end des vacances scolaires de Pâques et prend fin le dernier dimanche de septembre 2014. Elle est reconductible par décision du Conseil communal.

#### Article 5 : horaires d'ouverture

Le concessionnaire s'engage à assurer l'exploitation de la cafétéria visée à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention, les mercredis, samedis, dimanches et jours fériés.

Les horaires d'ouverture sont fixés de 11 heures à 20 heures.

Ceux-ci peuvent être revus en fonction des conditions climatiques.

Les autres jours, le concessionnaire n'est tenu d'ouvrir la cafétéria au public que si la météo est favorable. On entend par météo favorable, un climat sans précipitation garantissant de pouvoir accueillir des usagers sur le site et sur la terrasse de l'infrastructure et ce, dans les conditions climatiques les plus adaptées à cette fréquentation.

La Ville et le concessionnaire conviennent cependant que cette «flexibilité» ne peut s'apparenter à de l'inconstance et qu'en conséquence une certaine «régularité» doit être respectée de manière à ce que les horaires d'ouverture restent prévisibles pour la clientèle.

Les fermetures devront être communiquées par téléphone au chef de service ou, en son absence, à son équipe administrative et ce, afin d'optimiser la communication au public.

#### Article 6 : redevance, charges et caution

##### A. Redevance

La présente concession est consentie et acceptée moyennant le paiement d'une redevance mensuelle calculée comme suit : un fixe mensuel de 800,00 € charges comprises que le concessionnaire s'engage à verser sur le compte de la Ville à l'expiration de chaque mois.

A défaut de paiement au plus tard pour le quinze du mois suivant, des intérêts de retard calculés au taux légal commercial seront dus de plein droit et sans mise en demeure.

##### B. Charges

Les charges liées aux consommations énergétiques sont comprises dans le montant de la redevance fixé à l'article 6 A de la présente convention.

Une ligne téléphonique dont le n° est 069/23.57.40 et un abonnement à un opérateur sont en service. Ceux-ci doivent impérativement rester opérationnels en permanence d'une part, pour le bon

fonctionnement du central détection intrusion et de son module de communication et, d'autre part, pour pouvoir disposer sur le site d'une ligne téléphonique pour les urgences.

Seuls les appels téléphoniques sortants seront refacturés au concessionnaire sur base des factures de l'opérateur actuel. Le concessionnaire s'engage à rembourser à la Ville le coût des appels sortants dans les 15 jours après réception de la facture. A défaut de paiement dans ce délai de quinze jours, des intérêts de retard calculés au taux légal commercial seront dus de plein droit et sans mise en demeure.

### C. Caution

Le concessionnaire versera sur le compte de l'Administration communale une caution de 1.000,00 € et ce, afin de garantir les obligations financières de celui-ci.

## Article 7 : propreté, hygiène, entretien et réparations

### A. Propreté

Le concessionnaire devra faire en sorte que le club house, en ce compris le mobilier, la terrasse et les vitres, soient à tout moment dans un état de propreté impeccable.

Le concessionnaire devra permettre en tout temps à la Ville de visiter les locaux accessibles au public ainsi que les locaux de préparation et de conservation des boissons et aliments pour y constater l'état d'entretien, de propreté et de gestion.

### B. Hygiène

Le concessionnaire s'engage à ce que toutes les règles d'hygiène ainsi que les dispositions légales, réglementaires relatives aux conditions d'exploitation des débits de boissons et de mise en vente d'aliments préparés sur place soient respectées strictement en tout temps [normes Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA)].

### C. Entretien et réparation

Le concessionnaire s'engage à gérer les lieux concédés en bon père de famille et à les tenir en bon état de réparation locative et d'entretien de toute nature ainsi qu'en parfait état de propreté.

Le titulaire s'engage à exploiter la cafétéria de manière raisonnée, notamment en matière de consommations d'eau et de dépenses énergétiques.

La Ville s'engage à prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement du central détection intrusion et des chambre froide, chaudière et frigo-bars du club house de l'Orient.

## Article 8 : modifications et améliorations apportées au bien

Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations du bien mis à disposition ne pourront être effectués qu'avec l'accord écrit de la Ville.

Sauf convention contraire à intervenir lors de la délivrance écrite de cet accord, ils seront acquis sans indemnité à la Ville qui conservera toutefois la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur pristin état.

## Article 9 : responsabilité

Le concessionnaire exploitera les locaux visés à l'article 1<sup>er</sup> sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls et garantit la Ville contre toute action initiée par un tiers qui trouverait son origine dans l'exploitation visée par la présente.

Il est responsable des dégradations éventuelles occasionnées aux locaux et matériels.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien des lieux occupés, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait se produire soit dans le chef du concessionnaire soit dans le chef de tiers.

#### Article 10 : assurances

Le concessionnaire assurera sa responsabilité découlant de l'article 9.

Il devra pouvoir justifier du paiement des primes en présentant les contrats et quittances aux services compétents de la Ville.

#### Article 11 : établissement de l'état des lieux de sortie et constatation des dommages locatifs éventuels

Au plus tard le dernier jour ouvrable avant l'expiration de la présente convention, il est procédé à un «état des lieux de sortie» sans indication de l'estimation des éventuels frais de remise en état.

L'estimation détaillée des dommages éventuels est ensuite dressée de commun accord entre toutes les parties intéressées sur base de l'état des lieux d'entrée et de sortie, des éventuels états des lieux intermédiaires et en tenant compte de la vétusté, de l'usure normale et des cas de force majeure qui auraient pu se produire. Cette estimation donne lieu à l'établissement d'un «procès-verbal d'estimation des dommages locatifs», indiquant le montant des dégâts T.V.A. comprise et le temps nécessaire pour la remise en état des locaux.

Le montant des dégâts figurant au «procès-verbal d'estimation des dommages locatifs» est à charge du prestataire.

#### Article 12 : cession et sous-location

Sans autorisation préalable et écrite de la Ville, le concessionnaire n'est pas autorisé à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou à sous-louer le bien, en tout ou en partie.

#### Article 13 : litige

Tout litige relatif à la validité, à l'interprétation, à l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai.

#### Article 14 : protection des tendances idéologiques et philosophiques

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, le prestataire s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou

philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

Condition suspensive :

La présente convention est signée par le concédant sous la condition suspensive de l'accord de l'autorité de tutelle sur les termes et conditions y stipulés.

Fait à Tournai en deux exemplaires, le .....".

7. Nourrissage des anatidés du Jardin de la Reine par les résidents du home Valère Delcroix.  
Convention entre la Ville et le Centre public d'action sociale. Approbation.

Monsieur l'Echevin **P. ROBERT** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 20 juin 2014, nous avons émis un accord de principe, sous réserve de votre approbation, sur les termes du projet de convention à conclure entre le CPAS et la Ville pour définir les modalités de partenariat concernant l'intervention des résidents du Home Valère Delcroix dans le nourrissage des anatidés du parc du Jardin de la Reine.

Cette convention précise les modalités de cette organisation et définit les obligations des deux parties.

L'estimation de la dépense engendrée pour l'achat du grain s'élève annuellement à ± 750,00 € hors TVA.

Ce montant sera imputé sur l'article budgétaire 766/124-02 "Plantation, parcs publics- Fournitures" (Budget initial : 70.000,00€).

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les termes de cette convention."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant qu'en séance du 28 mai 2014, le Collège communal a décidé de maintenir les anatidés sur le site du Jardin de la Reine en organisant leur nourrissage, en ne les laissant pas plus de deux jours sans apport de grain et d'inviter, sur proposition de Madame la Présidente du Centre public d'action sociale (CPAS), le home Valère Delcroix à se charger de cette mission dans le cadre d'un projet éducatif;

Considérant qu'en séance du 20 juin 2014, le Collège communal a émis un accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur les termes du projet de convention à conclure entre le CPAS et la Ville à propos de cette mission;



Considérant que cette convention précise les modalités de cette mission et définit les obligations des deux parties;

Considérant que la Ville fournit au CPAS le grain nécessaire au nourrissage des animaux en qualité et en quantité;

Considérant que l'estimation du coût annuel de fourniture de grain s'élève à ± 750,00 € hors TVA;

Considérant que ce montant sera imputé sur l'article budgétaire 766/124-02 "Plantation, parcs publics- Fournitures" (Budget initial : 70.000,00€).

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

de marquer son accord sur les termes du projet de convention conclu entre le Centre public d'action sociale de Tournai et la Ville de Tournai et relatif au nourrissage des anatidés du Jardin de la Reine par les résidents du home Valère Delcroix, dont les termes suivent :

" ENTRE LES SOUSSIGNE(E)S :

La Ville de Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le Directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART, agissant au nom du Conseil communal

ci-après dénommée : "la Ville" d'une part,

et

le Centre public d'action sociale représenté par Mme Rita LECLERCQ-DESENCLOS , Présidente, et M. Luc LEROY, Directeur général, dont le siège social est situé boulevard Lalaing, 41 à 7500 Tournai

ci-après dénommée «le CPAS» d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

#### Préambule :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le CPAS et la Ville de Tournai en ce qui concerne l'intervention des résidents du Home Valère Delcroix dans le nourrissage des anatidés du parc du Jardin de la Reine, sis rue François-Joseph Peterinck à 7500 Tournai.

#### Article 1<sup>er</sup> :

La Ville autorise le CPAS à affecter les résidents du Home Valère Delcroix au nourrissage des anatidés du parc du Jardin de la Reine et ce, dans les limites définies ci-après :

\* Limites territoriales :

Le résident ne pourra nourrir les animaux en dehors de la zone définie par la Ville et le CPAS dans le périmètre du parc du Jardin de la Reine, c'est-à-dire face à l'entrée centrale du parc côté rue François-Joseph Peterinck, aux pieds des Cyprès chauves (*Taxodium distichum*).

\* Limites des tâches :

Distribution du grain fourni par la Ville aux anatidés du parc du Jardin de la Reine.

\* Limites quantitatives de la nourriture distribuée :

Le C.P.A.S. est tenu de se conformer sur ce point aux prescriptions communiquées par mail par les interlocuteurs de la Ville visés dans l'article 4 de la présente convention en cas de conditions climatiques particulières, etc.

\* Les résidents ne peuvent être tenus responsables si d'autres animaux que ceux cités dans l'article 1<sup>er</sup> venaient picorer le grain distribué dans la zone définie.

Article 2 :

La Ville fournit au CPAS la nourriture nécessaire au nourrissage des animaux en qualité et en quantité.

Article 3 :

Le nourrissage est organisé afin de ne pas laisser les animaux plus de deux jours sans apport de grain.

Article 4 : Interlocuteurs pour tout contact relatif à l'exécution de la présente convention :

- Pour la Ville de TOURNAI :

<u>Fourniture du grain :</u>	Service Espaces Verts Gauthier FONTAINE	<a href="mailto:gauthier.fontaine@tournai.be">gauthier.fontaine@tournai.be</a>	069/77.85.20 0498/90.75.94
<u>Animaux :</u>	Service Bien-être animal Martine GREGOIRE	<a href="mailto:martine.gregoire@tournai.be">martine.gregoire@tournai.be</a>	069/33.23.54

- Pour le CPAS : Mme Florence Créteur

[florence.creteur@cpas-tournai.be](mailto:florence.creteur@cpas-tournai.be)

Téléphone : 069/88.44.28

Fax : 069/88.44.31

Article 5 : Surveillance par le CPAS :

Les résidents du Home Valère Delcroix accompliront les tâches définies sous l'article 1<sup>er</sup> sous l'autorité directe et exclusive du CPAS. Celui-ci veillera à prendre toute mesure utile pour que, dans l'accomplissement de sa mission, le résident ne crée aucun dommage à la Ville et à des tiers.

Article 6 : Responsabilité :

Le CPAS affectera les résidents du home Valère Delcroix aux tâches définies ci-avant sous son entière responsabilité, à ses frais, risques et périls, la Ville n'assumant aucune responsabilité en cas d'accident survenu à cette occasion.

Article 7 : Assurance :

Le CPAS s'engage à couvrir par une assurance ad hoc sa responsabilité découlant de l'article 4 de la présente convention et à fournir à la première demande de la Ville tout justificatif ad hoc.

Article 8 : Durée :

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée, chacune des parties pouvant y mettre fin moyennant un préavis d'un mois notifié par courrier.

Fait à Tournai, le .... juin 2014, en double exemplaire. Chacune des parties ayant reçu son original."

8. Pôle hainuyer. Nouveaux statuts. Approbation.

Monsieur l'Echevin **P. ROBERT** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai adhère depuis 2009 à l'ASBL pôle hainuyer par le biais de son académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts).

En séance du 16 novembre 2009, vous avez décidé d'en approuver les statuts et de désigner M. Philippe ROBERT, Echevin de l'enseignement, ainsi que M. Bernard BAY, directeur de l'Académie, en qualité de représentants de la Ville de Tournai.

Un décret de la Communauté française paru le 7 novembre 2013, définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Il régit désormais l'existence et le fonctionnement des pôles académiques et précise que ce sont les établissements qui sont membres de l'ASBL.

Il incombait, dès lors, au pouvoir organisateur de désigner son représentant parmi les membres de l'établissement exerçant une fonction de décision.

En séance du 24 février 2014, vous avez ratifié la désignation de M. Bernard BAY comme représentant du pouvoir organisateur auprès de l'assemblée constituante de l'ASBL en sa qualité de directeur de l'académie des Beaux-Arts.

Sur base de ce même décret du 7 novembre 2013, de nouveaux statuts ont été rédigés, qui définissent le pôle hainuyer, ses règles et son fonctionnement.

Nous vous invitons à approuver ces nouveaux statuts."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment son article L1122-30;

Considérant sa décision du 16 novembre 2009 d'adhérer à l'ASBL pôle hainuyer par le biais de l'académie des Beaux-Arts de la Ville (école supérieure des arts), d'en approuver les statuts et de désigner M. Philippe ROBERT, Echevin de l'enseignement, ainsi que M. Bernard BAY, directeur de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai, en qualité de représentants de la Ville de Tournai;

Considérant le décret de la Communauté française du 7 novembre 2013, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014, qui définit le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et régit désormais l'existence et le fonctionnement des pôles académiques;

Considérant que le décret précise que ce sont les établissements qui sont membres de l'ASBL et qu'il incombait donc au pouvoir organisateur de l'académie des Beaux-Arts de désigner son représentant auprès de l'assemblée constituante de l'ASBL;

Considérant sa décision du 24 février 2014 de ratifier la désignation de M. Bernard BAY comme représentant du pouvoir organisateur en sa qualité de directeur de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts);

Considérant que, sur base de ce même décret du 7 novembre 2013, de nouveaux statuts ont été rédigés, qui définissent le pôle hainuyer, ses règles et son fonctionnement;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **APPROUVE :**

les nouveaux statuts de l'ASBL pôle hainuyer adoptés lors de l'assemblée générale du 28 mars 2014 :

"Entre les établissements d'enseignement supérieur et les directeurs ou directeurs-présidents agissant qualitate qua, dûment habilités par leur pouvoir organisateur, par délégation ou statutairement :

- l'université de Mons (UMons), dont le siège se situe place du Parc, 20 à 7000 Mons, représentée par Monsieur le Recteur Calogero CONTI et M. Dany VINCE, administrateur
- l'université catholique de Louvain (UCL) dont le siège se situe place de l'Université, 1 à 1348 Louvain-la-Neuve, représentée par Monsieur le Recteur Bruno DELVAUX
- l'université de Liège (ULg) dont le siège se situe place du 20 août, 7 à 4000 Liège, représentée par Monsieur le Recteur Bernard RENTIER
- l'université de Namur (UNamur) dont le siège se situe rue de Bruxelles, 61 à 5000 Namur, représentée par Monsieur le Recteur Yves POULLET
- l'université libre de Bruxelles (ULB) dont le siège se situe avenue Roosevelt, 50 à 1050 Bruxelles, représentée par Monsieur le Recteur Didier VIVIERS
- la haute école de la Communauté française en Hainaut (HEH) dont le siège se situe rue Pierre-Joseph Duménil, 4 à 7000 Mons, représentée par Monsieur le Directeur-Président Denis DUFRANE
- la haute école Louvain en Hainaut (HELHa) dont le siège se situe chaussée de Binche, 159 à 7000 Mons, représentée par Monsieur le Directeur-Président Jean-Luc VREUX

- la haute école provinciale de Hainaut – Condorcet (HEPH-Condorcet) dont le siège se situe chemin du Champ de Mars, 17 à 7000 Mons, représentée par Monsieur le Directeur-Président Pascal LAMBERT
- Arts<sup>2</sup> (Arts au carré) dont le siège se situe rue de Nimy, 7 à 7000 Mons, représentée par Monsieur le Directeur général Michel STOCKHEM
- l'académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai (ACT) dont le siège se situe rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai, représentée par Monsieur le Directeur Bernard BAY
- l'école supérieure des Arts Saint-Luc Tournai (ESASLT) dont le siège se situe chaussée de Tournai, 7 à 7520 Ramegnies-Chin, représentée par Monsieur le Directeur Xavier DOCHY
- l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) d'Ath-Flobecq dont le siège se situe rue Carton, 5 à 7800 Ath, représenté par Madame la Directrice Isabelle HENRY
- l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Dour dont le siège se situe rue de Boussu, 84 à 7370 Dour, représenté par Madame la Directrice Delphine ESTORET
- l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Frameries dont le siège se situe rue du Onze Novembre, 2 à 7080 Frameries, représenté par Madame la Directrice Thérèse VANLIERDE
- l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Jemappes-Quévrain dont le siège se situe avenue Roi Albert, 643 à 7012 Jemappes, représenté par Monsieur le Directeur Yves ANDRE
- l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Morlanwelz-Mariemont dont le siège se situe rue Raoul Warocqué, 46 à 7140 Morlanwelz, représenté par Monsieur le Directeur Vincent DURANT
- l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Mouscron-Comines dont le siège se situe place de la Justice, 1 à 7700 Mouscron, représenté par Monsieur le Directeur Jean-Emmanuel LASSOIE
- l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Péruwelz dont le siège se situe boulevard Léopold III, 40 à 7600 Péruwelz, représenté par Madame la Directrice Pascale HOGNE
- l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Sivry-Rance dont le siège se situe rue Pauline Hubert, 40/2 à 6470 Rance, représenté par Madame la Directrice Maryline FRELON
- l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Thuin dont le siège se situe drève des Alliés, 11 à 6530 Thuin, représenté par Madame la Directrice Lina MARTORANA
- l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Tournai-Antoing-Templeuve dont le siège se situe rue Saint-Brice, 53 à 7500 Tournai, représenté par Monsieur le Directeur Stéphane LELEU
- l'institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Colfontaine dont le siège se situe rue Clémenceau, 60-62 à 7340 Wasmes, représenté par Madame la Directrice Frédérique NISOL
- l'institut provincial supérieur des sciences sociales et pédagogiques dont le siège se situe boulevard Gustave Roullier, 1 à 6000 Charleroi, représenté par Madame la Directrice Martine FEVRY
- l'institut d'enseignement technique commercial dont le siège est sis boulevard Gustave Roullier, 1 à 6000 Charleroi, représenté par Monsieur le Directeur Benoît DELBEQUE
- l'institut provincial supérieur industriel du Hainaut dont le siège se situe boulevard Solvay, 31 à 6000 Charleroi, représenté par Monsieur le Directeur Patrice ANTOINE
- l'institut d'enseignement de promotion sociale "Mons formations" dont le siège se situe rue de l'Auflette, 85 à 7033 Cuesmes, représenté par Madame la Directrice Marie-Jeanne CEROLIN

- le centre provincial d'enseignement de promotion sociale du Borinage dont le siège se situe rue de Valenciennes, 58 à 7301 Hornu, représenté par Monsieur le Directeur Alain BLONDEAU
  - l'institut provincial des arts et métiers du Centre dont le siège se situe rue Paul Pastur, 1 à 7100 La Louvière, représenté par Madame la Directrice Noëlla MERTENS
  - l'institut provincial d'enseignement de promotion sociale du Hainaut occidental dont le siège se situe rue Paul Pastur, 49 à 7900 Leuze-en-Hainaut, représenté par Madame la directrice Brigitte DELCOURT
  - l'école industrielle supérieure dont le siège se situe avenue du Tir, 10 à 7000 Mons, représentée par Madame la Directrice Nathalie DELAUNOIS
  - l'institut technique et agricole de la province de Hainaut dont le siège est sis rue de la Station, 57 à 7060 Soignies, représenté par Monsieur le Directeur Axel POLET
  - l'institut supérieur Plus Outre dont le siège se situe rue de Savoie, 6 à 7130 Binche, représenté par Monsieur le Directeur Guy VANBELLINGEN
  - l'établissement communal d'enseignement technique industriel et commercial dont le siège se situe place de l'Hôtel de Ville, 6 à 6200 Châtelet, représenté par Monsieur le Directeur Marc MEURICE
  - les cours industriels et commerciaux de Couillet dont le siège se situe rue des Lilas, 3 à 6010 Couillet, représentés par Madame la Directrice Michèle CHAUDOIR
  - l'école industrielle et commerciale de Courcelles dont le siège se situe place Franklin Delano Roosevelt, 2-3 à 6180 Courcelles, représentée par Madame la Directrice Cécile HENRY
  - les cours industriels et commerciaux d'Ecaussinnes dont le siège se situe rue Ernest Martel, 6 à 7190 Ecaussinnes, représentés par Monsieur le Directeur Patrick GODFROID
  - Format 21 – Centre de formation continuée "Gustave Piton" dont le siège se situe rue Jean-Baptiste Berger, 1 à 7100 La Louvière, représenté par Madame la Directrice Myriam VERLY
  - les cours techniques, commerciaux et professionnels secondaires dont le siège se situe Ancien Chemin d'Ollignies, 2 à 7860 Lessines, représentés par Madame la Directrice Olivia DEWAILLY
  - l'école industrielle communale dont le siège se situe rue Georges Tournier, 1 à 6030 Marchienne-au-Pont, représenté par Madame la Directrice Stéphanie BOULIN
  - l'école industrielle et commerciale de Saint-Ghislain dont le siège se situe avenue de l'Enseignement, 20 à 7330 Saint-Ghislain, représentée par Monsieur le Directeur Patrick PIERART
  - le collège technique «Aumôniers du travail» dont le siège se situe Grand'rue, 185 à 6000 Charleroi, représenté par Monsieur le Directeur Jacky THYS
  - l'école d'arts et métiers dont le siège se situe rue Sainte-Thérèse, 47 à 6560 Erquelinnes, représentée par Monsieur le Directeur Christian ANDRIS
  - l'institut Reine Astrid (IRAM) dont le siège se situe avenue Reine Astrid, 9 à 7000 Mons, représenté par Madame la Directrice Béatrice WATERLOT
  - le collège technique Saint-Henri dont le siège se situe avenue Royale, 50 à 7700 Mouscron, représenté par Monsieur le Directeur Bernard WARLOP
  - le centre d'enseignement supérieur pour adultes dont le siège se situe rue de Courcelles, 10 à 6044 Roux, représenté par Madame la Directrice A. SCHEUNE
  - l'école des femmes prévoyantes socialistes (FPS) de Charleroi dont le siège se situe boulevard Jacques Bertrand, 48 à 6000 Charleroi, représentée par Monsieur le Directeur Charles TESSE
  - l'enseignement de promotion sociale d'Enghien (EPSE) dont le siège se situe rue du Village, 50 à 7850 Enghien, représenté par Monsieur le Directeur Philippe BASYN
- qui déclarent constituer entre eux une association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921 et au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, ci-après désigné "le Décret".

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

## TITRE I

### **DE LA DENOMINATION – DU SIEGE SOCIAL – DUREE**

#### Article 1<sup>er</sup>

L'association est créée en vertu du décret et prend pour dénomination : "Le Pôle Hainuyer".

#### Article 2

Son siège social est établi en Hainaut, place du Parc, 20 à 7000 Mons, dans l'arrondissement judiciaire de Mons (ou arrondissement du Hainaut).

Le siège pourra être déplacé en tout autre lieu de la Province de Hainaut sur décision de l'assemblée générale, donnant lieu à une publication au Moniteur belge.

L'association est constituée pour une durée indéterminée.

## TITRE II

### **DU BUT SOCIAL POURSUIVI**

#### Article 3

##### **But**

Le but de l'association est de constituer un pôle académique au sens du décret, soit une association d'établissements d'enseignement supérieur fondée sur la proximité géographique de leurs implantations d'enseignement et de recherche, chargée principalement de susciter et de fédérer leurs collaborations et activités communes ou transversales.

L'association reçoit pour mission d'être un lieu de concertation et de dialogue entre les établissements visés à l'article 5 des statuts. Elle a pour mission principale de promouvoir et de soutenir toutes les formes de collaboration entre ses membres et d'inciter ceux-ci à travailler ensemble en vue d'offrir des services de qualité aux étudiants de la manière décrite à l'alinéa 2 de l'article 53 du décret.

L'association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son but.

#### Article 4

##### **Mise en œuvre des missions**

L'association peut créer, de manière temporaire ou permanente, toute commission ou groupe de travail qui s'avérerait utile au but tel que prévu à l'article 3 des présents statuts.

Il est créé au sein de l'association un centre de didactique de l'enseignement supérieur ayant pour missions de conseiller, former et encadrer les enseignants en charge des étudiants de première année de premier cycle.

L'association peut établir des relations de partenariat avec d'autres pôles académiques ou des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française ou avec d'autres établissements ou groupes d'établissements d'enseignement supérieur extérieurs à la Communauté française.

L'association peut se voir confier par les établissements membres des collaborations la gestion d'infrastructures et d'équipements ainsi que le soutien aux activités d'enseignement, de recherche et autres missions qui relèvent prioritairement de ces établissements.

### TITRE III

#### **DES MEMBRES**

##### **Section I**

###### **Admission**

###### Article 5

Sont membres de l'association les établissements d'enseignement supérieur reconnus par le décret présentant une implantation sur le territoire du Hainaut.

En vertu de l'article 52 du décret, l'appartenance au pôle est déterminée par la liste des habilitations à organiser des études initiales de premier et deuxième cycles visés à l'article 88 § 1<sup>er</sup> du décret.

L'association compte un nombre illimité de membres ne pouvant être inférieur à trois en vertu de la loi et parmi lesquels figure au moins une université.

###### Article 6

Les nouveaux membres sont acceptés par le conseil d'administration, conformément aux conditions fixées à l'article 52 du décret sur demande écrite à lui adresser par lettre recommandée.

##### **Section II**

###### **Démission - Registre**

###### Article 7

Est réputé démissionnaire le membre qui aurait été dissous ou ne remplirait plus les conditions pour son admission.

###### Article 8

Le conseil d'administration tient un registre des membres conformément à l'article 10 de la loi du 27 juin 1921.

Ce registre reprend la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social.

En outre, toutes les décisions d'admission et de retrait des membres sont inscrites dans ce registre par les soins du conseil d'administration endéans les huit jours de la connaissance que le conseil a eue de la décision.

###### Article 9

Les membres ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

### TITRE IV

#### **DES COTISATIONS - RESSOURCES**

###### Article 10



Les membres ne sont pas tenus au paiement d'une cotisation.

En vue de réaliser l'objet social de l'association, les membres peuvent, s'ils le souhaitent, mettre à disposition de l'association des ressources humaines, matérielles et financières.

Le personnel des établissements membres peut être détaché auprès de l'association dans le respect de la loi, tout en conservant intégralement son statut, ses droits et ses avantages.

## TITRE V

### **DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

#### Article 11

L'assemblée générale est composée de tous les membres de l'association.

Chaque membre est représenté à l'assemblée générale par quatre représentants au maximum, dont son autorité compétente ou la personne déléguée par cette dernière, selon les procédures internes à chaque membre.

Le vote est émis au nom de l'établissement par le chef d'établissement (ou son délégué) ou, en cas d'empêchement, par la personne désignée par lui.

#### Article 12

L'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont notamment réservées à sa compétence en vertu de l'article quatre de la loi du 27 juin 1921 :

- 1) les modifications aux statuts sociaux
- 2) la nomination et la révocation des administrateurs dans le respect du décret
- 3) le cas échéant, la nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération est attribuée
- 4) la décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires, le cas échéant
- 5) l'approbation des budgets et des comptes
- 6) la dissolution de l'association
- 7) les exclusions de membres dans le respect du décret
- 8) la transformation de l'association en société à finalité sociale dans le respect du décret
- 9) toutes les hypothèses où les statuts l'exigent.

Les statuts de même que toute modification y afférente sont transmis sans délai pour approbation au gouvernement.

#### Article 13

Il doit être tenu au moins une assemblée générale chaque année. Le calendrier des assemblées est fixé par le conseil d'administration.

L'association peut être réunie en assemblée générale extraordinaire à tout moment par décision du conseil d'administration, notamment à la demande d'un cinquième au moins des membres. Une telle demande devra être adressée au conseil d'administration par lettre recommandée à la poste au moins trois semaines à l'avance.

#### Article 14

Tous les membres doivent être convoqués à l'assemblée générale par le conseil d'administration par lettre ordinaire ou courriel adressé au moins quinze jours avant l'assemblée. La convocation sera signée,

au nom du conseil d'administration, par le secrétaire ou les coprésidents. L'ordre du jour de l'assemblée générale est fixé par le conseil d'administration. La convocation mentionne les jour, heure et lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour.

Les membres doivent également recevoir tous les documents utiles aux prises de décision au moins sept jours avant l'assemblée.

#### Article 15

Chaque membre a le droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un autre établissement membre muni d'une procuration. Un membre ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Le conseil d'administration peut inviter toute personne à tout ou partie de l'assemblée générale en qualité d'observateur ou de consultant.

#### Article 16

L'assemblée générale est présidée par les coprésidents du conseil d'administration et, en cas d'empêchement, par un vice-président selon l'ordre de préséance établi par le conseil.

#### Article 17

Chaque établissement membre dispose d'un nombre de voix proportionnel à son nombre de diplômés de formation initiale de BES (brevet d'enseignement supérieur), de bachelier et de master issus d'études suivies sur le territoire du pôle en vertu d'une habilitation détenue par l'établissement sur ce territoire. Ce nombre est fixé sur base de la moyenne des cinq dernières années académiques pour lesquelles les statistiques sont validées (l'année académique au sens du décret commençant le 14 septembre et se terminant le 13 septembre suivant). Il est adapté tous les cinq ans.

De manière transitoire, pour la première année de fonctionnement de l'association, l'année de référence est l'année académique 2012-2013.

Sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi du 27 juin 1921, l'assemblée statue à la majorité simple, avec une majorité simple parmi les représentants respectivement des universités, des hautes écoles, des écoles supérieures des arts et des établissements de promotion sociale. Le calcul de la majorité est effectué conformément à l'alinéa premier.

#### Article 18

Les décisions de l'assemblée sont consignées dans un registre de procès-verbaux contresignés par les coprésidents et/ou vice-présidents. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre, après requête écrite au conseil d'administration avec lequel le membre doit convenir de la date et de l'heure de la consultation qui devra intervenir dans un délai de 15 jours maximum.

Toute modification aux statuts est déposée, en version coordonnée, au greffe du tribunal de commerce sans délai et publiée, par les soins du greffier et par extraits, aux annexes du Moniteur belge comme dit à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif. Il en va de même pour tous les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonction des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires.

### TITRE VI

#### **DE L'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION**

## Article 19

L'association est administrée par un conseil d'administration composé de personnes physiques ou morales [désignant son ou ses représentant(s)], avec 30 sièges donnant droit chacun à une voix :

1) Pour les institutions, 18 sièges attribués comme suit :

### **Universités :**

- Université de Mons (UMons) : 3 sièges
- Université catholique de Louvain-implantation de Mons (UCL Mons) : 1 siège
- Université libre de Bruxelles (ULB) : 1 siège

### **Hautes Ecoles :**

- Haute école de Louvain-en-Hainaut (HELHa) : 4 sièges
- Haute école provinciale de Hainaut-Condorcet (HEPH-Condorcet) : 3 sièges
- Haute école de la Communauté française en Hainaut (HEH) : 2 sièges

### **Ecoles supérieures des arts :**

- 2 sièges pour les écoles supérieures des arts, à charge pour les institutions concernées de veiller à assurer une alternance tous les deux ans entre les personnes physiques qui les représenteront, de manière à ce que chaque école soit représentée à tour de rôle.

Le conseil invite aux réunions une personne physique représentant une école supérieure des arts qui ne disposerait pas déjà d'une voix délibérative au conseil. Cette personne assiste avec voix consultative au conseil.

### **Promotion sociale :**

- une personne physique désignée par les établissements de promotion sociale des pouvoirs organisateurs officiels subventionnés (1 siège)
- 1 siège pour les établissements de promotion sociale de la fédération Wallonie-Bruxelles et les établissements de promotion sociale des pouvoirs organisateurs libres subventionnés, à charge pour les institutions concernées de désigner d'emblée deux personnes physiques représentantes qui devront alterner tous les deux ans pour que les deux types d'établissements soient représentés à tour de rôle.

Le conseil invite aux réunions une personne physique représentant les établissements de promotion sociale de la fédération Wallonie-Bruxelles ou des pouvoirs organisateurs libres subventionnés qui ne disposeraient pas déjà d'une voix délibérative au conseil. Cette personne assiste avec voix consultative au conseil.

2) Représentants du personnel :

- 6 sièges attribués aux personnes physiques membres du personnel exerçant leurs activités dans une implantation hainuyère d'un établissement membre de l'association et désignés par les organisations syndicales représentatives qui veilleront à ce que chaque forme d'enseignement (universités, hautes écoles, écoles supérieures des arts et enseignement de promotion sociale) et chaque catégorie de personnel (administratif, technique et ouvrier; enseignant et scientifique) soient représentées.

3) Représentants des étudiants :

- 6 sièges attribués aux personnes physiques ayant le statut d'étudiants régulièrement inscrits dans une implantation hainuyère d'un établissement membre de l'association et désignés par les organisations représentatives des étudiants de la manière suivante : 2 représentants des universités, 3 représentants des hautes écoles et 1 représentant de l'enseignement artistique.

Parmi les administrateurs désignés selon les règles visées au paragraphe 1 devront être inclus les membres de droit du conseil ayant la qualité de coprésidents ou de vice-présidents.

En outre, à l'exclusion des membres de droit, un tiers arrondi à l'unité supérieure au minimum des membres du conseil d'administration doivent être des personnes de genre différent des autres personnes sauf impossibilité dûment justifiée.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale pour un terme de quatre ans et en tout temps révocables par elle. Par exception, la durée du mandat est de deux ans pour les représentants des étudiants. Le mandat des administrateurs est exercé à titre gratuit.

#### Article 20

Le conseil d'administration est coprésidé par le recteur de l'université qui a son siège sur le territoire du pôle académique et par un directeur-président d'une haute école ayant son siège social sur le territoire du pôle désigné par le conseil à tour de rôle tous les deux ans parmi les directeurs-présidents des hautes écoles.

Le conseil d'administration désigne également deux vice-présidents : un parmi les directeurs des écoles supérieures des arts désigné à tour de rôle tous les deux ans et un autre parmi les directeurs des établissements de promotion sociale désigné à tour de rôle tous les deux ans.

Le conseil d'administration peut inviter à ses réunions toute personne dont la présence lui paraît nécessaire selon les besoins et à titre consultatif uniquement.

Le commissaire du gouvernement assiste avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

#### Article 21

Le conseil d'administration se réunit chaque fois que les nécessités de l'association l'exigent et au moins une fois par trimestre. Les convocations sont envoyées par les coprésidents. L'ordre du jour de ces réunions est fixé par le bureau du conseil d'administration. Le conseil délibère valablement dès que la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Un administrateur ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Pour les matières visant l'offre d'enseignement sur le Hainaut, les membres qui ne disposent pas d'une habilitation dans une implantation du pôle académique pour des études de premier ou deuxième cycle du domaine d'études concerné n'ont pas voix délibérative.

En pareil cas, les quorums de présence et de vote se calculent sur base des seules voix délibératives.

Les décisions du conseil sont consignées sous forme de procès-verbaux, contresignés par les coprésidents et le secrétaire et inscrits dans un registre spécial.

#### Article 22

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association.

Seuls sont exclus de sa compétence, les actes réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale.

#### Article 23

Le conseil d'administration gère toutes les affaires de l'association.

Il est créé en son sein un bureau composé des coprésidents, des vice-présidents, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Le bureau prépare les dossiers en vue du conseil d'administration. Ses pouvoirs sont précisés dans le règlement d'ordre intérieur.

Les membres du bureau sont désignés pour une durée de deux ans.

Le bureau peut confier la gestion journalière à un administrateur délégué, également désigné pour deux ans, et qui n'aura pas à justifier de ses pouvoirs envers les tiers. Le règlement d'ordre intérieur fixe les tâches confiées à l'administrateur délégué.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes déléguées à la gestion journalière sont déposés au greffe du tribunal de commerce sans délai et publiés, aux soins du greffier, par extraits, aux annexes du Moniteur belge comme requis à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

#### Article 24

Dans le cas où un administrateur délégué a été désigné par le bureau, celui-ci représente l'association dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires.

Dans le cas contraire, cette représentation est assurée par l'un des membres du bureau désigné par celui-ci.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe du tribunal de commerce sans délai, et publiés, aux soins du greffier, par extraits aux annexes du Moniteur belge comme dit à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

#### Article 25

Les administrateurs, les personnes déléguées à la gestion journalière ainsi que les personnes habilitées à représenter l'association ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

### TITRE VII

#### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### Article 26

Un règlement d'ordre intérieur doit être présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale au plus tard en date du 30 juin 2014.

#### Article 27

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier pour se terminer le 31 décembre.

Par dérogation, le premier exercice social commence à la date de la publication des statuts pour se terminer le 31 décembre.

Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire par le conseil d'administration.

#### Article 28

Les documents comptables sont conservés au siège social de l'association où tous les membres peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre, après requête écrite auprès du conseil d'administration avec lequel le membre doit convenir de la date et de l'heure de la consultation.

#### Article 29

La gestion financière de l'association est assurée conformément aux dispositions concernant les organismes d'intérêt public de catégorie B de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les arrêtés d'exécution de cette loi.

L'association désigne un réviseur chargé de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel. Il est nommé pour deux ans et est rééligible.

#### Article 30

En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et indique l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Cette affectation doit obligatoirement être faite en faveur d'une fin désintéressée et en accord avec le commissaire du gouvernement.

Les liquidateurs auront pour mandat de réaliser l'avoir de l'association, de liquider toute dette quelconque et de distribuer le solde éventuel à une association poursuivant un but similaire.

Toutes décisions relatives à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation des fonctions du (ou des) liquidateur(s), à la clôture de la liquidation, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net, sont déposées au greffe du tribunal de commerce et publiées, aux soins du greffier, aux annexes du Moniteur belge comme dit aux articles 23 et 26 novies de la Loi de 1921 sur les associations sans but lucratif.

#### Article 31

Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921 régissant les associations sans but lucratif et le décret."

La présente délibération sera transmise pour notification à l'autorité supérieure.

9. Tournai. Bâtiment sis rue Saint-Martin, 58. Premier étage. Convention de mise à disposition au profit d'une association sans but lucratif. Approbation.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai est propriétaire de l'immeuble sis à Tournai, rue Saint-Martin, 58.

Nous avons décidé, en séance du 31 janvier 2014, du principe de mettre à disposition de l'association sans but lucratif "Contrat de Rivière Escaut – Lys", représentée par M. Philippe ROBERT en sa qualité de président, les bureaux à l'étage de l'immeuble précité.

En effet, cette structure permettrait d'accueillir l'équipe de cette association ainsi que les réunions de son conseil d'administration.

De plus, l'association sans but lucratif s'est proposé de payer une redevance mensuelle de ± 400,00 € charges comprises; montant correspondant à la somme payée pour les locaux qu'elle occupe actuellement.

Pour mémoire, nous avons, en séances des 10 et 17 juin 2010, décidé d'attribuer l'étage du bien communal en question au musée d'Histoire naturelle et vivarium pour y stocker certaines de ses pièces.

En date du 28 mai 2014, nous avons décidé :

- de revenir sur ces décisions des 10 et 17 juin 2010 concernant l'étage de l'immeuble en question
- de conclure une convention de mise à disposition au profit de l'association sans but lucratif portant sur ce même étage moyennant la redevance mensuelle de 400,00 € (indexée).

Cette mise à disposition porte sur :

- trois pièces situées au premier étage
- une quatrième pièce sera mise à disposition après la libération de celle-ci par l'association de fait " Les Filles, Celles picardes".

Enfin, pour cette mise à disposition, l'utilisation des voies d'accès (couloirs) et sanitaires (situés à l'étage) se fera en commun avec l'association de fait "Les Filles, Celles picardes", qui bénéficie d'une convention de mise à disposition portant sur les locaux du rez-de-chaussée conclue en date du 23 août 2012.

Nous vous invitons à approuver les termes de la convention au profit de l'association sans but lucratif "Contrat de Rivière Escaut-Lys" portant sur la mise à disposition de locaux situés à l'étage de l'immeuble communal sis à Tournai, rue Saint-Martin, 58."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, se dit satisfait que ce point figure à l'ordre du jour.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire de l'immeuble sis à Tournai, rue Saint-Martin, 58;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 31 janvier 2014, a décidé du principe de mettre à disposition de l'association sans but lucratif "Contrat de Rivière Escaut – Lys", représentée par M. Philippe ROBERT en sa qualité de président, les bureaux à l'étage de l'immeuble précité;

Considérant que cette structure permettrait d'accueillir l'équipe de cette association ainsi que les réunions de son conseil d'administration;

Considérant la correspondance du 17 février 2014 de ladite association informant l'Administration communale :

- que les bureaux situés à l'étage de l'immeuble précité conviendraient parfaitement pour accueillir le personnel de l'association
- de son accord pour le paiement d'une redevance comprenant les frais d'eau, d'électricité et de chauffage
- que l'asbl prendrait en charge la ligne téléphonique, internet ainsi que l'entretien des locaux et un rafraîchissement des lieux;

Considérant que l'association sans but lucratif s'est proposé de payer une redevance mensuelle de ± 400,00 € charges comprises, montant correspondant à la somme payée pour les locaux qu'elle occupe actuellement;

Considérant que le Collège communal, en séances des 10 et 17 juin 2010, avait décidé d'attribuer l'étage du bien communal en question au Musée d'Histoire naturelle et vivarium pour y stocker certaines de ses pièces;

Considérant que le Collège communal, en séance du 28 mai 2014, a décidé :

- de revenir sur ses décisions des 10 et 17 juin 2010 concernant l'étage de l'immeuble communal
- de conclure une convention de mise à disposition au profit de l'association sans but lucratif portant sur ce même étage moyennant la redevance mensuelle de 400,00 € (indexée);

Considérant que cette mise à disposition porte sur :

- trois pièces situées au premier étage
- une quatrième pièce qui sera mise à disposition après la libération de celle-ci par l'association de fait "Les Filles, Celles picardes";

Considérant que pour cette mise à disposition, l'utilisation des voies d'accès (couloirs) et sanitaires (situés à l'étage) se fera en commun avec l'association de fait "Les Filles, Celles picardes", qui bénéficie d'une convention de mise à disposition portant sur les locaux du rez-de-chaussée conclue en date du 23 août 2012;

Vu les articles L 1122-30 et L 1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

d'approuver le projet de convention au profit de l'association sans but lucratif "Contrat de Rivière Escaut – Lys" portant sur la mise à disposition de locaux situés à l'étage de l'immeuble communal sis à Tournai, Rue Saint-Martin 58, et dont les termes sont les suivants :

"Entre la VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, en vertu des articles L1132/3, L1123/5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal datée du 30 juin 2014.

Ladite délibération a été notifiée à l'autorité de tutelle, laquelle n'a pas émis d'objection à la conclusion de la présente convention dans le délai lui imparti, ci-après dénommée "la Ville",



et

l'association sans but lucratif "Contrat de Rivière Escaut-Lys", numéro d'entreprise 0836.794.452, dont le siège social est établi à 7603 Bon-Secours, rue des Sapins, 31.

Ici représentée par .....

ci-après dénommée "l'association",

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIIT :

#### **Article 1<sup>er</sup> : objet**

La Ville met à disposition de l'association, qui l'accepte, des locaux sis à Tournai, rue Saint-Martin, 58, parfaitement connus de l'association, à savoir :

- trois pièces situées au premier étage
- une quatrième pièce sera mise à disposition après la libération de celle-ci par l'association de fait "Les Filles, Celles picardes"

La présente convention a pour objet de préciser les conditions auxquelles est soumise la mise à disposition de ces locaux.

Pour cette mise à disposition, l'utilisation des voies d'accès (couloirs) et sanitaires (situés à l'étage) se fera en commun avec l'association de fait "Les Filles, Celles picardes" bénéficiant d'une convention de mise à disposition portant sur les locaux du rez-de-chaussée.

Un code d'accès propre à l'association (qui en est la seule détentrice) a été programmé au niveau du clavier de l'alarme de manière à sécuriser cette partie du bâtiment.

#### **Article 2 : état des lieux – inventaire**

Sont joints en annexe à la présente convention :

- \* l'état des lieux des locaux mis à disposition
- \* l'inventaire détaillé du matériel mis à disposition de l'association par la Ville

Ces documents ont été établis contradictoirement.

#### **Article 3 : durée**

La convention de mise à disposition prend cours le jour de sa signature et est accordée pour une durée indéterminée, chacune des parties pouvant y mettre fin à tout moment et sans motif, moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée prenant cours le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit sa notification.

#### **Article 4 : redevance – indexation annuelle**

La présente convention de mise à disposition est consentie et acceptée moyennant une redevance mensuelle de 400,00 € indexée.

Cette somme comprend les charges énergétiques (eau, électricité, chauffage) et l'indemnité d'occupation.

La redevance est due par anticipation et est payable le 1<sup>er</sup> de chaque mois par versement au numéro de compte 091-0004055-10 ouvert au nom de l'Administration communale de Tournai avec la mention "ASBL Contrat de Rivière Escaut-Lys - redevance du mois de ..... - année 20...".

En cas de non-paiement dans les délais requis :

- le recouvrement s'effectuera conformément à l'article L1124-40 § 1<sup>er</sup> du Code de la démocratie locale et de la décentralisation
- l'association est tenue de payer à la Ville les intérêts de retard calculés au taux légal sans que celle-ci ne soit tenue de lui adresser de mise en demeure préalable.

#### Adaptation annuelle de l'indemnité

Il est procédé, chaque année, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente convention, au réajustement de la redevance sur base de l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention de gestion. Le nouveau montant de la redevance, valable à partir de la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention de gestion, est calculé et fixé conformément à la formule ci-après :

$$\text{Nouveau montant} = \frac{\text{redevance de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

La redevance de base est l'indemnité telle qu'elle est fixée au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article (400,00 €).

L'indice de base est celui du mois précédant le mois de la signature de la convention.

Le nouvel indice est celui du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Chaque adaptation annuelle de la redevance est acquise de plein droit par la partie bénéficiaire sans que celle-ci doive mettre en demeure l'autre partie.

La redevance précitée ne comprend pas les frais relatifs à la ligne téléphonique, internet ou autres, lesquels restent à charge de l'association.

#### **Article 5 : destination**

Les locaux sont mis à disposition de l'association pour lui permettre d'y installer les bureaux de son personnel et d'y tenir les réunions de son conseil d'administration.

Pendant toute la durée de la convention, l'association est tenue de respecter en permanence cette destination.

Aucune autre utilisation des locaux (par exemple, organisation de fêtes,...) n'est autorisée.

Toute dérogation à ce principe doit faire l'objet d'un examen préalable et d'un accord écrit du Collège communal.

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'association s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques, ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice de droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

#### **Article 6 : locations – cession de droit**

Toute "sous-location" des locaux et toute cession des droits dérivant de la présente convention sont interdites.

#### **Article 7 : aménagements – transformations**

L'association ne pourra apporter aux locaux mis à disposition aucun aménagement, aucune transformation sans l'accord préalable et écrit du Collège communal.

#### **Article 8 : surveillance**

L'association s'engage à entretenir en bon père de famille les locaux mis à sa disposition.

Elle se charge de conserver les locaux en bon état et de veiller à ce que ses membres et préposés utilisent correctement ceux-ci.

L'association doit permettre l'accès aux locaux à la Ville à toute demande afin de visiter ceux-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté.

#### **Articles 9 : entretien – réparations**

La Ville a, à sa charge, toutes les grosses réparations, telles que strictement définies à l'article 606 du Code civil, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Cette dernière s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement de l'association.

Celle-ci doit signaler immédiatement à la Ville les dégâts dont la charge incombe au propriétaire.

Les grosses réparations dues au défaut de réparations locatives ou de menu entretien ou encore à un défaut de prévoyance sont également à la charge de l'association, qui s'engage :

- à maintenir en parfait état les locaux mis à disposition et à procéder, à ses frais, à toutes réparations utiles (remplacement des vitres fendues ou brisées...)
- à équiper les locaux d'extincteurs adaptés, à faire effectuer le contrôle et la maintenance de ceux-ci par une entreprise agréée et à procéder à leur remplacement ou à leur remise en état conformément aux recommandations de cette entreprise.

#### **Couloir, escalier et toilettes**

L'association prendra en charge l'entretien locatif et le nettoyage du couloir du 1<sup>er</sup> étage et de l'escalier qui mène à cet étage.

L'association et l'association de fait "Les Filles, Celles picardes" assureront ensemble l'entretien locatif et le nettoyage des toilettes selon les modalités qu'elles fixeront.

#### **Article 10 : sort des travaux**

Lorsque la présente convention prendra fin pour quelque cause que ce soit, la propriété des ouvrages que l'association aura effectués ou fait effectuer passera gratuitement à la Ville à moins qu'elle ne préfère leur enlèvement et la remise du bien dans son état primitif, et ce, aux frais de l'association.

#### **Article 11 : responsabilité**

Pendant la durée de la convention, l'association occupe les locaux mis à disposition à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien des lieux mis à disposition, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'association, à ses membres et préposés ou à des tiers.

L'association déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

#### **Article 12 : assurances**

La Ville déclare que ledit bien est couvert en assurance "Incendie" avec clause "abandon de recours". L'association s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurance suivantes :

- assurance couvrant sa responsabilité civile organisateur incluant celle de ses membres et ses préposés pour tous les faits en rapport avec les activités organisées
- assurance "incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes" couvrant les risques non supportés par la Ville (notamment ses meubles et le recours des voisins)
- assurance-loi couvrant son personnel.

A toute demande de la Ville, l'association justifiera du paiement régulier des primes.

#### **Article 13 : budgets et comptes**

L'association s'engage à fournir à la Ville, à la demande de celle-ci, ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

Elle s'oblige à respecter les obligations du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives au contrôle des subventions octroyées par les communes (articles L3331-1 et suivants).

#### **Article 14 : occupation exceptionnelle par la Ville**

L'association s'engage à satisfaire aux demandes d'occupation gratuite des locaux introduites ponctuellement par la Ville notamment pour l'organisation d'élections.

La Ville s'engage à aviser l'association au moins un mois à l'avance de ses demandes d'occupation.

En cas d'occupation par la Ville, l'association :

- veillera à ne pas perturber la réalisation des activités et des obligations de la Ville
- ne pourra accéder aux locaux.

En cas de nécessité, l'association prendra les informations nécessaires à la bonne occupation auprès de la Ville avant l'occupation.

#### **Article 15 : droits des voisins**

L'association s'oblige à prendre toute disposition utile pour que les activités exercées dans les locaux mis à disposition ne perturbent pas la tranquillité des voisins.

L'association s'engage tout particulièrement à respecter et faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

#### **Article 16 : interdiction de fumer**

Il est interdit de fumer dans les biens mis à disposition. L'association s'engage à faire respecter cette interdiction.

#### **Article 17 : bonbonnes de gaz – interdiction**

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans les locaux mis à disposition.

#### **Article 18 : résiliation – dissolution de l'association**

La présente convention est résiliée de plein droit dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement de l'association à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts
- en cas de dissolution de l'association
- au cas où l'association devrait être considérée comme inactive (parce qu'elle n'a pas respecté son obligation de déposer ses comptes annuels pour trois exercices sociaux consécutifs).

#### **Article 19 : impôts et taxes**

L'association prend à sa charge tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les locaux mis à disposition (taxe d'hygiène publique, redevance Sabam, redevance de rémunération équitable,...).

#### **Article 20 : respect des lois et conventions internationales en vigueur**

L'association sera seule responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

#### **Article 21 : enregistrement**

Les frais d'enregistrement de la présente convention sont à charge exclusive de l'association qui supportera seule tous droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture.

#### **Article 22 : litige**

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – section Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à Tournai en triple exemplaire, le.....  
Chacune des parties ayant reçu le sien."

10. Tournai, rue de Barges. Crèche communale Clos des Poussins. Mise à disposition au profit d'une crèche associative. Convention. Approbation.

Monsieur l'Echevin **V. BRAECKELAERE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le programme de politique générale 2012-2018 approuvé en séance du 18 décembre 2012 fixe les sept ambitions de la majorité, dont "agir pour garantir la cohésion sociale".

L'un des objectifs de la politique sociale retenue est de donner la priorité à l'augmentation de places d'accueil dans les crèches tant publiques que privées.

Il appert que, sur base des chiffres de l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE), le nombre de places dans les crèches est en déficit sur le territoire tournaisien.

L'Office de la naissance et de l'enfance met actuellement en œuvre le plan Cigogne III adopté par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles en juillet 2013, dont l'objectif est de créer 14.849 places en neuf ans.

Cet Office vient de lancer l'appel à projets de la phase I, dont les critères d'attribution sont de donner la priorité à des demandes qui n'ont pu être rencontrées dans les plans précédents et également à des projets qui pourront être mis en œuvre rapidement et ce, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Il est ressorti d'une réunion avec une inspectrice de l'ONE, en charge notamment des lieux d'accueil sur le territoire de Tournai, qu'un partenariat pouvait être mis en œuvre entre la Ville de Tournai et l'association sans but lucratif "Le P'tit Plus", gestionnaire d'une crèche située dans l'entité tounaisienne.

L'objet de ce partenariat est de créer 21 places et de répondre ainsi à la demande de nombreux parents qui, pour concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale, doivent trouver une solution de garde pour leur enfant.

En séance du 21 mars 2014, nous avons marqué notre accord, sous réserve de votre approbation, sur la mise en œuvre de ce partenariat consistant pour la Ville de Tournai à mettre à disposition à titre gratuit des locaux situés dans la crèche communale «Clos des Poussins».

Les modalités de cette mise à disposition ont été arrêtées en séance du 13 juin 2014. En voici l'essentiel :

- à titre gratuit
- pour une durée indéterminée prenant cours le jour de sa signature; chacune des parties ayant la faculté de mettre fin au contrat moyennant un préavis d'un an prenant cours au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la notification du renon, ce congé devant être notifié par lettre recommandée à la poste, envoyée pour le 30 juin de chaque année au plus tard.
- l'asbl paiera un forfait (indexé) relatif aux frais énergétiques d'un montant de 5.558,47 € par an.

Nous vous invitons à approuver les termes de la convention de mise à disposition, au profit d'une association sans but lucratif, de locaux situés dans la crèche communale «Clos des Poussins», afin de permettre à cette asbl d'aménager un milieu d'accueil de type collectif, autorisé, agréé et subventionné par l'Office de la naissance et de l'enfance et destiné aux enfants âgés de 0 à 3 ans."

Le **Président** de séance précise que le projet porte sur la création de 24 places.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire de la crèche communale "Clos des Poussins", située dans l'enceinte de l'ancien hôpital militaire De Bongnie, cadastrée ou l'ayant été section L n° 820 C;

Considérant le programme de politique générale 2012-2018 approuvé en séance du 18 décembre 2012 fixant les sept ambitions de la majorité, dont "agir pour garantir la cohésion sociale";

Considérant que l'un des objectifs de la politique sociale retenue est de donner la priorité à l'augmentation des places d'accueil dans les crèches tant publiques que privées (page 10 de la déclaration de Politique commune);

Considérant que le nombre de ces places dans les crèches est, sur base des chiffres de l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE), en déficit sur le territoire tournaisien;

Considérant que l'ONE met actuellement en œuvre le plan Cigogne III, adopté par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles en juillet 2013, dont l'objectif est de créer 14.849 places en neuf ans;

Considérant que le plan Cigogne III se décline en trois phases :

- phase I : 2.049 places en 2014
- phase II : 6.400 places de 2015 à 2018
- phase III : 6.400 places de 2019 à 2022;

Considérant que l'ONE vient de lancer l'appel à projets de la phase I, dont les critères d'attribution sont de donner la priorité à des demandes qui n'ont pu être rencontrées dans les plans précédents et, également, à des projets qui pourront être mis en œuvre rapidement et ce, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015;

Considérant qu'il ressort d'une réunion avec une inspectrice de l'ONE, qu'un partenariat pouvait être mis en œuvre entre la Ville de Tournai et l'association sans but lucratif "Le P'tit Plus";

Considérant que l'objet de ce partenariat est de créer 21 places et de répondre ainsi à la demande de nombreux parents qui, pour concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale, doivent trouver une solution de garde pour leur enfant;

Considérant qu'en séance du 21 mars 2014, le Collège communal a marqué son accord, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur la mise en œuvre d'un partenariat consistant pour la Ville de Tournai à mettre à disposition à titre gratuit des locaux situés dans la crèche communale «le Clos des Poussins»;

Considérant que le Collège communal, en séance du 13 juin 2014, a arrêté les modalités de cette mise à disposition, à savoir notamment :

- à titre gratuit

- pour une durée indéterminée prenant cours au jour de sa signature; chacune des parties ayant la faculté de mettre fin au contrat moyennant un préavis d'un an prenant cours au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la notification du renouveau, ce congé devant être notifié par lettre recommandée à la poste, envoyée pour le 30 juin de chaque année au plus tard
- l'asbl paiera un forfait relatif aux frais énergétiques d'un montant de 5.558,47 € par an (indexé);

Considérant le plan as-built relatif au bâtiment "Les Gazouillis" qui abritera l'infrastructure gérée par l'asbl "Le P'tit Plus";

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

d'approuver les termes du projet de convention de mise à disposition au profit d'une association sans but lucratif portant sur des locaux situés dans un bâtiment de la crèche communale «le Clos des Poussins», afin d'y aménager un milieu d'accueil de type collectif autorisé, agréé et subventionné par l'Office de la naissance et de l'enfance et destiné aux enfants âgés de 0 à 3 ans :

#### **" Entre les soussignés :**

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du 30 juin 2014, ci-après dénommée «la Ville»,

Et :

L'association sans but lucratif "Le P'tit Plus" ayant son siège social à 7700 Mouscron, rue Saint-Joseph, valablement représentée par Mme Véronique DEPREST, présidente, conformément aux statuts modifiés pour la dernière fois selon décision de l'assemblée générale extraordinaire du 12 mars 2014 et publiés aux annexes au Moniteur belge en date du 17 avril 2014, ci-après dénommée «l'asbl»,

#### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

##### **Préambule**

La Ville de Tournai est propriétaire du bien sis à Tournai, rue de Barges, 30 b, cadastré ou l'ayant été 1<sup>ère</sup> division, section L, n° 820 C, abritant la crèche communale "Le Clos des Poussins".



Le Collège communal, lors de sa séance du 21 mars 2014, a marqué son accord sur la mise en œuvre d'un partenariat entre la Ville de Tournai et l'asbl "Le P'tit Plus" consistant à mettre à disposition des locaux communaux au profit de ladite asbl.

L'objet de la présente convention est de définir les modalités contractuelles de la mise à disposition des locaux.

#### **Article 1<sup>er</sup> – Description du bien mis à disposition**

La Ville met à disposition de l'asbl des locaux situés au rez-de-chaussée du bâtiment établi à l'entrée de la crèche communale le Clos des Poussins et dénommé "Les Gazouillis".

Il s'agit des locaux dénommés, selon le plan as-built joint à la présente :

- espace jeux transition
- dortoir transition
- cuisine transition
- locaux occupés par les malades transition
- patio (partie herbeuse)
- le sas d'entrée situé sur la gauche du bâtiment "Gazouillis"
- une pièce dont l'accès se fait par le biais dudit sas
- vestiaire personnel cuisine femme
- les sanitaires situés à gauche du hall donnant accès au patio et à ce vestiaire du personnel de l'asbl "Le P'tit Plus"

Des espaces communs seront partagés entre l'asbl et la crèche communale, il s'agit :

- du hall donnant accès au patio (partie herbeuse) et aux vestiaires des membres du personnel de l'asbl.
- du trottoir situé dans le patio.

Pour cette mise à disposition, un code d'accès propre à l'asbl (qui en est la seule détentrice) a été programmé de manière à sécuriser cette partie de bâtiment.

Sont joints en annexe à la présente convention :

- l'état des lieux des locaux mis à disposition
- l'inventaire détaillé du matériel mis à disposition de l'asbl par la Ville.

Ces documents ont été établis contradictoirement et resteront annexés à la présente convention.

#### **Article 2 – Destination du bien mis à disposition**

Les locaux mis à disposition sont destinés aux services de l'association sans but lucratif

"Le P'tit Plus" (21 places) afin de lui permettre d'y aménager un milieu d'accueil de type collectif autorisé, agréé et subventionné par l'office de la naissance et de l'enfance et destiné aux enfants âgés de 0 à 3 ans. Pendant toute la durée de la convention, l'asbl est tenue de respecter en permanence cette destination. Aucune autre utilisation des locaux n'est autorisée.

L'asbl ne pourra apporter aux locaux mis à disposition aucun aménagement, aucune transformation sans l'accord préalable et écrit du Collège communal.

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'asbl s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques, ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice de droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

### **Article 3 – Accès – clefs**

L'asbl est autorisée à utiliser le couloir du bâtiment uniquement pour accéder au patio et aux vestiaires mis à disposition.

Elle reconnaît avoir reçu les clefs de chaque local mis à disposition ainsi que cinq clefs de chaque porte d'accès (entrée du personnel, entrée des parents, porte donnant accès au patio et porte des vestiaires). Il est interdit de reproduire ces clefs.

En cas de perte d'une clef/des clefs, l'asbl en informera immédiatement la Ville et prendra en charge tous les frais résultant du remplacement du/des barillet(s).

L'asbl s'engage à prendre toutes les mesures utiles afin d'éviter la présence d'intrus dans le bâtiment et à activer l'alarme dès la fin de ses activités.

### **Article 4 – Durée - résiliation**

La présente convention de mise à disposition est conclue pour une durée indéterminée prenant cours au jour de sa signature.

Chacune des parties a la faculté de mettre fin au présent contrat moyennant un préavis d'un an prenant cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit la notification du renouveau. Ce congé doit être notifié par lettre recommandée à la poste, envoyée pour le 30 juin de chaque année au plus tard.

La présente convention est résiliée de plein droit sans indemnité et sans préavis dans les cas suivants sans préjudice du droit pour la Ville de Tournai de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts :

- si l'asbl ne respecte pas la destination prévue à l'article 2
- si l'asbl n'occupe pas le bien en bon père de famille et/ou n'entretient pas les espaces mis à disposition
- si l'asbl ne respecte pas les autres obligations qui lui sont imposées par la présente convention
- si l'asbl ne respecte pas son objet social
- en cas de dissolution de l'asbl
- au cas où le milieu d'accueil aménagé dans les locaux mis à disposition ne serait plus autorisé, agréé ou subventionné par l'Office de la naissance et de l'enfance.

### **Article 5 – Gratuité**

La mise à disposition est accordée gratuitement<sup>9</sup> sauf à l'asbl à supporter tous les frais dont question aux articles 6 et 7 ainsi que tous les impôts de quelque nature qu'ils soient mis ou à mettre sur les biens visés à l'article 1<sup>er</sup> et ce, à concurrence du montant correspondant à la partie du bien mis à sa disposition.

### **Article 6 – Frais énergétiques et mode de paiement**

#### **a) Principe**

L'asbl occupera les locaux mis à disposition du lundi au vendredi de 7 heures 30 à 17 heures 30.

Elle paiera à la Ville une indemnité semestrielle forfaitaire de 2.779,23 € (soit 5.558,47 € par an) correspondant aux frais énergétiques (gaz, eau, électricité) liés à l'occupation des surfaces reprises à l'article 1<sup>er</sup>.

Cette somme est due par anticipation et est payable le premier jour de chaque semestre par versement au numéro de compte 091/0004055-10 ouvert au nom de l'Administration communale de Tournai avec la mention «Tournai, rue de Barges – crèche P'tit Plus – frais énergétiques – semestre.....»

En cas de non-paiement dans les délais requis :

---

<sup>9</sup> Conformément au Code de la démocratie Locale et de la décentralisation, le montant estimatif de la subvention a été fixé par le Collège communal en séance du 13 juin 2014 à 1.200,00 €/mois

- le recouvrement s'effectuera conformément à l'article L1124-40 § 1<sup>er</sup> du Code de la démocratie locale et de la décentralisation
- l'association est tenue de payer à la Ville les intérêts de retard calculés au taux légal sans que celle-ci ne soit tenue de lui adresser de mise en demeure préalable.

**b) Indexation annuelle du montant de l'indemnité**

Il est procédé, chaque année, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent avenant, au réajustement de l'indemnité sur base de l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention d'occupation. Le nouveau montant de l'indemnité, valable à partir de la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention d'occupation, est calculé et fixé conformément à la formule ci-après :

$$\text{Nouveau montant} = \frac{\text{indemnité de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

L'indemnité de base est l'indemnité telle qu'elle est fixée au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article (2.779,23 € semestriellement).

L'indice de base est celui du mois précédant le mois de la signature de la convention.

Le nouvel indice est celui du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Chaque adaptation annuelle de la redevance est acquise de plein droit par la partie bénéficiaire sans que celle-ci doive mettre en demeure l'autre partie.

**c) Révision du montant de l'indemnité**

Tous les deux ans, le montant de l'indemnité forfaitaire pourra être revu afin de tenir compte des consommations réelles ainsi que des prix du marché.

**Article 7 – Frais de téléphone – Internet**

L'asbl prendra en charge tous les frais liés aux raccordements au téléphone et à la télédistribution.

**Article 8 – Assurances**

La Ville de Tournai déclare que les biens mis à disposition sont couverts en assurance incendie avec clause «d'abandon de recours», numéro de contrat 38102936.

L'asbl s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurances suivantes auprès de compagnies agréées par la Ville :

- assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que celle de ses préposés pour tous les faits en rapport avec les activités exercées dans le bien occupé (couverture suffisante pour tout sinistre qui pourrait survenir du fait de cette mise à disposition)
- assurance «incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes», couvrant les risques non supportés par la Ville notamment le recours des tiers (responsabilité de l'asbl à l'égard des tiers) ainsi que son matériel et ses meubles
- assurance «responsabilité civile objective» conformément à la loi du 30 juillet 1979 et ses arrêtés royaux d'application
- assurance-loi couvrant son personnel

A toute demande de la Ville, l'asbl justifiera des paiements réguliers des primes.

**Article 9 – Cession et sous-location**

L'asbl n'est pas autorisée à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou à octroyer tout droit quelconque portant sur tout ou partie du bien.

#### **Article 10 – Surveillance**

L'asbl s'engage à entretenir en bon père de famille les locaux mis à sa disposition.

Elle se charge de conserver les locaux en bon état et de veiller à ce que ses membres et préposés utilisent correctement ceux-ci.

A cet effet, l'asbl fournit le personnel de surveillance et de fonctionnement. Elle veille tout spécialement à mettre à la disposition des usagers du personnel ayant des compétences en chaque matière et à éviter toute dégradation des installations et des bâtiments. Elle s'engage à mettre à la disposition des usagers des installations conformes aux différentes règles, notamment d'hygiène et de sécurité, déterminées par les divers lois et arrêtés régissant pareilles installations.

L'asbl doit permettre l'accès au local à la Ville à toute demande afin de visiter celui-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté.

#### **Article 11 - Aménagements – Transformations – Sort des travaux**

L'asbl ne pourra apporter aux locaux mis à disposition aucun aménagement, aucune transformation sans l'accord préalable et écrit du Collège communal.

En cas d'accord, les travaux ainsi réalisés deviendront, à l'expiration de la présente convention, la propriété de la Ville sans que l'asbl puisse réclamer de ce chef quelque indemnité que ce soit à moins que la Ville ne préfère la remise du bien dans son pristin état.

#### **Articles 12 - Entretien – Réparations**

La Ville a, à sa charge, toutes les grosses réparations, telles que strictement définies à l'article 606 du Code civil, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Cette dernière s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement de l'asbl.

L'asbl doit signaler immédiatement à la Ville les dégâts dont la charge incombe au propriétaire.

Les grosses réparations dues au défaut de réparations locatives ou de menu entretien ou encore à un défaut de prévoyance sont à charge de l'asbl.

Cette dernière s'engage à entretenir en parfait état le local mis à disposition et à procéder, à ses frais, à toutes réparations utiles.

L'asbl s'engage à équiper les locaux d'extincteurs adaptés, à faire effectuer le contrôle et la maintenance de ceux-ci par une entreprise agréée et à procéder à leur remplacement ou à leur remise en état conformément aux recommandations de cette entreprise.

#### **Nettoyage des parties communes**

L'asbl et la Ville en assureront ensemble l'entretien et le nettoyage selon les modalités qu'elles fixeront.

#### **Article 13 - Responsabilité**

Pendant la durée de la convention, l'asbl occupe le local mis à disposition à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du lieu mis à disposition, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'occupant, à ses membres et préposés, aux enfants accueillis ou à des tiers.

L'asbl déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés, serait directement engagée par suite d'une faute grave.

#### **Article 14 – Réclames, publicités et enseigne sur l'immeuble**

L'asbl est autorisée à placer une enseigne sur le mur de l'enceinte de la crèche communale afin d'y renseigner l'activité exercée et ce, moyennant l'accord préalable et écrit du Collège communal et l'obtention de toutes les autorisations requises.

#### **Article 15 – Budget et comptes**

L'asbl s'oblige à respecter les obligations du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives au contrôle des subventions octroyées par les communes (articles L3331-1 et suivants).

La circulaire du 14 février 2008 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions précise que l'article L 3331-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation vise également les subventions indirectes, par exemple la mise à disposition d'un local (estimation de la valeur sur la base du revenu cadastral ou par référence à d'autres locaux similaires).

Dès lors, l'asbl s'engage à fournir à la Ville, à la demande de celle-ci, ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

#### **Article 16 - Droits des voisins**

L'asbl s'oblige à prendre toute disposition utile pour que les activités exercées dans les locaux mis à disposition ne perturbent pas la tranquillité des voisins.

L'asbl s'engage tout particulièrement à respecter et faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

#### **Article 17 - Respect des lois et conventions internationales en vigueur**

L'association sera seule responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

#### **Article 18 - Interdiction de fumer**

Il est interdit de fumer dans le bien mis à disposition. L'association s'engage à faire respecter cette interdiction.

#### **Article 19 - Bonbonnes de gaz - Interdiction**

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans le local mis à disposition.

#### **Article 20 - Enregistrement**

Les frais d'enregistrement de la présente convention sont à charge exclusive de l'association qui supportera seule tous droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture.

#### **Article 21 - Litige**

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – Section Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention."

Monsieur le Conseiller communal **J.-L. VIEREN** sort de séance.

11. Tournai. Objectif Convergence. Acquisition et placement d'une signalisation touristique piétonne. Marché de fournitures. Mode et conditions de passation du marché.

Madame l'Echevine **L. DEDONDER** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Une nouvelle infrastructure d'accueil touristique a été inaugurée en juin 2013 à la place Paul-Emile Janson.

La signalisation touristique est insuffisante pour guider le visiteur vers cette nouvelle infrastructure et il est impératif de la compléter rapidement.

En date du 6 septembre 2013, nous avons décidé de soumettre à l'approbation de l'administration fonctionnelle une modification du portefeuille de projets «Objectif convergence Fonds européen de développement régional (FEDER) de revitalisation intégrée du cœur de ville de Tournai».

Cette modification portait sur le remplacement de la sous-rubrique «assistance à maîtrise d'ouvrage» par la sous-rubrique «complément signalisation touristique» pour un montant de 49.000,00 €.

En date du 15 mai 2014, par notification provisoire, le Gouvernement wallon a décidé d'approuver la modification de la fiche-projet du portefeuille de projets «Revitalisation intégrée du cœur de ville de Tournai».

Le complément de signalisation portera sur une petite vingtaine de sites situés dans le cœur historique et ses abords. Les aménagements consisteront soit en l'ajout d'une lamelle directionnelle sur des mâts déjà existants, soit en l'implantation de nouveaux mâts à des endroits stratégiques où il n'existe à ce jour aucune signalisation touristique.

Le marché portera essentiellement sur les trois aspects suivants :

- le matériel de signalisation tel que les lamelles directionnelles, les bagues de fixation, les poteaux et fourreaux, les pièces de maintien, les supports de lamelle, les barres et coiffes de poteaux, les boules en bois, etc.
- le placement du matériel.
- la sécurisation du matériel.

La cohérence avec la signalisation déjà existante sera primordiale. Le matériel installé devra être identique à l'existant, tant au niveau des coloris, des dimensions, des matériaux que des modes de fixation afin de conserver une harmonie dans le paysage.

Les services communaux ont établi le cahier spécial des charges relatif à la fourniture et au placement de la signalisation directionnelle touristique piétonne de la Ville de Tournai, complémentaire à celle existante.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 39.450,00 € hors TVA, soit 47.734,50 € TVA 21 % comprise.

Il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 561/741-52 et financés par subsides à concurrence de 90 % et par boni à concurrence de 10 %.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Pour la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, le dossier n'est pas clair. Elle en dénonce également le coût : " Nous nous interrogeons sur le montant de cette dépense, près de 50.000,00 € pour signaler la direction de l'Office du tourisme en ville ? "

Madame l'Echevine PS, **L. DEDONDER**, rappelle que l'Office du tourisme ayant déménagé, il était impératif de revoir la signalisation directionnelle le concernant. Ceci a entraîné une révision plus globale de la signalisation qui a un coût. Elle se dit également interpellée par les montants nécessaires pour ces adaptations qui se feront dans la même gamme de matériel que celle utilisée jusqu'à présent.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, se dit rassurée par ces explications.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 61 et suivants et 105 § 2;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant qu'une nouvelle infrastructure d'accueil touristique a été inaugurée en juin 2013 à la place Paul-Emile Janson;

Considérant que la signalisation touristique est insuffisante pour guider le visiteur vers cette nouvelle infrastructure et qu'il est impératif de la compléter rapidement;

Considérant que le Collège communal, en date du 6 septembre 2013, a décidé de soumettre à l'approbation de l'administration fonctionnelle une modification du portefeuille de projets «Objectif convergence Fonds européen de développement régional (FEDER) de revitalisation intégrée du cœur de ville de Tournai»;

Considérant que cette modification portait sur le remplacement de la sous-rubrique «assistance à maîtrise d'ouvrage» par la sous-rubrique «complément signalisation touristique» pour un montant de 49.000,00 €;

Considérant qu'en date du 15 mai 2014, par notification provisoire, le Gouvernement wallon décidait d'approuver la modification de la fiche-projet du portefeuille de projets «Revitalisation intégrée du cœur de ville de Tournai»;

Considérant que le complément de signalisation portera sur une petite vingtaine de sites situés dans le cœur historique et ses abords;

Considérant que les aménagements consisteront soit en l'ajout d'une lamelle directionnelle sur des mâts déjà existants, soit en l'implantation de nouveaux mâts à des endroits stratégiques où il n'existe à ce jour aucune signalisation touristique;

Considérant que le marché portera essentiellement sur les trois aspects suivants :

- le matériel de signalisation, tel que les lamelles directionnelles, les bagues de fixation, les poteaux et fourreaux, les pièces de maintien, les supports de lamelle, les barres et coiffes de poteaux, les boules en bois, etc.
- Le placement du matériel.
- La sécurisation du matériel;

Considérant que la cohérence avec la signalisation déjà existante sera primordiale; que le matériel installé devra être identique à l'existant, tant au niveau des coloris, des dimensions, des matériaux que des modes de fixation afin de conserver une harmonie dans le paysage;

Considérant que les services communaux ont établi le cahier spécial des charges relatif à la fourniture et au placement de la signalisation directionnelle touristique piétonne de la Ville de Tournai, complémentaire à celle existante;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 39.450,00 € hors TVA, soit 47.734,50 € TVA 21 % comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 561/741-52 et financés par subsides à concurrence de 90 % et par boni à concurrence de 10 %;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;



Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet la fourniture et le placement de la signalisation directionnelle touristique piétonne de la Ville de Tournai complémentaire à celle existante, s'élevant à 39.450,00 € hors TVA, soit 47.734,50 € TVA 21 % comprise.  
Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le susdit marché sera régi par les dispositions de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établi à cet effet.

Article 4 : le susdit marché sera constaté conformément aux dispositions de l'article 110-2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, soit par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 5 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 561/741-52 et financés par subsides à concurrence de 90 % et par boni à concurrence de 10 %.

Article 6 : de soumettre la présente délibération à l'autorité de tutelle et au ministère subsidiant pour approbation.

Monsieur le Conseiller communal **J.-L. VIEREN** rentre en séance.

12. Circuit d'interprétation du cœur historique. Remplacement de 4 mâts et remplacement de statuettes. Mode et conditions de passation du marché.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le circuit d'interprétation du cœur historique de la Ville de Tournai permet aux visiteurs de découvrir les principales richesses du centre de la Ville.

Les 15 statuettes qui composent le circuit ont été modelées en cire et coulées en bronze entre 2003 et 2004 par l'artiste belge Christine JONGEN. Ces statuettes sont des exemplaires uniques.

Les statuettes en bronze sont fixées sur des mâts en bois exotique avec incrustation d'une lame inox sur toute la longueur.

Les subsides obtenus à l'époque du Commissariat général au Tourisme et de l'Union européenne pour l'installation des éléments du circuit du cœur historique engagent la Ville à maintenir ce dernier en parfait état d'entretien pendant au moins 15 ans.

Parmi l'ensemble des statuettes qui balisent le circuit, 4 d'entre elles doivent être replacées sur leur mât respectif. Il s'agit de :

- «L'Arbalétrier» place de Nédonchel
- «Childéric» place de Nédonchel
- «Bruno Renard» place Saint-Pierre
- «Louis XIV» quai du Marché au Poisson.

Les raisons, pour lesquelles ces statuettes doivent être replacées, sont multiples :

- «L'Arbalétrier» et «Childéric» avaient été endommagés suite à un vol en 2011.
- En fin d'année 2011, le mât soutenant une troisième statuette, celle de «Bruno Renard» située à la place Saint-Pierre, était endommagé par un engin de chantier. Cette troisième statuette était alors confiée à la firme chargée de la pose des deux précédentes.
- Enfin, en début d'année 2014, le mât soutenant la statuette de «Louis XIV» quai du Marché au Poisson, a été sectionné à la base.

Le coût de ce marché est estimé à ± 11.000,00 € TVA comprise.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Madame la Conseillère communale cdh, **M. WILLOCQ**, constate que le coût des dégradations et des vols est important : 11.000,00 € pour ce dossier et 13.000,00 € pour le dossier 22. Elle demande si ces dégradations sont couvertes par les assurances.

Le **Président** de séance apporte les précisions suivantes :

" Ce sont des coûts à charge propre. Sur les 4 mâts, deux ont été dégradés. Si on retrouve la personne qui a commis la dégradation, on fait intervenir l'assurance du tiers. Mais si ce n'est pas possible, on ne peut pas.

Au point 22, ce sont des luminaires qui ont été abîmés. Si les auteurs n'ont pas été identifiés, les assurances n'interviennent pas et nous ne pouvons pas porter l'affaire devant les tribunaux. Pour ce qui concerne les vols, deux mâts ont été sciés par des ferrailleurs. On a retrouvé les deux statuettes mais les mâts doivent être remplacés."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a;

Considérant que le circuit d'interprétation du cœur historique de la Ville de Tournai permet aux visiteurs de découvrir les principales richesses du centre de la Ville;

Considérant que les 15 statuettes qui composent le circuit ont été modelées en cire et coulées en bronze entre 2003 et 2004 par l'artiste belge Christine JONGEN;

Considérant que ces statuettes sont des exemplaires uniques;

Considérant que les statuettes en bronze sont fixées sur des mâts en bois exotique avec incrustation d'une lame inox sur toute la longueur;

Considérant que les subsides obtenus à l'époque par le Commissariat général au Tourisme et l'Union européenne pour l'installation des éléments du circuit du cœur historique engagent la Ville à maintenir ce dernier en parfait état d'entretien pendant au moins 15 ans;

Considérant que parmi l'ensemble des statuettes qui balisent le circuit, 4 d'entre elles doivent être remplacées sur leur mât respectif. Il s'agit de :

- «L'Arbalétrier» place de Nédonchel
- «Childéric» place de Nédonchel
- «Bruno Renard» place Saint-Pierre
- «Louis XIV» quai du Marché au Poisson;

Considérant que les raisons pour lesquelles ces statuettes doivent être remplacées sont multiples :

- «L'Arbalétrier» et «Childéric» avaient été endommagés suite à un vol en 2011.
- En fin d'année 2011, le mât soutenant une troisième statuette, celle de «Bruno Renard» située à la place Saint-Pierre, était endommagé par un engin de chantier. Cette troisième statuette était alors confiée à la firme chargée de la pose des deux précédentes.
- Enfin, en début d'année 2014, le mât soutenant la statuette de «Louis XIV», quai du Marché au Poisson, a été sectionné à la base;

Considérant que le coût de ce marché est estimé à ± 11.000,00 € TVA comprise;

Attendu que les crédits nécessaires seront inscrits au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché ayant pour objet le remplacement de 4 mâts et le remplacement des statuettes dans le circuit d'interprétation du cœur historique dont le montant est estimé à ± 11.000,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indications sans plus.

Article 2 : le marché dont question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110, 2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché sera conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre.

Article 4 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Article 5 : un crédit de 11.000,00 € sera inscrit au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire.

13. Tournai, place Saint-Pierre. Rénovation. Modifications apportées au métré récapitulatif.  
Approbation.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 31 mars 2014, vous avez décidé de passer, par adjudication ouverte, un marché de travaux ayant pour objet la restauration des revêtements de la place Saint-Pierre et des rues adjacentes à Tournai estimé à 364.246,22 € hors TVA soit 440.737,93 € TVA comprise.

En date du 30 avril 2014, l'auteur de projet a transmis deux exemplaires d'un cahier spécial des charges modifié.

Suivant l'auteur de projet, ces modifications, apportées en collaboration avec les services techniques communaux, consistent en quelques précisions techniques apportées au métré récapitulatif sans en changer le fond et sans modification du montant estimé et approuvé par le Conseil communal.

Nous avons décidé en date du 28 mai 2014 de marquer notre accord de principe sur les modifications apportées au dossier approuvé par votre assemblée en date du 31 mars 2014 et de vous présenter ces modifications pour approbation."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu sa décision du 31 mars 2014 de passer, par adjudication ouverte, un marché de travaux ayant pour objet la restauration des revêtements de la place Saint-Pierre et des rues adjacentes à Tournai estimé à 364.246,22 € hors TVA soit 440.737,93 € TVA comprise;

Considérant qu'en date du 30 avril 2014, l'auteur de projet a transmis deux exemplaires d'un cahier spécial des charges modifié;

Considérant que, suivant l'auteur de projet, ces modifications, apportées en collaboration avec les Services techniques communaux, consistent en quelques précisions techniques apportées au métré récapitulatif sans en changer le fond et sans modification du montant estimé et approuvé par le Conseil communal;

Vu la décision du Collège communal du 28 mai 2014 de marquer son accord de principe sur les modifications apportées au dossier approuvé par le Conseil communal du 31 mars 2014 relatif au marché de travaux ayant pour objet la restauration des revêtements de la place Saint-Pierre et des rues adjacentes à Tournai et de présenter ces modifications au prochain Conseil communal pour approbation;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

de marquer son accord sur les modifications apportées aux documents du marché de travaux ayant pour objet la restauration des revêtements de la place Saint-Pierre et des rues adjacentes à Tournai et consistant en quelques précisions techniques apportées au métré récapitulatif.

14. Tournai. Commune pilote Wallonie cyclable 2014. Aménagement cyclable et piéton. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Par son courrier du 10 février 2014, le Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle de la mobilité et des voies hydrauliques – Direction générale opérationnelle (DGO) 2, nous a informés de la notification d'une subvention par M. Philippe HENRY, Ministre de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité, dans le cadre des «Communes pilotes Wallonie cyclable».

Cette subvention d'un montant de 474.358,00 € a fait l'objet d'un engagement (n° de visa 13/24264 du 6 décembre 2013) sur l'article 01.11.02 de la division organique 14 du budget 2013 de la Région wallonne.

Le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux d'aménagement cyclable et piéton relatifs à cette subvention comme suit :

- Mise en zone 30 km/heure du centre-ville : effets de porte sur voiries de desserte;
- Réaménagement de la liaison cyclable quais du Luchet d'Antoing, Vifquin et Saint-Brice;
- Zone 30 km/heure du centre-ville, matérialisation réglementaire;
- Liaison cyclable carrefour du Viaduc, boulevard Eisenhower et chaussée d'Audenarde;
- Aménagement d'une rue cyclable sur la latérale de la drève de Maire dans le sens Froyennes - Tournai + mise en place de sens uniques limités;
- Aménagement du quai des Vicinaux;
- Liaison cyclable carrefour du Viaduc, boulevard Eisenhower et chaussée d'Audenarde.

Les travaux comprennent notamment :

- La démolition et/ou le démontage de terre plein aménagé
- Les déblais localisés
- La réalisation de fondation en empierrement
- La réalisation de fondation en béton maigre pour éléments linéaires
- La réalisation de fondation en béton maigre pour terre-plein
- La fourniture et la pose de revêtements en hydrocarboné pour piste cyclable
- La fourniture et la pose de pavés de béton pour terre-plein aménagé
- La fourniture et la pose d'éléments linéaires
- La réalisation de marquages au sol
- La réalisation d'îlots directionnels
- La fourniture et la pose de coussins ralentisseurs de vitesse
- La mise à niveau d'éléments divers.

Le devis estimatif des travaux s'élève à 503.515,50 € hors TVA, soit 609.253,76 € TVA comprise.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2014 à concurrence de 610.000,00 € sous l'article 4218/731-60 (financement : 135.000,00 € par emprunt et 475.000,00 € par subside).

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :

" Tout d'abord, nous déplorons que la dernière commission cycliste, qui ne se réunit déjà que deux fois par an, ait changé d'horaire quelques jours avant et qu'elle se soit déroulée en pleine journée (à 14 heures), rendant quasiment impossible la présence des personnes ayant une activité professionnelle. D'autre part, il me semble que les aménagements piétons et cyclistes doivent se faire de concert avec l'adoption du plan de mobilité. Pourriez-vous cette fois nous donner un agenda précis pour l'adoption de ce plan de mobilité ?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **X. DECALUWE**, regrette lui aussi que la commission cycliste ait été convoquée à 14 heures, un lundi. Ceci a entraîné de nombreuses difficultés pour ceux qui voulaient y participer. Il espère qu'il sera tenu compte de ces remarques pour l'avenir.

Monsieur l'Echevin MR de la mobilité, **A. BOITE**, dit comprendre ces interpellations. Il précise néanmoins qu'il ne s'agissait pas d'une réunion de la commission cycliste, mais de la commission communale cyclable. La commission cycliste comporte les représentants politiques désignés par le Conseil communal. Elle se réunit deux fois par an. Une erreur dans les convocations semble être à l'origine de ce quiproquo.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** précise, par ailleurs, qu'un agenda a été fixé pour ce qui concerne le plan communal de mobilité : la prochaine réunion aura lieu en septembre et l'enquête publique suivra.

Se refusant à polémiquer sur le sujet, Monsieur le Conseiller communal cdH, **X. DECALUWE**, constate néanmoins que la situation est "compliquée".

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que, par courrier du 10 février 2014, le Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies Hydrauliques – Direction générale opérationnelle (DGO) 2 a informé la Ville de la notification d'une subvention par le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité, dans le cadre des «Communes pilotes Wallonie cyclable»;

Considérant que cette subvention d'un montant de 474.358,00 € a fait l'objet d'un engagement (n° de visa 13/24264 du 6 décembre 2013) sur l'article 01.11.02 de la division organique 14 du budget 2013 de la Région Wallonne;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux d'aménagement cyclable et piéton relatifs à cette subvention comme suit :

- Mise en zone 30 km/heure du centre-ville : effets de porte sur voiries de desserte;
- Réaménagement de la liaison cyclable quais du Luchet d'Antoing, Vifquin et Saint-Brice;
- Zone 30 km/heure du centre-ville, matérialisation réglementaire;
- Liaison cyclable carrefour du Viaduc, boulevard Eisenhower et chaussée d'Audenarde;
- Aménagement d'une rue cyclable sur la latérale de la drève de Maire dans le sens Froyennes-- Tournai + mise en place de sens uniques limités;
- Aménagement du quai des Vicinaux;

- Liaison cyclable carrefour du Viaduc, boulevard Eisenhower et chaussée d'Audenarde;

Considérant que les travaux comprennent notamment :

- La démolition et/ou le démontage de terre-plein aménagé
- Les déblais localisés
- La réalisation de fondation en empierrement
- La réalisation de fondation en béton maigre pour éléments linéaires
- La réalisation de fondation en béton maigre pour terre-plein
- La fourniture et la pose de revêtements en hydrocarboné pour piste cyclable
- La fourniture et la pose de pavés de béton pour terre-plein aménagé
- La fourniture et la pose d'éléments linéaires
- La réalisation de marquages au sol
- La réalisation d'îlots directionnels
- La fourniture et la pose de coussins ralentisseurs de vitesse
- La mise à niveau d'éléments divers;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 503.515,50 € hors TVA, soit 609.253,76 € TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2014 à concurrence de 610.000,00 € sous l'article 4218/731-60 (financement : 135.000,00 € par emprunt et 475.000,00 € par subside);

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux d'aménagement cyclable et piéton - Commune pilote Wallonie cyclable 2014, à savoir :

- Mise en zone 30 km/heure du centre-ville : effets de porte sur voiries de desserte;
- Réaménagement de la liaison cyclable quais du Luchet d'Antoing, Vifquin et Saint-Brice;
- Zone 30 km/heure du centre-ville, matérialisation réglementaire;
- Liaison cyclable carrefour du Viaduc, boulevard Eisenhower et chaussée d'Audenarde;
- Aménagement d'une rue cyclable sur la latérale de la drève de Maire dans le sens Froyennes - Tournai + mise en place de sens uniques limités;
- Aménagement du quai des Vicinaux;
- Liaison cyclable carrefour du Viaduc, boulevard Eisenhower et chaussée d'Audenarde, estimés à 503.515,50 € hors TVA, soit 609.253,76 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006.



Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir :

- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 4;
- une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire attestant qu'il ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2014 à concurrence de 610.000,00 € sous l'article 4218/731-60 (financement : 135.000,00 € par emprunt et 475.000,00 € par subside).

Article 6 : la présente délibération sera transmise à la tutelle générale d'annulation lors de la désignation de la firme adjudicatrice et au ministère subsidiant – DGO2.

15. Tournai. Travaux de voirie, d'égouttage, aménagement de sites propres autobus franchissables et quais. Rues des Sports (pie), de la Citadelle (pie), de Barges (pie) et Général Piron (partie pavée). Plan d'investissement pluriannuel 2013-2016, point 8. Mode et conditions de passation du marché

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 16 septembre 2013, vous avez approuvé le plan d'investissement communal 2013-2016 pour un montant de 9.746.187,00 € établi comme suit :

COMMUNE DE TOURNAI						
PLAN D'INVESTISSEMENT 2013 - 2016						
Montant du droit de tirage pour la programmation (1) : 3.481.939,00 €		Les montants sont indiqués en euros T.V.A. comprise (sauf sur l'égouttage)				
	(2)	(3)		(4)=(2)-(3)	(*)	(*)
Intitulé de l'investissement	Estimation des travaux (en ce compris frais d'études et essais)	Estimation des interventions extérieures		Estimation des montants à prendre en compte dans le plan d'investissement	Estimation des montants à prélever sur fonds propres communaux	Estimation de l'intervention régionale (DGO1)
		SPGE	autres intervenants			
1 BLANDAIN - rue de l'Eglise Saint-Eléuthère	815.413,00 €	204.000,00 €		611.413,00 €	305.706,50 €	305.706,50 €
2 FROYENNES - rue Abbé Nestor Frère	1.146.003,02 €	353.997,52 €		792.005,50 €	396.002,75 €	396.002,75 €
3 GAURAIN-RAMECROIX - rue de Bourgambray	2.000.920,00 €	667.500,00 €		1.333.420,00 €	666.710,00 €	666.710,00 €
4 GAURAIN-RAMECROIX - Wiots (liaison Tiefry - Rocs)	1.663.000,00 €	1.663.000,00 €			0,00 €	0,00 €
5 KAIN - Omerie	245.500,00 €	245.500,00 €			0,00 €	0,00 €
6 TEMPLEUVE - Place	363.078,51 €	363.078,51 €			0,00 €	0,00 €
7 LAMAIN - rue Haudion	2.182.248,08 €	510.330,58 €		1.671.917,50 €	835.958,75 €	835.958,75 €
8 TOURNAI - rue des Sports - rue de la Citadelle (pie) - rue de Barges (pie)	2.024.708,51 €	448.078,51 €		1.576.630,00 €	788.315,00 €	788.315,00 €
9 TOURNAI - rue Général Piron (pie)	280.245,11 €	57.847,11 €		222.398,00 €	111.199,00 €	111.199,00 €
10 TOURNAI - Rue des Jésuites (partie haute)	1.025.872,31 €	112.322,31 €		913.550,00 €	456.775,00 €	456.775,00 €
11 TOURNAI - Place Verte	2.570.940,04 €	278.595,04 €		2.292.345,00 €	1.146.172,50 €	1.146.172,50 €
12 TOURNAI - Rue Hautem	332.508,00 €			332.508,00 €	166.254,00 €	166.254,00 €
TOTAUX					4.873.093,50 €	4.873.093,50 €
(*) : sauf dérogation dûment motivée, les interventions de la commune et de la DGO1 sont équivalentes pour chaque investissement [(4)/2]						
		DEMANDE DE DEROGATION		Les demandes de dérogation dûment motivées sont à reprendre dans une note annexe.		
Dépassement du plafond de 150 % (6) > [(1) * 1,5]		NON				
Parts régionale (5) et communale (6) non concordantes		NON				
Non-respect des priorités régionales		NON				
Thésaurisation avec la programmation pluriannuelle suivante		NON				

Lors de la réunion qui s'est déroulée le 30 octobre 2013, le Ministère subsidiant – DGO1 a émis le souhait de regrouper en un seul les points 8 – rues des Sports, de la Citadelle (pie) et de Barges (pie) et 9 – rue Général Piron (pie) et de n'en faire qu'un seul marché.

En séance du 9 décembre 2013, vous avez donc approuvé le plan d'investissement communal modifié établi comme suit :

	Intitulé de l'investissement	Estimation des travaux (en ce compris frais d'études et essais)	Estimation des interventions extérieures		Estimation des montants à prendre en compte dans le plan d'investissement	Estimation des montants à prélever sur fonds propres communaux	Estimation de l'intervention régionale (DGO1)
			SPGE	Autres intervenants			
1	Blandain, rue de l'Eglise Saint-Eleuthère	815.413,00 €	204.000,00 €		611.413,00 €	305.706,50 €	305.706,50 €
2	Froyennes, rue Abbé Nestor Frère	1.146.003,02 €	353.997,52 €		792.005,50 €	396.002,75 €	396.002,75 €
3	Gaurain-Ramecroix, rue de Bourgambray	2.000.920,00 €	667.500,00 €		1.333.420,00 €	666.710,00 €	666.710,00 €
4	Gaurain-Ramecroix, Wiots (liaison Tiefry-Rocs)	1.663.000,00 €	1.663.000,00 €			0,00 €	0,00 €
5	Kain, Omerie	245.500,00 €	245.500,00 €			0,00 €	0,00 €
6	Templeuve, place	363.078,51 €	363.078,51 €			0,00 €	0,00 €
7	Lamain, rue Haudion	2.182.248,08 €	510.330,58 €		1.671.917,50 €	835.958,75 €	835.958,75 €
8	Tournai, rue Général Piron (pie), rue des Sports, rue de la Citadelle (pie), rue de Barges (pie)	2.304.953,62 €	505.925,62 €		1.799.028,00 €	899.514,00 €	899.514,00 €
9	Tournai, rue des Jésuites (partie haute)	1.025.872,31 €	112.322,31 €		913.550,00 €	456.775,00 €	456.775,00 €
10	Tournai, place verte	2.570.940,04 €	278.595,04 €		2.292.345,00 €	1.146.172,50 €	1.146.172,50 €
11	Tournai, rue Hautem	332.508,00 €			332.508,00 €	166.254,00 €	166.254,00 €
					TOTAUX	4.873.093,50 €	4.873.093,50 €

(\*) : sauf dérogation dûment motivée, les interventions de la commune et de la DGO1 sont équivalentes pour chaque investissement [(4)/2]

	DEMANDE DE DEROGATION	
Dépassement du plafond de 150 % (6) > [(1) * 1,5]	NON	Les demandes de dérogation dûment motivées sont à reprendre dans une note annexe.
Parts régionale (5) et communale (6) non concordantes	NON	
Non-respect des priorités régionales	NON	
Thésaurisation avec la programmation pluriannuelle suivante	NON	

Par son courrier du 17 avril 2014, Monsieur le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville nous informe qu'il est en mesure d'approuver définitivement notre plan communal qui avait fait l'objet d'une approbation provisoire et nous confirme également que la quote-part de notre commune est de 3.481.938,00 €. Il nous invite dès lors à débiter la mise en œuvre des projets repris dans le tableau suivant :

TOURNAI		Montant maximal pour le PIC 2013 - 2016 : 3.481.938,30					
N°	Intitulé de l'investissement	Estimation des travaux (en ce compris frais d'études et essais)	Estimation des interventions extérieures		Estimation des montants à prendre en compte dans le plan d'investissement	Estimation des montants à prélever sur fonds propres communaux	Estimation de l'intervention régionale (DGO1)
			SPGE	autres intervenants			
1	Rénovation de voirie et égouttage de la rue de Bourgambay à Gaurain Ramecroix <sup>(1)</sup>	2.000.920,00	667.500,00		1.333.420,00	666.710,00	666.710,00
2	Rénovation égouttage de la rue des Wiots et de la rue des Dîmes à Gaurain <sup>(2)</sup>	671.000,00	671.000,00				
3	Réalisation égouttage jonction entre la rue d'Omerie et l'amont du collecteur existant de la Melle à Kain <sup>(3)</sup>	245.500,00	245.500,00				
4	Rénovation de voirie et égouttage de la Place de Templeuve <sup>(4)</sup>	360.425,62	360.425,62				
5	Rénovation de voirie et égouttage de la rue des Sports, de la rue de la Citadelle (pie), de la rue de Barges (pie) et de la rue du Général Piron (partie pavée) à Tournai <sup>(5)</sup>	2.304.953,62	505.925,62		1.799.028,00	899.514,00	899.514,00
6	Rénovation de voirie et égouttage de la rue des Jésuites (entre la rue d'Epinoiv et la rue du Chambré) à Tournai <sup>(6)</sup>	1.025.872,31	112.322,31		913.550,00	456.775,00	456.775,00
7	Rénovation de voirie et égouttage de la Place Verte jusqu'à l'avenue Leray à Tournai <sup>(7)</sup>	2.570.940,04	279.834,71		2.291.105,33	1.145.552,67	1.145.552,67
8	Rénovation de voirie de la rue Hautem à Tournai	332.508,00			332.508,00	166.254,00	166.254,00
				TOTAUX	6.669.611,33	3.334.805,67	3.334.805,67

(1,2,3,6,7) une confirmation devra intervenir ultérieurement en fonction des résultats fournis par l'endoscopie à réaliser et des contraintes budgétaires de la SPGE  
(1) dossier classé en priorité 2 pour la SPGE  
(2) dossier classé en priorité 1 pour la SPGE  
(3) dossier classé en priorité 3 pour la SPGE  
(4) dossier classé en priorité 4 pour la SPGE  
(5) dossier classé en priorité 5 et 6 pour la SPGE  
(6) dossier classé en priorité 7 pour la SPGE  
(7) dossier classé en priorité 8 pour la SPGE

Le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif à l'aménagement de sites propres autobus franchissables et quais, de trottoirs, de voirie et de réseaux d'égouttage aux rues de Barges (pie), de la Citadelle (pie), des Sports et Général Piron (pie) à Tournai, dans le cadre du point 5 du plan d'investissement communal 2013-2016.

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint, vous avez approuvé, en séance du 2 juin 2014, la convention liant la Ville de Tournai, la Société régionale wallonne du transport (SRWT) et la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006.

Ces travaux comprennent notamment :

**Rue Général Piron :**

- la démolition et le remplacement de l'égouttage (partiel);
- la réalisation de nouveaux raccordements particuliers;
- la démolition des revêtements en voirie;
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné;
- la démolition de terre-plein aménagé;
- la réalisation de marquage au sol;
- la réalisation d'arrêt de bus;
- la mise à niveau d'éléments divers.

**Rue des Sports :**

- la rénovation de la canalisation d'égouttage par chemisage continu polymérisé en place;
- la démolition et le remplacement des chambres de visite;
- la démolition et le remplacement des raccordements particuliers;
- la démolition des revêtements en voirie;
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné;
- la démolition de terre-plein aménagé;
- la réalisation de marquage au sol.

**Rue de la Citadelle**

- la rénovation de la canalisation d'égouttage par chemisage continu polymérisé en place;
- la démolition et le remplacement des chambres de visite;
- la démolition et le remplacement des raccordements particuliers;
- la démolition des revêtements en voirie;
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné;
- la démolition de terre-plein aménagé;
- la réalisation de marquage au sol;
- la réalisation d'arrêts de bus;
- l'aménagement de site propre autobus;
- la mise à niveau d'éléments divers.

**Rue de Barges**

- la démolition et le remplacement de l'égouttage; chemisage pour la partie non écroulée
- la démolition et le remplacement des raccordements particuliers;
- la démolition des revêtements en voirie;
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné;
- la démolition de terre plein aménagé;
- la réalisation de marquage au sol;
- la réalisation d'arrêt de bus;
- l'aménagement de site propre autobus;

- la mise à niveau d'éléments divers.

Le devis estimatif des travaux s'élève à :

- Division 1 : Ville de Tournai : 1.486.075,00 € hors TVA soit 1.798.150,75 € TVA comprise;

- Division 2 : SRWT : 267.687,45 € hors TVA;

- Division 3 : SPGE : 733.707,26 € hors TVA;

Soit un total de : 2.487.469,71 € hors TVA, soit 2.799.545,46 € TVA comprise.

Les crédits nécessaires relatifs à la Division 1- Ville de Tournai, sont prévus au budget extraordinaire 2014 à concurrence de 1.800.000,00 € sous l'article 4215/731-60 (financement : 900.000,00 € par emprunt et 900.000,00 € par subside).

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant sa décision du 16 septembre 2013 approuvant le plan d'investissement communal pour un montant de 9.746.187,00 € établi comme suit :

<b>COMMUNE DE TOURNAI</b>
<b>PLAN D'INVESTISSEMENT 2013 - 2016</b>

Montant du droit de tirage pour la programmation (1) : 3.481.939,00 €

Les montants sont indiqués en euros T.V.A. comprise (sauf sur l'égouttage)

	(2)	(3)		(4)=(2)-(3)	(*)	(*)
Intitulé de l'investissement	Estimation des travaux (en ce compris frais d'études et essais)	Estimation des interventions extérieures		Estimation des montants à prendre en compte dans le plan d'investissement	Estimation des montants à prélever sur fonds propres communaux	Estimation de l'intervention régionale (DGO1)
		SPGE	autres intervenants			
1 BLANDAIN - rue de l'Eglise Saint-Eleuthère	815.413,00 €	204.000,00 €		611.413,00 €	305.706,50 €	305.706,50 €
2 FROYENNES - rue Abbé Nestor Frère	1.146.003,02 €	353.997,52 €		792.005,50 €	396.002,75 €	396.002,75 €
3 GAURAIN-RAMECROIX - rue de Bourgambay	2.000.920,00 €	667.500,00 €		1.333.420,00 €	666.710,00 €	666.710,00 €
4 GAURAIN-RAMECROIX - Wiots (liaison Tiefry - Rocs)	1.663.000,00 €	1.663.000,00 €			0,00 €	0,00 €
5 KAIN - Omerie	245.500,00 €	245.500,00 €			0,00 €	0,00 €
6 TEMPLEUVE - Place	363.078,51 €	363.078,51 €			0,00 €	0,00 €
7 LAMAIN - rue Haudion	2.182.248,08 €	510.330,58 €		1.671.917,50 €	835.958,75 €	835.958,75 €
8 TOURNAI - rue des Sports - rue de la Citadelle (pie) - rue de Barges (pie)	2.024.708,51 €	448.078,51 €		1.576.630,00 €	788.315,00 €	788.315,00 €
9 TOURNAI - rue Général Piron (pie)	280.245,11 €	57.847,11 €		222.398,00 €	111.199,00 €	111.199,00 €
10 TOURNAI - Rue des Jésuites (partie haute)	1.025.872,31 €	112.322,31 €		913.550,00 €	456.775,00 €	456.775,00 €
11 TOURNAI - Place Verte	2.570.940,04 €	278.595,04 €		2.292.345,00 €	1.146.172,50 €	1.146.172,50 €
12 TOURNAI - Rue Hautem	332.508,00 €			332.508,00 €	166.254,00 €	166.254,00 €
<b>TOTAUX</b>					4.873.093,50 €	4.873.093,50 €

(\*) : sauf dérogation dûment motivée, les interventions de la commune et de la DGO1 sont équivalentes pour chaque investissement [(4)/2]

DEMANDE DE DEROGATION		Les demandes de dérogation dûment motivées sont à reprendre dans une note annexe.
Dépassement du plafond de 150 % (6) > [(1) * 1,5]	NON	
Parts régionale (5) et communale (6) non concordantes	NON	
Non-respect des priorités régionales	NON	
Thésaurisation avec la programmation pluriannuelle suivante	NON	

Considérant que lors de la réunion qui s'est déroulée le 30 octobre 2013, le Ministère subsidiant – Direction générale opérationnelle (DGO) 1 a émis le souhait de regrouper en un seul les points 8 – rues des Sports, de la Citadelle (pie) et de Barges (pie) et 9 – rue Général Piron (pie) et de n'en faire qu'un seul marché;

Considérant sa décision du 9 décembre 2013, approuvant le Plan d'investissement communal modifié établi comme suit :

**COMMUNE DE TOURNAI**  
**PLAN D'INVESTISSEMENT 2013 - 2016**

Montant du droit de tirage pour la programmation (1) : 3.481.939,00 €

*Les montants sont indiqués en euros TVA comprise (sauf sur l'égouttage)*

		(2)	(3)		(4)=(2)-(3)	(*)	(*)
	Intitulé de l'investissement	Estimation des travaux (en ce compris frais d'études et essais)	Estimation des interventions		Estimation des montants à prendre en compte dans le plan d'investissement	Estimation des montants à prélever sur fonds propres communaux	Estimation de l'intervention régionale (DGO1)
			SPGE	autres intervenants			
1	BLANDAIN - rue de l'Eglise Saint-Eleuthère	815.413,00 €	204.000,00 €		611.413,00 €	305.706,50 €	305.706,50 €
2	FROYENNES - rue Abbé Nestor Frère	1.146.003,02 €	353.997,52 €		792.005,50 €	396.002,75 €	396.002,75 €
3	GAURAIN-RAMECROIX - rue de Bourgambray	2.000.920,00 €	667.500,00 €		1.333.420,00 €	666.710,00 €	666.710,00 €
4	GAURAIN-RAMECROIX - Wiots (liaison Tieffry - Rocs)	1.663.000,00 €	1.663.000,00 €			0,00 €	0,00 €
5	KAIN - Omerie	245.500,00 €	245.500,00 €			0,00 €	0,00 €
6	TEMPLEUVE - Place	363.078,51 €	363.078,51 €			0,00 €	0,00 €
7	LAMAIN - rue Haudion	2.182.248,08 €	510.330,58 €		1.671.917,50 €	835.958,75 €	835.958,75 €
8	TOURNAI - rue Général Piron (pie) - rue des Sports - rue de la Citadelle (pie) - rue de Barges (pie)	2.304.953,62 €	505.925,62 €		1.799.028,00 €	899.514,00 €	899.514,00 €
9	TOURNAI - Rue des Jésuites (partie haute)	1.025.872,31 €	112.322,31 €		913.550,00 €	456.775,00 €	456.775,00 €
10	TOURNAI-Place Verte	2.570.940,04 €	278.595,04 €		2.292.345,00 €	1.146.172,50 €	1.146.172,50 €
11	TOURNAI-Rue Hautem	332.508,00 €			332.508,00 €	166.254,00 €	166.254,00 €
<b>TOTAUX</b>						<b>4.873.093,50 €</b>	<b>4.873.093,50 €</b>

(\*) : sauf dérogation dûment motivée, les interventions de la commune et de la DGO1 sont équivalentes pour chaque investissement [(4)/2]

	DEMANDE DE DEROGATION	
Dépassement du plafond de 150 % (6) > [(1) * 1,5]	NON	<i>Les demandes de dérogation dûment motivées sont à reprendre dans une note annexe.</i>
Partis régionale (5) et communale (6) non concordantes	NON	
Non-respect des priorités régionales	NON	
Thésaurisation avec la programmation pluriannuelle suivante	NON	



Considérant que par son courrier du 17 avril 2014, Monsieur le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville informe qu'il est en mesure d'approuver définitivement le plan communal qui avait fait l'objet d'une approbation provisoire et confirme également que la quote-part de la commune est de 3.481.938,00 €;

Considérant qu'il invite dès lors à débiter la mise en œuvre des projets repris dans le tableau suivant :

TOURNAI		Montant maximal pour le PIC 2013 - 2016 : 3.481.938,00					
N°	Intitulé de l'investissement	Estimation des travaux (en ce compris frais d'études et essais)	Estimation des interventions extérieures		Estimation des montants à prendre en compte dans le plan d'investissement	Estimation des montants à prélever sur fonds propres communaux	Estimation de l'intervention régionale (DGO1)
			SPGE	autres intervenants			
1	Rénovation de voirie et égouttage de la rue de Bourgambay à Gaurain Ramecroix <sup>(1)</sup>	2.000.920,00	667.500,00		1.333.420,00	666.710,00	666.710,00
2	Rénovation égouttage de la rue des Wiots et de la rue des Dîmes à Gaurain <sup>(2)</sup>	671.000,00	671.000,00				
3	Réalisation égouttage jonction entre la rue d'Omerie et l'amont du collecteur existant de la Melle à Kain <sup>(3)</sup>	245.500,00	245.500,00				
4	Rénovation de voirie et égouttage de la Place de Templeuve <sup>(4)</sup>	360.425,62	360.425,62				
5	Rénovation de voirie et égouttage de la rue des Sports, de la rue de la Citadelle (pie), de la rue de Barges (pie) et de la rue du Général Piron (partie pavée) à Tournai <sup>(5)</sup>	2.304.953,62	505.925,62		1.799.028,00	899.514,00	899.514,00
6	Rénovation de voirie et égouttage de la rue des Jésuites (entre la rue d'Epinoy et la rue du Chambrage) à Tournai <sup>(6)</sup>	1.025.872,31	112.322,31		913.550,00	456.775,00	456.775,00
7	Rénovation de voirie et égouttage de la Place Verte jusqu'à l'avenue Leray à Tournai <sup>(7)</sup>	2.570.940,04	279.834,71		2.291.105,33	1.145.552,67	1.145.552,67
8	Rénovation de voirie de la rue Hautem à Tournai	332.508,00			332.508,00	166.254,00	166.254,00
				TOTAUX	6.669.611,33	3.334.805,67	3.334.805,67

(1,2,3,6,7) une confirmation devra intervenir ultérieurement en fonction des résultats fournis par l'endoscopie à réaliser et des contraintes budgétaires de la SPGE

(1) dossier classé en priorité 2 pour la SPGE  
 (2) dossier classé en priorité 1 pour la SPGE  
 (3) dossier classé en priorité 3 pour la SPGE  
 (4) dossier classé en priorité 4 pour la SPGE  
 (5) dossier classé en priorité 5 et 6 pour la SPGE  
 (6) dossier classé en priorité 7 pour la SPGE  
 (7) dossier classé en priorité 8 pour la SPGE

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif à l'aménagement de sites propres autobus franchissables et quais, de trottoirs, de voirie et de réseaux d'égouttage aux rues de Barges (pie), de la Citadelle (pie), des Sports et Général Piron (pie) à Tournai, dans le cadre du point 5 du plan d'investissement communal 2013-2016;

Considérant sa décision du 2 juin 2014 approuvant la convention liant la Ville de Tournai, la Société régionale wallonne du transport (SRWT) et la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

**Rue Général Piron :**

- la démolition et le remplacement de l'égouttage (partiel);
- la réalisation de nouveaux raccordements particuliers;
- la démolition des revêtements en voirie;
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné;
- la démolition de terre-plein aménagé;
- la réalisation de marquage au sol;
- la réalisation d'arrêt de bus;
- la mise à niveau d'éléments divers.

**Rue des Sports :**

- la rénovation de la canalisation d'égouttage par chemisage continu polymérisé en place;
- la démolition et le remplacement des chambres de visite;
- la démolition et le remplacement des raccordements particuliers;
- la démolition des revêtements en voirie;
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné;
- la démolition de terre-plein aménagé;
- la réalisation de marquage au sol.

**Rue de la Citadelle :**

- la rénovation de la canalisation d'égouttage par chemisage continu polymérisé en place;
- la démolition et le remplacement des chambres de visite;
- la démolition et le remplacement des raccordements particuliers;
- la démolition des revêtements en voirie;
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné;
- la démolition de terre-plein aménagé;
- la réalisation de marquage au sol;
- la réalisation d'arrêts de bus;
- l'aménagement de site propre autobus;
- la mise à niveau d'éléments divers.

**Rue de Barges :**

- la démolition et le remplacement de l'égouttage; chemisage pour la partie non écroulée
- la démolition et le remplacement des raccordements particuliers;
- la démolition des revêtements en voirie;
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné;
- la démolition de terre-plein aménagé;
- la réalisation de marquage au sol;
- la réalisation d'arrêt de bus;
- l'aménagement de site propre autobus;
- la mise à niveau d'éléments divers;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à :

- Division 1 : Ville de Tournai : 1.486.075,00 € hors TVA soit 1.798.150,75 € TVA comprise;
  - Division 2 : SRWT : 267.687,45 € hors TVA;
  - Division 3 : SPGE : 733.707,26 € hors TVA;
- Soit un total de : 2.487.469,71 € hors TVA, soit 2.799.545,46 € TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires relatifs à la Division 1 - Ville de Tournai sont prévus au budget extraordinaire 2014 à concurrence de 1.800.000,00 € sous l'article 4215/731-60 (financement : 900.000,00 € par emprunt et 900.000,00 € par subside);

Considérant l'avis favorable du Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché conjoint [Ville de Tournai – Société régionale wallonne des transports (SRWT) – Société publique de gestion de l'eau (SPGE)] ayant pour objet les travaux de rénovation de voirie et d'égouttage des rues des Sports, de la Citadelle (pie), de Barges (pie) et Général Piron (pie) à Tournai – plan d'investissement communal 2013-2016– point 8, estimés à :

- Division 1 : Ville de Tournai : 1.486.075,00 € hors TVA soit 1.798.150,75 € TVA comprise;
- Division 2 : SRWT : 267.687,45 € hors TVA;
- Division 3 : SPGE : 733.707,26 € hors TVA;

Soit un total de : 2.487.469,71 € hors TVA, soit 2.799.545,46 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23, 25 et 38 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir :

- un certificat d'agrégation en catégorie C – classe 6;
- une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire attestant qu'il ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires relatifs à la Division 1 - Ville de Tournai sont prévus au budget extraordinaire 2014 à concurrence de 1.800.000,00 € sous l'article 4215/731-60 (financement : 900.000,00 € par emprunt et 900.000,00 € par subside).

Article 6 : de transmettre la présente délibération à la tutelle générale d'annulation lors de la désignation de la firme adjudicataire et au ministère subsidiant – DGO1.

16. Piscine de Kain. Travaux d'adaptation du système de régulation. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La piscine de Kain est équipée d'un système de régulation de type modulaire afin d'effectuer de façon intelligente et automatisée la gestion des consignes et des demandes de température de l'eau des

bassins, de la boucle de chauffage, du traitement de l'air dans le hall des bassins ainsi que des vestiaires. Un régulateur organise également en cascade la demande des chaudières.

Le remplacement des groupes de traitement de l'air ainsi que la nécessité d'améliorer le système nous imposent des travaux d'adaptation du système actuel de régulation HVAC et ce, dans le respect des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 portant sur les conditions sectorielles des bassins de natation.

Nous vous proposons de passer un marché de travaux ayant pour objet les travaux d'adaptation du système de régulation de la piscine de Kain, par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Le coût estimé de ce marché s'élève à ± 8.264,47 € hors TVA soit ± 10.000,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Un crédit de 171.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 7644/724-60.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que la piscine de Kain est équipée d'un système de régulation de type modulaire afin d'effectuer de façon intelligente et automatisée la gestion des consignes et des demandes de température de l'eau des bassins, de la boucle de chauffage, du traitement de l'air dans le hall des bassins ainsi que des vestiaires; qu'un régulateur organise également en cascade la demande des chaudières;

Considérant que le remplacement des groupes de traitement de l'air ainsi que la nécessité d'améliorer le système imposent des travaux d'adaptation du système actuel de régulation HVAC et ce,

dans le respect des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 portant sur les conditions sectorielles des bassins de natation;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de travaux ayant pour objet les travaux d'adaptation du système de régulation de la piscine de Kain, par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à ± 8.264,47 € hors TVA soit ± 10.000,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 171.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 7644/724-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet l'adaptation du système de régulation de la piscine de Kain estimé à ± 8.264,47 € hors TVA soit ± 10.000,00 € TVA comprise. Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché sera conclu conformément aux dispositions de l'article 110 § 2 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : le marché sera constaté par simple facture acceptée, selon l'article 105 § 1<sup>er</sup>, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 171.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 7644/724-60.

17. Hall des sports de Kain. Mobilier de la buvette. Crédit-bail. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Il s'avère nécessaire de passer un marché de fournitures ayant pour objet le crédit-bail du mobilier destiné à la buvette du hall sportif de Kain.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 40.000,00 € hors TVA (valeur mensuelle du marché estimée à 833,33 € hors TVA multipliée par quarante-huit).

Il vous est proposé de passer ce marché de fournitures par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 26, 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment les articles 5 § 2, 136 et suivants;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de passer un marché de fournitures ayant pour objet le crédit-bail du mobilier destiné à la buvette du hall sportif de Kain;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 40.000,00 € hors TVA (valeur mensuelle du marché estimée à 833,33 € hors TVA multipliée par 48);

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

## DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet le crédit-bail du mobilier destiné à la buvette du hall sportif de Kain, estimé à 40.000,00 € hors TVA (valeur mensuelle du marché estimée à 833,33 € hors TVA multipliée par 48), ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi d'une part par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : le marché sera conclu conformément à l'article 110, 2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

18. Musée d'Histoire militaire. Aménagement et rénovation de la salle Fontenoy. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Afin d'aménager la salle dite «Fontenoy» pour la dédier à l'histoire militaire de Tournai sous l'Ancien Régime s'achevant par l'évocation de Fontenoy, il s'avère nécessaire de passer un marché de travaux qui consisterait en des travaux d'électricité, de peinture et de finitions intérieures et extérieures.

Ce marché de travaux est estimé à 69.996,45 € TVA comprise.

Nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'article 771/124-60 du budget extraordinaire 2014.  
Ce montant sera financé par emprunt.

Il vous appartient d'approuver les modes et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que le musée d'Histoire militaire dispose d'une salle inoccupée et qu'il serait intéressant d'ouvrir une salle permanente dédiée à l'histoire militaire de Tournai sous l'Ancien Régime s'achevant par l'évocation de Fontenoy;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de passer un marché de travaux afin d'aménager cette salle;

Considérant que les travaux consisteraient notamment en des travaux d'électricité, de peinture et de finitions intérieures et extérieures;

Considérant que ce marché est estimé à 57.848,31 € hors TVA soit 69.996,45 € TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 771/724-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet l'aménagement de la salle Fontenoy du musée d'Histoire militaire, estimé à 57.848,31 € hors TVA soit 69.996,45 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.



Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi d'une part par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 771/124-60.  
Ce marché sera financé par emprunt.

19. Marché conjoint de fourniture de gasoil de chauffage. Convention entre la Ville et le Centre public d'action sociale. Approbation.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale (CPAS) de Tournai concluent régulièrement des marchés de fournitures et/ou de services nécessaires au bon fonctionnement de leurs institutions respectives.

La Ville et le CPAS souhaitent dans le cadre des marchés de fournitures et/ou de services identiques procéder à des marchés conjoints pour certains marchés bien déterminés.

Les marchés conjoints entre la Ville et le CPAS concernant la fourniture de carburant destiné aux véhicules et du gasoil de chauffage arrivent à échéance en septembre prochain.

Le regroupement des commandes aura, en outre, pour conséquence, l'obtention de rabais et la simplification des procédures administratives.

Le lancement de ces marchés conjoints répond aux diverses directives émanant de la Région wallonne et du CRAC appelant à renforcer les synergies Ville-CPAS.

Ces marchés devraient être passés par adjudication ouverte avec publicité européenne.

Dans ce contexte, les services juridiques du CPAS et de la Ville de Tournai ont rédigé un projet de convention dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- le CPAS désigne la Ville de Tournai comme pouvoir adjudicateur et délègue ses compétences dans le cadre de la procédure d'attribution des marchés publics conjoints relatifs à la fourniture de carburant destiné aux véhicules et du gasoil de chauffage;
- les obligations réciproques des parties visant le bon déroulement de la procédure sont fixées;
- la convention est conclue à titre gratuit et pour une durée déterminée d'un an à compter de sa signature. Elle est résiliable moyennant un préavis de 3 mois notifié à l'autre partie.

Nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, de marquer votre accord sur les termes de la convention précitée."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale (CPAS) de Tournai concluent régulièrement des marchés de fournitures et/ou de services nécessaires au bon fonctionnement de leurs institutions respectives;

Considérant que ces derniers souhaitent dans le cadre des marchés de fournitures et/ou de services identiques procéder à des marchés conjoints pour certains marchés bien déterminés;

Considérant que les marchés conjoints entre la Ville et le CPAS concernant la fourniture de carburants destinés aux véhicules et du gasoil de chauffage arrivent à échéance en septembre 2014;

Considérant que le regroupement des commandes aura en outre, pour conséquence, l'obtention de rabais et la simplification des procédures administratives;

Considérant que le lancement de ces marchés conjoints répond aux diverses directives émanant de la Région wallonne et du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) appelant à renforcer les synergies Ville-CPAS;

Considérant que ces marchés devraient être passés par adjudication ouverte avec publicité européenne;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

d'approuver les termes du projet de convention visant la passation de marchés conjoints, pour la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale, en vue de la fourniture de carburant destiné aux véhicules et du gasoil de chauffage :

#### **"\_Entre d'une part :**

L'Administration communale de Tournai, rue Saint-Martin, 52 à 7500 TOURNAI représentée par ....., TITRE ....., et M. ...., TITRE ....., ci-après dénommée "la Ville de TOURNAI"; agissant en vertu d'une décision du Conseil communal du 30 juin 2014,

et, d'autre part :

Le Centre public d'action sociale de Tournai, boulevard Lalaing, 41 à 7500 TOURNAI, représenté par M. ...., TITRE ....., et M. ...., TITRE ....., ci-après dénommé "le CPAS de TOURNAI",  
agissant en vertu d'une décision du Conseil de l'action sociale du 26 juin 2014.

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIVIT :

La Ville et le CPAS de Tournai concluent régulièrement des marchés de fournitures et/ou de services nécessaires au bon fonctionnement de leurs institutions respectives.

La Ville et le CPAS de Tournai souhaitent, dans le cadre des marchés de fournitures et/ou de services identiques, procéder à des marchés conjoints pour certains marchés bien déterminés.

Les marchés conjoints entre la Ville et le CPAS concernant la fourniture de carburant destiné aux véhicules et de gasoil de chauffage arrivent à échéance en septembre prochain.

Le regroupement des commandes aura en outre, pour conséquence, l'obtention de rabais et la simplification des procédures administratives.

Le lancement de ces marchés conjoints répond aux diverses directives émanant de la Région wallonne et du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) appelant à renforcer les synergies Ville-CPAS.

Ces marchés devraient être passés par adjudication ouverte avec publicité européenne.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

#### Article 1<sup>er</sup>

Conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006, le CPAS de Tournai désigne la Ville de Tournai comme pouvoir adjudicateur et délègue ses compétences dans le cadre de la procédure d'attribution des marchés publics conjoints relatifs à la fourniture de carburant destiné aux véhicules et du gasoil de chauffage.

#### Article 2 : Obligations des parties

- 1) La Ville et le CPAS de Tournai s'engagent à se fournir mutuellement dans le respect d'un planning joint en annexe l'ensemble des renseignements nécessaires (types de fournitures, quantités présumées, sites concernés, estimation du marché, la personne de contact pour la gestion, etc.) pour déterminer les besoins dans le cadre des marchés publics conjoints repris à l'article 1<sup>er</sup>;
- 2) La Ville et le CPAS de Tournai s'engagent à prévoir annuellement les crédits budgétaires nécessaires et relatifs aux marchés publics conjoints repris à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention;
- 3) Les conditions de marché prévoiront une facturation et un paiement séparé pour chacun des participants au marché, étant entendu que chacune des parties garantira l'autre contre les conséquences liées à un retard de paiement;
- 4) Dans l'hypothèse d'un prélèvement sur le cautionnement pour cause de non-exécution du marché, le montant prélevé sera équitablement réparti entre la Ville et le CPAS, et ce proportionnellement au préjudice subi ensuite de l'inexécution fautive.

Article 3 :

La Ville et le CPAS de Tournai se tiendront mutuellement informés tout au long de la procédure et se communiqueront, dans le respect des modalités prévues par le planning joint en annexe, les extraits au registre des délibérations, une copie des clauses administratives du cahier spécial des charges et la fiche technique du marché repris dans la présente convention.

Article 4 :

La présente convention est conclue à titre gratuit et pour une durée déterminée d'un an à compter de sa signature.

Elle est résiliable ad nutum par chacune des parties moyennant un préavis de 3 mois notifié par lettre recommandée."

20. Centres culturels et sportifs de Satta à Templeuve et de Maulde. Acquisition de tentures. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le remplacement des tentures dans les salles culturelles de SATTÀ à Templeuve et de Maulde est indispensable vu l'état de vétusté des tentures existantes (quand elles en disposent). Celles-ci servent à occulter la lumière pour certaines festivités ou manifestations sportives. De plus, dans un souci de sécurité, nous sommes dans l'obligation de munir nos installations de tentures ignifugées (les tentures existantes ne le sont pas).

Nous vous proposons de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de tentures destinées aux centres culturels de Maulde et SATTÀ à Templeuve et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 10.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 7641/724-60. Ce montant sera financé par boni.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Pour Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, "c'est une obligation d'avoir des tentures ignifugées". Elle pensait que tous les bâtiments communaux en étaient pourvus.

Le **Président** de séance entend la remarque. Il rappelle toutefois que le point concerne uniquement les centres culturels et sportifs de Templeuve et de Maulde.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que le remplacement des tentures dans les salles culturelles de SATTA à Templeuve et de Maulde est indispensable vu l'état de vétusté des tentures existantes (quand il y en a);

Considérant que celles-ci servent à occulter la lumière pour certaines festivités ou manifestations sportives et que, dans un souci de sécurité, il y a obligation de munir les installations communales de tentures ignifugées (les tentures existantes ne le sont pas);

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de tentures destinées aux centres culturels de Maulde et SATTA à Templeuve et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 10.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 7641/724-60; que ce montant sera financé par boni;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de fournitures de tentures destinées aux centres culturels de Maulde et SATTA à Templeuve pour un montant estimé à ± 4.000,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110-2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché sera conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : un crédit de 10.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 7641/724-60. Ce montant sera financé par boni.

21. Service Informatique. Acquisition de matériel informatique 2014. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Vu la note du service informatique stipulant que :

" Vu l'âge critique atteint par les PC du parc informatique qui ne permet pas un upgrade vers un autre système d'exploitation que Windows XP (plus sécurisé par Microsoft depuis le 8 avril 2014);

Vu la vétusté du matériel de projection (projecteurs et écrans de projection) utilisé dans les différentes salles;

Vu la nécessité de constituer une réserve de tablettes pour pouvoir répondre rapidement à une perte ou un vol;

Vu la nécessité, pour le service informatique, de disposer d'une tablette de test pour pouvoir configurer les appareils mis à disposition des agents;

Il est opportun de passer le marché d'acquisition de fournitures informatiques".

Le cahier des charges établi par le service informatique propose de passer un marché de fournitures à lots, ayant pour objet général l'acquisition de matériel informatique et ventilé comme suit :

	<u>Montant hors TVA</u>
Lot 1 : acquisition de PC Desktop- PC Laptop- Ecrans PC	128.700,00 €
Lot 2 : matériel de projection	4.490,00 €
Lot 3 : tablettes	1.572,00 €
Représentant un montant total de	134.762,00 €
Soit TVA 21 % comprise	163.062,02 €

Il est proposé, au vu de l'estimation de passer ce marché de fournitures, par procédure négociée directe avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 2, 1° d de la loi du 15 juin 2006.

Les crédits sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53 et financés par emprunt.

Nous vous invitons à approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Après avoir remercié le Collège communal pour la présentation du schéma directeur informatique, Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, intervient comme suit :

" Ce point me permet de réagir suite à l'audit réalisé par la Ville sur la situation de l'équipement informatique et du personnel destiné à le faire fonctionner. Nous décidons d'acheter aujourd'hui pour un montant de 163.000,00 € afin de renouveler ou de compléter cet équipement, mais ce n'est qu'une première étape.

Nous sommes inquiets des conclusions de l'audit et sur le schéma directeur informatique. Nous acceptons les objectifs (voir page 5 introduction), mais cet état des lieux nous révèle un manque de prévoyance en cette matière.

Nous avons eu l'habitude durant les 10 dernières années de voir apparaître régulièrement des dépenses en équipement informatique ou en maintenance du parc informatique. A chaque fois, lorsque nous posions des questions sur la nécessité de ces dépenses, vous nous répondiez invariablement qu'il fallait absolument mettre à jour et que nous travaillions à Tournai de manière intelligente en synergie avec le CPAS, que des économies d'échelle importantes étaient réalisées par ce biais.

Aujourd'hui, les constats sont bien différents (voir page 8) : départ programmé des concepteurs des applications alors qu'il faut absolument faire tourner le système et que personne n'en a la compétence, il faudra faire appel à des consultants extérieurs. Aujourd'hui, à la Ville, il n'existe pas de service "help desk" pour répondre rapidement aux problèmes informatiques. En 2012, on a racheté le parc de PC vieillissants en fin de leasing (page 20) : pourquoi ?"

Le **Président** de séance répond comme suit :

" Les constats, qui sont posés, ont été partiellement évoqués au Conseil. Le système utilisé jusqu'à présent par la Ville a été considéré par la nouvelle majorité comme trop onéreux. De quoi s'agit-il ? D'abord, nous avons une duplication, même s'il y a des collaborations entre la Ville et le CPAS. Nous avons intérêt à avancer vers un modèle intégré. Les programmeurs informatiques n'avaient pas leur siège à la Ville. Ils développaient les applications à partir du CPAS. Autre constat, la Ville ne contrôlait pas son système informatique en interne, mais avait utilisé du leasing. Elle avait donc externalisé une partie des tâches du contrôle informatique et perdait ainsi une partie de la maîtrise informatique. Ce constat étant établi, dans l'accord de majorité, nous avons prévu qu'il fallait recourir à une expertise interne, en collaboration avec le CPAS. Qu'avons-nous fait ? Nous avons recruté un ingénieur informaticien. Le Conseil communal a voté son statut. C'est grâce à la collaboration et aussi à la mise en place d'une structure transversale qui permet le dialogue dans tous les services administratifs à la Ville et sous la direction du directeur général adjoint, que nous avons pu définir un nouveau plan pluriannuel, à un horizon de cinq ans.

Autre élément, cet ingénieur a posé un certain nombre de constats. D'abord, sur l'obsolescence des programmes et du matériel. Il a défini des pistes de solutions.

La première étape concerne l'acquisition d'un matériel qui va permettre de remettre tout à niveau. C'est l'objet du marché qui vous est proposé. Ce marché ne porte pas seulement sur du "hardware" mais aussi sur l'interconnexion des différents services. Vous avez vu notamment que nous sommes progressivement passés de postes de travail autonomes vers des postes de travail virtualisés qui vont rechercher leurs informations sur un serveur central. Ça, c'est également une révolution qui s'est faite à l'administration. Pourquoi avoir racheté le matériel en fin de leasing ? Nous avons le choix : on poursuivait le leasing ou on sortait du système. C'est le choix que nous avons fait. Nous considérons que le leasing était trop cher par rapport à la qualité qu'il nous offrait.

A propos de risques informatiques, il est effectivement prévu d'avoir une analyse des risques avec un dispositif d'alerte qui doit permettre à notre ingénieur de proposer les options stratégiques les plus pertinentes."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu la note du Service Informatique stipulant que :

" Vu l'âge critique atteint par les PC du parc informatique qui ne permet pas un upgrade vers un autre système d'exploitation que Windows XP (plus sécurisé par Microsoft depuis le 8 avril 2014);

Vu la vétusté du matériel de projection (projecteurs et écrans de projection) utilisé dans les différentes salles;

Vu la nécessité de constituer une réserve de tablettes pour pouvoir répondre rapidement à une perte ou un vol;

Vu la nécessité, pour le service informatique, de disposer d'une tablette de test pour pouvoir configurer les appareils mis à disposition des agents;

Il est opportun de passer le marché d'acquisition de fournitures informatiques";

Vu le cahier des charges établi par le Service Informatique aux termes duquel il est proposé de passer un marché de fournitures à lots, ayant pour objet général l'acquisition de matériel informatique et ventilé comme suit :



	<u>Montant hors TVA</u>
Lot 1 : acquisition de PC Desktop - PC Laptop - Ecrans PC	128.700,00 €
Lot 2 : matériel de projection	4.490,00 €
Lot 3 : tablettes	<u>1.572,00 €</u>
Représentant un montant total de	134.762,00 €
Soit TVA 21 % comprise	163.062,02 €;

Considérant qu'il est proposé, au vu de l'estimation de passer ce marché de fournitures, par procédure négociée directe avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 2, 1° d de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53 et financés par emprunt;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de fournitures à lots ayant pour objet général l'acquisition de matériel informatique et ventilé comme suit :

	<u>Montant hors TVA</u>
Lot 1 : acquisition de PC Desktop- PC Laptop- Ecrans PC	128.700,00 €
Lot 2 : matériel de projection	4.490,00 €
Lot 3 : tablettes	<u>1.572,00 €</u>
Représentant un montant total de	134.762,00 €
Soit TVA 21 % comprise	163.062,02 €

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée directe avec publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 2, 1° d de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi d'une part par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et, d'autre part, par les dispositions du cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : Les critères de sélection qualitative sont arrêtés comme suit :

- par le dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion décrits aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal 15 juillet 2011;
- une déclaration bancaire appropriée;
- une copie de l'assurance des risques professionnels et la mention des montants assurés;

- la liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente ou, lorsque le destinataire a été un acheteur privé, par une attestation de l'acheteur ou à défaut simplement par une déclaration du fournisseur;
- une déclaration mentionnant les techniciens ou les services techniques qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise du soumissionnaire.

Article 5 : les critères d'attribution sont ventilés et pondérés comme suit :

Les critères d'attribution du marché sont répartis sur 100 points.

<b>1. Le prix</b> Montant de l'offre pour la fourniture et les fonctionnalités demandées Coût d'installation et de configuration Montant des suppléments (licences, fonctionnalités additionnelles...) Coût de la maintenance annuelle	<b>45</b>
<b>2. La qualité de la solution proposée d'un point de vue technique</b> Maturité des produits, sécurité, robustesse de la solution Intégration dans l'environnement actuel et en fonction des projets à court terme Evolutivité Logiciels de gestion, outils fournis Qualité de la maintenance, du support, délais d'intervention... Compatibilité et intégration dans l'environnement du parc informatique	<b>30</b>
<b>Souplesse du contrat et de son exécution</b>	<b>15</b>
<b>3. Mise en place : efforts / délai / adaptation...</b> Temps / rapidité de mise en place de la solution Etapas et phases de livraison, d'installation, de configuration	<b>10</b>

Niveaux techniques satisfaisants : pour être retenues, les entreprises devront avoir obtenu au moins 18, 9 et 6 points pour les critères 2, 3 et 4 respectivement, et totaliser un minimum de 65 points pour l'ensemble des critères.

Article 6 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53 et financés par emprunt.

22. Tournai. Eclairage public. Fort rouge. Réparations suite à dégradations. Quai du Marché au Poisson. Remise en état d'un luminaire. Réduit des Sions. Remplacement de tubes luminaireux. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) Vous avez décidé, en séance du 19 novembre 2012, de faire élaborer le projet relatif à l'éclairage public dans le cadre du dossier suivant : amélioration de l'éclairage vandalisé en fond de fosse du Fort Rouge, rue Perdue (projet 58.336) estimée à 15.834,39 € TVA comprise (fourniture et travaux) et de

confier à l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) l'ensemble des prestations de service liées à l'élaboration et à la bonne exécution du susdit projet.

En date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets est née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie en ce et y compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut.

ORES a exécuté, sans l'accord de l'Administration, en date du 25 septembre 2013, le remplacement d'ouvrages accidentés ou vandalisés au "Fort Rouge" pour un montant s'élevant à 13.086,27 € hors TVA (taxe à acquitter par le cocontractant –arrêté royal n° 1 article 20).

Ces travaux ne constituaient pas un projet d'amélioration d'éclairage public, au sens de la circulaire Furlan, mais portaient sur une simple réparation au sens de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008, relatif à l'obligation de service public à charge des gestionnaires de réseau de distribution.

Les crédits inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60 permettent de supporter les dépenses.

Il vous appartient d'approuver l'exécution de ces travaux.

- 2) Par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut a été désignée en tant que gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de Tournai.

L'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics précise que la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne".

L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008, relatif à l'obligation de service public à charge des gestionnaires de réseau de distribution, indique une obligation de service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public.

En date du 31 décembre 2013, ORES Assets est née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonne de distribution d'énergie en ce et y compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut.

Par courrier daté du 8 avril 2014, ORES a indiqué, suite à l'intervention de son service dépannage que le luminaire Géolum n° 255/14647 sis quai du Marché au Poisson a fait l'objet de dégradations causées par des tiers dans le cadre d'un accident et que le coût de la remise en état s'élève forfaitairement à 3.915,89 € hors TVA soit 4.738,22 € TVA 21 % comprise.

Les services techniques communaux ont émis un avis favorable sur ce devis.

Des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60.

3) En date du 29 avril 2013, vous avez décidé de confier à ORES l'exécution des travaux de remplacement des tubes lumineux sur le territoire de Tournai ventilé en trois phases successives :

- Phase 1 : Kain et Mont-Saint-Aubert (213 luminaires)
- Phase 2 : Templeuve, Ramegnies-Chin, Blandain (212 luminaires)
- Phase 3 : Rumillies, Mourcourt, Froyennes, Orcq, Marquain, Lamain, Tournai et Vaulx (221 luminaires)

représentant un montant d'intervention communale de 2.328,62 € hors TVA, soit 2.817,63 € TVA comprise.

En date du 23 mai 2014, ORES a transmis un devis relatif à une quatrième phase de remplacement des tubes lumineux de l'entité portant sur le réduit des Sions à Tournai, estimée forfaitairement à 4.962,38 € hors TVA, soit 6.004,48 € TVA 21 % comprise, et pour laquelle l'intervention communale s'élève à 82,38 € hors TVA soit 99,68 € TVA comprise.

Des crédits permettant de supporter cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60.

Nous vous proposons d'approuver l'exécution de ces travaux par ORES, pour un montant de 82,38 € hors TVA soit 99,68 € TVA comprise."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu sa décision du 19 novembre 2012 de faire élaborer le projet relatif à l'éclairage public dans le cadre du dossier suivant : amélioration de l'éclairage vandalisé en fond de fosse du Fort Rouge, rue Perdue (projet 58.336) estimé à 15.834,39 € TVA comprise (fourniture et travaux) et de confier à l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) l'ensemble des prestations de services liées à l'élaboration et à la bonne exécution du susdit projet;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets est né de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie en ce et y compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Considérant qu'ORES a exécuté, sans l'accord de l'administration, en date du 25 septembre 2013, le remplacement d'ouvrages accidentés ou vandalisés au "Fort Rouge" pour un montant s'élevant à 13.086,27 € hors TVA (taxe à acquitter par le cocontractant – arrêté royal n° 1 article 20);

Considérant que ces travaux ne constituaient pas un projet d'amélioration d'éclairage public, au sens de la circulaire Furlan, mais portaient sur une simple réparation au sens de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008, relatif à l'obligation de service public à charge des gestionnaires de réseau de distribution;

Considérant que des crédits inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60 permettent de supporter la dépense;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**d'approuver les travaux de remplacement d'ouvrages accidentés ou vandalisés au "Fort Rouge"**, exécutés par ORES Assets, en vertu de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, s'élevant à 13.086,27 € hors TVA (taxe à acquitter par le cocontractant – arrêté royal n° 1 article 20). La TVA d'un montant de 2.748,12 € sera payée auprès du Service public fédéral Finances. Les dépenses seront imputées sous l'article 426/735-60 du budget extraordinaire 2014 (financées par emprunt).

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (I.E.H.) a été désignée en tant que gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mettant à charge des gestionnaires de réseau de distribution une obligation de service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets est née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie en ce et y compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Vu le courrier daté du 8 avril 2014 émanant d'ORES par lequel celle-ci a indiqué, suite à l'intervention de son service dépannage, que le luminaire Géolum n° 255/14647 sis quai du Marché au Poisson avait fait l'objet de dégradations causées par des tiers dans le cadre d'un accident et que le coût de la remise en état s'élève forfaitairement à 3.915,89 € hors TVA soit 4.738,22 € TVA 21 % comprise;

Vu l'avis favorable des services techniques communaux;

Considérant que des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, la **remise en état du luminaire Géolum n° 255/14647 sis quai du Marché au Poisson**, au montant forfaitaire de 3.915,89 € hors TVA soit 4.738,22 € TVA comprise;

Article 2 : d'imputer les dépenses résultant de l'exécution de cette remise en état sous l'article 426/735-60 du budget extraordinaire 2014. Ces crédits sont financés par emprunt.

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu sa décision du 29 avril 2013 de confier à l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) l'exécution des travaux de remplacement des tubes lumineux sur le territoire de Tournai ventilé en trois phases successives :

- Phase 1 : Kain et Mont-Saint-Aubert (213 luminaires)
  - Phase 2 : Templeuve, Ramegnies-Chin, Blandain (212 luminaires)
  - Phase 3 : Rumillies, Mourcourt, Froyennes, Orcq, Marquain, Lamain, Tournai et Vaulx (221 luminaires)
- représentant un montant d'intervention communale de 2.328,62 € hors TVA, soit 2.817,63 € TVA comprise;

Considérant qu'en date du 23 mai 2014, ORES a transmis un devis relatif à une quatrième phase de remplacement des tubes lumineux de l'entité portant sur le réduit des Sions à Tournai, estimée forfaitairement à 4.962,38 € hors TVA, soit 6.004,48 € TVA 21 % comprise, et pour laquelle l'intervention communale s'élève à 82,38 € hors TVA soit 99,68 € TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : de confier à ORES ASSETS l'exécution des travaux de **remplacement des tubes lumineux sur le territoire de Tournai (phase 4 : Réduit des Sions)** estimés forfaitairement à 4.962,38 € hors TVA, soit 6.004,48 € TVA 21 % comprise, et pour laquelle l'intervention communale s'élève à 82,38 € hors TVA soit 99,68 € TVA comprise.

Article 2 : les crédits nécessaires sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60 (financés par emprunt).

23. Service incendie. Acquisition de matériel radio. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le service incendie dispose comme moyen de communication de portatifs utilisant le réseau "ASTRID".

Trois radios sont hors service et irréparables et d'autres doivent subir un remplacement de batteries, de connecteurs ou de coques de protection.

Le manque de portatifs se fait ressentir lors des diverses interventions, vu le nombre d'intervenants présents, en ce compris les membres du service incendie et de l'administration communale.

Vu l'état de ce matériel et l'inventaire des radios nécessaires, le service incendie devrait disposer de 12 radios, 10 batteries, 20 coques de protection arrière et 24 coques de protection pour batteries.

Il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel radio destiné au service incendie, dont le coût estimé à 8.205,40 € hors TVA soit 9.928,53 € TVA comprise.

Ce marché ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Les crédits sont prévus par voie de modification budgétaire présentée en même séance.

Nous vous invitons à approuver les mode et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que le Service Incendie dispose comme moyen de communication des portatifs utilisant le réseau "ASTRID";

Considérant que trois radios sont hors service et irréparables et que d'autres doivent subir un remplacement soit de batteries, de connecteurs ou de coques de protection;

Considérant que le manque de portatifs se fait ressentir lors des diverses interventions, vu le nombre d'intervenants présents, en ce compris les membres du Service Incendie et de l'Administration communale;

Considérant que, vu l'état du matériel et l'inventaire du nombre de radios utiles et nécessaires, le Service Incendie devrait disposer de 12 radios, 10 batteries, 20 coques de protection arrière et 24 coques de protection pour batteries;

Considérant qu'il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel radio destiné au Service Incendie, dont le coût est estimé à 8.205,40 € hors TVA, soit 9.928,53 € TVA comprise, et que ce marché ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité ;

Considérant que les crédits sont prévus par voie de modification budgétaire présentée en même séance;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel radio destiné au Service Incendie, estimé à ± 8.205,40 € hors TVA soit 9.928,53 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.



Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1<sup>er</sup> à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1<sup>er</sup>, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application (disposition facultative mais conseillée).

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire présentée en même séance.

24. Service espaces verts. Réparation de la débroussailleuse à fléaux. Mode et conditions de passation du marché

Monsieur l'Echevin **P. ROBERT** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La débroussailleuse à fléaux du service des espaces verts est hors d'usage et nécessite d'importantes réparations, impossibles à réaliser par le personnel communal vu la spécificité et la vétusté de ce matériel.

La saison de fauchage le long des voiries ayant déjà débuté, il convient dès lors de passer un marché de services ayant pour objet la réparation de cette débroussailleuse à fléaux.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 9.318,18 € hors TVA, soit 11.275,00 € TVA comprise, et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Les crédits utiles pour couvrir la dépense sont inscrits sous l'article 421/745-98 par voie de modification budgétaire présentée en même séance.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1311-5 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que la débroussailleuse à fléaux du Service des espaces verts est hors d'usage et nécessite d'importantes réparations, impossibles à réaliser par le personnel communal vu la spécificité et la vétusté de ce matériel;

Considérant que la saison de fauchage le long des voiries ayant déjà débuté, il convient de passer un marché de services ayant pour objet la réparation de la débroussailleuse à fléaux du Service des espaces verts;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 9.318,18 € hors TVA soit 11.275,00 € TVA comprise et qu'il ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant que les crédits utiles pour couvrir la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 421/745-98;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de services ayant pour objet la réparation de la débroussailleuse à fléaux du Service des espaces verts pour un montant estimé à 11.275,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi d'une part par les articles 1<sup>er</sup> à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1<sup>er</sup>, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits pour couvrir la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 421/745-98 par voie de modification budgétaire présentée en même séance.

25. Finances communales. Exercice 2013. Comptes annuels. Arrêt provisoire. Approbation.

26. Finances communales. Exercice 2014. Modification budgétaire numéro 1. Approbation.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture des deux rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) Nous vous présentons les comptes annuels de l'exercice 2013 de la Ville de Tournai qui se clôturent avec les résultats budgétaires suivants :

	<b>Recettes (Droits nets)</b>	<b>Dépenses (Engagements)</b>	<b>Résultat budgétaire</b>
Service Ordinaire	107.186.907,28	100.478.556,67	<b>6.708.350,61</b>
Service Extraordinaire	52.338.229,20	44.465.398,49	<b>7.872.830,71</b>

Les comptes du précédent exercice affichent donc comme résultat budgétaire au service ordinaire la somme de **6.708.350,61 €** contre en 2012 8.475.661,71 € et en 2011, 6.518.074,49 €.

Les crédits reportés s'élèvent à **2.776.206,64 €** contre **6.137.022,42 €** en 2012 (soit une baisse très importante de 3.360.815,78 € due à la suppression de nombreux crédits budgétaires non renouvelés lors des opérations de report).

En 2008, le financement général des communes a connu une réforme en profondeur.

En effet, la Région wallonne a revu le décret COOLS de 1989, si bien que les dotations spécifiques et l'axe I du plan tonus communal sont incorporés dorénavant dans la dotation communale principale. Le nouveau système de financement comprend aussi un mécanisme d'indexation du fonds.

Sous l'article 021/466-01, nous avons enregistré au Fonds des communes une recette de **18.358.251,77 €** contre 18.245.872,20 € en 2012 et 17.076.736,66 € en 2011 (soit une diminution par rapport à la prévision budgétaire de 18.713.966,09 €).

Parmi les recettes de fonds, nous avons également reçu la mainmorte (117.431,00 €) et une compensation due à la forfaitisation des réductions du précompte immobilier à savoir 402.937,20 € (légère diminution).

La **fiscalité** locale a engendré des recettes pour un montant enrôlé ou non, de 10.944.126,09 € pour des estimations budgétaires de 11.696.300,00 € (94 %). Un montant de 338.288,48 € a été passé en non-valeur au cours de l'exercice.

Les taxes additionnelles (au nombre de 3) versées par l'Etat fédéral s'élèvent globalement à 36.545.917,13 € (soit 89,69 % des prévisions budgétaires contre 93,94 % en 2012 et 97,10 % en 2011). Les frais de perception (1 %) se montent à 173.808,72 €.

Les perceptions se présentent comme suit :

	Budget (en €)	Comptes (en €)	Taux de réalisation	€/habitant <sup>10</sup>
Précompte immobilier	20.163.200,85	18.294.316,25	(90,73 %)	262,43 €
I.P.P.	19.676.032,22	17.380.874,63	(88,34 %)	249,32 €
Autos	906.494,00	870.726,25	(96,05 %)	12,49 €
	40.745.727,07	36.992.938,59		<b>530,65 €</b>

Est venue s'ajouter, dans le cadre du Plan MARSHALL, une dotation régionale couvrant la compensation découlant de l'exonération du précompte immobilier d'un montant de 1.113.326,38 €.

En vertu des dispositions réglementaires qui nous permettent d'enrôler les taxes communales de l'exercice 2013 jusqu'au 30 juin 2014 (soit un montant de **673.900,73 €**), nous obtenons finalement les rendements suivants :

Libellé de la taxe	Budget 2013	Comptes 2013	Enrôlements 2014	Total enrôlé
Enlèvement et traitement des immondices	3.100.000,00	2.932.896,50	12.800,00	<b>2.945.696,50</b>
Force motrice	2.310.000,00	1.628.318,27	294.672,07	<b>1.922.990,34</b>
Panneaux publicitaires	335.000,00	560.212,50	100.000,00	<b>660.212,50</b>
Etablissements dangereux	48.000,00	42.450,00	40.800,00	<b>83.250,00</b>
Banques	45.000,00	42.400,00	500,00	<b>42.900,00</b>
Commerce de frites	23.300,00	20.675,00	39.700,00	<b>60.375,00</b>
Commerces de nuit	25.000,00	20.000,00	5.000,00	<b>25.000,00</b>
Pylônes de diffusion	50.000,00	0,00	50.000,00	<b>50.000,00</b>
Débits de boissons	30.000,00	28.337,50	6.268,78	<b>34.606,28</b>
Piscines	65.000,00	72.500,00	3.000,00	<b>75.500,00</b>
Terrains à bâtir non bâtis	15.000,00	26.275,49	4.430,00	<b>30.705,49</b>
Secondes résidences	68.000,00	60.650,00	4.462,50	<b>65.112,50</b>
Immeubles inoccupés	155.000,00	193.050,02	49.950,00	<b>243.000,02</b>
Ecrits publicitaires	670.000,00	641.620,68	42.348,60	<b>683.969,28</b>
Prestations hygiène publique	1.560.000,00	1.528.215,00	4.000,00	<b>1.532.215,00</b>
Spectacle	115.000,00	127.323,24	11.768,78	<b>139.032,02</b>

<sup>10</sup> La population de la Ville de Tournai est fixée à 69.712 personnes.

cinématographique				
Dancings	6.000,00	3.600,00	4.200,00	<b>7.800,00</b>

A noter que la recette de stationnement a rapporté 577.025,04 € (application de la TVA) pour une prévision de 630.000,00 €. Par contre, les droits d'emplacement pour les marchés locaux atteignent le chiffre de 110.136,00 € soit une importante diminution par rapport à 2012 (12,49 %) et pour une recette budgétisée à 122.000,00 €.

Pour l'exercice, les recettes reprises sous le code 040 représentent donc 48.603.658,69 € soit 45,34 % des recettes totales (mais 53,21 % des recettes de l'exercice propre).

Les **recettes de dettes** (produits financiers bruts et dividendes) s'élèvent à 2.444.408,35 € et représentent donc **2,68 %** des recettes de l'exercice propre.

Le dividende de DEXIA via le HOLDING COMMUNAL n'est plus distribué.

Rappelons qu'en date du 12 décembre 2011, Dexia Banque a été nationalisée et est devenue la BELFIUS Banque sa.

Plus aucune ristourne commerciale de la Société wallonne des eaux (SWDE) ne sera versée dans le cadre de la reprise de la Régie communale des eaux.

Le dividende issu du secteur participation de l'agence intercommunale de développement (IDETA) s'élève à 1.503.336,64 €. A noter que la Ville intente toujours une action en justice pour récupérer les dividendes retenus depuis des années en compensation des travaux de réfection des trottoirs. Le jugement intervenu courant 2012 fit l'objet d'une procédure d'appel mais, en 2013, nous avons reçu un premier versement de 315.042,73 €.

La récupération des charges des emprunts-tiers auprès des Fabriques d'église s'élève à 26.982,85 €.

A noter le versement d'un dividende par l'Intercommunale de propreté publique (IPALLE) de 94.409,86 € et d'une ristourne sur cotisations 2012 de 65.215,92 €.

Dans le cadre de la liquidation du CHRT, un dividende fut versé pour un montant de 700.000,00 € via le liquidateur. Ce montant fut mis en réserve comme sollicité par le CRAC.

La Ville de Tournai n'a plus bénéficié comme en 2010 et 2011 de la subvention fédérale via une convention de la pré-zone opérationnelle du Hainaut occidental (P.Z.O) dont la gestion était intégrée dans notre comptabilité - la prézone disposant dorénavant de sa trésorerie via un compte financier distinct et de ses propres organes de gestion.

Enfin notons la reprise de deux provisions pour un montant de 1.080.000,00 € à savoir :

- sous l'article 104/998-02 : 580.000,00 € (ex-CET)
- sous l'article 330/998-02 : 500.000,00 € (surcoût du personnel de police).

*Les **dépenses** du service ordinaire se présentent comme suit à l'exercice propre :*

	Budget	%	Comptes	Taux de réalisation
Personnel	46.876.570,00 €	49,17 %	46.034.283,50 €	98,20 %
Fonctionnement	13.185.518,32 €	13,83 %	11.813.196,42 €	89,59 %
Transfert	25.516.649,96 €	26,76 %	25.658.985,51 €	100,56 %
Dettes	9.765.183,00 €	10,24 %	9.533.981,71 €	97,62 %
<b>TOTAL</b>	<b>95.343.921,28 €</b>	<b>100 %</b>	<b>93.040.447,14 €</b>	<b>97,58 %</b>

Relevons un prélèvement à l'ordinaire de 1.800.000,00 € pour alimenter le fonds de réserve extraordinaire.

La dotation à la zone de police s'est élevée à 10.422.961,25 € et pour le Centre public d'action sociale, un montant de 9.239.276,00 € a été versé.

Quant à IPALLE, les cotisations versées pour l'incinération s'élèvent à 1.013.824,00 € et pour les parcs à conteneurs à 1.055.488,00 € soit un total de 2.069.312,00 €.

Rappelons qu'au niveau des traitements, une indexation a dû être appliquée au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice 2013.

Les diverses Fabriques d'église ont perçu 868.063,58 € en plusieurs tranches tandis que la Maison de la laïcité recevait 25.600,00 €.

Des subsides ont été distribués à toute une série d'associations de fait ou non, sportives, culturelles, d'aide sociale,... pour un montant de 733.946,00 € (codes 332-02 et 332-03).

Etant donné les problèmes de trésorerie rencontrés, il a été demandé auprès de BELFIUS plusieurs crédits à terme fixe dont le coût s'élève à 4.209,66 € en intérêts débiteurs dans le courant du second semestre de l'année.

Des non-valeurs ont été émises pour annuler des droits constatés non perçus d'exercices antérieurs pour un montant de 403.691,44 € (principalement pour les deux taxes couvrant les prestations d'hygiène publique).

*Le compte budgétaire du **service extraordinaire** se présente comme suit :*

\* au niveau des recettes (exercice propre) :

- recettes de transferts	869.488,72 €
- recettes d'investissements	1.128.591,00 €
- recettes de dettes (emprunts)	<u>4.027.453,95 €</u>
	6.025.533,67 €

La réalisation du patrimoine a permis de récolter des moyens financiers lors de la vente :

- de terrains (BARRY et HERTAIN) 24.111,00 €
- d'immeubles (CET) 750.000,00 € + Maison à ORCQ (160.000,00 €) + cure de Vaulx (192.000,00 €)
- de camions et véhicules 2.480,00 €.

Des prélèvements sur le fonds de réserve extraordinaire ont été constatés pour un montant de 1.872.620,25 €.

Des dédommagements ont été perçus pour un montant de 189.900,37 € (place Saint-Pierre, au service incendie, ETHIAS incendie cimetière de Gaurain).

Nous avons obtenu le remboursement de nos participations dans la société DE LIJN obtenue via l'ex-Caisse d'Epargne de la Ville de Tournai (CET) (31.903,95 €).

\* au niveau des dépenses (exercice propre) :

- dépenses de transferts	392.254,91 €
- dépenses d'investissements	5.716.633,47 €
- dépenses de dettes	<u>302.984,89 €</u>
	6.411.873,27 €

Un prêt remboursable de trésorerie a été accordé à l'intercommunale d'oeuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et cantons limitrophes pour un montant de 150.000,00 € (en recettes sous l'article 871/870-51) et en dépenses (871/820-51) auxquels il faut ajouter une prise de participations dans IPALLE pour 152.984,89 [via la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE) pour le financement des travaux d'égouttage].

En matière de dépenses de transferts (montant de 392.254,91 €), la mise en non-valeur de subsides en capital s'est comptabilisée à un montant de 78.254,28 € et la Ville de Tournai a octroyé des subsides comme suit :

- restauration de la Cathédrale :	31.600,00 €
- club de football FC Etoiles ERE :	2.500,00 €
- fabriques d'église :	245.000,00 €
- Télé-Assistance via le SAIS :	34.900,63 €.

Quant aux dépenses d'investissements, les engagements les plus importants sont :

- Bâtiments communaux – travaux d'aménagement	261.620,22 €
- Administration centrale - informatique	288.124,81 €
- Réfections voiries et autres	2.024.136,66 €
- Ecoles communales – FROIDMONT	1.100.000,00 €
- Maison de la Culture + infrastructures sportives + musées	455.477,48 €
- Travaux études endoscopiques et entretien fossés	680.000,00 €
- Création d'un espace multiphilosophique	762.900,00 €
- Cœur de ville + Plan de lutte intégré contre les inondations (PLICI) + ZACC	366.963,41 €

**De la comptabilité générale**, nous obtenons le compte de résultats suivant pour un total de :

- recettes d'exploitation :	109.148.143,17 €
- dépenses d'exploitation :	107.247.365,43 €

d'où se dégagent . un résultat courant de (mali) :	-	3.748.958,35 €
. un résultat d'exploitation de (mali) :	-	437.121,27 €
. un résultat exceptionnel (boni) :		<u>2.337.899,01 €</u>

. un résultat de l'exercice :

**1.900.777,74 €**

Contrairement à l'exercice 2012, le compte présente un mali courant et un résultat exceptionnel positif !

Schématiquement, nous pouvons présenter le compte de résultats sous les classes principales 6 et 7 (en €) comme suit :

Classe 60	3.898.654,58	Classe 70	47.589.748,13
Classe 61	8.075.632,98	Classe 71	5.806.345,58
Classe 62	46.669.525,62	Classe 72/73	32.718.441,14
Classe 63	26.686.880,09		
Classe 64	6.620.222,95	Classe 74	17.794,65
Classe 65	3.835.605,94	Classe 75	4.905.234,31
Classe 66	10.177.138,04	Classe 76	13.488.975,12
Classe 67	415.827,87	Classe 77	2.748.983,99
Classe 68	<u>2.283.705,23</u>	Classe 78	<u>1.872.620,25</u>
<b>Total</b>	<b>107.247.365,43</b>	<b>Total</b>	<b>109.148.143,17</b>

Classe 69      1.900.777,74    (Boni de l'exercice)

Le bilan présente une masse tant au passif qu'à l'actif de **510.175.830,00 €** compte tenu d'une modification apportée par les autorités de tutelle aux comptes 2012.

La dette communale présente un solde restant dû de 100.930.206,33 € qui se décompose comme suit :

Emprunts	Montant	€/habitant
Emprunts communaux (710)	80.589.229,48 € dont TEC : 34.006,38	1.168,84 €
Emprunts Etat (714)	212.597,33 €	3,12 €
Emprunts tiers (721)	230.113,73 €	3,52 €
Emprunts CRAC (715)	19.864.259,61 €	297,47 €

Rappelons qu'en 2007, la Région wallonne a repris les dettes comprenant tous les emprunts CRAC c'est-à-dire les emprunts d'aide extraordinaire (Axe II, pensions communales, déficit hospitalier - code 715) sauf celui contracté pour financer la construction du nouveau commissariat (n° 3827 – code 715).

Les charges de ces emprunts sont toujours comptabilisées, mais sans impact budgétaire. En conséquence, l'intervention du Centre public d'action sociale (CPAS) dans un emprunt n'est plus réclamée, et une écriture comptable correspondant à l'intervention communale dans les prêts et leurs charges financières est inscrite suivant la circulaire de la Région wallonne du 6 novembre 2008.

Reste toutefois à notre charge l'emprunt contracté pour l'augmentation du capital du Holding communal à hauteur de 2.893.168,64 € en 10 ans auprès du CRAC (échéance 2019).



Sous l'article 00075/211-05, nous retrouvons un montant de 349.798,43 € à titre de charges annuelles (intérêts + amortissements).

La valeur comptable de la dette communale (solde restant dû) a donc évolué comme suit au cours de ces dernières années :

- 2006 :	96.610.317,37 €
- 2007 :	94.885.105,47 €
- 2008 :	95.837.469,85 €
- 2009 :	97.712.448,69 €
- 2010 :	102.171.055,50 €
- 2011 :	110.598.025,72 €
- 2012 :	102.860.799,26 €

Grâce au remboursement anticipé en 2012 de certains emprunts CRAC [n° 3601, 3937, 3944, 4013 (partie)] via le goodwill de la reprise de la caisse d'épargne locale, la Ville a obtenu de la Région wallonne une ristourne de 1.096.668,66 € inscrite , au service ordinaire, sous les articles 00020 /464-01 et 00071 /464-01 du compte.

Les actifs immobilisés passent de 427.870.967,38 € à 454.598.810,68 €.

Les immobilisations en cours d'exécution sont passées de 25.574.732,80 € à 27.539.687,28 €.

Les créances à un an au plus se chiffrent à 27.764.543,14 € (soit une baisse de 3.099.291,64 € par rapport à 2012).

La classe 5 reprenant tous les comptes financiers présente un solde de 20.692.866,34 €.

Les dettes à un an au plus connaissent une baisse et passent de 29.495.015,80 € à 14.403.237,97 €.

Schématiquement, nous obtenons le bilan suivant :

<u>ACTIF</u>		<u>PASSIF</u>	
Classe 2	454.598.810,68 €	Classe 1	487.706.462,04 €
Classe 4	27.764.543,14 €	Classe 4	14.403.237,97 €
Classe 5	20.692.866,34 €	Classe 48/49	<u>8.066.129,99 €</u>
Classe 48/49	<u>7.119.609,84 €</u>		
Total :	510.175.830,00 €	Total :	510.175.830,00 €

Nous vous invitons à arrêter provisoirement les comptes annuels 2013 aux chiffres présentés et de les soumettre pour approbation aux autorités de tutelle régionale sachant que les comptes communaux ont été examinés par le comité de direction en date du 11 juin 2014.

N.B. Une nouvelle obligation est venue s'ajouter au travers du décret du 27 mars 2014 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à améliorer le dialogue social. De même, le compte fut transmis pour le 1<sup>er</sup> juin 2014 à la cellule e-

Monsieur le Conseiller communal **B. LAVALLEE** donne lecture du rapport de la 1<sup>ère</sup> commission relative à l'exercice 2013. Comptes annuels et à l'exercice 2014. Modification budgétaire n° 1. :

" Mesdames, Messieurs,

La 1<sup>ère</sup> commission du Conseil communal s'est réunie le 25 juin 2014 à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur le Conseiller communal C. MICHEZ, en vue d'examiner les comptes annuels pour l'exercice 2013 et la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2014.

Madame l'Echevine L. LIENARD, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux J.-M. VANDENBERGHE, M.-C. LEFEBVRE, G. LECLERCQ, B. LAVALLEE, G. HUEZ, A. MELLOUK, D. CLAEYSSENS, Monsieur le Directeur financier E. MOULIN, MM. P.-V. SENELLE, G. GLORIEUX, V. MAIRIE assistaient à cette séance.

Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux B. MAT, H. CLEMENT-COUPLET, E. VANDECAVEYE, C. LADAVID, Monsieur le Directeur général adjoint T. LESPLINGART étaient excusés.

Monsieur le Président C. MICHEZ ouvre la réunion à 18 heures.

#### 1) Modification budgétaire

La Ville a un boni de 738.000,00 € et de 1.700.000,00 à l'exercice propre.

Présentation de la modification budgétaire par Madame l'Echevine L. LIENARD.

#### Questions

a) M. J.-M. VANDENBERGHE : " Pour les dividendes d'électricité, il y a une augmentation de 76.000,00 €, mais quand on fait le total, cela ne correspond pas. "

Réponse : " Il y a une différence entre les dividendes et la redevance ".

b) Mme M.-C. LEFEBVRE : " Pourquoi y a-t-il une baisse au niveau des enlèvements d'immondices ? "

Réponse : " C'est pour coller à la réalité au niveau du budget, car nous y mettons toujours une trop forte somme. "

c) Mme M.-C. LEFEBVRE : " Qu'est-ce que la hausse sur le fonds de réserve ? "

Réponse : " On ne peut plus prélever sur le boni, donc on prend une somme que l'on transfère en fonds de réserve, ce qui fait fondre le boni. "

#### 2) Comptes

Intervention de Mme L. LIENARD :

"Sans cette mauvaise nouvelle du Service fédéral des Finances, [- 700.000,00 € sur l'impôt des personnes physiques (IPP)], le boni aurait été important".

M. Eddy MOULIN, directeur financier, a présenté ensuite les comptes 2013."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant les comptes annuels de l'exercice 2013 de la Ville de Tournai qui se clôturent avec les résultats budgétaires suivants (en euros) :

	<b>Recettes (Droits nets)</b>	<b>Dépenses (Engagements)</b>	<b>Résultat budgétaire</b>
Service Ordinaire	107.186.907,28	100.478.556,67	6.708.350,61
Service Extraordinaire	52.338.229,20	44.465.398,49	7.872.830,71

Considérant l'analyse de ces comptes annuels de l'exercice 2013 :

Les comptes du défunt exercice affichent donc comme résultat budgétaire au service ordinaire la somme de **6.708.350,61 €** contre en 2012 : 8.475.661,71 € et en 2011 : 6.518.074,49 €.

Les crédits reportés s'élèvent à **2.776.206,64 €** contre **6.137.022,42 €** en 2012 (soit une baisse très importante de 3.360.815,78 € due à la suppression de nombreux crédits budgétaires non renouvelés lors des opérations de report).

En 2008, le financement général des Communes a connu une réforme en profondeur.

En effet, la Région wallonne a revu le Décret COOLS de 1989, si bien que les dotations spécifiques et l'axe I du plan Tonus communal sont incorporés dorénavant dans la dotation communale principale. Le nouveau système de financement comprend aussi un mécanisme d'indexation du fonds.

Sous l'article 021/466-01, nous avons enregistré au fonds des communes une recette de **18.358.251,77 €** contre 18.245.872,20 € en 2012 et 17.076.736,66 € en 2011 (soit une diminution par rapport à la prévision budgétaire de 18.713.966,09 €).

Parmi les recettes de fonds, nous avons également reçu la mainmorte (117.431,00 €) et une compensation due à la forfaitisation des réductions du précompte immobilier à savoir 402.937,20 € (légère diminution).

La **fiscalité** locale a engendré des recettes pour un montant, enrôlé ou non, de 10.944.126,09 € pour des estimations budgétaires de 11.696.300,00 € (94 %). Un montant de 338.288,48 € a été passé en non-valeur au cours de l'exercice.

Les taxes additionnelles (au nombre de 3) versées par l'Etat fédéral s'élèvent globalement à 36.545.917,13 € (soit 89,69 % des prévisions budgétaires contre 93,94 % en 2012 et 97,10 % en 2011). Les frais de perception (1 %) se montent à 173.808,72 €.

Les perceptions se présentent comme suit :

Précompte immobilier	Budget (en €)	Comptes (en €)	Taux de réalisation	€ / habitant <sup>11</sup>
	20.163.200,85	18.294.316,25	(90,73 %)	262,43 €
I.P.P.	19.676.032,22	17.380.874,63	(88,34 %)	249,32 €
Autos	906.494,00	870.726,25	(96,05 %)	12,49 €
	40.745.727,07	36.992.938,59		<b>530,65 €</b>

Est venue s'ajouter, dans le cadre du plan MARSHALL, une dotation régionale couvrant la compensation découlant de l'exonération du précompte immobilier d'un montant de 1.113.326,38 €.

En vertu des dispositions réglementaires qui nous permettent d' enrôler les taxes communales de l'exercice 2013 jusqu'au 30 juin 2014 (soit un montant de **673.900,73 €**), nous obtenons finalement les rendements suivants :

Libellé de la taxe	Budget 2013	Comptes 2013	Enrôlements 2014	Total enrôlé
Enlèvement et traitement des immondices	3.100.000,00	2.932.896,50	12.800,00	<b>2.945.696,50</b>
Force motrice	2.310.000,00	1.628.318,27	294.672,07	<b>1.922.990,34</b>
Panneaux publicitaires	335.000,00	560.212,50	100.000,00	<b>660.212,50</b>
Etablissements dangereux	48.000,00	42.450,00	40.800,00	<b>83.250,00</b>
Banques	45.000,00	42.400,00	500,00	<b>42.900,00</b>
Commerce de frites	23.300,00	20.675,00	39.700,00	<b>60.375,00</b>
Commerces de nuit	25.000,00	20.000,00	5.000,00	<b>25.000,00</b>
Pylônes de diffusion	50.000,00	0,00	50.000,00	<b>50.000,00</b>
Débits de boissons	30.000,00	28.337,50	6.268,78	<b>34.606,28</b>
Piscines	65.000,00	72.500,00	3.000,00	<b>75.500,00</b>
Terrains à bâtir non bâtis	15.000,00	26.275,49	4.430,00	<b>30.705,49</b>
Secondes résidences	68.000,00	60.650,00	4.462,50	<b>65.112,50</b>
Immeubles inoccupés	155.000,00	193.050,02	49.950,00	<b>243.000,02</b>
Ecrits publicitaires	670.000,00	641.620,68	42.348,60	<b>683.969,28</b>
Prestations hygiène publique	1.560.000,00	1.528.215,00	4.000,00	<b>1.532.215,00</b>
Spectacle cinématographique	115.000,00	127.323,24	11.768,78	<b>139.032,02</b>
Dancings	6.000,00	3.600,00	4.200,00	<b>7.800,00</b>

A noter que la recette de stationnement a rapporté 577.025,04 € (application de la TVA) pour une prévision de 630.000,00 €. Par contre, les droits d'emplacement pour les marchés locaux atteignent le chiffre de 110.136,00 € soit une importante diminution par rapport à 2012 (12,49 %) et pour une recette budgétisée à 122.000,00 €.

<sup>11</sup> La population de la Ville de Tournai est fixée à **69.712** personnes.

Pour l'exercice, les recettes reprises sous le code 040 représentent donc 48.603.658,69 € soit 45,34 % des recettes totales (mais 53,21 % des recettes de l'exercice propre).

Les **recettes de dettes** (produits financiers bruts et dividendes) s'élèvent à 2.444.408,35 € et représentent donc **2,68 %** des recettes de l'exercice propre.

Le dividende de DEXIA via le HOLDING COMMUNAL n'est plus distribué.

Rappelons qu'en date du 12 décembre 2011, Dexia Banque a été nationalisée et est devenue la BELFIUS Banque sa.

Plus aucune ristourne commerciale de la Société wallonne des eaux (SWDE) ne sera versée dans le cadre de la reprise de la Régie communale des eaux.

Le dividende issu du secteur participation de l'agence intercommunale de développement (IDETA) s'élève à 1.503.336,64 €. A noter que la Ville intente toujours une action en justice pour récupérer les dividendes retenus depuis des années en compensation des travaux de réfection des trottoirs. Le jugement intervenu courant 2012 a fait l'objet d'une procédure d'appel mais en 2013, nous avons reçu un premier versement de 315.042,73 €.

La récupération des charges des emprunts-tiers auprès des Fabriques d'église s'élève à 26.982,85 €.

A noter le versement d'un dividende par IPALLE de 94.409,86 € et d'une ristourne sur cotisations 2012 de 65.215,92 €.

Dans le cadre de la liquidation du Centre hospitalier régional de Tournai (CHRT), un dividende a été versé pour un montant de 700.000,00 € via le liquidateur. Ce montant a été mis en réserve comme sollicité par le CRAC.

La Ville de Tournai n'a plus bénéficié comme en 2010 et 2011 de la subvention fédérale via une convention de la pré-zone opérationnelle du Hainaut occidental (P.Z.O) dont la gestion était intégrée dans notre comptabilité - la prézone disposant dorénavant de sa trésorerie via un compte financier distinct et de ses propres organes de gestion.

Enfin notons la reprise de deux provisions pour un montant de 1.080.000,00 € à savoir :

- sous l'article 104/998-02 : 580.000,00 € [ex-Caisse d'Epargne de la Ville de Tournai (CET)]
- sous l'article 330/998-02 : 500.000,00 € (surcoût du personnel de police)

Les **dépenses** du service ordinaire se présentent comme suit à l'exercice propre :

	Budget	%	Comptes	Taux de réalisation
Personnel	46.876.570,00 €	49.17 %	46.034.283,50 €	98,20 %
Fonctionnement	13.185.518,32 €	13,83 %	11.813.196,42 €	89,59 %
Transfert	25.516.649,96 €	26,76 %	25.658.985,51 €	100,56 %
Dettes	9.765.183,00 €	10,24 %	9.533.981,71 €	97.62 %

TOTAL	95.343.921,28 €	100,00 %	93.040.447,14 €	97,58 %
-------	-----------------	----------	-----------------	---------

Relevons un prélèvement à l'ordinaire de 1.800.000,00 € pour alimenter le fonds de réserve extraordinaire.

La dotation à la zone de police s'est élevée à 10.422.961,25 € et pour le Centre public d'action sociale, un montant de 9.239.276,00 € a été versé.

Quant à l'Intercommunale de propreté publique (IPALLE), les cotisations versées pour l'incinération s'élèvent à 1.013.824,00 € et pour les parcs à conteneurs à 1.055.488,00 € soit un total de 2.069.312,00 €.

Rappelons qu'au niveau des traitements, une indexation a dû être appliquée au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice 2013.

Les diverses fabriques d'église ont perçu 868.063,58 € en plusieurs tranches tandis que la Maison de la Laïcité recevait 25.600,00 €.

Des subsides ont été distribués à toute une série d'associations de fait ou non, sportives, culturelles, d'aide sociale,... pour un montant de 733.946,00 € (code 332-02 et 332-03).

Etant donné les problèmes de trésorerie rencontrés, il a été demandé auprès de BELFIUS plusieurs crédits à terme fixe, dont le coût s'élève à 4.209,66 € en intérêts débiteurs dans le courant du second semestre de l'année.

Des non-valeurs ont été émises pour annuler des droits constatés non perçus d'exercices antérieurs pour un montant de 403.691,44 € (principalement pour les deux taxes couvrant les prestations d'hygiène publique).

Le compte budgétaire du **service extraordinaire** se présente comme suit :

\* au niveau des recettes (exercice propre) :

- recettes de transferts	869.488,72 €
- recettes d'investissements	1.128.591,00 €
- recettes de dettes (emprunts)	<u>4.027.453,95 €</u>
	6.025.533,67 €

La réalisation du patrimoine a permis de récolter des moyens financiers lors de la vente de :

- terrains (BARRY et HERTAIN) 24.111,00 €
- immeubles (CET) 750.000,00 € + Maison à ORCQ (160.000,00 €) + cure de Vaulx (192.000,00 €)
- camions et véhicules 2.480,00 €;

Des prélèvements sur le fonds de réserve extraordinaire ont été constatés pour un montant de 1.872.620,25 €.

Des dédommagements ont été perçus pour un montant de 189.900,37 € (pour la place Saint-Pierre, pour le Service Incendie et le cimetière de Gaurain via ETHIAS).

Nous avons obtenu le remboursement de nos participations dans la société DE LIJN obtenue via l'ex-Caisse d'épargne de la Ville de Tournai (31.903.95 €)

\* au niveau des dépenses (exercice propre) :

- dépenses de transferts	392.254,91 €
- dépenses d'investissements	5.716.633,47 €
- dépenses de dettes	<u>302.984,89 €</u>
	6.411.873,27 €

Un prêt remboursable de trésorerie a été accordé à l'intercommunale d'oeuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et cantons limitrophes (IMSTAM) pour un montant de 150.000,00 € (en recettes sous l'article 871/870-51) et en dépenses (871/820-51) auxquels il faut ajouter une prise de participations dans IPALLE pour 152.984,89 [via la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) pour le financement des travaux d'égouttage].

En matière de dépenses de transferts (montant de 392.254,91 €), la mise en non-valeur de subsides en capital s'est comptabilisée à un montant de 78.254,28 € et la Ville de TOURNAI a octroyé des subsides comme suit :

- restauration de la cathédrale : 31.600,00 €
- club de football FC Etoiles ERE : 2.500,00 €
- fabriques d'église : 245.000,00 €
- Télé-Assistance via le SAIS : 34.900,63.

Quant aux dépenses d'investissements, les engagements les plus conséquents sont :

- Bâtiments communaux – travaux d'aménagement	261.620,22 €
- Administration centrale - informatique	288.124,81 €
- Réfections voiries et autres	2.024.136,66 €
- Ecoles communales – FROIDMONT	1.100.000,00 €
- Maison de la Culture + infrastructures sportives + musées	455.477,48 €
- Travaux études endoscopiques et entretien fossés	680.000,00 €
- Création d'un espace multiphilosophique	762.900,00 €
- Cœur de ville + PLICI + ZACC	366.963,41 €

**De la comptabilité générale,** nous obtenons le compte de résultats suivant pour un total de :

- recettes d'exploitation :	109.148.143,17 €
- dépenses d'exploitation :	107.247.365,43 €

d'où se dégagent . un résultat courant de (mali) :	- 3.748.958,35 €
. un résultat d'exploitation de (mali) :	- 437.121,27 €
. un résultat exceptionnel (boni) :	<u>2.337.899,01 €</u>
. un résultat de l'exercice :	<b>1.900.777,74 €</b>

Contrairement à l'exercice 2012, le compte présente un mali courant et un résultat exceptionnel positif !

Schématiquement, nous pouvons présenter le compte de résultats sous les classes principales 6 et 7 (en €) comme suit :

Classe 60	3.898.654,58	Classe 70	47.589.748,13
Classe 61	8.075.632,98	Classe 71	5.806.345,58
Classe 62	46.669.525,62	Classe 72/73	32.718.441,14
Classe 63	26.686.880,09		
Classe 64	6.620.222,95	Classe 74	17.794,65
Classe 65	3.835.605,94	Classe 75	4.905.234,31
Classe 66	10.177.138,04	Classe 76	13.488.975,12
Classe 67	415.827,87	Classe 77	2.748.983,99
Classe 68	<u>2.283.705,23</u>	Classe 78	<u>1.872.620,25</u>
<b>Total</b>	<b>107.247.365,43</b>	<b>Total</b>	<b>109.148.143,17</b>

Classe 69            1.900.777,74    (boni de l'exercice)

Le bilan présente une masse tant au passif qu'à l'actif de **510.175.830,00 €** compte tenu d'une modification apportée par les autorités de tutelle aux comptes 2012.

La dette communale présente un solde restant dû de 100.930.206,33 € qui se décompose comme suit :

Emprunts	Montant	€/habitant
Emprunts communaux (710)	80.589.229,48 € dont TEC : 34.006,38	1.168,84 €
Emprunts Etat (714)	212.597,33 €	3,12 €
Emprunts tiers (721)	230.113,73 €	3,52 €
Emprunts CRAC (715)	19.864.259,61 €	297,47 €

Rappelons qu'en 2007, la Région wallonne a repris les dettes comprenant tous les emprunts C.R.A.C. c'est-à-dire les emprunts d'aide extraordinaire (Axe II, pensions communales, déficit hospitalier - code 715) sauf celui contracté pour financer la construction du nouveau commissariat (n° 3827 – code 715).

Les charges de ces emprunts sont toujours comptabilisées mais sans impact budgétaire. En conséquence, l'intervention du Centre public d'action sociale (C.P.A.S.) dans un emprunt n'est plus réclamée, et une écriture comptable correspondant à l'intervention communale dans les prêts et leurs charges financières est inscrite suivant la circulaire de la Région wallonne du 6 novembre 2008.

Reste toutefois à notre charge l'emprunt contracté pour l'augmentation du capital du holding communal à hauteur de 2.893.168,64 € en 10 ans auprès du CRAC (échéance 2019).

Sous l'article 00075/211-05, nous retrouvons un montant de 349.798,43 € à titre de charges annuelles (intérêts + amortissements).

La valeur comptable de la dette communale (solde restant dû) a donc évolué comme suit au cours de ces dernières années :

- 2006 :	96.610.317,37 €
- 2007 :	94.885.105,47 €
- 2008 :	95.837.469,85 €
- 2009 :	97.712.448,69 €



- 2010 : 102.171.055,50 €
- 2011 : 110.598.025,72 €
- 2012 : 102.860.799,26 €

Grâce au remboursement anticipé en 2012 de certains emprunts CRAC [n° 3601, 3937, 3944, 4013 (partie)] via le goodwill de la reprise de la caisse d'épargne locale, la Ville a obtenu de la Région wallonne une ristourne de 1.096.668,66 € inscrite , au service ordinaire, sous les articles 00020 /464-01 et 00071 /464-01 du compte.

Les actifs immobilisés passent de 427.870.967,38 € à 454.598.810,68 €.

Les immobilisations en cours d'exécution sont passées de 25.574.732,80 € à 27.539.687,28 €.

Les créances à un an au plus se chiffrent à 27.764.543,14 € (soit une baisse de 3.099.291,64 € par rapport à 2012).

La classe 5 reprenant tous les comptes financiers présente un solde de 20.692.866,34 €.

Les dettes à un an au plus connaissent une baisse et passent de 29.495.015,80 € à 14.403.237,97 €.

Schématiquement, nous obtenons le bilan suivant :

<u>ACTIF</u>		<u>PASSIF</u>	
Classe 2	454.598.810,68 €	Classe 1	487.706.462,04 €
Classe 4	27.764.543,14 €	Classe 4	14.403.237,97 €
Classe 5	20.692.866,34 €	Classe 48/49	<u>8.066.129,99 €</u>
Classe 48/49	<u>7.119.609,84 €</u>		
Total :	510.175.830,00 €	Total :	510.175.830,00 €

Considérant qu'une nouvelle obligation découle de l'application du décret du 27 mars 2014 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à améliorer le dialogue social (communications des comptes communaux aux instances syndicales représentatives);

Considérant que les comptes communaux furent transmis pour le 1<sup>er</sup> juin 2014 à la cellule e-Comptes de la Région wallonne pour les statistiques d'EUROSTAT dans le cadre du pacte européen de stabilité des finances publiques;

Considérant que les comptes communaux de l'exercice 2013 ont été examinés par le comité de direction réuni en séance du 11 juin 2014;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**ARRETE :**

aux chiffres présentés les **comptes annuels de l'exercice 2013** de la Ville de Tournai (comptes budgétaires, bilan, compte de résultats et la synthèse analytique) (en euros) :

#### Compte budgétaire

	<b>Recettes (Droits nets)</b>	<b>Dépenses (Engagements)</b>	<b>Résultat budgétaire</b>
Service ordinaire	107.186.907,28	100.478.556,67	<b>6.708.350,61</b>
Service extraordinaire	52.338.229,20	44.465.398,49	<b>7.872.830,71</b>
	<b>Recettes (Droits nets)</b>	<b>Dépenses (Imputations)</b>	<b>Résultat comptable</b>
Service ordinaire	107.186.907,28	97.702.350,03	<b>9.484.557,25</b>
Service extraordinaire	52.338.229,20	14.818.034,23	<b>37.520.194,97</b>

#### Compte de résultats

	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Boni/mali</b>
Résultat d'exploitation	104.526.538,93	104.963.660,20	- 437.121,27
Résultat exceptionnel	4.621.604,24	2.283.705,23	2.337.899,01
Résultat de l'exercice	109.148.143,17	107.247.365,43	<b>1.900.777,74</b>

* Total actif/passif	510.175.830,00
* Résultats globalisés	87.622.668,06
* Réserves	4.495.513,36.

2) Vous avez voté en cette même séance le compte communal 2013.

L'article 10 du règlement général de la comptabilité communale stipule : "Aussitôt que le compte budgétaire de l'exercice antérieur est arrêté par le Conseil communal, l'excédent ou le déficit estimé qui a été porté au budget est remplacé par celui résultant du compte ainsi arrêté par voie de modification budgétaire."

De plus, certains projets d'investissement nécessitent sans tarder l'inscription de crédits en vue de l'obtention de subsides.

Nous vous invitons à approuver la modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2014."

Par 28 voix pour et 7 abstentions, le Conseil communal prend les délibérations suivantes :

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant le vote en même séance du compte communal 2013;

Considérant l'article 10 du règlement général de la comptabilité communale qui stipule :

"Aussitôt que le compte budgétaire de l'exercice antérieur est arrêté par le Conseil communal, l'excédent ou le déficit estimé, qui a été porté au budget, est remplacé par celui résultant du compte ainsi arrêté, par voie de modification budgétaire.";

Considérant, d'autre part, que certains projets d'investissement nécessitent, sans tarder, l'inscription de crédits en vue de l'obtention de subsides;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 28 voix pour et 7 abstentions;

### DECIDE :

de modifier comme suit le budget communal 2014 :

#### - au service extraordinaire

total recettes	:	27.887.848,44 €
total dépenses	:	22.649.892,73 €
boni extraordinaire	:	5.237.955,71 €

#### - au service ordinaire

total recettes	:	107.114.843,72 €
total dépenses	:	101.100.331,16 €
boni ordinaire	:	6.014.512,56 €.

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau II reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget doivent être révisées;

### DECIDE :

le budget de la Commune est modifié conformément aux indications portées au tableau II et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau I ci-après :

**TABLEAU I**  
BALANCES DES RECETTES ET DES DEPENSES

Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
D'après le budget initial ou la précédente modification budgétaire	105.808.573,27	98.179.358,72	7.629.214,55
Augmentation des crédits (+)	3.509.716,78	5.309.590,00	- 1.799.873,22
Diminution des crédits (-)	- 2.203.446,33	- 2.388.617,56	185.171,23
Nouveau résultat	107.114.843,72	101.100.331,16	6.014.512,56

**TABLEAU II**

---

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

---

Article budgétaire	Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation	Diminution	Crédit
<hr/>				
EXERCICES ANTERIEURS				
<u>ANNÉE 2007</u>				
33001/435-01/07	Dotation complémentaire à la zone de police	60.906,00		60.906,00
TOTAUX 2007	0,00	60.906,00	0,00	60.906,00
 <u>ANNÉE 2009</u>				
721/125-13/09	Enseignement gardien	700,00		700,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation      Diminution		Crédit
<hr/>					
Fournitures de gaz					
TOTAUX 2009		0,00	700,00	0,00	700,00
<hr/>					
<u>ANNÉE 2010</u>					
104/121-01/10	Frais de déplacement		688,00		688,00
721/125-13/10	Enseignement gardien				
	Fournitures de gaz		2.100,00		2.100,00
TOTAUX 2010		0,00	2.788,00	0,00	2.788,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation      Diminution		Crédit
<u>ANNEE 2011</u>					
040/415-01/11	Contribution aux charges de l'autorité supérieure		5.730,00		5.730,00
104/121-01/11	Frais de déplacement		609,00		609,00
351/435-01/11	Contribution PZO		970,00		970,00
7342/332-01/11	Académie des Beaux-Arts Cotisations		426,00		426,00
TOTAUX 2011		0,00	7.735,00	0,00	7.735,00
<u>ANNEE 2012</u>					
101/111-22/12	Jetons de présence des mandataires		400,00		400,00
104/112-48/12	Autres allocations et interventions sociales		3.050,00		3.050,00
104/121-01/12	Frais de déplacement		652,00		652,00
104/122-01/12	Honoraires, frais d'expertise,...		920,00		920,00
104/122-03/12	Honoraires et indemnités pour médecins,...		1.600,00		1.600,00
104/124-10/12	Impôts, taxes,...		830,00		830,00
426/140-06/12	Eclairage public - Entretien		1.500,00		1.500,00
722/125-06/12	Enseignement primaire Prestations de tiers pour les bâtiments		715,00		715,00
7342/123-12/12	Académie des Beaux-Arts Location et entretien matériel		335,00		335,00
771/122-06/12	Remboursement des charges du personnel détaché dans la commune		1.400,00		1.400,00
80100/123-17/12	Frais de formation Crèches		510,00		510,00
844/125-06/12	Prestations de tiers pour les bâtiments		1.460,00		1.460,00
TOTAUX 2012		0,00	13.372,00	0,00	13.372,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation Diminution	Crédit
ANNEE 2013			
040/415-01/13	Contribution aux charges de l'autorité supérieure	32.200,00	32.200,00
104/112-48/13	Autres allocations et interventions sociales	2.800,00	2.800,00
104/113-01/13	Cotisations patronales à l'ONSSAPL	2.500,00	2.500,00
104/121-01/13	Frais de déplacement du personnel	1.113,00	1.113,00
104/122-01/13	Honoraires et indemnités pour expertises	320,00	320,00
104/122-02/13	Honoraires et indemnités pour études et travaux	1.600,00	1.600,00
104/122-03/13	Honoraires et indemnités pour médecins	6.300,00	6.300,00
104/122-06/13	Remboursement des charges du personnel détaché dans la commune	3.570,00	3.570,00
104/123-02/13	Fournitures administratives	140,00	140,00
104/123-04/13	Fournitures administratives destinées à la revente	15.150,00	15.150,00
104/123-12/13	Frais d'entretien et de location mobilier et matériel	100,00	100,00
104/123-19/13	Frais d'achat de livres, documentation, abonnements	71,00	71,00
104/124-05/13	Fournitures, entretien, location vêtements de travail	34,00	34,00
104/124-10/13	Impôts, taxes, redevances	800,00	800,00
104/125-02/13	Fournitures pour bâtiments	30,00	30,00
104/125-12/13	Fourniture d'électricité pour les bâtiments	3.100,00	3.100,00
1041/112-01/13	Pécules de sortie	2.200,00	2.200,00
1041/112-02/13	Pécules de départ Agents contractuels	1.500,00	1.500,00
1041/124-48/13	Frais pour revues, brochures...	100,00	100,00
105/123-16/13	Frais de réceptions et de	245,00	245,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire modifié	Modification		Crédit
		Augmentation	Diminution	
	représentation			
124/125-02/13	Fournitures pour bâtiments			
	patrimoine privé	155,00		155,00
351/123-07/13	Frais de correspondance	135,00		135,00
351/125-02/13	Fournitures pour les bâtiments	170,00		170,00
	Fournitures spécifiques			
3511/124-02/13	d'intervention	55,00		55,00
	Loyers, charges locatives,			
421/126-01/13	redevances	45,00		45,00
421/140-02/13	Fournitures pour la voirie	35,00		35,00
425/140-02/13	Equipements de voirie			
	Fournitures techniques	60,00		60,00
426/140-02/13	Eclairage public			
	Fourniture d'électricité	156.800,00		156.800,00
426/140-06/13	Eclairage public - Entretien	57.300,00		57.300,00
522/125-06/13	Entrepôt public			
	Prestations de tiers bâtiment	1.750,00		1.750,00
722/125-02/13	Enseignement primaire			
	Fournitures pour bâtiments	415,00		415,00
722/125-13/13	Enseignement primaire			
	Fourniture de gaz	22.200,00		22.200,00
	Prestations de tiers pour les			
734/125-06/13	bâtiments	1.300,00		1.300,00
7342/123-12/13	Académie des Beaux-Arts (jour)			
	Location / entretien matériel	135,00		135,00
7623/111-01/13	Harmonies - Rémunérations	1.050,00		1.050,00
7623/122-04/13	Harmonie - Droits d'auteur	31,00		31,00
7623/332-03/13	Subside à la Maison de la culture	10.000,00		10.000,00
763/124-02/13	Cérémonies, fêtes			
	Fournitures techniques	2.270,00		2.270,00
763/332-02/13	Subsides pour fêtes et cérémonies	50,00		50,00
764/331-01/13	Subsides d'encouragement aux			
	sportifs	400,00		400,00
7641/125-13/13	Piscines - Fournitures de gaz	50.000,00		50.000,00
766/124-02/13	Plantations et parcs publics			
	Fournitures	70,00		70,00



Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article		Crédit	Modification		Crédit
budgétaire		budgétaire	Augmentation	Diminution	
		modifié			
766/125-02/13	Fournitures pour les bâtiments		100,00		100,00
771/125-13/13	Musées - Gaz		3.600,00		3.600,00
775/123-48/13	Expositions				
	Autres frais administratifs		2.600,00		2.600,00
832/124-48/13	Cercueils des indigents		720,00		720,00
	Crèches - Autres frais				
844/123-48/13	administratifs		25,00		25,00
844/124-02/13	Crèches				
	Achat de matières et fournitures		600,00		600,00
844/125-13/13	Crèches - Fourniture de gaz		30.000,00		30.000,00
878/124-02/13	Fournitures techniques pour				
	consommation directe		300,00		300,00
930/122-05/13	CCAT - Jetons de présence		530,00		530,00
TOTAUX 2013		0,00	416.774,00	0,00	416.774,00
TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS		0,00	502.275,00	0,00	502.275,00

IMPOTS ET REDEVANCES

TRANSFERTS

Contribution aux frais de					
040/415-01	fonctionnement autorité				
	supérieure	161.000,00	39.000,00		200.000,00
TOTAUX TRANSFERTS		161.000,00	39.000,00	0,00	200.000,00
TOTAUX TRANSFERTS		161.000,00	39.000,00	0,00	200.000,00

PRELEVEMENTS

PRELEVEMENTS

060/955-01	Prélèvement ordinaire pour fonds				
	de réserve extraordinaire		1.000.000,00		1.000.000,00
TOTAUX PRELEVEMENTS		0,00	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00
TOTAUX PRELEVEMENTS		0,00	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

PERSONNEL

Pécules de vacances des					
101/112-01	mandataires	32.000,00	10.000,00		42.000,00
101/116-01	Pensions des mandataires	585.000,00		- 25.000,00	560.000,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification		Crédit
			Augmentation	Diminution	
	communaux				
	Traitements du personnel				
104/111-01	communal	4.085.000,00	80.000,00		4.165.000,00
104/111-02	Traitements A.C.S.	3.451.000,00		- 115.000,00	3.336.000,00
104/112-01	Pécules de vacances du personnel communal	291.000,00	5.000,00		296.000,00
	Cotisations patronales				
104/113-01	O.N.S.S.A.P.L. du personnel communal	723.650,00	77.000,00		800.650,00
104/113-02	Cotisations patronales O.N.S.S.A.P.L. A.C.S.	200.700,00		- 20.000,00	180.700,00
104/117-02	Cotisations pour service médical du travail	108.000,00		- 11.500,00	96.500,00
TOTAUX PERSONNEL		9.476.350,00	172.000,00	- 171.500,00	9.476.850,00
FONCTIONNEMENT					
101/123-11	Frais de téléphonie mobile des mandataires	12.000,00	8.000,00		20.000,00
104/123-04	Fournitures administratives destinées à la revente	210.000,00	15.000,00		225.000,00
104/123-07	Frais de correspondance	220.000,00	30.000,00		250.000,00
104/123-12	Frais d'entretien et de location mobilier et matériel	270.000,00	10.000,00		280.000,00
104/125-02	Fournitures pour bâtiments	90.000,00	10.000,00		100.000,00
104/127-12	Location du matériel de transport	40.000,00	5.000,00		45.000,00
1041/124-48	Frais pour revues, brochures,...	50.000,00	6.000,00		56.000,00
1042/123-48	Elections - Frais administratifs	120.000,00		- 25.000,00	95.000,00
105/123-16	Frais de réceptions et de représentation	30.200,00	2.500,00		32.700,00
121/123-48	Frais de perception de l'I.P.P.	227.211,54		- 8.387,56	218.823,98
TOTAUX FONCTIONNEMENT		1.269.411,54	86.500,00	- 33.387,56	1.322.523,98
DETTE					
104/211-01	Intérêts des emprunts à charge de la commune	68.300,00	6.600,00		74.900,00
TOTAUX DETTE		68.300,00	6.600,00	0,00	74.900,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation	Diminution	Crédit
	10.814.061,5			10.874.273,9
TOTAUX ADMINISTRATION GENERALE	4	265.100,00	- 204.887,56	8
PATRIMOINE PRIVE				
PERSONNEL				
124/111-01	Traitements du personnel communal	930.500,00	- 20.000,00	910.500,00
124/111-02	A.C.S. - Traitements	1.483.000,00	- 50.000,00	1.433.000,00
124/112-01	Pécules de vacances du personnel communal	69.300,00	- 3.000,00	66.300,00
124/113-01	Cotisations patronales à l'ONSSAPL	143.200,00	40.000,00	183.200,00
TOTAUX PERSONNEL	2.626.000,00	40.000,00	- 73.000,00	2.593.000,00
FONCTIONNEMENT				
124/125-06	Prestations de tiers pour les bâtiments	75.000,00	5.000,00	80.000,00
124/126-01	Loyers et charges locatives	79.500,00	400,00	79.900,00
TOTAUX FONCTIONNEMENT	154.500,00	5.400,00	0,00	159.900,00
DETTE				
124/211-01	Intérêt des emprunts à charge de la commune	387.900,00	1.400,00	389.300,00
TOTAUX DETTE	387.900,00	1.400,00	0,00	389.300,00
TOTAUX PATRIMOINE PRIVE	3.168.400,00	46.800,00	- 73.000,00	3.142.200,00
SERVICES GENERAUX				
PERSONNEL				
131/111-01	Traitements - Surveillants de travaux	313.800,00	10.000,00	323.800,00
TOTAUX PERSONNEL	313.800,00	10.000,00	0,00	323.800,00
TOTAUX SERVICES GENERAUX	313.800,00	10.000,00	0,00	323.800,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation	Diminution	Crédit
AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT					
TRANSFERTS					
16101/332-02	Palestine (convention WBI) - Subside		90.000,00		90.000,00
TOTAUX TRANSFERTS		0,00	90.000,00	0,00	90.000,00
TOTAUX AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT		0,00	90.000,00	0,00	90.000,00
POMPIERS					
PERSONNEL					
	Traitements du personnel				
351/111-01	communal	3.689.000,00	210.000,00		3.899.000,00
351/111-02	A.C.S. - Traitements	150.000,00	50.000,00		200.000,00
351/112-01	Pécules de vacances du personnel	272.000,00		- 10.000,00	262.000,00
351/112-02	A.C.S. - Pécules de vacances	11.200,00	1.500,00		12.700,00
351/113-01	Cotisations patronales ONSSAPL	580.000,00	60.000,00		640.000,00
351/113-02	A.C.S.				
	Cotisations patronales ONSSAPL	8.600,00	4.500,00		13.100,00
351/113-21	Cotisations patronales C.R.P.C.	937.400,00	27.000,00		964.400,00
351/117-02	Cotisations au service médical du travail		11.500,00		11.500,00
TOTAUX PERSONNEL		5.648.200,00	364.500,00	- 10.000,00	6.002.700,00
FONCTIONNEMENT					
351/124-02	Fournitures techniques pour consommation directe	45.000,00		- 10.000,00	35.000,00
	Service 100 - Fournitures				
352/124-02	techniques		10.000,00		10.000,00
352/127-06	Service 100				
	Prestations de tiers pour véhicules	5.000,00	1.000,00		6.000,00
TOTAUX FONCTIONNEMENT		50.000,00	11.000,00	- 10.000,00	51.000,00
DETTE					
351/211-01	Intérêt des emprunts communaux	13.400,00	1.800,00		15.200,00
TOTAUX DETTE		13.400,00	1.800,00	0,00	15.200,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation	Diminution	Crédit
TOTAUX POMPIERS	5.711.600,00	377.300,00	- 20.000,00	6.068.900,00

COMMUNICATIONS – VOIRIE – COURS D'EAU  
PERSONNEL

	Traitements - Personnel			
421/111-01	communal	2.300.500,00	- 65.800,00	2.234.700,00
421/111-02	Traitements - A.C.S.	2.316.000,00	- 114.200,00	2.201.800,00
421/112-01	Pécules de vacances			
	Personnel communal	170.000,00	- 5.300,00	164.700,00
421/112-02	Pécules de vacances - A.C.S.	172.500,00	- 4.200,00	168.300,00
	Cotisations patronales			
421/113-01	O.N.S.S.A.P.L. personnel			
	communal	448.900,00	35.400,00	484.300,00
421/113-02	Cotisations patronales			
	O.N.S.S.A.P.L. A.C.S.	133.600,00	- 2.500,00	131.100,00
422/111-01	Chauffeurs de bus			
	Traitements personnel communal	15.500,00	1.000,00	16.500,00
422/111-02	Chauffeurs de bus			
	Traitements A.C.S.	218.000,00	- 15.000,00	203.000,00
TOTAUX PERSONNEL		5.775.000,00	36.400,00 - 207.000,00	5.604.400,00

FONCTIONNEMENT

421/122-02	Honoraires, frais d'études,...		4.000,00	4.000,00
	Petit outillage et équipement			
421/124-02	ouvriers	20.000,00	750,00	20.750,00
421/127-12	Location du matériel de transport	12.500,00	2.500,00	15.000,00
425/140-02	Equipement de voirie			
	Fournitures techniques	10.000,00	1.000,00	11.000,00
426/140-02	Eclairage public			
	Fournitures d'électricité	900.000,00	200.000,00	1.100.000,00
TOTAUX FONCTIONNEMENT		942.500,00	208.250,00 0,00	1.150.750,00

DETTE

	Voirie			
421/211-01	Intérêts des emprunts			
	communaux	998.000,00	12.000,00	1.010.000,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation    Diminution	Crédit
	S.R.W.T.			
422/211-01	Intérêts des emprunts communaux	2.500,00	- 450,00	2.050,00
422/911-01	S.R.W.T. - Remboursement des emprunts communaux	4.240,00	360,00	4.600,00
426/211-01	Eclairage public			
	Intérêts emprunts communaux	71.800,00	400,00	72.200,00
TOTAUX DETTE		1.076.540,00	12.760,00    - 450,00	1.088.850,00
TOTAUX COMMUNICATIONS – VOIRIE – COURS D'EAU		7.794.040,00	257.410,00    - 207.450,00	7.844.000,00

COMMERCE - INDUSTRIE

PERSONNEL

	Tourisme			
561/111-01	Traitements du personnel communal	558.000,00	10.000,00	568.000,00
561/111-02	Tourisme - Traitements A.C.S.	169.000,00	- 10.000,00	159.000,00
561/112-02	Tourisme			
	Pécules de vacances A.C.S.	7.900,00	3.000,00	10.900,00
TOTAUX PERSONNEL		734.900,00	13.000,00    - 10.000,00	737.900,00

FONCTIONNEMENT

522/125-06	Entrepôt public			
	Prestations de tiers bâtiment	1.600,00	200,00	1.800,00
	Tourisme			
561/123-13	Frais de fonctionnement informatique	12.500,00	- 3.500,00	9.000,00
561/123-16	Tourisme - Frais de réceptions et de représentation		1.000,00	1.000,00
561/124-02	Tourisme - Fournitures techniques		3.500,00	3.500,00
561/124-06	Tourisme			
	Prestations techniques de tiers	250,00	7.500,00	7.750,00
561/125-06	Tourisme			
	Prestations de tiers en bâtiments	2.500,00	5.000,00	7.500,00
562/123-16	Propagande - Frais de réceptions et de représentation	7.000,00	- 1.000,00	6.000,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation	Diminution	Crédit
562/123-48 Propagande				
Autres frais administratifs	25.000,00		- 5.000,00	20.000,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>	<b>48.850,00</b>	<b>17.200,00</b>	<b>- 9.500,00</b>	<b>56.550,00</b>

TRANSFERTS

Subside à Tournai centre-ville				
520/332-02 ASBL	82.500,00	4.000,00		86.500,00
5611/332-02 Subside aux Amis de Tournai ASBL	35.000,00	8.000,00		43.000,00
5611/435-01 Projets européens - Contribution				
frais de fonctionnement	30.000,00	520.000,00		550.000,00
<b>TOTAUX TRANSFERTS</b>	<b>147.500,00</b>	<b>532.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>679.500,00</b>
<b>TOTAUX COMMERCE - INDUSTRIE</b>	<b>931.250,00</b>	<b>562.200,00</b>	<b>- 19.500,00</b>	<b>1.473.950,00</b>

ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE

PERSONNEL

Enseignement maternel -				
721/111-01 Traitements auxiliaires				
professionnelles	17.500,00	1.000,00		18.500,00
721/111-02 Enseignement maternel				
Traitements A.C.S.	18.100,00	1.000,00		19.100,00
Enseignement primaire -				
722/111-01 Traitements auxiliaires				
professionnelles	158.000,00	8.000,00		166.000,00
Enseignement primaire -				
722/111-02 Traitements auxiliaires				
professionnelles A.C.S.	2.010.000,00		- 50.000,00	1.960.000,00
<b>TOTAUX PERSONNEL</b>	<b>2.203.600,00</b>	<b>10.000,00</b>	<b>- 50.000,00</b>	<b>2.163.600,00</b>

FONCTIONNEMENT

Enseignement primaire				
722/123-13 Frais de fonctionnement				
informatique	26.500,00	15.000,00		41.500,00
722/124-02 Enseignement primaire				
Fournitures techniques	76.500,00		- 7.000,00	69.500,00
722/124-06 Prestations techniques de tiers	11.000,00	7.000,00		18.000,00
722/124-48 Enseignement primaire	9.000,00	1.000,00		10.000,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation	Diminution	Crédit
<b>Autres frais techniques</b>					
722/125-02	Enseignement primaire				
	Fournitures pour bâtiments	75.000,00	3.000,00		78.000,00
<b>Enseignement primaire</b>					
722/125-06	Prestations de tiers pour				
	bâtiments	14.500,00	3.500,00		18.000,00
722/125-48	Enseignement primaire				
	Autres frais pour les bâtiments	1.000,00	49.000,00		50.000,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>		<b>213.500,00</b>	<b>78.500,00</b>	<b>- 7.000,00</b>	<b>285.000,00</b>
<b>TRANSFERTS</b>					
72201/332-01	Cotisations - Enseignement	150,00	100,00		250,00
<b>TOTAUX TRANSFERTS</b>		<b>150,00</b>	<b>100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>250,00</b>
<b>DETTE</b>					
<b>Enseignement primaire</b>					
722/211-01	Intérêts des emprunts				
	communaux	117.400,00	2.900,00		120.300,00
<b>TOTAUX DETTE</b>		<b>117.400,00</b>	<b>2.900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>120.300,00</b>
<b>TOTAUX ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE</b>		<b>2.534.650,00</b>	<b>91.500,00</b>	<b>- 57.000,00</b>	<b>2.569.150,00</b>
<b>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ARTISTIQUE</b>					
<b>TECHNIQUE</b>					
<b>PERSONNEL</b>					
734/112-01	Enseignement artistique				
	Pécules de vacances du personnel	100,00	100,00		200,00
<b>TOTAUX PERSONNEL</b>		<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>200,00</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
<b>Prestations de tiers pour les</b>					
734/125-06	bâtiments	10.000,00	15.000,00		25.000,00
7342/123-13	Académie des Beaux-Arts (jour)				
	Frais en informatique	12.700,00	71.000,00		83.700,00
7342/124-12	Académie des Beaux-Arts (jour)				
	Location et entretien	72.000,00		- 71.000,00	1.000,00
7343/122-05	Académie des Beaux-Arts (soir)	1.500,00	1.100,00		2.600,00



**Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1**

Article budgétaire	Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation	Diminution	Crédit
Jetons de présence et indemnités				
7343/123-16 Académie des Beaux-arts (soir)				
Frais de réceptions	2.000,00	600,00		2.600,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>	<b>98.200,00</b>	<b>87.700,00</b>	<b>- 71.000,00</b>	<b>114.900,00</b>
<b>TOTAUX ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ARTISTIQUE TECHNIQUE</b>	<b>98.300,00</b>	<b>87.800,00</b>	<b>- 71.000,00</b>	<b>115.100,00</b>

**BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES**

**PERSONNEL**

Bibliothèques				
767/111-01 Traitements du personnel communal	613.500,00	15.000,00		628.500,00
767/111-02 Bibliothèques Traitements des A.C.S.	120.500,00		- 10.000,00	110.500,00
767/112-01 Bibliothèques Pécules de vacances du personnel	47.000,00	300,00		47.300,00
767/113-01 Bibliothèques Cotisations patronales ONSSAPL	104.350,00	5.000,00		109.350,00
<b>TOTAUX PERSONNEL</b>	<b>885.350,00</b>	<b>20.300,00</b>	<b>- 10.000,00</b>	<b>895.650,00</b>

**FONCTIONNEMENT**

767/123-11 Bibliothèques - Frais de téléphone	12.000,00		- 1.300,00	10.700,00
Bibliothèques				
767/123-13 Frais de fonctionnement informatique	33.000,00	1.300,00		34.300,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>	<b>45.000,00</b>	<b>1.300,00</b>	<b>- 1.300,00</b>	<b>45.000,00</b>
<b>TOTAUX BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES</b>	<b>930.350,00</b>	<b>21.600,00</b>	<b>- 11.300,00</b>	<b>940.650,00</b>

**EDUCATION POPULAIRE ET ARTS**

**PERSONNEL**

761/113-01 Cotisations patronales ONSSAPL	21.750,00	5.000,00		26.750,00
7611/111-01 Accueil Temps libre				
Traitements du personnel	15.300,00	95.000,00		110.300,00
7611/111-02 Accueil Temps libre				
Traitements A.C.S.	153.500,00		- 13.500,00	140.000,00
7611/112-01 Accueil Temps libre	1.200,00	6.100,00		7.300,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification		Crédit
			Augmentation	Diminution	
	Pécules de vacances				
7611/112-02	Accueil Temps libre				
	Pécules de vacances A.C.S.	11.300,00		- 600,00	10.700,00
7611/113-01	Accueil Temps libre				
	Cotisations patronales ONSSAPL	2.300,00	30.300,00		32.600,00
7611/113-02	Accueil Temps libre				
	Cotisations patronales A.C.S.	8.800,00		- 900,00	7.900,00
762/111-01	Maison de la culture				
	Traitements du personnel	109.500,00	2.000,00		111.500,00
762/111-02	Maison de la culture				
	Traitements A.C.S.	442.000,00		- 24.000,00	418.000,00
762/112-02	Maison de la culture				
	Pécules de vacances A.C.S.	35.000,00		- 2.000,00	33.000,00
762/113-02	A.C.S.				
	Cotisations patronales ONSSAPL	25.000,00		- 2.000,00	23.000,00
763/111-01	Fêtes et manifestations				
	Traitements du personnel	202.000,00		- 31.800,00	170.200,00
763/112-01	Fêtes et manifestations				
	Pécules de vacances	15.000,00		- 2.200,00	12.800,00
763/113-01	Fêtes et manifestations				
	Cotisations patronales ONSSAPL	30.000,00		- 4.500,00	25.500,00
763/113-21	Fêtes et manifestations				
	Cotisations patronales CRPC	54.650,00		- 8.300,00	46.350,00
	Piscines - Traitements du				
764/111-01	personnel	209.500,00	20.000,00		229.500,00
764/111-02	Piscines - Traitements A.C.S.	987.000,00		- 50.000,00	937.000,00
76401/113-01	Sports				
	Cotisations patronales ONSSAPL	5.000,00	5.000,00		10.000,00
	Installations sportives -				
7642/111-02	Traitements		12.500,00		12.500,00
7642/113-02	Installations sportives				
	Cotisations patronales ONSSAPL		750,00		750,00
	Hall des sports				
7643/111-01	Traitements du personnel				
	communal	82.200,00		- 10.000,00	72.200,00
766/111-01	Plantations	302.400,00		- 10.000,00	292.400,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification		Crédit
			Augmentation	Diminution	
	Traitements du personnel				
766/111-02	Plantations				
	Traitements A.C.S.	643.000,00		- 30.000,00	613.000,00
771/111-01	Musées				
	Traitements du personnel	382.300,00	19.000,00		401.300,00
771/111-02	A.C.S. - Traitements	659.500,00		- 10.000,00	649.500,00
771/112-01	Musées				
	Pécules de vacances du personnel	28.200,00	200,00		28.400,00
TOTAUX PERSONNEL		4.426.400,00	195.850,00	- 199.800,00	4.422.450,00
FONCTIONNEMENT					
761/124-02	Plaines de jeux - Fournitures	22.000,00		- 9.000,00	13.000,00
	Remboursement des charges du				
76101/122-06	personnel détaché dans la				
	commune		5.500,00		5.500,00
76101/122-48	Conseil consultatif des jeunes				
	Indemnités,...	1.000,00		- 1.000,00	
76101/123-48	Conseil consultatif des jeunes				
	Frais divers,...	4.000,00		- 4.000,00	
76101/124-48	Conseil consultatif des jeunes				
	Frais divers,...	500,00		- 500,00	
7621/125-02	Maison de la culture				
	Fournitures pour bâtiments	20.000,00	2.000,00		22.000,00
	Maison de la culture				
7621/125-06	Prestations de tiers pour				
	bâtiments	25.000,00		- 2.000,00	23.000,00
7624/124-06	3 <sup>ème</sup> âge et famille				
	Prestations de tiers	104.000,00	20.000,00		124.000,00
763/122-04	Droits d'auteur, honoraires,				
	indemnités	8.000,00	300,00		8.300,00
763/123-16	Fêtes et manifestations				
	Frais de réceptions	24.000,00		- 3.100,00	20.900,00
763/123-48	Autres frais administratifs	1.000,00	7.000,00		8.000,00
763/124-04	Fêtes et manifestations				
	Fournitures destinées à la revente	18.000,00		- 2.500,00	15.500,00
763/124-06	Cérémonies, fêtes	85.000,00	9.600,00		94.600,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification		Crédit
			Augmentation	Diminution	
	Prestations de tiers				
	Manifestations - Frais				
7633/123-48	administratifs	1.000,00		- 1.000,00	
7642/122-04	Installations sportives				
	Droits d'auteur, indemnités	1.500,00	200,00		1.700,00
	Remboursement des charges du				
7642/122-06	personnel détaché dans la				
	commune		6.600,00		6.600,00
7642/123-02	Installations sportives				
	Fournitures administratives		2.500,00		2.500,00
7642/123-07	Installations sportives				
	Frais de correspondance		100,00		100,00
7642/123-11	Installations sportives				
	Frais de téléphone	1.600,00	500,00		2.100,00
7642/123-12	Installations sportives				
	Frais d'entretien du matériel		1.000,00		1.000,00
7642/123-13	Installations sportives				
	Informatique		3.500,00		3.500,00
7642/123-16	Installations sportives				
	Frais de réceptions		2.500,00		2.500,00
7642/123-19	Installations sportives				
	Frais de documentation		200,00		200,00
7642/123-48	Installations sportives				
	Autres frais administratifs		12.500,00		12.500,00
7642/124-02	Installations sportives				
	Frais techniques		25.000,00		25.000,00
7642/124-06	Installations sportives				
	Prestations techniques de tiers	11.000,00	1.000,00		12.000,00
7642/124-08	Installations sportives				
	Assurances		1.500,00		1.500,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire modifié	Modification		Crédit
		Augmentation	Diminution	
7642/124-10	Installations sportives			
	Impôts et taxes	100,00		100,00
7642/124-48	Installations sportives			
	Autres frais techniques	1.000,00		1.000,00
7642/125-02	Installations sportives			
	Fournitures bâtiments	16.000,00	6.000,00	22.000,00
7642/125-06	Installations sportives			
	Prestations de tiers	10.000,00	10.000,00	20.000,00
7642/125-12	Installations sportives			
	Fourniture d'électricité	18.000,00	20.000,00	38.000,00
7642/125-13	Installations sportives			
	Fourniture de gaz	19.000,00	20.000,00	39.000,00
7642/125-15	Installations sportives			
	Fourniture d'eau	3.600,00	3.000,00	6.600,00
7642/125-48	Installations sportives			
	Frais divers	55.000,00	1.000,00	56.000,00
766/124-02	Plantations et parcs publics			
	Fournitures	70.000,00	14.000,00	84.000,00
766/124-06	Prestations techniques de tiers	40.000,00	2.000,00	42.000,00
771/122-48	Musées - Indemnités	10.000,00	10.000,00	20.000,00
771/123-16	Musées - Frais de réceptions et de représentation	4.000,00	1.500,00	5.500,00
771/124-02	Musées			
	Fournitures pour fonctionnement	52.000,00	- 6.500,00	45.500,00
	Musées			
771/124-04	Fournitures techniques revente directe	9.000,00	15.000,00	24.000,00
771/124-06	Musées			
	Prestations techniques de tiers	80.000,00	- 4.000,00	76.000,00
771/125-02	Musées			
	Fournitures pour les bâtiments	15.000,00	1.000,00	16.000,00
775/123-16	Expositions			
	Frais de réceptions	1.600,00	200,00	1.800,00
775/123-48	Expositions			
	Autres frais administratifs	3.000,00		3.000,00
775/124-06	Expositions	8.000,00	2.000,00	10.000,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation Diminution	Crédit
Prestations techniques de tiers				
TOTAUX FONCTIONNEMENT		738.800,00	211.300,00 - 33.600,00	916.500,00
TRANSFERTS				
7611/332-01	Accueil extrascolaire - Cotisations		150,00	150,00
7623/332-03	Subside à la Maison de la culture	156.620,00	45.450,00	202.070,00
763/332-02	Subsides pour fêtes et cérémonies	40.000,00	- 18.000,00	22.000,00
	Subside à Carnaval de Tournai			
76301/332-02	ASBL	12.000,00	9.000,00	21.000,00
7642/332-01	Cotisations		900,00	900,00
780/332-01	Cotisations à No Télé ASBL	68.000,00	70.000,00	138.000,00
TOTAUX TRANSFERTS		276.620,00	125.500,00 - 18.000,00	384.120,00
DETTE				
	Intérêts des emprunts			
764/211-01	communaux	261.900,00	5.300,00	267.200,00
TOTAUX DETTE		261.900,00	5.300,00 0,00	267.200,00
TOTAUX EDUCATION POPULAIRE ET ARTS		5.703.720,00	537.950,00 - 251.400,00	5.990.270,00
SECURITE ET ASSISTANCE SOCIALE				
PERSONNEL				
80100/111-01	P.S.S.P. - Traitements		562.500,00	562.500,00
80100/111-02	P.S.S.P. - Traitements APE		16.400,00	16.400,00
80100/112-01	P.S.S.P. - Pécules de vacances		53.300,00	53.300,00
80100/112-02	P.S.S.P. - Pécules de vacances APE		1.200,00	1.200,00
80100/113-01	P.S.S.P. - Cotisations patronales		139.800,00	139.800,00
	P.S.S.P. - Cotisations patronales			
80100/113-02	APE		900,00	900,00
80105/111-01	POSE - Traitements		65.000,00	65.000,00
80105/112-01	POSE - Pécules de vacances		4.700,00	4.700,00
80105/113-01	POSE - Cotisations patronales		18.200,00	18.200,00
TOTAUX PERSONNEL		0,00	862.000,00 0,00	862.000,00
FONCTIONNEMENT				
80100/121-01	P.S.S.P.			
	Frais de déplacement et de séjour		5.300,00	5.300,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire modifié	Modification		Crédit
		Augmentation	Diminution	
80100/121-48	P.S.S.P. - Indemnités diverses	300,00		300,00
80100/122-48	P.S.S.P. Honoraires et indemnités diverses	400,00		400,00
80100/123-11	P.S.S.P. - Frais de téléphone	450,00		450,00
80100/123-12	P.S.S.P. - Location et entretien du matériel	600,00		600,00
80100/123-13	P.S.S.P. - Frais informatique P.S.S.P. - Service médical du	1.100,00		1.100,00
80100/123-14	travail	250,00		250,00
80100/123-16	P.S.S.P. - Frais de réceptions et de représentation	965,00		965,00
80100/123-17	P.S.S.P. - Frais de formation	5.200,00		5.200,00
80100/123-48	P.S.S.P. Autres frais administratifs	750,00		750,00
80100/124-02	P.S.S.P. - Fournitures techniques	4.600,00		4.600,00
80100/124-05	P.S.S.P. - Vêtements de travail	1.400,00		1.400,00
80100/124-06	P.S.S.P. Prestations techniques de tiers	3.450,00		3.450,00
80100/124-08	P.S.S.P. - Assurances	2.500,00		2.500,00
80100/124-48	P.S.S.P. - Frais techniques divers	210,00		210,00
80100/126-01	P.S.S.P. - Loyers et charges	3.500,00		3.500,00
80100/127-02	P.S.S.P. Fournitures pour les véhicules	100,00		100,00
80100/127-03	P.S.S.P. - Carburants P.S.S.P.	1.700,00		1.700,00
80100/127-06	Prestations de tiers pour les véhicules	200,00		200,00
80100/127-10	P.S.S.P. Taxes sur les véhicules	100,00		100,00
80100/127-12	P.S.S.P. Location matériel de transport	8.000,00		8.000,00
80102/123-48	Conseil Consultatif de la Personne Handicapée - Autres frais	8.500,00	- 2.500,00	6.000,00
80102/125-06	Conseil consultatif de la personne handicapée - Prestations techniques de tiers bâtiments	400,00	300,00	700,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification		Crédit
			Augmentation	Diminution	
80105/121-01	POSE				
	Frais de déplacement et de séjour		1.500,00		1.500,00
80105/123-48	POSE - Autres frais administratifs		1.000,00		1.000,00
802/123-48	Santé publique				
	Autres frais administratifs		2.500,00		2.500,00
TOTAUX FONCTIONNEMENT		8.900,00	46.375,00	- 2.500,00	52.775,00
TOTAUX SECURITE ET ASSISTANCE SOCIALE		8.900,00	908.375,00	- 2.500,00	914.775,00

AIDE SOCIALE ET FAMILIALE

PERSONNEL

84010/111-01	Plan de cohésion sociale				
	Traitements	1.098.000,00		- 689.600,00	408.400,00
84010/111-02	Plan de cohésion sociale				
	Traitements A.C.S.	123.000,00	40.000,00		163.000,00
84010/112-01	Plan de cohésion sociale				
	Pécules de vacances	91.200,00		- 61.900,00	29.300,00
84010/112-02	Plan de cohésion sociale				
	Pécules de vacances A.C.S.	9.200,00	3.300,00		12.500,00
84010/113-01	Plan de cohésion sociale				
	Cotisations patronales ONSSAPL	355.600,00		- 253.100,00	102.500,00
84010/113-02	Plan de cohésion sociale A.C.S.				
	Cotisations patronales ONSSAPL	7.050,00	3.000,00		10.050,00
84010/113-21	Plan de cohésion sociale				
	Cotisations patronales CRPC	10.250,00	19.000,00		29.250,00
84021/111-01	Convention 1 <sup>er</sup> emploi				
	Traitements		61.100,00		61.100,00
84021/112-01	Convention 1 <sup>er</sup> emploi				
	Pécules de vacances		3.950,00		3.950,00
84021/113-01	Convention 1 <sup>er</sup> emploi				
	Cotisations patronales		15.300,00		15.300,00
84023/111-01	Eté solidaire				
	Rémunérations		10.000,00		10.000,00
	Crèches				
844/111-01	Traitements du personnel communal	806.000,00		- 40.000,00	766.000,00



Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification		Crédit
			Augmentation	Diminution	
844/111-02	Crèches				
	Traitements A.C.S.	844.500,00	15.000,00		859.500,00
844/112-01	Crèches				
	Pécules de vacances du personnel	61.500,00		- 4.850,00	56.650,00
844/112-02	Crèches				
	Pécules de vacances A.C.S.	61.700,00	1.000,00		62.700,00
TOTAUX PERSONNEL		3.468.000,00	171.650,00	1.049.450,00	2.590.200,00
FONCTIONNEMENT					
84010/121-01	Plan de cohésion sociale				
	Frais de déplacement et de séjour	8.500,00		- 6.825,00	1.675,00
84010/121-48	Plan de cohésion sociale				
	Indemnités diverses	500,00		- 500,00	
84010/122-48	Plan de cohésion sociale				
	Honoraires et indemnités diverses	850,00		- 850,00	
84010/123-02	Plan de cohésion sociale				
	Fournitures administratives	3.120,00	130,00		3.250,00
84010/123-06	Plan de cohésion sociale				
	Prestations administratives de tiers	450,00	350,00		800,00
84010/123-11	Plan de cohésion sociale				
	Frais de téléphone	9.800,00		- 790,00	9.010,00
84010/123-12	Plan de cohésion sociale				
	Location et entretien du matériel	8.000,00		- 600,00	7.400,00
84010/123-13	Plan de cohésion sociale				
	Informatique	1.900,00		- 1.100,00	800,00
84010/123-14	Plan de cohésion sociale				
	Prestations service médical du travail	810,00		- 385,00	425,00
84010/123-16	Plan de cohésion sociale - Frais de réceptions et de représentation	3.900,00		- 1.750,00	2.150,00
84010/123-17	Plan de cohésion sociale	3.360,00		- 1.810,00	1.550,00
	Frais de formation				
84010/123-19	Plan de cohésion sociale				
	Documentation	550,00		- 550,00	

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification		Crédit
			Augmentation	Diminution	
84010/124-02	Plan de cohésion sociale				
	Fournitures techniques	15.540,00	- 11.480,00		4.060,00
84010/124-05	Plan de cohésion sociale				
	Vêtements de travail	1.760,00	- 1.460,00		300,00
84010/124-06	Plan de cohésion sociale				
	Prestations techniques de tiers	7.020,00	- 4.030,00		2.990,00
84010/124-08	Plan de cohésion sociale				
	Assurances	5.300,00	- 2.900,00		2.400,00
84010/124-48	Plan de cohésion sociale				
	Frais divers	1.300,00	- 150,00		1.150,00
84010/125-02	Plan de cohésion sociale				
	Entretien des bâtiments	3.600,00	- 2.000,00		1.600,00
84010/125-03	Plan de cohésion sociale				
	Combustible chauffage	5.000,00	- 2.200,00		2.800,00
84010/125-12	Plan de cohésion sociale				
	Fourniture d'électricité	10.500,00	- 7.000,00		3.500,00
84010/125-13	Plan de cohésion sociale				
	Fourniture de gaz	24.700,00	- 7.300,00		17.400,00
84010/125-15	Plan de cohésion sociale				
	Fourniture d'eau	3.400,00	- 200,00		3.200,00
84010/126-01	Plan de cohésion sociale				
	Loyers et charges	14.500,00	- 6.000,00		8.500,00
84010/127-02	Plan de cohésion sociale				
	Fournitures véhicules	100,00	- 100,00		
84010/127-03	Plan de cohésion sociale				
	Carburants, huiles pour véhicules	1.700,00	- 1.700,00		
84010/127-06	Plan de cohésion sociale				
	Prestations de tiers pour véhicules	200,00	- 200,00		
84010/127-10	Plan de cohésion sociale				
	Taxes sur les véhicules	100,00	- 100,00		
84010/127-12	Plan de cohésion sociale				
	Location matériel de transport	8.000,00	- 8.000,00		
84020/123-12	Logement de transit				
	Location et entretien du matériel		600,00		600,00
84020/124-48	Logement de transit				
	Frais techniques divers		600,00		600,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire modifié	Modification		Crédit
		Augmentation	Diminution	
84020/125-48	Logement de transit			
	Frais pour les bâtiments	2.950,00		2.950,00
84022/121-01	Ecole des devoirs			
	Frais de déplacement et de séjour	600,00		600,00
84022/123-48	Ecole des devoirs			
	Frais administratifs divers	2.300,00		2.300,00
84022/124-48	Ecole des devoirs			
	Frais techniques divers	7.100,00		7.100,00
TOTAUX FONCTIONNEMENT		144.460,00	14.630,00 - 69.980,00	89.110,00
TRANSFERTS				
84010/415-02	Plan de cohésion sociale			
	Primes syndicales	1.950,00	- 950,00	1.000,00
	Plan de cohésion sociale			
84010/435-01	Contribution autres pouvoirs publics	107.800,00	- 30.800,00	77.000,00
84011/435-01	Contribution à divers partenaires			
	Article 18	41.300,00		41.300,00
TOTAUX TRANSFERTS		109.750,00	41.300,00 - 31.750,00	119.300,00
TOTAUX AIDE SOCIALE ET FAMILIALE		3.722.210,00	227.580,00 1.151.180,00	2.798.610,00
DESINFECTION – NETTOYAGE – IMMONDICES				
PERSONNEL				
875/111-01	Propreté publique - Traitements	40.000,00		40.000,00
875/111-02	Propreté publique			
	Traitements A.C.S.	133.000,00		133.000,00
	Cotisations patronales à			
875/113-01	l'ONSSAPL	2.300,00		2.300,00
	A.C.S.			
875/113-02	Cotisations patronales à			
	l'ONSSAPL	7.600,00		7.600,00
8751/113-02	Cotisations patronales ONSSAPL du personnel P.T.P.	132.100,00	- 80.000,00	52.100,00
876/111-01	Immondices - Rémunérations du personnel communal	302.000,00	- 38.000,00	264.000,00

Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire modifié	Modification		Crédit
			Augmentation	Diminution	
876/111-02	A.C.S. - Traitements	1.226.000,00		- 178.000,00	1.048.000,00
876/112-01	Pécules de vacances du personnel communal	22.500,00		- 2.800,00	19.700,00
876/112-02	A.C.S. - Pécules de vacances	86.500,00	1.500,00		88.000,00
876/113-01	Cotisations patronales ONSSAPL	44.650,00	39.800,00		84.450,00
876/113-02	A.C.S. Cotisations patronales ONSSAPL	68.700,00		- 9.900,00	58.800,00
876/113-21	Cotisations patronales CRPC	81.330,00		- 10.700,00	70.630,00
TOTAUX PERSONNEL		1.963.780,00	224.200,00	- 319.400,00	1.868.580,00
TRANSFERTS					
	IPALLE				
8761/435-01	Cotisation incinération immondices	1.022.000,00	20.300,00		1.042.300,00
8762/435-01	IPALLE Cotisation parc à conteneurs	1.064.000,00	21.000,00		1.085.000,00
TOTAUX TRANSFERTS		2.086.000,00	41.300,00	0,00	2.127.300,00
TOTAUX DESINFECTION – NETTOYAGE – IMMONDICES		4.049.780,00	265.500,00	- 319.400,00	3.995.880,00
CIMETIERES – PROTECTION ENVIRONNEMENT					
PERSONNEL					
878/111-01	Rémunérations du personnel	130.500,00	5.000,00		135.500,00
878/111-02	A.C.S. - Traitements	233.000,00	5.000,00		238.000,00
878/112-02	A.C.S. - Pécules de vacances	17.000,00	100,00		17.100,00
TOTAUX PERSONNEL		380.500,00	10.100,00	0,00	390.600,00
FONCTIONNEMENT					
878/124-06	Prestations techniques de tiers	15.000,00	7.500,00		22.500,00
TOTAUX FONCTIONNEMENT		15.000,00	7.500,00	0,00	22.500,00
DETTE					
	Intérêts des emprunts				
878/211-01	communaux	1.320,00	1.400,00		2.720,00
TOTAUX DETTE		1.320,00	1.400,00	0,00	2.720,00

**Exercice 2014 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1**

Article budgétaire	Crédit budgétaire modifié	Modification Augmentation	Diminution	Crédit modifié
TOTAUX CIMETIERES – PROTECTION ENVIRONNEMENT	396.820,00	19.000,00	0,00	415.820,00
LOGEMENT - URBANISME DETTE				
Intérêts des emprunts 930/211-01 communaux	368.600,00	200,00		368.800,00
TOTAUX DETTE	368.600,00	200,00	0,00	368.800,00
TOTAUX LOGEMENT - URBANISME	368.600,00	200,00	0,00	368.800,00
	46.707.481,5		-	49.126.178,9
TOTAUX	4	4.807.315,00	2.388.617,56	8

Tableau récapitulatif

	Modification sollicitée		
	Augmentation	Diminution	Solde
TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS	502.275,00	0,00	502.275,00
TOTAUX EXERCICE PROPRE	4.807.315,00	- 2.388.617,56	2.418.697,44
TOTAUX GENERAUX	5.309.590,00	- 2.388.617,56	2.920.972,44

**TABLEAU II**

**Exercice 2014 : RECETTES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1**

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit modifié
EXERCICES ANTERIEURS ANNÉE 0000				
000/951-01 Boni du service ordinaire	5.970.030,30	738.320,31		6.708.350,61
TOTAUX 0000	5.970.030,30	738.320,31	0,00	6.708.350,61

Exercice 2014 : RECETTES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire		Crédit budgétaire	Modification		Crédit modifié
			Augmentation	Diminution	
ANNÉE 2013					
104/465-02/13	Contribution autorité supérieure dans les frais de personnel		82.466,10		82.466,10
TOTAUX 0000		0,00	82.466,10	0,00	82.466,10
TOTAUX		5.970.030,30	820.786,41	0,00	6.790.816,71
GENERAL					
TRANSFERTS					
00010/466-48	Compensation travailleurs frontaliers luxembourgeois	4.092,40	2.135,02		6.227,42
TOTAUX TRANSFERTS		4.092,40	2.135,02	0,00	6.227,42
TOTAUX FONDS		4.092,40	2.135,02	0,00	6.227,42
FONDS					
TRANSFERTS					
021/466-01	Fonds des communes Dotation principale	18.903.343,11	92.503,35		18.995.846,46
TOTAUX TRANSFERTS		18.903.343,11	92.503,35	0,00	18.995.846,46
TOTAUX FONDS		18.903.343,11	92.503,35	0,00	18.995.846,46
IMPOTS ET REDEVANCES					
TRANSFERTS					
040/361-04	Délivrance de documents administratifs	537.500,00	54.000,00		591.500,00
040/363-03	Déchets - Enlèvement et traitement des immondices	3.100.000,00		- 150.000,00	2.950.000,00
040/364-09	Carrières	480.000,00	173.000,00		653.000,00
040/372-01	Additionnel à l'impôt des personnes physiques (8,8 %)	22.721.153,58		- 838.755,33	21.882.398,25
0401/361-04	Délivrance de documents administratifs urbanisme	130.000,00	10.000,00		140.000,00
TOTAUX TRANSFERTS		26.968.653,58	237.000,00	- 988.755,33	26.216.898,25

Exercice 2014 : RECETTES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation Diminution		Crédit modifié
				26.216.898,2
TOTAUX IMPOTS ET REDEVANCES	26.968.653,58	237.000,00	- 988.755,33	5

ADMINISTRATION GENERALE

TRANSFERTS

104/465-02 Contribution autorité supérieure dans frais de personnel	210.000,00	50.000,00		260.000,00
104/465-05 Aides à la promotion de l'emploi	678.130,00	6.000,00		684.130,00
TOTAUX TRANSFERTS	888.130,00	56.000,00	0,00	944.130,00
TOTAUX ADMINISTRATION GENERALE	888.130,00	56.000,00	0,00	944.130,00

AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

TRANSFERTS

16101/465-48 Palestine - Subside (convention WBI)		90.000,00		90.000,00
TOTAUX TRANSFERTS	0,00	90.000,00	0,00	90.000,00
TOTAUX AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT	0,00	90.000,00	0,00	90.000,00

POMPIERS

TRANSFERTS

351/380-06 Récupération charges traitements personnel détaché	186.500,00	263.500,00		450.000,00
TOTAUX TRANSFERTS	186.500,00	263.500,00	0,00	450.000,00
TOTAUX POMPIERS	186.500,00	263.500,00	0,00	450.000,00

COMMERCE - INDUSTRIE

PRESTATIONS

551/161-05 Redevance d'occupation du domaine public par réseau gazier	406.180,00	59.042,00		465.222,00
552/161-05 Redevance d'occupation du domaine public par réseau électrique	923.201,00	17.710,00		940.911,00
TOTAUX PRESTATIONS	1.329.381,00	76.752,00	0,00	1.406.133,00

TRANSFERTS

Exercice 2014 : RECETTES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit modifié
5612/465-01 Projets européens Subsides à reverser	30.000,00	520.000,00		550.000,00
TOTAUX TRANSFERTS	30.000,00	520.000,00	0,00	550.000,00
TOTAUX COMMERCE - INDUSTRIE	1.359.381,00	596.752,00	0,00	1.956.133,00

EDUCATION POPULAIRE ET ARTS

PRESTATIONS

762/161-48 Produits et récupérations divers	116.600,00		- 116.600,00	
7624/161-48 Activités des aînés - Produits divers		136.600,00		136.600,00
7642/161-48 Installations sportives Produits divers	500,00	36.500,00		37.000,00
771/161-48 Musées Produits et récupérations divers	80.000,00	15.000,00		95.000,00
TOTAUX PRESTATIONS	197.100,00	188.100,00	- 116.600,00	268.600,00
TOTAUX EDUCATION POPULAIRE ET ARTS	197.100,00	188.100,00	- 116.600,00	268.600,00

SECURITE ET ASSISTANCE SOCIALE

TRANSFERTS

80100/465-48 P.S.S.P. - Subside		527.340,00		527.340,00
80105/465-48 Plan global (POSE) - Subside		50.000,00		50.000,00
TOTAUX TRANSFERTS	0,00	577.340,00	0,00	577.340,00
TOTAUX SECURITE ET ASSISTANCE SOCIALE	0,00	577.340,00	0,00	577.340,00

AIDE SOCIALE ET FAMILIALE

PRESTATIONS

84010/163-01 P.C.S. - Locations immobilier	3.000,00		- 3.000,00	
84020/163-01 P.C.S. - Logements de transit		4.000,00		4.000,00
TOTAUX PRESTATIONS	3.000,00	4.000,00	- 3.000,00	4.000,00

TRANSFERTS

84010/465-01 P.C.S. - Subventions	1.019.091,00		1.019.091,00	
84010/465-02 P.C.S. Subventions frais de personnel	70.000,00		- 70.000,00	
84010/465-05 P.C.S. - Subventions A.P.E.	24.000,00		- 6.000,00	18.000,00



Exercice 2014 : RECETTES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification		Crédit modifié
		Augmentation	Diminution	
84010/465-48 P.C.S. - Subsidés	30.000,00	470.000,00		500.000,00
84011/465-48 P.C.S. article 18 - Subsidés à reverser		41.300,00		41.300,00
84021/465-02 Subsidés Région wallonne				
Convention 1 <sup>er</sup> emploi		54.000,00		54.000,00
84022/465-01 Ecole des devoirs - Subside		10.000,00		10.000,00
84023/465-02 Eté solidaire - Subside		6.300,00		6.300,00
			-	
TOTAUX PRESTATIONS	1.143.091,00	581.600,00	1.095.091,00	629.600,00
			-	
TOTAUX DESINFECTION – NETTOYAGE - IMMONDICES	1.146.091,00	585.600,00	1.098.091,00	633.600,00
			-	50.138.775,1
TOTAUX	49.653.291,09	2.688.930,37	2.203.446,33	3

Tableau récapitulatif

	Modification sollicitée		
	Augmentation	Diminution	Solde
TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS	820.786,41	0,00	820.786,41
TOTAUX EXERCICES PROPRES	2.688.930,37	- 2.203.446,33	485.484,04
TOTAUX GENERAUX	3.509.716,78	- 2.203.446,33	1.306.270,45

RELEVÉ RECAPITULATIF DU BUDGET ORDINAIRE 2014 - RECETTES

Fonctions	Prestations	Transferts	Dette	Total	Prélèvements	Total
	204.000,0					
009 GÉNÉRAL	0	2.112.516,38	141.500,00	2.458.016,38		2.458.016,38
		19.512.982,6		19.512.982,6		19.512.982,6
029 FONDS		6		6		6
049 IMPÔTS ET REDEVANCES		54.999.379,9		54.999.379,9		54.999.379,9
		7		7		7
059 ASSURANCES	5.000,00	300.000,00		305.000,00		305.000,00
123 ADMINISTRATION GÉNÉRALE	57.000,00	1.317.730,00		1.374.730,00	980.000,00	2.354.730,00
	795.300,0					
129 PATRIMOINE PRIVÉ	0	361.520,00		1.156.820,00		1.156.820,00
139 SERVICES GÉNÉRAUX	440.350,0			440.350,00		440.350,00
	0					
169 AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT		90.000,00		90.000,00		90.000,00
	440.500,0					
369 POMPIERS	0	3.294.500,00		3.735.000,00		3.735.000,00
399 JUSTICE - POLICE		220.000,00		220.000,00		220.000,00
499 COMMUNICATIONS - VOIRIE - COURS D'EAU	277.500,0					
	0	602.700,00		880.200,00		880.200,00
599 COMMERCE - INDUSTRIE	1.611.533,00		2.143.100,0			
		654.800,00	0	4.409.433,00		4.409.433,00
699 AGRICULTURE	385,00			385,00		385,00
729 ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE	545.600,0					
	0	1.811.620,00	7,00	2.357.227,00		2.357.227,00
739 ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ARTISTIQUE	161.560,0					
	0	266.000,00	2.700,00	430.260,00		430.260,00
767 BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES	100.000,0			402.443,00		402.443,00
	0	302.443,00				
789 EDUCATION POPULAIRE ET ARTS	1.015.100,00	1.080.700,00	5.500,00	2.101.300,00		2.101.300,00
799 CULTES			26.600,00	26.600,00		26.600,00
839 SÉCURITÉ ET	1.500,00	577.340,00	500,00	579.340,00		579.340,00

ASSISTANCE SOCIALE						
849	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE	379.000,00	0	1.890.600,00	2.269.600,00	2.269.600,00
872	SANTÉ ET HYGIÈNE			700.000,00	700.000,00	700.000,00
876	DÉSINFECTION – NETTOYAGE – IMMONDICES	4.000,00	397.000,00	94.410,00	495.410,00	495.410,00
879	CIMETIÈRES PROTECTION ENVIRONNEMENT	245.500,00	0	46.800,00	3.750,00	296.050,00
939	LOGEMENT – URBANISME		103.500,00		103.500,00	103.500,00
		6.283.828,00	89.942.132,01	3.118.067,00	99.344.027,01	100.324.027,01
Totaux exercice 2014		00	1	0	1 980.000,00	01
Excédent					1.445.970,85	1.725.970,85
Exercices antérieurs						6.790.816,71
Excédent					5.288.541,71	
						107.114.843,72
<b>TOTAL</b>						<b>72</b>
Excédent						7.014.512,56
						<b>107.114.843,72</b>
<b>TOTAL</b>						<b>72</b>
<b>BONI</b>						<b>6.014.512,56</b>

#### RELEVÉ RECAPITULATIF DU BUDGET ORDINAIRE 2014 - DEPENSES

Fonctions	Personnel	Fonctionnement	Transferts	Dette	Total	Prélèvements	Total
009 GÉNÉRAL		32.500,00		1.384.420,00	1.416.920,00		1.416.920,00
049 IMPÔTS ET REDEVANCES			257.000,00		257.000,00		
			0		0		257.000,00
	390.000,00				880.000,00		
059 ASSURANCES	0	490.000,00			0		880.000,00
123 ADMINISTRATION GÉNÉRALE	11.677.550,00	2.936.583,98	73.420,00	189.675,00	14.877.228,98	700.000,00	15.577.228,98
129 PATRIMOINE PRIVÉ	3.028.700,00	382.000,00	4.150,00	940.210,00	4.355.060,00		4.355.060,00
139 SERVICES	449.600,00	31.800,00	500,00		481.900,00		481.900,00

	GÉNÉRAUX	0			0	
169	AIDE AUX PAYS					
EN						
	VOIE DE					
			110.000,0		114.000,0	
	DEVELOPPEMENT	4.000,00	0		0	114.000,00
		7.338.700,00	937.885,00	7.400,00	91.700,00	8.375.685,00
369	POMPIERS					0
			10.917,06		10.917,06	10.917,065,18
399	JUSTICE - POLICE		5,18		5,18	18
499						
	COMMUNICATIONS					
	VOIRIE	6.260.920,00	1.996.600,00		3.026.450,00	11.313.970,00
	COURS D'EAU		0	30.000,00	00	0,00
599	COMMERCE	1.005.150,00		941.400,00	687.900,00	3.046.895,00
	INDUSTRIE		412.445,00	0	0	00
699	AGRICULTURE		1.300,00	3.750,00		5.050,00
729	ENSEIGNEMENT					
	GARDIEN,	2.586.850,00	1.908.700,00		333.520,00	4.844.770,00
	PRIMAIRE		0	15.700,00	0	00
739	ENSEIGNEMENT					
	SECONDAIRE,					
	ARTISTIQUE,				258.470,00	768.105,00
	TECHNIQUE	72.880,00	426.155,00	10.600,00	0	0
767	BIBLIOTHÈQUES	1.054.700,00				1.426.875,00
	PUBLIQUES		352.950,00	18.900,00	325,00	00
789	EDUCATION					
	POPULAIRE	6.489.060,00	2.715.676,00	1.353.955,00	1.294.262,00	11.852.953,00
	ET ARTS		0	00	00	3,00
				892.000,00	385.000,00	1.291.500,00
799	CULTES		14.500,00	0	0	00
839	SÉCURITÉ ET					
	ASSISTANCE	862.000,00		9.453.200,00		10.422.764,00
	SOCIALE		0	99.537,00	00	8.027,00
849	AIDE SOCIALE ET	2.914.450,00		123.395,00		3.461.015,00
	FAMILIALE		352.870,00	0	70.300,00	00
872	SANTE ET					
	HYGIENE			16.575,00		16.575,00
874	ALIMENTATION -				345.000,00	345.000,00
	EAU				0	0
876	DÉSINFECTION					
	NETTOYAGE	2.279.980,00		2.130.250,00	135.100,00	5.159.710,00
	IMMONDICES		614.380,00	00	0	00
					603.400,00	615.400,00
877	EAUX USEES		12.000,00		0	0

879 CIMENTIÈRES							
PROTECTION	460.630,0				565.290,0		
ENVIRONNEMENT	0	97.250,00	4.550,00	2.860,00	0		565.290,00
939 LOGEMENT -				995.425,0	1.087.325,		1.087.325,0
URBANISME		18.000,00	73.900,00	0	00		0
	46.871.17	13.837.131,	26.437.71	10.752.04	97.898.05		98.598.056,
Totaux exercice 2014	0,00	98	0,18	4,00	6;16	700.000,00	16
							1.502.275,0
Exercices antérieurs							0
							<b>100.100.331</b>
<b>TOTAL</b>							<b>,16</b>
							1.000.000,0
Prélèvements							0
							<b>101.100.331</b>
<b>TOTAL</b>							<b>,16</b>

#### LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau II reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget doivent être révisées;

#### DECIDE :

le budget de la Commune est modifié conformément aux indications portées au tableau II et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau I ci-après :

**TABLEAU I**  
BALANCES DES RECETTES ET DES DEPENSES

Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
D'après le budget initial ou la précédente modification budgétaire	20.435.738,0 3	16.047.200,00	4.388.538,03
Augmentation des crédits (+)	7.452.110,41	6.602.692,73	849.417,68
Nouveau résultat	27.887.848,4 4	22.649.892,73	5.237.955,71

TABLEAU II

Exercice 2014 : DEPENSES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit
EXERCICES ANTERIEURS				
ANNÉE 2001				
351/743-98/01 Plan quinquennal Véhicules spéciaux		66.834,68		66.834,68
3511/744-51/01 Plan quinquennal Matériel d'équipement		17.000,00		17.000,00
TOTAUX 2001	0,00	83.834,68	0,00	83.834,68
ANNÉE 2008				
9305/733-60/08 Valorisation touristique espaces structurants - Honoraires		26.063,40		26.063,40
TOTAUX 2008	0,00	26.063,40	0,00	26.063,40
ANNÉE 2009				
Kain - Construction d'un hall 764/722-60/09 sportif		283.000,00		283.000,00
TOTAUX 2009	0,00	283.000,00	0,00	283.000,00
ANNEE 2010				
9303/731-60/10 Cœur de ville - Piétonnier		110.000,00		110.000,00
TOTAUX 2010	0,00	110.000,00	0,00	110.000,00
ANNEE 2011				
3511/744-51/11 Achat matériel d'équipement 722/722-60/11 Petit colisée		3.900,00		3.900,00
Travaux de construction		2.000,00		2.000,00
TOTAUX 2011	0,00	5.900,00	0,00	5.900,00
ANNÉE 2012				
104/741-51/12 Achat de mobilier de bureau 84010/522- SAIS - Subsidés en capital aux 52/12 ASBL		0,18 34.900,63		0,18 34.900,63

Exercice 2014 : DEPENSES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit
930/733-60/12 Stagiaires Pistes - Honoraires		126,98		126,98
<b>TOTAUX 2012</b>	<b>0,00</b>	<b>35.027,79</b>	<b>0,00</b>	<b>35.027,79</b>
<b>ANNEE 2013</b>				
104/733-60/13 Etudes, plans d'urbanisme,...		15.500,00		15.500,00
104/742-53/13 Achat matériel informatique		2.500,00		2.500,00
1241/733-60/13 Installation caméras - Honoraires		60.000,00		60.000,00
421/743-98/13 Achat véhicules spéciaux		500,00		500,00
421/745-98/13 Maintenance véhicules spéciaux		5.469,83		5.469,83
421/749-98/13 Voirie - Marquage au sol		800,00		800,00
7221/722-60/13 Ecole de Froidmont - Travaux		162.540,00		162.540,00
7227/724-60/13 Ecoles communales - Maintenance		75,00		75,00
876/745-98/13 Maintenance véhicules spéciaux		7.721,05		7.721,05
930/723-60/13 Raccordement n° 19 rue Perdue		16.500,00		16.500,00
930/732-60/13 Parking souterrain rue Perdue		3.865,95		3.865,95
930/733-60/13 Rue des Chapeliers à Tournai Honoraires		462,83		462,83
<b>TOTAUX 2013</b>	<b>0,00</b>	<b>275.934,66</b>	<b>0,00</b>	<b>275.934,66</b>
<b>TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>0,00</b>	<b>819.760,53</b>	<b>0,00</b>	<b>819.760,53</b>

PRELEVEMENTS

PRELEVEMENTS

060/955-51 Prélèvement pour le fonds de réserve extraordinaire		2.000.000,00		2.000.000,00
<b>TOTAUX PRELEVEMENTS</b>	<b>0,00</b>	<b>2.000.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2.000.000,00</b>
<b>TOTAUX PRELEVEMENTS</b>	<b>0,00</b>	<b>2.000.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2.000.000,00</b>

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

INVESTISSEMENT

104/724-60 Hôtel de Ville - Maintenance	47.000,00	5.000,00		52.000,00
104/742-53 Achat de matériel informatique	350.000,00	519.000,00		869.000,00
104/744-51 Achat de matériel d'équipement et d'exploitation	78.000,00	10.000,00		88.000,00
<b>TOTAUX INVESTISSEMENT</b>	<b>475.000,00</b>	<b>534.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1.009.000,00</b>
<b>TOTAUX ADMINISTRATION GENERALE</b>	<b>475.000,00</b>	<b>534.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1.009.000,00</b>

Exercice 2014 : DEPENSES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit
<b>PATRIMOINE PRIVE</b>				
<b>INVESTISSEMENT</b>				
124/724-60 Maintenance bâtiments communaux	27.500,00	50.822,00		78.322,00
124/742-53 Digital cities - Bornes Wi-Fi		273.380,00		273.380,00
1241/724-60 Bâtiments des anciens prêtres				
1242/733-60 Maintenance Digital cities - Honoraires		100.000,00		100.000,00
		26.620,00		26.620,00
<b>TOTAUX INVESTISSEMENT</b>	<b>27.500,00</b>	<b>450.822,00</b>	<b>0,00</b>	<b>478.322,00</b>
<b>DETTE</b>				
124/812-51 IMIO - Libération des participations		2.000,00		2.000,00
<b>TOTAUX DETTE</b>	<b>0,00</b>	<b>2.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2.000,00</b>
<b>TOTAUX PATRIMOINE PRIVE</b>	<b>27.500,00</b>	<b>452.822,00</b>	<b>0,00</b>	<b>480.322,00</b>
<b>POMPIERS</b>				
<b>INVESTISSEMENT</b>				
351/724-60 Caserne incendie - Maintenance		11.000,00		11.000,00
351/742-53 Achat matériel informatique		25.000,00		25.000,00
351/743-98 Achat de véhicules spéciaux		135.000,00		135.000,00
351/745-98 Véhicules spéciaux - Maintenance		20.000,00		20.000,00
3511/744-51 Achat matériel d'équipement		31.000,00		31.000,00
<b>TOTAUX INVESTISSEMENT</b>	<b>0,00</b>	<b>222.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>222.000,00</b>
<b>TOTAUX POMPIERS</b>	<b>0,00</b>	<b>222.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>222.000,00</b>
<b>COMMUNICATIONS – VOIRIE – COURS D'EAU</b>				
<b>INVESTISSEMENT</b>				
421/733-60 Economie sociale marchande, développement durable - Honoraires		10.000,00		10.000,00
421/741-52 Wallonie cyclable				
421/743-52 Petits équipements de voirie Achat d'autos et de camionnettes		45.000,00		45.000,00
421/745-98 Maintenance véhicules spéciaux		15.000,00		15.000,00
42110/731-60 Travaux de réfection du parvis de		21.077,20		21.077,20
		225.000,00		225.000,00



Exercice 2014 : DEPENSES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit I
la gare de Tournai				
4212/731-60 Place Saint-Pierre				
Remise en état voirie		500.000,00		500.000,00
4219/731-60 Crédit d'impulsion 2013		333.333,00		333.333,00
424/749-98 Esplanade				
Investissements mobiliers divers		25.000,00		25.000,00
426/735-60 Eclairage public				
Entretien extraordinaire	93.000,00	25.000,00		118.000,00
<b>TOTAUX INVESTISSEMENT</b>	<b>93.000,00</b>	<b>1.199.410,20</b>	<b>0,00</b>	<b>1.292.410,20</b>
<b>TOTAUX COMMUNICATIONS - VOIRIE -</b>				
<b>COURS D'EAU</b>	<b>93.000,00</b>	<b>1.199.410,20</b>	<b>0,00</b>	<b>1.292.410,20</b>
<b>COMMERCE - INDUSTRIE</b>				
<b>INVESTISSEMENT</b>				
521/724-60 Tournai Expo - Maintenance		40.000,00		40.000,00
Signalisation touristique centre-				
561/741-52 ville	50.000,00	10.000,00		60.000,00
5611/749-98 Office du tourisme				
Investissements mobiliers divers		11.000,00		11.000,00
<b>TOTAUX INVESTISSEMENT</b>	<b>50.000,00</b>	<b>61.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>111.000,00</b>
<b>DETTE</b>				
5611/820-51 Les Amis de Tournai ASBL				
Prêt octroyé		55.000,00		55.000,00
<b>TOTAUX INVESTISSEMENT</b>	<b>0,00</b>	<b>55.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>55.000,00</b>
<b>TOTAUX COMMERCE - INDUSTRIE</b>	<b>50.000,00</b>	<b>116.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>166.000,00</b>
<b>ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE</b>				
<b>INVESTISSEMENT</b>				
721/744-51 Enseignement gardien				
Matériel d'équipement		58.000,00		58.000,00
722/724-60 Tremplin 2000 - Ecole d'Havannes				
Maintenance	10.000,00	5.500,00		15.500,00
722/744-51 Achat matériel d'équipement	12.000,00	21.500,00		33.500,00
7227/724-60 Ecoles communales - Maintenance	135.000,00	363.000,00		498.000,00
<b>TOTAUX INVESTISSEMENT</b>	<b>157.000,00</b>	<b>448.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>605.000,00</b>
<b>TOTAUX ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE</b>	<b>157.000,00</b>	<b>448.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>605.000,00</b>

Exercice 2014 : DEPENSES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ARTISTIQUE TECHNIQUE INVESTISSEMENT				
7341/724-60 Académie des Beaux-Arts Maintenance	60.000,00	35.000,00		95.000,00
7341/742-53 Académie des Beaux-Arts Matériel informatique		6.000,00		6.000,00
TOTAUX INVESTISSEMENT	60.000,00	41.000,00	0,00	101.000,00
TOTAUX ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ARTISTIQUE TECHNIQUE	60.000,00	41.000,00	0,00	101.000,00
EDUCATION POPULAIRE ET ARTS INVESTISSEMENT				
763/724-60 Service des fêtes - Maintenance		10.000,00		10.000,00
763/744-51 Service des fêtes Matériel d'équipement		3.000,00		3.000,00
Kain - Construction d'un hall 7641/722-60 sportif		20.000,00		20.000,00
Hall des sports de la CET - 7642/733-60 Honoraires		10.000,00		10.000,00
7642/744-51 Hall des sports Matériel d'équipement		25.000,00		25.000,00
7646/724-60 Hall de la CET - Maintenance Matériel d'équipement -		450.000,00		450.000,00
766/745-51 Maintenance		18.500,00		18.500,00
773/733-60 Halle-aux-Draps - Honoraires		12.000,00		12.000,00
TOTAUX INVESTISSEMENT	0,00	548.500,00	0,00	548.500,00
TOTAUX EDUCATION POPULAIRE ET ARTS	0,00	548.500,00	0,00	548.500,00
CULTES INVESTISSEMENT				
790/724-60 Eglises - Maintenance		6.000,00		6.000,00
TOTAUX INVESTISSEMENT	0,00	6.000,00	0,00	6.000,00
TOTAUX CULTES	0,00	6.000,00	0,00	6.000,00

Exercice 2014 : DEPENSES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit
SECURITE ET ASSISTANCE SOCIALE				
INVESTISSEMENT				
832/725-60 Infrastructure sportive de quartier et aires de jeux	102.000,00	15.000,00		117.000,00
TOTAUX INVESTISSEMENT	102.000,00	15.000,00	0,00	117.000,00
TOTAUX SECURITE ET ASSISTANCE SOCIALE	102.000,00	15.000,00	0,00	117.000,00
AIDE SOCIALE ET FAMILIALE				
INVESTISSEMENT				
84010/742-53 SAIS - Matériel informatique Crèches - Maintenance		3.000,00		3.000,00
8441/724-60 extraordinaire	5.000,00	7.500,00		12.500,00
TOTAUX INVESTISSEMENT	5.000,00	10.500,00	0,00	15.500,00
TOTAUX AIDE SOCIALE ET FAMILIALE	5.000,00	10.500,00	0,00	15.500,00
CIMETIERES – PROTECTION ENVIRONNEMENT				
INVESTISSEMENT				
878/725-60 Cimetières Equipement et maintenance		35.000,00		35.000,00
878/749-98 Cimetières - PPW Investissement mobilier divers	15.000,00	6.500,00		21.500,00
8782/722-60 Cimetière de Froyennes Construction nouvelle entrée		100.000,00		100.000,00
TOTAUX INVESTISSEMENT	15.000,00	141.500,00	0,00	156.500,00
TOTAUX CIMETIERES – PROTECTION ENVIRONNEMENT	15.000,00	141.500,00	0,00	156.500,00
LOGEMENT - URBANISME				
INVESTISSEMENT				
930/733-60 LICI - Honoraires		3.200,00		3.200,00
930/741-52 LICI - Mobilier urbain		10.000,00		10.000,00
930/744-51 LICI - Matériel d'équipement		35.000,00		35.000,00
TOTAUX INVESTISSEMENT	0,00	48.200,00	0,00	48.200,00
TOTAUX LOGEMENT - URBANISME	0,00	48.200,00	0,00	48.200,00
TOTAUX	984.500,00	5.782.932,20	0,00	6.767.432,20

## Tableau récapitulatif

	Modification sollicitée		
	Augmentation	Diminution	Solde
TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS	819.760,53	0,00	819.760,53
TOTAUX EXERCICE PROPRE	5.782.932,20	0,00	5.782.932,20
TOTAUX GENERAUX	6.602.692,73	0,00	6.602.692,73

## TABLEAU II

## Exercice 2014 : RECETTES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit modifié
EXERCICES ANTERIEURS				
ANNÉE 0000				
000/952-51 Boni du service extraordinaire	5.023.413,03	2.849.417,68		7.872.830,71
TOTAUX 0000	5.023.413,03	2.849.417,68	0,00	7.872.830,71
ANNEE 2001				
351/665-52/01 Plan quinquennal - Matériel d'équipement - Subsidés		12.750,00		12.750,00
3512/665-52/01 Plan quinquennal - Véhicules spéciaux Subsidés		50.126,01		50.126,01
TOTAUX 2001	0,00	62.876,01	0,00	62.876,01
ANNEE 2008				
9304/665-52/08 Valorisation touristique espaces structurants - Honoraires - Subsidés		23.450,00		23.450,00
TOTAUX 2008	0,00	23.450,00	0,00	23.450,00
ANNEE 2009				
764/961-51/09 Kain - Construction hall sportif Emprunt Ville		283.000,00		283.000,00
TOTAUX 2009	0,00	283.000,00	0,00	283.000,00

Exercice 2014 : RECETTES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit modifié
ANNEE 2010				
9302/961-51/10 Cœur de ville - Piétonnier				
Emprunt Ville		11.000,00		11.000,00
9304/664-51/10 Cœur de ville - Piétonnier				
Subsides		99.000,00		99.000,00
TOTAUX 2001	0,00	110.000,00	0,00	110.000,00
ANNEE 2013				
7223/961-51/13 Ecole de Froidmont - Travaux				
Emprunt Ville		107.540,00		107.540,00
TOTAUX 2013	0,00	107.540,00	0,00	107.540,00
TOTAUX	5.023.413,03	3.436.283,69	0,00	8.459.696,72
PRELEVEMENTS				
PRELEVEMENTS				
060/995-51 Prélèvement sur le fonds de				
réserve extraordinaire	440.000,00	1.039.793,72		1.479.793,72
TOTAUX PRELEVEMENTS	440.000,00	1.039.793,72	0,00	1.479.793,72
ADMINISTRATION GENERALE				
DETTE				
1041/961-51 Achat matériel informatique				
Emprunt Ville	350.000,00	490.000,00		840.000,00
TOTAUX TRANSFERTS	350.000,00	490.000,00	0,00	840.000,00
TOTAUX ADMINISTRATION GENERALE	350.000,00	490.000,00	0,00	840.000,00
PATRIMOINE PRIVE				
TRANSFERTS				
1243/665-52 Digital cities - Honoraires				
Subsides		26.620,00		26.620,00
1244/665-52 Digital cities - Bornes Wi-Fi				
Subsides		273.380,00		273.380,00
TOTAUX TRANSFERTS	0,00	300.000,00	0,00	300.000,00
DETTE				
1241/961-51 Bâtiment anciens prêtres				
Maintenance - Emprunt Ville		100.000,00		100.000,00

Exercice 2014 : RECETTES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit modifié
TOTAUX DETTE	0,00	100.000,00	0,00	100.000,00
TOTAUX PATRIMOINE PRIVE	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00
POMPIERS				
DETTE				
351/961-51 Achat de véhicules spéciaux				
Emprunt Ville		135.000,00		135.000,00
TOTAUX S	0,00	135.000,00	0,00	135.000,00
TOTAUX POMPIERS	0,00	135.000,00	0,00	135.000,00
COMMUNICATIONS – VOIRIE – COURS D'EAU				
TRANSFERTS				
421/665-52 Wallonie cyclable - Petits				
équipements voirie - Subsidés		30.000,00		30.000,00
4211/665-52 Economie sociale marchande				
Honoraires - Subsidés		10.000,00		10.000,00
4212/664-51 Crédit d'impulsion 2013 - Subsidés		250.000,00		250.000,00
TOTAUX TRANSFERTS	0,00	290.000,00	0,00	290.000,00
DETTE				
42111/961-51 Crédit d'impulsion 2013				
Emprunt Ville		83.333,00		83.333,00
42113/961-51 Parvis gare de Tournai				
Emprunt Ville		225.000,00		225.000,00
Place Saint-Pierre				
4218/961-51 Remise en état voirie - Emprunt				
Ville		380.000,00		380.000,00
426/961-51 Eclairage public - Entretien				
extraordinaire - Emprunt Ville	90.000,00	25.000,00		25.000,00
TOTAUX DETTE	90.000,00	713.333,00	0,00	803.333,00
TOTAUX COMMUNICATIONS – VOIRIE –				
COURS D'EAU	90.000,00	1.003.333,00	0,00	1.093.333,00
COMMERCE - INDUSTRIE				
DETTE				
5611/870-51 Amis de Tournai ASBL				
Remboursement prêt octroyé		55.000,00		55.000,00

Exercice 2014 : RECETTES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation Diminution		Crédit modifié
TOTAUX DETTE	0,00	55.000,00	0,00	55.000,00
TOTAUX COMMERCE - INDUSTRIE	0,00	55.000,00	0,00	55.000,00
ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE				
TRANSFERTS				
721/665-52 Enseignement gardien - Matériel d'équipement - Subsidés		48.000,00		48.000,00
722/661-51 Ecoles communales - Maintenance Subsidés		135.000,00		135.000,00
722/665-52 Ecoles communales - Equipement Subsidés	7.000,00	3.500,00		10.500,00
TOTAUX TRANSFERTS	7.000,00	186.500,00	0,00	193.500,00
DETTE				
7222/961-51 Ecoles communales - Maintenance Emprunt Ville	135.000,00	105.000,00		240.000,00
TOTAUX DETTE	135.000,00	105.000,00	0,00	240.000,00
TOTAUX ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE	142.000,00	291.500,00	0,00	433.500,00
EDUCATION POPULAIRE ET ARTS				
TRANSFERTS				
764/663-51 Hall de la CET - Maintenance Subsidés		337.500,00		337.500,00
TOTAUX TRANSFERTS	0,00	337.500,00	0,00	337.500,00
DETTE				
7641/961-51 Hall des sports CET - Maintenance Emprunt Ville		112.500,00		112.500,00
TOTAUX DETTE	0,00	112.500,00	0,00	112.500,00
TOTAUX EDUCATION POPULAIRE ET ARTS	0,00	450.000,00	0,00	450.000,00
AIDE SOCIALE ET FAMILIALE				
TRANSFERTS				
84010/665-52 SAIS - Matériel informatique Subsidés		3.000,00		3.000,00
TOTAUX TRANSFERTS	0,00	3.000,00	0,00	3.000,00

Exercice 2014 : RECETTES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation Diminution		Crédit modifié
TOTAUX AIDE SOCIALE ET FAMILIALE	0,00	3.000,00	0,00	3.000,00
CIMETIERES - PROTECTION ENVIRONNEMENT				
DETTE				
8782/961-51 Cimetière de Froyennes - Construction				
Emprunt Ville		100.000,00		100.000,00
TOTAUX DETTE	0,00	100.000,00	0,00	100.000,00
TOTAUX CIMETIERES				
PROTECTION ENVIRONNEMENT	0,00	100.000,00	0,00	100.000,00
LOGEMENT- URBANISME				
TRANSFERTS				
93012/665-52 LICI - Matériel d'équipement				
Subsides		35.000,00		35.000,00
9302/665-52 LICI - Honoraires - Subsides		3.200,00		3.200,00
9307/665-52 LICI - Mobilier urbain - Subsides		10.000,00		10.000,00
TOTAUX TRANSFERTS	0,00	48.200,00	0,00	48.200,00
TOTAUX LOGEMENT - URBANISME	0,00	48.200,00	0,00	48.200,00
TOTAUX	1.022.000,00	4.015.826,72	0,00	5.037.826,72

Tableau récapitulatif

	Modification sollicitée		
	Augmentation	Diminution	Solde
TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS	3.436.283,69	0,00	3.436.283,69
TOTAUX EXERCICE PROPRE	4.015.826,72	0,00	4.015.826,72
TOTAUX GENERAUX	7.452.110,41	0,00	7.452.110,41

RELEVÉ RECAPITULATIF DU BUDGET EXTRAORDINAIRE 2014 - RECETTES

Fonctions	Transferts	Dettes	Total
123 ADMINISTRATION	35.250,00	910.000,00	945.250,00



	GÉNÉRALE			
129	PATRIMOINE PRIVÉ	356.625,00	100.000,00	456.625,00
369	POMPIERS		135.000,00	135.000,00
499	COMMUNICATIONS			
	VOIRIE - COURS D'EAU	1.665.000,00	2.653.333,00	4.318.333,00
599	COMMERCE - INDUSTRIE	45.000,00	55.000,00	100.000,00
729	ENSEIGNEMENT			
	GARDIEN, PRIMAIRE	563.100,00	332.400,00	895.500,00
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ARTISTIQUE TECHNIQUE	45.000,00		45.000,00
767	BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES	63.500,00		63.500,00
789	EDUCATION POPULAIRE ET ARTS	2.149.700,00	1.390.300,00	3.540.000,00
799	CULTES		150.000,00	150.000,00
839	SÉCURITÉ ET ASSISTANCE SOCIALE	86.700,00		86.700,00
849	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE	6.750,00		6.750,00
877	EAUX USEES		316.000,00	316.000,00
879	CIMETIERES PROTECTION ENVIRONNEMENT	7.500,00	160.000,00	167.500,00
939	LOGEMENT URBANISME	5.309.200,00	312.000,00	5.621.200,00
Totaux exercice 2014		10.333.325,00	6.514.033,00	16.847.358,00
Exercices antérieurs				9.560.696,72
Excédent				7.199.936,19
<b>TOTAL</b>				<b>26.408.054,72</b>
Excédent				5.758.161,99
Prélèvements				<b>1.479.793,72</b>
<b>TOTAL</b>				<b>27.887.848,44</b>
				<b>5.237.955,71</b>
<b>BONI</b>				

RELEVÉ RECAPITULATIF DU BUDGET EXTRAORDINAIRE 2014 - DEPENSES

	Fonctions	Transferts	Investissements	Dette	Total
123	ADMINISTRATION				
	GENERALE		1.039.000,00		1.039.000,00
129	PATRIMOINE PRIVÉ		523.322,00	2.000,00	525.322,00
369	POMPIERS		222.000,00		222.000,00
499	COMMUNICATIONS				
	VOIRIE - COURS D'EAU		4.715.910,20		4.715.910,20
599	COMMERCE				
	INDUSTRIE		111.000,00	55.000,00	166.000,00
729	ENSEIGNEMENT				
	GARDIEN, PRIMAIRE		1.106.500,00		1.106.500,00
739	ENSEIGNEMENT				
	SECONDAIRE				
	ARTISTIQUE				
	TECHNIQUE		101.000,00		101.000,00
767	BIBLIOTHÈQUES				
	PUBLIQUES		82.000,00		82.000,00
789	EDUCATION POPULAIRE				
	ET ARTS	31.600,00	3.744.200,00		3.775.800,00
799	CULTES	150.000,00	6.000,00		156.000,00
839	SÉCURITÉ ET				
	ASSISTANCE				
	SOCIALE		117.000,00		117.000,00
849	AIDE SOCIALE				
	ET FAMILIALE		48.900,00		48.900,00
876	DESINFECTION				
	NETTOYAGE				
	IMMONDICES		40.000,00		40.000,00
877	EAUX USEES		100.000,00	216.000,00	316.000,00
879	CIMETIERES				
	PROTECTION				
	ENVIRONNEMENT		256.500,00		256.500,00
939	LOGEMENT				
	URBANISME		5.621.200,00		5.621.200,00
Totaux exercice 2014		181.600,00	17.834.532,20	273.000,00	18.289.132,20
Déficit					1.441.774,20
Exercices antérieurs					2.360.760,53
<b>TOTAL</b>					20.649.892,73
Prélèvements					2.000.000,00
<b>TOTAL</b>					<b>22.649.892,73</b>

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, G. LECLERCQ, R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE

Madame l'Echevine des finances fait la déclaration suivante pour les points 25 et 26 :

" Deux points importants de ce Conseil communal en matière de finances communales : le compte 2013 et la 1<sup>ère</sup> modification budgétaire de 2014.

Au 31 décembre 2013, l'exercice global est positif, je m'en réjouis. Mais j'ai du mal à sourire avec un compte 2013 en mali à l'exercice propre de 2,3 millions d'euros.

Il y a naturellement une explication dont je me passerais bien, mais ce mali trouve sa source dans les informations fluctuantes communiquées par l'Etat fédéral.

En octobre 2013, alors que nous venions de voter la modification budgétaire 2 de 2013, le Service public fédéral (SPF) finances, par voie épistolaire, nous informait que les revenus IPP auxquels nous nous attendions seraient rabotés de 2,7 millions d'euros.

Il était donc logique que les comptes soient négatifs, mais ce n'est jamais agréable de le constater. D'autant que si ces chiffres n'avaient pas été révisés, je vous présenterais, aujourd'hui, un boni au compte 2013 de 374.000,00 €.

J'étais, malgré tout, un peu rassurée puisque, parallèlement, ce même SPF finances, nous indiquait que, pour le budget 2014 présenté avec un boni de 19.000,00 €, nous pouvions compter sur 3 millions de revenus IPP supplémentaires.

Résumé de l'histoire, il s'agissait de courriers qui modifiaient la technique, mais notre équilibre budgétaire global était préservé.

Sauf que, la veille de présenter la première modification budgétaire de 2014, une nouvelle correspondance nous informait que, pour cette année, les revenus IPP seraient eux aussi diminués de 800.000,00 €.

Le super boni, pour lequel je le rappelle nous restions vigilants, a donc du plomb dans l'aile.

Alors que nous respectons les prescrits européens de communication des données financières, alors que nous nous basons sur les chiffres communiqués par les entités 1 et 2, alors que nous respectons scrupuleusement la circulaire budgétaire, alors que nous optons pour des choix structurels difficiles d'assainissement de nos finances, la commune ne peut que subir.

Vous conviendrez avec moi que les modifications de ces montants, chaque fois annoncés par le SPF finances, ne nous permettent pas d'apporter la sérénité nécessaire à l'exécution de notre budget et à nos choix budgétaires.

A l'aube d'un exercice de prévisions budgétaires pluriannuelles auxquelles toutes les entités locales devront souscrire, nous constatons que de nombreuses questions restent sans réponse.

Celles liées aux perceptions de nos additionnels communaux mais aussi celles liées à la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat qui auront un impact pas toujours positif sur nos finances.

Vous l'avez lu dans la presse ces dernières semaines, la réforme de l'Etat aura des conséquences sur l'ensemble des niveaux de pouvoirs.

Comme je l'ai déjà fait à plusieurs reprises depuis ma prise de fonction, j'attire l'attention du Fédéral et des Régions sur le rôle important des pouvoirs locaux dans le déploiement économique de notre région, en termes d'investissements et d'emploi.

Que tous ceux qui exerceront des responsabilités aux différents niveaux de pouvoir en soient conscients : réduire les moyens des communes, c'est mettre en œuvre une politique d'austérité.

Selon moi, nous n'avons pas besoin d'austérité, mais d'activité. Cela nous regarde et cela regarde nos territoires communaux.

Je ne pouvais pas faire sans attirer l'attention sur le contexte budgétaire préoccupant, mais le catastrophisme n'est pas de mise.

La situation budgétaire tournaïsiennne reste saine et nous présentons aujourd'hui une modification budgétaire 2014 largement bénéficiaire.

C'est pourquoi, déjà à l'œuvre pour l'élaboration de notre budget 2015, je le ferai dans un esprit volontariste mais toujours rigoureux."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, est invité à s'exprimer sur ces points :

" Je n'ai pas de commentaire particulier à propos du compte. Quand il a été établi, on ne peut que le consulter. D'une manière générale, j'apprécie beaucoup l'argumentation que Madame l'Echevine vient de développer, mais les incertitudes dues au comportement du SPF finances sont connues depuis de nombreuses années. C'est déplorable, d'ailleurs, quand on veut gérer une commune correctement au niveau financier. Car les informations communiquées pendant l'année ne permettent pas d'établir des chiffres concrets et précis. C'est d'autant plus grave que c'est en totale contradiction avec toutes les exigences qui s'imposent aux communes, tant au niveau de la tutelle qu'au niveau européen. J'avais d'ailleurs soulevé le problème lors de la présentation du budget que vous avez présenté très tôt l'année dernière. Quand l'Europe demande des chiffres dans un certain délai et qu'on est totalement incapable de répondre, on ne peut transmettre que des projets de budget très hypothétiques. Cela semble assez particulier. Et quand on fait de ces hypothèses des normes de bonne gestion des communes, des régions ou des provinces, cela devient assez interpellant. Je comprends la démarche utilisée pour ce qui concerne la modification budgétaire. Malheureusement, elle ne répond pas totalement aux interrogations que nous avons soulevées lors de la présentation du budget. On a rappelé l'effort fait en matière de masse salariale. Cette dernière correspond encore à 49 % du budget. Il faut cependant relativiser, car un pourcentage n'est qu'une partie d'un tout. Si d'autres communes ont des revenus plus importants dans certains domaines ou du fonds des communes, à masse salariale égale le pourcentage peut très bien devenir plus raisonnable. Un effort est fait. Mais nous avons réclamé, au moment de la présentation du budget, un plan d'embauche et un plan de suivi des transferts et des mouvements du personnel. Ceci était d'ailleurs une exigence de la tutelle wallonne au moment de la présentation du budget. On n'en a pas parlé. C'est dommage.

Autre chose par rapport aux chiffres annoncés et qui apparaîtra peut-être lors d'une modification budgétaire en cours d'année, c'est la fameuse ponction que vous avez prévue dans votre budget dans les réserves de Tournai Expo d'un montant de 650.000,00 €. Il est dangereux selon moi de laisser ce genre d'écriture dans un dossier au moment de l'établissement du budget. On n'a aucun intérêt à toucher ou à

constater ce montant au niveau du compte, car on ne l'a pas corrigé suffisamment tôt. Je rappelle que l'objectif dans le financement du parking était d'essayer d'assurer des recettes à hauteur de 120.000,00 € par an pour compenser les deux millions d'emprunt qui ont été nécessaires pour son financement. Je vous incite à être très prudents avec ce montant et à veiller à ce qu'il soit le plus correct possible.

Pour toutes ces raisons, nous ne pourrions pas voter cette modification budgétaire. Nous reconnaissons néanmoins le travail effectué par notre échevine des finances."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, intervient à son tour :

" Compte communal 2013

Le rendement de la fiscalité communale est en baisse : sous la barre des 11 millions en 2013 alors que ce montant était dépassé durant les 5 années précédentes. Près de 340.000,00 € ont été placés en non-valeurs, donc définitivement non récupérables. Est-ce un signe de la crise ? Ou comment évaluez-vous cette perte ?

Par contre, on a vendu du patrimoine bâti et non bâti (plus de 1.100.000,00 €) : une recette "one shot" pour les finances publiques.

Le solde de la dette communale est significativement en baisse en fin 2013 (- 200.000,00 €). Par contre, la commune continue à payer pour la politique insensée des banques : 350.000,00 € annuellement pendant 10 ans pour payer l'emprunt destiné à renflouer DEXIA !

Modification budgétaire n° 1

Les rentrées pour l'impôt des personnes physiques varient souvent, suivant les prévisions "fantaisistes" du SPF finances, mais font mal dans la confection du budget (moins 830.000,00 € en recettes).

Enlèvement des immondices : taxe, dont le rendement est en baisse (- 150.000,00 €) par rapport au montant indiqué dans le budget initial. Une taxe considérée par les citoyens comme injuste par rapport aux efforts réalisés pour diminuer leur quantité de déchets. Le rendement de la redevance pour délivrance de documents administratifs est, lui, en hausse : les citoyens sont des "clients" captifs de ce service : on paie pour une carte d'identité, l'authentification de documents...

Les frais d'équipement informatique sont effectivement interpellants : près d'un million d'euros.

Le parvis de la gare : investissement à la fois incontournable et inutile. Pourquoi ? Ces 225.000,00 € devront être investis à nouveau si le parvis de la gare traîne à être repensé à cause de ces bus énormes qui défonceront régulièrement cette voirie."

Madame l'Echevine PS, **L. LIENARD**, répond à ces différentes interventions :

" Au sujet du plan d'embauche, rien n'est prévu en 2014, compte tenu des nominations, mais il y en aura un pour 2015.

Pour Orga Expo, les 650.000,00 € ont été versés. Les bonis accumulés par l'ASBL Orga Expo et avec laquelle nous avons une convention pourraient être transférés à la caisse communale. Cela n'avait jamais été le cas auparavant. C'est une mesure "one shot" qui a permis de mettre le budget en équilibre. Nous sommes en train de revoir la convention.

Pour les non-valeurs, il fallait régulariser un certain nombre de situations issues des exercices précédents sur plusieurs années. Ceci explique le montant assez important.

Nous vendons du patrimoine effectivement parce que nous n'avons plus les moyens de l'entretenir. C'est un choix.

La taxe immondices a été diminuée de 150.000,00 € pour mieux "coller" à la réalité.

Les recettes pour les documents administratifs augmentent fortement au niveau de l'urbanisme (+ 10.000,00 €). Pour les cartes d'identité, les passeports, il faut nuancer. L'autorité fédérale a augmenté sa marge bénéficiaire, mais la Ville n'a pas augmenté la taxe communale. Au bout du compte, c'est le citoyen qui paie, mais au niveau communal, on n'a pas augmenté la taxe.

Concernant l'informatique, on ne pouvait pas rester dans la situation actuelle. Précédemment, le budget informatique couvrait des dépenses de leasing au budget ordinaire. Ici, on inverse le mécanisme : on investit, ce qui relève du budget extraordinaire.

Pour le parvis de la gare, comme je l'ai précisé, lors de la commission des finances de la semaine, des discussions ont lieu avec la Société régionale wallonne du transport (SRWT). Un cofinancement est possible et à terme, dans les deux ans, nous pourrions avoir une nouvelle gare des bus à Tournai."

Monsieur le **Président** de séance ajoute :

" Je voudrais ajouter un élément d'appréciation purement technique concernant la baisse de rendement de l'impôt. Le terme est impropre. Il ne s'agit pas d'une baisse de rendement. Il s'agit de fluctuations qui sont liées au rythme d'enrôlement. Et les corrections ont, d'ailleurs, la même source."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, intervient à nouveau :

" J'entends qu'Orga Expo a déjà versé 650.000,00 € dans les caisses communales et je continue à penser que c'est une erreur. Quand on inscrit un crédit au budget, on a le temps de l'exécuter toute l'année. Et si on ne l'exécute pas, on peut, par modification budgétaire, l'enlever du budget. C'est une erreur de jouer avec 650.000,00 € sur une année budgétaire. Nous avons discuté avec le Centre régional d'aide aux communes (CRAC) du financement du projet de parking de Tournai Expo. Nous avons demandé que cet investissement soit considéré comme "hors quota", car on comptait sur des recettes annuelles de 120.000,00 €. Cela rentrera dans le compte 2014."

Monsieur le **Président** de séance répond comme suit à cette dernière intervention :

" Nous ne sommes pas à la manœuvre en tant qu'autorité communale dans l'ASBL dont tu viens de parler. Et par conséquent, ces 650.000,00 € n'auraient peut-être plus été 650.000,00 € s'il n'y avait pas eu de préemption."

27. Finances communales. Octroi de subsides aux associations locales pour l'exercice 2014.  
Approbation

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Dans le respect des dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (articles L3331-1 à L3331-8), nous vous proposons de prendre une troisième délibération d'octroi de subsides aux associations locales pour l'exercice 2014.

Vous vous souviendrez que votre Assemblée a décidé, lors de sa séance du 28 avril 2014, d'accorder un subside à diverses associations locales, et que le solde à répartir se présente comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial 2014	Solde avant répartition	Solde 2014 à répartir
161/332-02	Subsides pour l'aide au développement	20.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
521/321-01	Subside à ORGA EXPO ASBL	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00 €	250,00 €	250,00 €
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00 €	2.000,00 €	2.000,00 €
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	61.000,00 €	56.000,00 €	56.000,00 €
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	10.000,00 €	7.750,00 €	7.750,00 €
76201/332-02	Subside aux associations - Chorales	3.000,00 €	3.000,00 €	3.000,00 €
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.800,00 €	4.800,00 €	4.800,00 €
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	40.000,00 €	26.430,00 €	20.980,00 €
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	5.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	3.000,00 €	1.800,00 €	1.800,00 €
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00 €	32.650,00 €	30.150,00 €
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	8.750,00 €	8.750,00 €	5.750,00 €
8105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	5.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
TOTAL		238.800,00 €	171.430,00 €	160.480,00 €

De nouvelles associations ont introduit une demande d'aide financière soit à titre de soutien au fonctionnement, soit pour l'organisation d'une manifestation ponctuelle.

Nous soumettons dès lors à votre accord l'octroi de subsides :

- aux associations culturelles et de loisirs,
- pour fêtes et cérémonies,
- aux associations sportives.

Des glissements de crédits ont été introduits dans la modification budgétaire soumise à votre accord en même séance.

Ainsi, à l'issue de la répartition, l'impact budgétaire est de 79.475,00 € et, par conséquent, le solde à répartir de 129.455,00 € fera l'objet d'une décision ultérieure.

Article	Libellé	Crédit initial 2014	Solde avant répartition	Solde 2014 à répartir
161/332-02	Subsides pour l'aide au développement	20.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
521/321-01	Subside à ORGA EXPO ASBL	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €

6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00 €	250,00 €	250,00 €
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00 €	2.000,00 €	2.000,00 €
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	61.000,00 €	56.000,00 €	53.500,00 €
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	10.000,00 €	7.750,00 €	5.450,00 €
76201/332-02	Subside aux associations - Chorales	3.000,00 €	3.000,00 €	3.000,00 €
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.800,00 €	4.800,00 €	4.800,00 €
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	40.000,00 €	11.980,00 €	3.755,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	5.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	3.000,00 €	1.800,00 €	1.800,00 €
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00 €	30.150,00 €	21.150,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	8.750,00 €	5.750,00 €	5.750,00 €
8105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	5.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
TOTAL		238.800,00 €	151.480,00 €	129.455,00 €

Le **Président** de séance précise d'emblée que la commission se réunira le 8 juillet 2014 pour examiner le projet de réglementation relatif à l'octroi de subsides.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, intervient ensuite :

" Sans surprise (et comme chaque fois que ce point se présente), nous allons nous abstenir. Nous espérons que bientôt, le nouveau système transparent promis nous sera proposé. Une comparaison nous interpelle, "Eté jeune" qui organisera un mois d'activité pour les jeunes reçoit 2.500,00 € alors que 5.000,00 € sont donnés pour l'organisation de la soirée miss Tournai !"

Madame l'Echevine PS, **L. LIENARD**, est invitée à prendre la parole :

" L'histoire se répète puisque les montants proposés sont identiques à ceux des années précédentes. Une réunion de commission est prévue le 8 juillet 2014 avec une première présentation. Ce sera "une brique à casser". Elle pourra être amendée. Une autre réunion sera organisée fin août pour poursuivre le travail entamé en juillet."

Pour le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, il n'était donc pas urgent de présenter ce dossier lors de cette séance et d'ajouter : "pourquoi ne pas avoir attendu le mois de septembre, pour qu'on ait eu le temps de réfléchir à un nouveau système d'octroi ?"

S'estimant rassuré par les propos de Madame l'Echevine des finances, Monsieur le Conseiller communal cdH, **X. DECALUWE**, annonce que son groupe votera ce point.



Répondant à la question de Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, Madame l'Echevine **LIENARD** précise que l'objectif est d'informer les associations le plus vite possible pour qu'elles ne soient pas prises de cours dans leurs demandes de subsides.

Par 31 voix pour et 4 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la loi du 14 novembre 1983 et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, troisième partie, livre IV, titre III, chapitre unique - articles L3331-1 à L3331-8 – relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions;

Vu le décret de la Région wallonne du 31 janvier 2013 et la circulaire explicative du 30 mai 2013, modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et des Centres publics d'action sociale de la Région wallonne [...] pour l'année 2014;

Considérant que les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ne s'appliquent pas aux subventions d'une valeur inférieure à 2.500,00 € accordées, sauf si le dispensateur souhaite imposer aux bénéficiaires tout ou partie des obligations prévues par ledit titre III;

Considérant que pour les subventions d'une valeur comprise entre 2.500,00 € et 25.000,00 €, le dispensateur peut exonérer le bénéficiaire de tout ou partie des obligations prévues par le titre III, sans que ce dernier puisse cependant être dispensé des obligations résultant des articles L3331-6 et L3331-8 § 1<sup>er</sup>, 1°;

Considérant que par subvention, il y a lieu d'entendre toute contribution, avantage ou aide, quelle qu'en soit la forme ou la dénomination, octroyée à des fins d'intérêt public à l'exclusion :

1. des subventions soumises aux dispositions de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral ou aux dispositions de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation de la Cour des Comptes;
2. des aides qui découlent d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi ou d'un décret;
3. des cotisations versées par les dispensateurs aux organismes dont ils sont membres, en échange de prestations spécifiques exécutées par ces organismes au profit des dispensateurs;
4. des prix décernés en reconnaissance ou en récompense des mérites de leur bénéficiaire;
5. des subventions octroyées par la commune au CPAS qui la dessert;

Considérant que le dispensateur peut demander à une personne morale ou à une association dépourvue de la personnalité juridique qui sollicite l'octroi d'une subvention ou à laquelle il souhaite octroyer une subvention les documents suivants :

1. le budget de l'exercice auquel se rattache la subvention;
2. le budget de l'événement ou de l'investissement particulier que la subvention est destinée à financer;
3. ses comptes annuels les plus récents;

Considérant que le bénéficiaire qui demande une subvention destinée à couvrir des dépenses déjà engagées joint, à sa demande, les justifications de ces dépenses;

Considérant que le dispensateur formalise l'octroi de la subvention dans une délibération, et, sauf si un règlement du dispensateur ou une convention prise en exécution de la délibération y pourvoit, la délibération doit préciser :

1. la nature de la subvention;
2. son étendue;
3. l'identité ou la dénomination du bénéficiaire;
4. les fins en vue desquelles la subvention est octroyée;
5. les conditions d'utilisation particulières, le cas échéant;
6. les justifications exigées du bénéficiaire ainsi que, s'il y échet, les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites;
7. les modalités de liquidation de la subvention;

Considérant que le dispensateur doit surseoir à l'adoption de la délibération aussi longtemps que le bénéficiaire doit restituer une subvention précédemment reçue;

Considérant que le bénéficiaire:

1. utilise la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée;
2. atteste son utilisation au moyen des justifications
3. le cas échéant, respecte les conditions d'utilisation particulières;

Considérant que le dispensateur contrôle l'utilisation de la subvention au moyen des justifications visées précédemment et a le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'utilisation de la subvention octroyée;

Considérant qu'à l'issue du ou des contrôles, le dispensateur adopte une délibération qui précise si la (les) subvention(s) a (ont) été utilisée(s) aux fins en vue desquelles elle(s) a (ont) été octroyée(s);

Considérant que sans préjudice des dispositions résolutives auxquelles la subvention est soumise, le bénéficiaire restitue celle-ci dans les cas suivants :

1. lorsqu'il n'utilise pas la subvention aux fins en vue desquelles elle a été octroyée;
2. lorsqu'il ne respecte pas les conditions d'octroi particulières;
3. lorsqu'il ne fournit pas les justifications dans les délais requis;
4. lorsqu'il s'oppose à l'exercice du contrôle;

Considérant que les subsides sont constitués par un ou des versements en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire, sur base d'une déclaration de créance datée, signée par le Président et/ou le Trésorier, certifiée sincère et véritable;

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement la Cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations culturelles permettent notamment de promouvoir les arts et la culture auprès de la population tournaïsiennne, d'organiser des manifestations culturelles, de développer la lecture et de défendre le patrimoine historique de la Ville de Tournai;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations sportives permettent notamment de promouvoir et d'encourager la pratique de l'éducation physique, du sport en général et d'un sport en particulier chez les enfants, les jeunes et les adultes et d'organiser des manifestations sportives;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi de subventions devant permettre aux associations de poursuivre leurs activités et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant ses délibérations du 31 mars 2014 et du 28 avril 2014 relatives à l'octroi d'un subside à certaines associations locales;

Considérant que de nouvelles associations ont introduit une demande d'aide financière en vue de couvrir des dépenses annuelles de fonctionnement ou en vue de l'organisation de manifestations ou activités annuelles;

Considérant que, de manière générale, les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 4 abstentions;

**DECIDE :**

- d'octroyer comme suit les subsides (3<sup>ème</sup> partie) repris au service ordinaire :

I. SUBSIDES NOMINATIFS 2014 REPRIS DANS DES ARTICLES GENERAUX			
ARTICLE	BENEFICIAIRE	MONTANT ACCORDE	NATURE/ DESTINATION
520/332-02	ASBL Tournai Centre-Ville	4.000,00 € (1)	Subside complémentaire dans le cadre des festivités organisées le 21 juillet 2014 à Tournai sur la Grand-Place

5611/332-02	ASBL Les Amis de Tournai	8.000,00 € (1)	Subside complémentaire dans le cadre de l'organisation de Tournai en fête		
7623/332-03	ASBL Centre culturel transfrontalier (Maison de la culture)	45.450,00 €	Subside complémentaire forfaitaire suite au départ de personnel en application du contrat-programme		
II. SUBSIDES 2014 REPRIS DANS DES ARTICLES GENERAUX					
ARTICLE	DENOMINATION	SOLDE A REPARTIR	BENEFICIAIRE	MONTANT ACCORDE	NATURE/ DESTINATION
761/332-02	Subsides aux associations de jeunesse	56.000,00 €			
			ASBL «Port'ouverte»	2.500,00 €	Aide à l'organisation de l'activité «C'est l'été» en collaboration avec «Masure 14» et «Canal J»
			Total accordé	2.500,00 €	
			Solde à répartir ultérieurement	53.500,00 €	
762/332-02	Subsides aux associations culturelles et de loisirs	7.750,00 €			
			Al Dente Théâtre	300,00 €	Aide financière dans le cadre de la participation de la compagnie à différents festivals en France et au Maroc
			ASBL Les Amis de la Citadelle de Tournai	2.000,00 €	Soutien au fonctionnement de l'association
			TOTAL ACCORDÉ	2.300,00 €	
			SOLDE A REPARTIR ULTÉRIEUREMENT	5.450,00 €	
763/332-02	Subsides pour fêtes et	11.980,00 €			

	cérémonies	(2)			
			ASBL Multisports Kain	125,00 €	Soutien de l'organisation de la traditionnelle «marche à bâton» le lundi de Pâques
			ASBL ORGAMISS	5.000,00 €	Soutien de l'organisation de l'édition 2014 de Miss Tournai
			Royale Cécilia d'Ere	400,00 €	Soutien de l'organisation du 32 <sup>ème</sup> camp musical d'été du 19 au 24 août 2014
			Comité de quartier Saint-Antoine	200,00 €	Soutien de l'organisation de la kermesse annuelle du 22 au 24 août 2014
			Comité tournaisien de jeu de fer	500,00 €	Soutien de l'organisation du 42 <sup>ème</sup> tournoi de jeu de fer les 20 et 21 septembre 2014
			Les Ecrivains publics de Wallonie picarde	2.000,00 €	Soutien à l'édition d'un recueil illustré consacré à la Guerre 14-18 et de l'organisation d'expositions et parcours mémoriel
			TOTAL ACCORDÉ	8.225,00 €	
			SOLDE A REPARTIR ULTÉRIEUREMENT	3.755,00 €	
764/332-02	Subsides aux associations sportives	30.150,00 €			
			ASBL Judo Top Niveau	3.000,00 €	Aide au fonctionnement du Club
			ASBL BBC Tournai	1.000,00 €	Aide au fonctionnement du Club
			Tennis de table Don Bosco	5.000,00 €	Aide au fonctionnement du Club
			TOTAL ACCORDÉ	9.000,00 €	
			SOLDE A REPARTIR	21.150,00 €	

	ULTÉRIEUREMENT	
(1) Dans le cadre de la modification budgétaire, majoration de 3.000,00 € et (2) glissement de crédits de 9.000,00 € comme suit : vers l'article 520/332-02 (ASBL Tournai Centre-Ville) et vers l'article 5611/332-02 (ASBL les Amis de Tournai)		

- que les crédits, ou le solde de ceux-ci, feront l'objet d'une délibération ultérieure :

Article	Libellé	Crédit initial 2014	Solde avant répartition	Solde 2014 à répartir
161/332-02	Subsides pour l'aide au développement	20.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
521/321-01	Subside à ORGA EXPO ASBL	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00 €	250,00 €	250,00 €
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00 €	2.000,00 €	2.000,00 €
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	61.000,00 €	56.000,00 €	53.500,00 €
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	10.000,00 €	7.750,00 €	5.450,00 €
76201/332- 02	Subside aux associations - Chorales	3.000,00 €	3.000,00 €	3.000,00 €
76202/332- 02	Subside aux associations - Fanfares	4.800,00 €	4.800,00 €	4.800,00 €
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	40.000,00 €	11.980,00 €	3.755,00 €
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	5.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	3.000,00 €	1.800,00 €	1.800,00 €
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00 €	30.150,00 €	21.150,00 €
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	8.750,00 €	5.750,00 €	5.750,00 €
8105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	5.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
TOTAL		238.800,00 €	151.480,00 €	129.455,00 €

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, M. B. MAT, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE.

28. Intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO). Adhésion. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le programme stratégique transversal prévoit d'optimiser l'outil informatique et de l'inscrire dans une optique intercommunalisée ainsi que de mettre en place une e-Administration et un e-Collège (objectif opérationnel 7.3, actions 3 et 4).

Par ailleurs, le schéma directeur informatique de la Ville de Tournai prévoit l'acquisition de plusieurs logiciels (notamment relatifs à la gestion informatisée des délibérations du Collège et du Conseil communal ainsi qu'à la gestion de travaux) et le renforcement de la collaboration entre les administrations.

L'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO) fournit plusieurs logiciels (gestion des délibérations du Collège et du Conseil, gestion des travaux, gestion des ressources humaines, gestion du programme stratégique transversal, portail tourisme,...) nécessaires à la Ville dans le cadre de sa stratégie informatique.

Pour pouvoir bénéficier des ces applications informatiques, l'adhésion à l'intercommunale IMIO est impérative.

L'adhésion à l'intercommunale IMIO se fait via la souscription de parts A (18,55 €/part, donnant 5 droits de vote à l'assemblée générale) ou de parts B (3,71 €/part, donnant 1 droit de vote à l'assemblée générale), le minimum étant l'achat d'une part B.

Nous vous proposons d'adhérer à l'intercommunale IMIO et de souscrire 100 parts A pour un montant total de 1.855,00 €.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2014, par voie de modification budgétaire approuvée en même séance, sous l'article 124/812-51."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, se dit tout à fait favorable à ce point. Elle salue en particulier l'opportunité de tirer parti des expériences d'autres communes et de partager les connaissances.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 162, alinéa 4, de la Constitution;

Vu l'article 6 § 1<sup>er</sup>, VIII, 8° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1512-3, L1523-1 et suivants;

Considérant la création de l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO);

Considérant que cette intercommunale a pour buts (article 3 des statuts de l'intercommunale) de promouvoir et de coordonner la mutualisation de solutions organisationnelles, de produits et services informatiques pour les pouvoirs locaux de Wallonie et plus précisément :

1. de proposer une offre cohérente d'outils informatiques mutualisés et interopérables avec la Wallonie :
  - a) Soit par le biais de la centrale de marchés ou d'achats qui acquiert via marchés publics des applications informatiques «métiers» de qualité et à un prix globalement plus avantageux pour les pouvoirs locaux que s'ils avaient acheté isolément les mêmes applications;
  - b) Soit par le développement en interne d'applications informatiques génériques et paramétrables, créées en mutualisation sous licence libre.
  - c) Dans ce cadre, la structure gère un patrimoine de logiciels libres cohérents et robustes, appartenant aux pouvoirs publics, dont elle garantit la maîtrise technique en interne, l'évolution, la pérennité et la diffusion dans le respect de la licence libre.
2. de proposer des solutions organisationnelles optimisées aux pouvoirs locaux (processus simplifiés,...);

Considérant que le programme stratégique transversal prévoit d'optimiser l'outil informatique et de l'inscrire dans une optique intercommunalisée ainsi que de mettre en place une E-Administration et un E-Collège (objectif opérationnel 7.3, actions 3 et 4);

Considérant que le schéma directeur informatique de la Ville de Tournai prévoit l'acquisition de plusieurs logiciels (notamment relatifs à la gestion informatisée des délibérations du Collège et du Conseil communal ainsi qu'à la gestion de travaux) et le renforcement de la collaboration entre les administrations;

Considérant que l'intercommunale IMIO fournit plusieurs logiciels (gestion des délibérations du Collège et du Conseil, gestion des travaux, gestion des ressources humaines, gestion du programme stratégique transversal, portail tourisme,...) nécessaires à la Ville dans le cadre de sa stratégie informatique;

Considérant que pour pouvoir bénéficier de ces applications informatiques, l'adhésion à l'intercommunale IMIO est impérative;

Considérant que l'intercommunale IMIO ne fournit pas l'intégralité des applications dont l'acquisition est jugée nécessaire dans le schéma directeur informatique (notamment les applications relatives à la gestion de la comptabilité communale);



Considérant que l'adhésion à l'intercommunale IMIO se fait via la souscription de parts A (18,55 €/part, donnant 5 droits de vote à l'assemblée générale) ou de parts B (3,71 €/part, donnant 1 droit de vote à l'assemblée générale), le minimum étant l'achat d'une part B;

Considérant que par sa décision du 28 mai 2014, le Collège communal propose de souscrire 100 parts A pour un montant total de 1.855,00 €;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : la Ville de Tournai prend part à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle, en abrégé IMIO SCRL et en devient membre.

Celle-ci, conformément à ses statuts, a pour buts de promouvoir et de coordonner la mutualisation de solutions organisationnelles, de produits et services informatiques pour les pouvoirs locaux de Wallonie et plus précisément :

1. de proposer une offre cohérente d'outils informatiques mutualisés et interopérables avec la Wallonie :
  - a) Soit par le biais de la centrale de marchés ou d'achats qui acquiert via marchés publics des applications informatiques «métiers» de qualité et à un prix globalement plus avantageux pour les pouvoirs locaux que s'ils avaient acheté isolément les mêmes applications;
  - b) Soit par le développement en interne d'applications informatiques génériques et paramétrables, créées en mutualisation sous licence libre;
  - c) Dans ce cadre, la structure gère un patrimoine de logiciels libres cohérents et robustes, appartenant aux pouvoirs publics, dont elle garantit la maîtrise technique en interne, l'évolution, la pérennité et la diffusion dans le respect de la licence libre.
2. de proposer des solutions organisationnelles optimisées aux pouvoirs locaux (processus simplifiés,...).

Article 2 : la Ville de Tournai souscrit 100 parts A (une part A = 18,55 €) au capital de l'intercommunale IMIO par la réalisation d'un apport numéraire de 1.855,00 €.

Cet apport sera libéré dès réception de l'autorisation de la tutelle par un versement de 1.855,00 € sur le compte de l'intercommunale IMIO IBAN BE42 0910 1903 3954.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2014, par voie de modification budgétaire approuvée en même séance, sous l'article 124/812-51.

Article 3 : la présente délibération est soumise, pour approbation, aux autorités de tutelle.

29. Musées communaux. Contrat de prêt. Approbation.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le service coordination des musées et les conservateurs de musée reçoivent régulièrement des demandes de prêt d'œuvre, en particulier le musée des Beaux-Arts.

Il convenait de revoir le contenu du contrat de prêt qui était bien trop succinct et n'avait pas été adapté depuis des années et de prévoir sa traduction en anglais.

Ce nouveau modèle pourra, en outre, être utilisé pour les demandes occasionnelles qui concernent les autres musées.

En séance du 13 juin 2014, nous avons marqué notre accord de principe sur le nouveau formulaire de prêt d'œuvre ainsi que sur les conditions générales s'y rapportant.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver cette décision."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que le service coordination des musées et le conservateur du musée des Beaux-Arts reçoivent régulièrement des demandes de prêt d'œuvres de la collection du musée des Beaux-Arts;

Considérant qu'il convenait de revoir le contenu du contrat de prêt qui était bien trop succinct et n'avait pas été adapté depuis des années et de prévoir sa traduction en anglais;

Considérant que ce nouveau modèle pourra, en outre, être utilisé pour les demandes occasionnelles qui concernent les autres musées;

Considérant qu'en séance du 13 juin 2014, le Collège communal a marqué son accord de principe sur le nouveau formulaire de prêt d'œuvre ainsi que sur les conditions générales s'y rapportant;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

d'approuver le nouveau formulaire de prêt d'œuvre ainsi que les conditions générales s'y rapportant, dont les termes suivent :

« **FORMULAIRE DE DEMANDE DE PRET**

Merci de compléter, de signer et de renvoyer à :

"Ville de Tournai, rue Saint-Martin, 52 – 7500 Tournai – Belgique"

<b>Emprunteur</b>	Nom			
	Fonction			
	Institution			
	Adresse			
	Téléphone		Fax	
	E-mail			
<b>Exposition Exhibition</b>	Titre			
	Lieu			
	Durée de l'exposition (Dates)			
	Durée du prêt (dates)	Départ : au plus tôt le ... Retour : au plus tard le ...		
<b>Objet du prêt</b>	Artiste			
	Titre de l'œuvre			
	Année			
	Technique			
	Dimensions avec cadre			
	Dimensions sans cadre			
	Numéro d'inventaire			
	Valeur d'assurance			

	Etat de l'œuvre	(voir document de constat d'état de l'œuvre)
--	-----------------	--

<b>Modalités</b>	Conditions d'exposition			
	Conditions de transport			
	Permission de reproduction	<input type="checkbox"/> Catalogue <input type="checkbox"/> CD rom <input type="checkbox"/> Cartes et invitations <input type="checkbox"/> Posters Autre (préciser)		
	Lieu de conservation de l'œuvre			
	Lieu d'enlèvement de l'œuvre			
	Lieu de retour de l'œuvre			
	Assurance	Coordonnées assureur	Type d'assurance	Période de couverture
	Crédits			

Accord du Collège communal en date du :

Accord du Conseil communal en date du :

### **CONDITIONS GENERALES POUR LE PRÊT D'UNE ŒUVRE**

#### **I. Modalités pratiques**

1. Toute demande de prêt est soumise à l'avis du conservateur ainsi qu'à l'autorisation du Collège communal et/ou du Conseil communal. Si l'œuvre prêtée est classée au sens du décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française, le prêt devra faire l'objet d'une autorisation préalable du Ministre qui a la culture dans ses attributions, conformément à l'article 7 dudit décret. En outre, tout déplacement, expédition ou exportation de l'œuvre prêtée devra respecter les conditions fixées par les articles 16 et suivants du décret précité.
2. Le prêteur doit pouvoir disposer d'au moins dix semaines pour traiter le dossier de demande de prêt.

## II. Conditions générales

3. L'emprunteur ne pourra en aucun cas faire usage de l'œuvre d'art qui lui a été confiée dans un autre but que celui qui a justifié la demande de prêt.
4. Durant son exposition, l'emprunteur s'engage à indiquer à proximité immédiate de l'œuvre la provenance de celle-ci :

«Artiste, *Titre de l'œuvre*, date.

Technique, dimensions.

Collection du Musée ...»

5. L'emprunteur ne pourra, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, exposer l'œuvre reçue en prêt à un endroit autre que celui initialement prévu pour l'exposition. L'emprunteur s'interdit toute mise à disposition de l'œuvre, même temporaire, au profit d'un tiers.
6. L'emprunteur s'engage à prendre toutes les précautions requises pour conserver l'œuvre d'art dans un état inchangé. Pour tout problème qui se poserait à ce sujet, il s'engage à consulter le prêteur.
7. L'emprunteur veillera à exposer l'œuvre confiée à un endroit non soumis aux courants d'air ou à la climatisation, ainsi qu'à l'abri de tout rayon de soleil, même bref, et de toute irradiation directe de source chaude ou lumineuse. Il veillera en outre à ce que les salles d'exposition et les locaux d'entreposage des œuvres avant et après leur accrochage satisfassent aux conditions climatiques requises : degré d'hygrométrie = 55 % (avec une tolérance d'environ 5 %) ; température de 19 degrés centigrades (avec une tolérance d'environ 1 degré).
8. L'emprunteur veillera tout particulièrement à ce que les mesures de sécurité nécessaires contre le vol, le vandalisme, les incendies et les catastrophes naturelles soient prises.
9. L'emprunteur est tenu d'indemniser le prêteur de tous les dommages que, même par cas fortuit, l'œuvre confiée viendrait à subir. En cas de dommage, les dégâts seront constatés et estimés par le prêteur ou par un expert désigné par lui. L'emprunteur pourra faire procéder à une contre-estimation.
10. Il est strictement interdit à l'emprunteur de procéder à un traitement quelconque (nettoyage, restauration, vernissage, retouches, prélèvement, etc.). Il lui est également interdit de décadrer l'œuvre d'art. Si l'emprunteur constate qu'en raison de son état, l'œuvre confiée doit être soumise à un traitement quelconque, il est tenu d'en aviser immédiatement le prêteur par écrit. Le cas échéant, le choix du restaurateur et le mode de travail seront déterminés par le prêteur. Dans l'hypothèse où la responsabilité de l'emprunteur est engagée, les frais de restauration seront mis à sa charge.
11. L'emprunteur est responsable de l'installation et de la désinstallation de l'œuvre. Il est entendu que des employés expérimentés doivent s'occuper de son maniement.
12. Le prêteur peut, à tout moment, sans avertissement préalable, contrôler l'œuvre in situ. L'emprunteur veillera à ce que le prêteur puisse exercer son contrôle dans les meilleures conditions et il lui offrira son entière collaboration.
13. Tous les frais relatifs au prêt (emballage, transport, assurance...) sont à charge de l'emprunteur.
14. L'emprunteur s'engage à retourner l'œuvre à la date convenue.

15. Pendant la durée du prêt, l'emprunteur s'engage à obtenir les autorisations nécessaires de la part du prêteur pour toutes demandes de reproduction de l'œuvre empruntée (voir formulaire de demande de reproduction photographique et conditions générales). Dans l'hypothèse exceptionnelle où l'emprunteur serait autorisé à reproduire lui-même l'œuvre prêtée, tout dommage causé à l'œuvre durant les opérations de reproduction de celle-ci restera à charge de l'emprunteur.
16. Dans l'hypothèse où le prêt est effectué en vue d'une exposition qui fait l'objet d'une publication, l'emprunteur s'engage à faire parvenir au Musée trois exemplaires gratuits de cette publication, dans chaque langue de publication, dans le mois suivant sa sortie de presse.

### **III. Assurances**

17. L'emprunteur contractera une assurance «tous risques exposition» (incendie, dégradation, vandalisme, vols, disparition, perte, y compris les risques de grèves, émeutes, mouvements populaires et actes terroristes et risques pour catastrophes naturelles, etc.) de type clou à clou, auprès d'une compagnie d'assurance agréée par le prêteur, étant entendu que toute franchise ou limitation prévue dans le contrat d'assurance de l'emprunteur restera à charge de ce dernier. Une copie de l'attestation d'assurance ainsi que la police contractée par l'emprunteur seront remises au prêteur avant l'enlèvement de l'œuvre.
18. La valeur d'assurance est fixée préalablement par le prêteur. En cas de désaccord des parties quant à la valeur d'assurance de l'œuvre, celle-ci fera l'objet d'une estimation par un expert dont l'intervention sera prise en charge par l'emprunteur. L'œuvre confiée sera assurée pour la valeur indiquée, dans la devise désignée par le prêteur. En cas de silence du prêteur sur ce point, l'œuvre sera assurée en euros.
19. Tout dommage, vol, disparition, perte ou autre irrégularité concernant l'œuvre prêtée doit être porté au plus vite à la connaissance du prêteur.
20. En cas de vol, de disparition ou de perte de l'œuvre, la valeur d'assurance, telle que prévue par l'article 18, doit être intégralement versée au déposant, dans les 60 jours qui suivent le constat de vol ou de disparition. Si l'œuvre est récupérée, le montant net de l'indemnité sera remboursé, sans intérêt mais diminué d'éventuels frais d'administration ou de restauration.

### **IV. Prolongation ou annulation du prêt**

21. Si l'emprunteur ne tient pas ses engagements, le prêteur est autorisé à exiger le retour en tout ou en partie des œuvres prêtées.
22. Si l'emprunteur souhaite prolonger le prêt, il doit motiver sa demande par écrit au plus tard un mois avant la fin du contrat. Si la prolongation n'est pas accordée, le retour de l'œuvre se fera dans le délai initialement prévu.

## **V. Emballage - Transport de l'œuvre**

23. L'emprunteur fait appel à une firme de son choix spécialisée dans le transport d'œuvres d'art, laquelle sera agréée par le prêteur.
24. Les frais de transport (aller-retour) et d'emballage sont entièrement à la charge de l'emprunteur.
25. L'emprunteur prendra toutes les précautions indispensables pour que le transport puisse s'opérer en toute sécurité. Les œuvres seront manipulées avec précaution et l'emballage sera adapté à l'œuvre, suivant les instructions du prêteur. Pour certaines œuvres, l'usage de caisses conçues spécialement sur mesure sera exigé.
26. Un rapport de constat d'état contradictoire sera établi au lieu et au moment de l'enlèvement avant emballage. Il sera procédé de même à la fin du prêt, au lieu et au moment du retour de l'œuvre confiée après déballage.
27. A la demande du prêteur, l'œuvre confiée pourra être convoyée, à l'aller et au retour, à charge de l'emprunteur, par un délégué du prêteur. A l'arrivée comme au départ, le convoyeur vérifiera l'état de l'œuvre. Toutes les opérations de déballage ou d'emballage, d'accrochage ou de décrochage, seront effectuées en sa présence.

## **VI. Certificat/Licence d'exportation**

28. Le cas échéant, les frais d'analyse de l'œuvre dans le cadre de l'obtention d'un certificat ou d'une licence d'exportation seront entièrement à charge de l'emprunteur.

## **VII. Autres modalités**

29. Le prêteur se réserve la possibilité d'imposer des conditions particulières à l'occasion de l'octroi de l'autorisation délivrée en vue du prêt de l'œuvre. Dans cette hypothèse, l'emprunteur sera irréfragablement présumé avoir accepté lesdites conditions particulières au moment de l'emprunt de l'œuvre.
  30. Si l'emprunteur fait défaut à ses obligations, le prêteur se réserve le droit, sans préavis, de mettre fin au contrat de prêt. Cette résiliation devra être signifiée par courrier recommandé et aura pour effet la restitution immédiate de l'œuvre prêtée.
  31. Les parties s'efforceront de régler tout différend à l'amiable dans un premier temps. En cas de litige porté devant les Tribunaux seuls les tribunaux de l'Arrondissement judiciaire de Tournai seront compétents pour le trancher.
  32. Pour toute disposition non explicitement prévue par les présentes conditions ou les conditions particulières imposées à l'occasion de l'octroi de l'autorisation, les parties se réfèrent aux articles du Code civil belge concernant le prêt à usage ou le commodat (articles 1875 et suivants) ainsi qu'à la jurisprudence et à la doctrine applicables en la matière sur le territoire belge."
- 
30. Musée des Beaux-Arts. Prêt de 5 œuvres d'André Collin au musée en Piconrue (Bastogne). Approbation.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le musée en Piconrue (Bastogne) sollicite le prêt de longue durée des œuvres suivantes dans le cadre de son réaménagement et de son nouvel accrochage :

- André COLLIN «Heures de tristesse, le père malade», 1895, huile sur toile, 130 x 83 cm, valeur d'assurance : 20.000,00 €
- André COLLIN «La porteuse d'eau», 1889, fusain, 62 x 47 cm, valeur d'assurance : 2.000,00 €
- André COLLIN «Penchée sur le berceau», 1901, fusain, 62 x 48 cm, valeur d'assurance : 2.000,00 €
- André COLLIN «Jeune mère nourrissant un bébé», fusain, 1891, 93 x 47,5 cm, valeur d'assurance : 2.000,00 €
- André COLLIN «Le Curé herboriste», (date ?), fusain, 81 x 59,5 cm, valeur d'assurance : 2.000,00 €.

Monsieur le conservateur du musée des Beaux-Arts a remis un avis favorable concernant le prêt de ces œuvres pour une année (renouvelable sur demande) et, en séance du 13 juin 2014, nous avons marqué notre accord de principe.

Les frais d'encadrement, d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (type clou à clou) des œuvres prêtées seront totalement à charge de l'emprunteur.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver cette décision."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant le courrier du 26 mai 2014 du musée en Piconrue sollicitant le prêt de longue durée des œuvres suivantes dans le cadre de son réaménagement et de son nouvel accrochage :

- André COLLIN «Heures de tristesse, le père malade», 1895, huile sur toile, 130 x 83 cm, valeur d'assurance : 20.000,00 €
- André COLLIN «La porteuse d'eau», 1889, fusain, 62 x 47 cm, valeur d'assurance : 2.000,00 €
- André COLLIN «Penchée sur le berceau», 1901, fusain, 62 x 48 cm, valeur d'assurance : 2.000,00 €
- André COLLIN «Jeune mère nourrissant un bébé», fusain, 1891, 93 x 47,5 cm, valeur d'assurance : 2.000,00 €
- André COLLIN «Le Curé herboriste», (date ?), fusain, 81 x 59,5 cm, valeur d'assurance : 2.000,00 €;

Considérant que Monsieur le Conservateur du musée des Beaux-Arts a remis un avis favorable concernant le prêt de ces œuvres (renouvelable sur demande) et qu'en séance du 13 juin 2014, le Collège communal a marqué son accord de principe;

Considérant que les frais d'encadrement, d'emballage, de transport et d'assurance (type clou à clou) des œuvres prêtées seront totalement à charge de l'emprunteur;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;



Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

d'autoriser le prêt des œuvres suivantes pour une année (renouvelable sur demande) au musée en Piconrue (Bastogne) dans le cadre de son réaménagement et de son nouvel accrochage :

- André COLLIN «Heures de tristesse, le père malade», 1895, huile sur toile, 130 x 83 cm, valeur d'assurance : 20.000,00 €
- André COLLIN «La porteuse d'eau», 1889, fusain, 62 x 47 cm, valeur d'assurance : 2.000,00 €
- André COLLIN «Penchée sur le berceau», 1901, fusain, 62 x 48 cm, valeur d'assurance : 2.000,00 €
- André COLLIN «Jeune mère nourrissant un bébé», fusain, 1891, 93 x 47,5 cm, valeur d'assurance : 2.000,00 €
- André COLLIN «Le Curé herboriste», (date ?), fusain, 81 x 59,5 cm, valeur d'assurance : 2.000,00 €.

Les frais d'encadrement, d'emballage, de transport et d'assurance (type clou à clou) des œuvres prêtées seront totalement à charge de l'emprunteur.

31. Musée d'Histoire militaire. Prêt de longue durée du musée royal de l'armée de Bruxelles. Ratification.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 9 mai 2014, nous avons pris connaissance du prêt de longue durée d'armes en provenance du musée royal de l'Armée à Bruxelles pour le musée d'Histoire militaire de Tournai et avons pris la décision, sous réserve de votre accord, d'accepter ce prêt.

N°	N° d'inventaire	Description	Etat de conservation	Valeur d'assurance
17	604052	Fusil Comblain M 1882 de la Garde Civique	Bon	1.500,00 €
18	700343	Fusil Mauser M 1889 (Hopkins & Allen) de l'armée belge 1 <sup>ère</sup> GM	Bon	1.000,00 €
19	201100396	Fusil Mauser M 1936 de l'armée belge 2 <sup>ème</sup> GM	Bon	800,00 €
20	902065	Fusil Steyer M 1895 de l'armée autrichienne 1 <sup>ère</sup> GM	Bon	750,00 €
21	1108387	Fusil-mitrailleur CRG (Chauchat) de l'armée française 1 <sup>ère</sup> GM	Bon	1.500,00 €
22	1102725	Fusil-mitrailleur Lewis MKI de l'armée anglaise 1 <sup>ère</sup> GM	Bon	1.500,00 €
23	200700572	Pistolet P08 d'artillerie (DWM) de l'armée	Mauvais	1.500,00 €

		allemande 1 <sup>ère</sup> GM		
24	200601165	Pistolet Mauser C96 de l'armée allemande 1 <sup>ère</sup> GM	Mauvais	1.000,00 €
25	200700686	Lance-grenade DBT de l'armée belge 2 <sup>ème</sup> GM	Bon	5.000,00 €
		<b>TOTAL</b>		<b>28.075,00 €</b>

Les pièces ci-dessus sont exposées au musée d'Histoire militaire de Tournai et ont été assurées pour un montant total de 14.550,00 € avec, dans le contrat global qui couvre déjà d'autres pièces déjà prêtées, une augmentation de la prime annuelle de plus ou moins 70,00 €.

Il appartient à votre Assemblée de ratifier ce prêt longue durée du musée royal de l'Armée à Bruxelles."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant qu'en séance du 9 mai 2014, il a pris connaissance du prêt de longue durée d'une série d'armes en provenance du musée royal de l'armée de Bruxelles pour le musée d'Histoire militaire de Tournai;

Considérant qu'il a pris la décision, sous réserve de l'accord du Conseil communal, d'accepter ce prêt du musée royal de l'armée de Bruxelles;

Considérant que les pièces ci-dessous sont exposées au musée d'Histoire militaire de Tournai et qu'elles ont été assurées pour un montant total de 14.550,00 € avec, dans le contrat global qui couvre déjà d'autres pièces déjà prêtées, une augmentation de la prime annuelle de plus ou moins 70,00 €;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **RATIFIE :**

le prêt de longue durée d'armes en provenance du musée royal de l'Armée à Bruxelles pour le musée d'Histoire militaire de Tournai et comprenant les pièces suivantes :

N°	N° d'inventaire	Description	Etat de conservation	Valeur d'assurance
17	604052	Fusil Comblain M 1882 de la Garde Civique	Bon	1.500,00 €
18	700343	Fusil Mauser M 1889 (Hopkins & Allen) de l'armée belge 1 <sup>ère</sup> GM	Bon	1.000,00 €

19	201100396	Fusil Mauser M 1936 de l'armée belge 2 <sup>ème</sup> GM	Bon	800,00 €
20	902065	Fusil Steyer M 1895 de l'armée autrichienne 1 <sup>ère</sup> GM	Bon	750,00 €
21	1108387	Fusil-mitrailleur CRG (Chauchat) de l'armée française 1 <sup>ère</sup> GM	Bon	1.500,00 €
22	1102725	Fusil-mitrailleur Lewis MKI de l'armée anglaise 1 <sup>ère</sup> GM	Bon	1.500,00 €
23	200700572	Pistolet P08 d'artillerie (DWM) de l'armée allemande 1 <sup>ère</sup> GM	Mauvais	1.500,00 €
24	200601165	Pistolet Mauser C96 de l'armée allemande 1 <sup>ère</sup> GM	Mauvais	1.000,00 €
25	200700686	Lance-grenade DBT de l'armée belge 2 <sup>ème</sup> GM	Bon	5.000,00 €
<b>TOTAL</b>				<b>28.075,00 €</b>

Le Conseil communal passe ensuite à l'examen du point dont l'urgence a été déclarée en début de séance.

- \* Tournai. Hôtel des Anciens Prêtres. Acquisition de matériel électrique et de chauffage. Mode et conditions de passation des marchés. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les bâtiments de l'académie des Beaux-Arts (cours du soir) sont vétustes.

La réaffectation de ce cours est obligatoire.

Le lieu de déménagement envisagé est l'Hôtel des Anciens prêtres situé place de l'Evêché à Tournai.

En vue de ce possible déménagement, des travaux sont nécessaires.

Ces travaux consistent en une nouvelle installation de chauffage, la mise en conformité de l'installation électrique et la mise à niveau des équipements sanitaires existants.

L'acquisition du matériel nécessaire au déménagement de l'académie (cours du soir) aux «Anciens prêtres» est estimée et ventilée comme suit :

- Chauffage/sanitaire : 34.765,40 € hors TVA soit 42.066,13 € TVA comprise
- Electricité : 6.080,00 € hors TVA soit 7.356,80 € TVA comprise.

Il conviendrait que ces travaux soient réalisés rapidement afin que les locaux soient opérationnels pour la rentrée scolaire.

En date du 27 juin 2014, nous avons décidé de faire application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation pour pourvoir à la dépense inhérente à ces marchés et d'inscrire les crédits utiles en modification budgétaire.

Au vu de cette estimation, il est proposé de passer les marchés par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Les crédits nécessaires sont prévus dans la modification budgétaire n° 1 présentée en cette même séance.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché et de pourvoir à cette dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5 relatifs aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 61 et suivants et 105 § 2;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que les bâtiments de l'académie des Beaux-Arts (cours du soir) sont vétustes;

Considérant que la réaffectation de ce cours est obligatoire;

Considérant que le lieu de déménagement envisagé est l'Hôtel des Anciens prêtres situé place de l'Evêché à Tournai;

Considérant qu'en vue de ce possible déménagement, des travaux sont nécessaires;

Considérant que ces travaux consistent en une nouvelle installation de chauffage, la mise en conformité de l'installation électrique et la mise à niveau des équipements sanitaires existants;

Considérant que l'acquisition du matériel nécessaire au déménagement de l'académie (cours du soir) aux «Anciens prêtres» est estimée et ventilée comme suit :

- Chauffage/sanitaire : 34.765,40 € hors TVA soit 42.066,13 € TVA comprise
- Electricité : 6.080,00 € hors TVA soit 7.356,80 € TVA comprise;

Considérant qu'il conviendrait que ces travaux soient réalisés rapidement afin que les locaux soient opérationnels pour la rentrée scolaire;

Considérant qu'en date du 27 juin 2014, le Collège communal a décidé de faire application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation pour pourvoir à la dépense inhérente à ces marchés et inscrire les crédits utiles en modification budgétaire;

Considérant qu'au vu de cette estimation, il est proposé de passer les marchés par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus dans la modification budgétaire n° 1 présentée en même séance;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé deux marchés de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel nécessaire au déménagement de l'académie (cours du soir) aux "Anciens prêtres" estimés et ventilés comme suit :

- Chauffage/sanitaire : 34.765,40 € hors TVA soit 42.066,13 € TVA comprise
- Electricité : 6.080,00 € hors TVA soit 7.356,80 € TVA comprise.

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : les marchés dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> seront passés par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les susdits marchés seront régis par les dispositions de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits sont prévus par voie de modification budgétaire présentée en même séance.

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, Monsieur le **Président** de séance invite Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, à poser sa question :

ASBL Orga Expo : état des lieux sur la situation et le fonctionnement de l'ASBL.

Avant de poser sa question, le Conseiller communal donne les raisons qui l'ont incité à la poser :

- 1) la situation du personnel est inquiétante
- 2) le Collège devrait réagir fermement par rapport à cette situation
- 3) l'outil "Tournai Expo" est important

Il pose ensuite sa question :

" Ces derniers jours, des informations plus qu'inquiétantes circulent au sujet de sérieux problèmes internes relatifs au fonctionnement de cette ASBL.

On parle, notamment, de dépôts de plaintes en tous sens et l'ambiance de travail au sein de la petite équipe chargée de la gestion journalière semble pour le moins désastreuse.

Quel est, s'il y en a un, le plan mis en place pour régler ces problèmes et quelles sont les mesures envisagées dans le but de restaurer un climat de confiance au sein de l'équipe chargée de gérer un outil, dont je me permets de rappeler qu'il constitue l'un des enjeux majeurs défendus par la majorité dans le cadre des futures subventions européennes."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, lui répond comme suit :

" Afin de permettre à l'Assemblée d'apprécier le contexte inhérent à cette ASBL, il y a lieu d'en préciser le contour.

- 1) Il s'agit d'une ASBL sans représentation publique considérant qu'aucun membre de l'Assemblée générale ou du Conseil d'administration n'a été désigné par le Conseil communal et que les statuts ne prévoient pas la présence de représentants communaux au sein de ses organes;
- 2) Le seul lien, certes non négligeable, de la Ville avec cette ASBL concerne la convention de gestion du hall de Tournai Expo.

Ces deux préalables me semblaient utiles afin de permettre à chacun d'apprécier le cadre juridique et, dès lors, l'étroitesse de nos moyens d'actions dans la situation que vous décrivez.

Néanmoins, cette situation n'est pas sans nous préoccuper et donc, dans le respect du contour fixé il y a quelques instants, nous ne sommes pas restés inactifs.

- 1) Vous le savez, d'un point de vue budgétaire, nous avons inscrit dans le budget communal de cette année la récupération des bonis d'exploitation tel que le prévoit la convention, ce qui d'ailleurs n'avait jamais été exécuté auparavant.  
Dans ce contexte, nous venons de récupérer un montant de plus de 650.000,00 €. En outre, nous renégocions actuellement les termes de la convention avec le Conseil d'administration.
- 2) Dans le cadre de la programmation européenne «14-20», nous avons introduit une fiche Fonds européen de développement régional (FEDER) afin de rénover le hall, mais aussi d'en améliorer son attractivité économique. D'ici la fin de l'année, nous devrions savoir si ce dossier a été retenu par les instances européennes et le Gouvernement wallon.

3) J'en arrive aux problèmes que vous évoquez qui sont, selon les informations qui circulent, liés à l'organisation, à la gestion et au personnel. Vous conviendrez avec moi qu'eu égard à l'absence de représentants communaux au sein des organes, il nous est difficile de nous faire un point de vue sur la situation. Dès lors, afin de clarifier au plus vite et de manière objective la situation, nous avons suggéré au Conseil d'administration de désigner un auditeur externe pour les questions liées à l'organisation et à la gestion. Le Président, récemment désigné ad intérim a d'ailleurs répondu favorablement à cette suggestion en la proposant d'ailleurs à son Conseil d'administration qui, selon nos retours d'information, en a accepté le principe, tout en proposant d'ailleurs que la Ville recommande un auditeur de son choix. Concernant les problèmes liés au personnel qui vous ont été rapportés, la presse s'en étant fait écho, nous avons suggéré au Conseil d'administration que celui-ci saisisse le service prévention de la médecine du travail afin d'évaluer la charge psychosociale qui repose sur les travailleurs et ce, conformément à la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Voilà, Monsieur le Conseiller, cher Jean-Marie, ce qu'à ce stade, et à ce jour, je pouvais vous dire sur ce dossier pour lequel le Collège, soyez-en assuré, reste attentif. Mais il veut le faire dans un souci d'objectivité et agira en conséquence des éléments d'audit qui seront portés à sa connaissance, et dans le respect strict du cadre juridico-administratif de ce dossier."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, insiste pour que ce dossier soit suivi de manière rigoureuse, y compris sur le plan financier et d'y associer les diverses familles politiques.

Le **Président** de séance le rassure sur "la volonté du Collège d'intervenir avec les outils qui sont ceux apportés, à commencer par un audit qui donnera lecture de la réalité."

**M. Jean-Yves LAGASSE DE LOCHT** est ensuite invité à poser sa question, conformément à l'article 83 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal. Celle-ci a trait au plan communal cyclable :

" L'ambitieux "Plan communal cyclable" de Tournai, nommé par la Région wallonne "Commune cyclable pilote", a prévu l'engagement d'un fonctionnaire "mobilité" supplémentaire pour assurer le suivi des nombreuses actions décidées dont les budgets sont déjà accordés. Ce plan accorde son soutien à l'atelier "Mélivélo" sous forme d'un demi-temps plein : c'est le moyen de faciliter la mise à disposition et l'entretien de vélos pour les citoyens les plus précarisés.

Quelles sont les raisons qui font que la Ville de Tournai, dont M. DEMOTTE est bourgmestre, n'est pas cohérente avec l'engagement qu'elle a pris avec la Région wallonne dont M. DEMOTTE est ministre-président, de financer ces fonctionnaires indispensables, en contrepartie de subsides accordés notamment pour des aménagements de qualité au profit des cyclistes ?

Serions-nous déjà amenés à trembler de crainte devant cette absence de concrétisation des engagements de la ville ? Tournai veut-elle donner à la Région wallonne l'occasion de renoncer à ses propres engagements, à savoir financer les nombreuses et enrichissantes actions du plan communal cyclable ?

On peut constater que le plan communal cyclable est victime de gros retards qui peuvent s'expliquer par une équipe "mobilité" trop réduite. Nous apprenons par ailleurs que les horaires d'ouverture de l'atelier

"Mélivélo" se réduisent à une peau de chagrin et que ce même atelier va se trouver à terme expulsé suite à l'autorisation accordée de démolir l'îlot Cherequefosse en vue de sa rénovation".

Monsieur l'Echevin de la mobilité **A. BOITE** lui répond comme suit :

" Votre question a quelque peu soulevé une certaine inquiétude au niveau de mon échevinat.  
En effet, vous n'êtes pas sans savoir que deux éminents représentants de votre ASBL prénommée "les cyclistes quotidiens" siègent régulièrement au sein de la commission consultative communale vélo qui est une émanation de la commission cycliste.  
Ces deux commissions sont maintenant régies par un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Conseil communal le 16 septembre 2013.

Dois-je vous rappeler que la commission consultative communale vélo a pour mission d'assurer une concertation entre la Ville et la Région wallonne dans le cadre du projet pilote «Commune Wallonie cyclable» et de coordonner la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du plan communal cyclable ?

Dois-je également vous rappeler que les deux membres de l'ASBL Les cyclistes quotidiens (GRACQ) ont été désignés par votre groupe ? Votre ASBL participe efficacement, et je remercie les dévoués, au comptage vélos.

Vos représentants ont validé cette formule qui a pour vocation de donner forme à la politique cyclable à Tournai.

La Ville de Tournai compte en ses membres deux conseillers en mobilité dont l'un s'occupe principalement d'élaborer les avant-projets et les estimatifs budgétaires.

Je dois également vous informer qu'en cumulant les fonctions d'échevin des travaux et de la mobilité, je peux plus facilement assurer, au contact des services communaux, le suivi du plan communal cyclable. Certes, le nombre de personnes affectées au suivi et à la mise en place du plan communal cyclable n'est pas suffisant; j'en conviens. Néanmoins, vous devez savoir que la Région wallonne a précisé que l'embauche dans le cadre du plan communal cyclable doit se faire sur fonds propres et qu'à l'heure actuelle, une rigueur s'impose dans la gestion du personnel et ce, en vertu des contraintes budgétaires.

De manière non exhaustive et depuis le début de mon échevinat, en pleine collaboration avec l'ensemble du Collège, quelques aménagements ont été décidés et vont voir le jour dans les prochains mois :

- crédit d'impulsion 2013/2014 décidé au Conseil communal du 24 février 2014 avec la création de plusieurs effets de portes et quelques liaisons cyclables;
- réalisation d'une liaison cyclable au Vieux Chemin de Willems décidée par le conseil d'administration de l'Agence intercommunale de développement (IDETA) ce 20 juin 2014;
- le Conseil communal de ce jour s'est prononcé à l'unanimité sur le programme de travail 2012 avec la mise en zone 30 km/heure du centre-ville et sur le programme 2013 avec la poursuite de la mise en zone 30 km/heure du centre-ville, quelques aménagements cyclables, l'aménagement d'une rue cyclable à la drève de Maire (l'ensemble de ces travaux est estimé à près de 600.000,00 €).

Cette année encore, deux projets importants seront mis en œuvre : la fourniture et la pose d'arceaux vélos (30.000,00 €) et la réalisation de balisage (15.000,00 €).

D'autres travaux et non des moindres seront réalisés en 2015 sur les voiries régionales.



Des contacts sont actuellement pris avec le futur point vélo de la gare de Tournai (La Ressourcerie Le Carré et la SNCB) et les deux ateliers vélos locaux [Centre public d'action sociale (CPAS) et Mélivélo] en vue d'une collaboration et d'une mutualisation des moyens. Une première rencontre est prévue pour le 29 juillet prochain tandis qu'en septembre aura lieu une rencontre plus spécifique à l'intermodalité Bus + Vélo.

En conclusion, je vous invite à vous procurer le rapport d'évaluation du plan communal cyclable de la commune de Tournai dans lequel vous pourrez lire que le plan de travail 2014-2015 ainsi que l'évaluation 2011-2013 ont été validés par la commission consultative communale vélo.

Au vu de toutes ces explications, j'ose espérer que vous ne tremblerez plus de crainte, mais que vous serez convaincu que le Collège communal, et en particulier l'échevin que je suis, est heureux du travail réalisé par l'équipe mobilité et que Tournai sera sous peu fière d'avoir été choisie comme commune cyclable pilote en Région wallonne."

Le règlement d'ordre intérieur ne prévoyant pas de débat à l'issue des questions citoyennes, le **Président** de séance coupe court au souhait éventuel de M. **Jean-Yves LAGASSE DE LOCHT** de répliquer à la réponse de Monsieur l'Echevin A. BOITE.

Avant de clôturer la séance, compte tenu de l'actualité de l'équipe de football belge, le **Président** de séance signale au Conseil, qui l'accepte à l'unanimité, qu'une tolérance sera exceptionnellement laissée aux cafetiers pour qu'ils puissent laisser leur établissement ouvert jusqu'à 2 heures la nuit de mardi à mercredi. Cette mesure sera mise en place si la police estime que toutes les conditions de sécurité sont réunies.

Aucune observation n'ayant été formulée au sujet de la rédaction du procès-verbal de la séance publique du 2 juin 2014, hormis celle de Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, qui concernait le suivi de celui-ci, ledit procès-verbal est approuvé conformément au règlement d'ordre intérieur.

Monsieur le **Président** de séance clôture la séance publique à 21 heures 54'.

Par le Conseil :

Le Directeur général adjoint,

Thierry LESPLINGART

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Paul-Olivier DELANNOIS